

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q3/BRB/9

8 juillet 2002

(02-3727)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

Réponses aux questions complémentaires des ÉTATS-UNIS^{*} concernant la notification de la BARBADE[†]

La Mission permanente de la Barbade a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 juin 2002.

Les États-Unis ont posé la question suivante:

1. La Barbade pourrait-elle fournir, pour chacun des programmes pour lesquels elle demande une prorogation au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC, les textes d'application ainsi que les modifications pertinentes qui y ont été apportées?

À cet égard, la Mission permanente de la Barbade a l'honneur de communiquer la législation pertinente comme suit:

	<u>Page</u>
1. Loi sur les sociétés internationales – Chapitre 77.....	2
2. Loi sur le commerce international (Dispositions diverses), 2001-29.....	15
3. Loi sur les sociétés à responsabilité limitée – Chapitre 318B.....	46
4. Loi sur les incitations fiscales – Chapitre 71A.....	71
5. Loi de l'impôt sur le revenu – Chapitre 73.....	91
6. Loi sur la Banque centrale – Chapitre 323C.....	240
7. Notification de 1998 relative à la Banque centrale de la Barbade (Inspection des institutions financières) (Révocation)	264

^{*} G/SCM/Q3/BRB/7.

[†] G/SCM/N/74/BRB, G/SCM/N/71/BRB et G/SCM/Q3/BRB/6.

CHAPITRE 77

SOCIÉTÉS INTERNATIONALES

DISPOSITION DES ARTICLES

ARTICLE

1. Titre abrégé
2. Objectifs de la loi
3. Interprétation
4. Fabrication destinée au marché international
5. Inéligibilité: *Loi sur les incitations fiscales*
6. Échanges et commerce internationaux
7. Demande de licence
8. Conditions pour la demande de licence
9. Licence
10. Dispositions fiscales particulières
11. Exonération en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*
12. Allégements fiscaux pour les personnes spécialement qualifiées
13. Dividendes et autres paiements
14. Retenue à la source
15. Transfert d'avoirs
16. Interdiction d'acceptation de prêts ou d'autres transactions avec les banques locales
17. Autorisation pour la tenue de livres et de registres en devises étrangères
18. Contrôle des changes
19. Chapitre 316 non applicable aux sociétés internationales
20. Machines et équipements exonérés de certains impôts et de certains droits
21. Enregistrement et inspection des machines et équipements
22. Dépôt de rapport financier non obligatoire
23. Économies
24. Exonération du droit de timbre
25. Interdiction de divulgation
26. Conformité à la *Loi sur les sociétés*
27. Garanties données par le Ministre
28. Notification au Ministre
29. Règlements
30. Mesures transitoires

CHAPITRE 77

SOCIÉTÉS INTERNATIONALES

Loi pour la révision de la législation régissant les sociétés internationales 1991-24
1998-35
[1^{er} mars 1992] Entrée en
vigueur
1992/20

1. La présente loi peut être dénommée *Loi sur les sociétés internationales*.

2. 1) La présente loi a pour objet la révision de la législation régissant les sociétés internationales qui exercent leurs activités dans le secteur de la fabrication destinée au marché international ou dans les échanges internationaux à partir de la Barbade afin:
- a)* d'encourager le développement de la Barbade en tant que centre financier international responsable;
- b)* de proposer des incitations au moyen de réductions, d'exonérations et d'avantages fiscaux pour la fabrication destinée au marché international et pour les échanges internationaux à partir de la Barbade.
- 2) La présente loi sera interprétée au sens le plus favorable, le plus large et le plus libéral que nécessaire pour permettre la réalisation de son objectif.

3. 1) Dans la présente loi:
- "entreprise" s'entend de tout(e) entreprise, commerce, manufacture, établissement ou activité de nature commerciale ou industrielle;
- "région de la CARICOM" s'entend de la région comprise dans les zones juridictionnelles des États membres de la Communauté des Caraïbes, établie par le Traité signé le 4 juillet 1973 à Chaguaramas;
- "société" s'entend d'une personne morale, quelle que soit la façon dont elle est constituée et quel que soit le lieu où elle est constituée;
- "devise étrangère" s'entend d'une devise qui est étrangère dans chaque État membre composant la région de la CARICOM;
- "entreprise internationale" s'entend d'une entreprise de fabrication destinée au marché international ou pour les échanges internationaux;
- "société internationale" s'entend d'une société qui satisfait aux conditions exposées à l'article 8 et qui détient une licence valable en vertu de la présente loi;
- "fabrication destinée au marché international" sera interprété conformément à l'article 4;

"échanges internationaux" sera interprété conformément à l'article 6;

"Ministre" s'entend du Ministre en charge des finances;

"résident hors de la région de la CARICOM" s'entend:

- a) eu égard à une personne physique, d'une personne qui ne réside habituellement dans aucun des États membres de la région de la CARICOM; et
- b) eu égard à une société, d'une société dont au moins 90 pour cent des actions émises, de toutes les catégories (le cas échéant) ou de toute autre participation au capital social, sont détenues ou contrôlées pour le compte de tiers, que ce soit directement ou indirectement, par des personnes qui ne résident habituellement dans aucun des États membres de la région de la CARICOM;

"titres" s'entend de tous dépôts attestés par un instrument écrit, actions, valeurs, bons, billets (autres que des billets à ordre émis par des personnes physiques), obligations, obligations sans garantie, unités en vertu d'un système de société d'investissement à capital variable et tous autres titres prescrits conformément à l'article 29.

- 2) Aux fins de la présente loi, une société internationale est considérée comme résidente de la Barbade lorsque cette société est constituée ou enregistrée conformément au droit de la Barbade.

Fabrication
destinée au
marché
international

- 4. Aux fins de la présente loi, la fabrication destinée au marché international s'entend des activités de fabrication, traitement, préparation ou conditionnement à la Barbade de tout produit exclusivement destiné à l'exportation vers des pays situés en dehors de la région de la CARICOM.

- 5. Une société qui a reçu une licence conformément à la présente loi ne satisfait pas aux conditions requises pour demander à devenir une entreprise agréée conformément à la *Loi sur les incitations fiscales*.

Inéligibilité *Loi*
sur les
incitations
fiscales
Chapitre 71A

- 6. 1) Aux fins de la présente loi, mais sous réserve du paragraphe 2), les échanges internationaux se composent des activités suivantes:

Échanges
internationaux

- a) les activités de courtier, agent, revendeur, vendeur, acheteur ou commissionnaire à la Barbade pour des produits existant hors de la Barbade ou des produits devant être transbordés à travers ou à partir de la Barbade;
- b) les activités de vente de services qui, s'ils sont originaires de la Barbade, sont destinés à, pour ou en faveur de personnes résidant hors de la région de la CARICOM;
- c) les activités de prestation, à partir de la Barbade, d'un service prescrit pour une société exécutant des activités à la Barbade en vertu d'une disposition législative telle que visée à l'article 7 2), autre qu'une banque agréée telle que visée au point e) dudit paragraphe; ou
- d) sous réserve de la présente loi, toute autre activité exécutée à partir de la Barbade;

- 2) Aucune des activités visées en vertu des dispositions législatives spécifiées aux points *a)* à *e)* de l'article 7 2) ne constituent des échanges internationaux au sens de la présente loi.
7. 1) Sous réserve du paragraphe 2), une société peut demander une licence au Ministre afin d'exercer des activités de société internationale si: Demande de licence
- a)* la société:
- i)* exerce, à la date du 1^{er} mars 1992; ou
- ii)* a l'intention d'exercer, au départ de la Barbade, les activités de fabrication destinée au marché international ou d'échanges internationaux; et
- b)* satisfait à toutes les conditions exposées à l'article 8.
- 2) Le paragraphe 1) ne s'applique pas à une société qui exerce des activités:
- Chapitre 325 *a)* en tant que titulaire de licence conformément à la *Loi sur les services bancaires offshore*;
- Chapitre 93B *b)* en tant que titulaire de licence conformément à la *Loi sur les sociétés de services financiers caribéennes*;
- Chapitre 308A *c)* en tant que titulaire de licence conformément à la *Loi sur l'exonération des sociétés d'assurance*;
- Chapitre 59C *d)* en tant que titulaire de licence conformément à la *Loi sur les sociétés de vente à l'étranger*;
- Chapitre 322 *e)* en tant que banque agréée conformément à la *Loi sur les services bancaires*;
- Chapitre 90A *f)* conformément à la *Loi sur les incitations au transport maritime*; ou
- g)* conformément à toute autre disposition législative prescrite.
- Conditions pour introduire des demandes 8. 1) Une société ne recevra pas de licence conformément à la présente loi à moins:
- a)* d'être résidente de la Barbade;
- b) à d)* *abrogé par 1998-35*;
- e)* que la société fournisse, de façon jugée satisfaisante par le Ministre, telles informations qu'il pourrait requérir et établissant qu'elle est financièrement en mesure d'exercer des activités de fabrication destinée au marché international et d'échanges internationaux ainsi que de satisfaire à toute condition prescrite.
- 2) Aux fins du présent article, une personne physique qui réside généralement à la Barbade, uniquement en raison d'une relation d'employeur et de salarié établie avec une société agréée conformément à la présente loi ou à toute législation mentionnée au paragraphe 2) de l'article 7 de la présente, autre qu'une banque agréée telle que visée au paragraphe *e)* dudit paragraphe, n'est pas considérée comme résidant à la Barbade.

9. 1) Lorsqu'une demande est approuvée par le Ministre, celui-ci peut délivrer une licence sous réserve de telles conditions qu'il peut spécifier dans la licence et du paiement de la taxe prescrite. Licence
- 2) Nulle société bénéficiant d'une licence conformément à la présente loi ne prendra part à d'autres activités que des activités internationales.
- 3) Sauf annulation conformément au paragraphe 4), une licence restera en vigueur jusqu'au 31 décembre de l'année au cours de laquelle elle a été délivrée et pourra être renouvelée avant le 1^{er} janvier de chaque année sur paiement de la taxe prescrite.
- 4) Sous réserve du paragraphe 5), le Ministre peut notifier par écrit l'annulation ou le refus de renouveler une licence lorsque la société enfreint le paragraphe 2) ou manque au respect d'une condition exposée à l'article 8, ou manque autrement au respect de toute condition de la présente loi ou de tous règlements établis en vertu de la présente loi.
- 5) Lorsque le Ministre a l'intention de ne pas renouveler ou d'annuler la licence d'une société, il notifiera son intention par écrit à cette société ainsi que le motif de cette intention.
- 6) Une notification remise conformément au paragraphe 5) mentionnera que la société peut, dans un délai de 21 jours à compter de la remise de la notification, faire une déclaration écrite au Ministre exposant les raisons pour lesquelles le Ministre devrait renoncer à prendre les mesures prévues.
- 7) Une personne lésée par l'annulation d'une licence ou le non-renouvellement d'une licence conformément au paragraphe 4) peut, dans un délai de 30 jours après avoir reçu notification de la décision du Ministre conformément au paragraphe 6), former un recours auprès de la Cour suprême afin qu'elle ordonne au Ministre de révoquer l'annulation de sa licence ou, le cas échéant, de renouveler sa licence, et la Cour peut rendre cette décision selon qu'elle le juge opportun en fonction des circonstances.
10. 1) Sous réserve du présent article et de l'article 11, un impôt sur les bénéfices et les gains d'une société sera, en lieu et place de l'impôt au taux spécifié conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, perçu et payé à la Direction des impôts en ce qui concerne l'exercice fiscal 1991 et chaque exercice fiscal ultérieur de la société internationale, selon les taux suivants:
- a) 2,5 pour cent sur tous les bénéfices et gains jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars;
- b) 2 pour cent de tous les bénéfices et gains excédant 10 millions de dollars mais n'excédant pas 20 millions de dollars;
- c) 1,5 pour cent de tous les bénéfices et gains excédant 20 millions de dollars mais n'excédant pas 30 millions de dollars;

Chapitre 325

Chapitre 73

- d) 1 pour cent de tous les bénéfices et gains supérieurs à 30 millions de dollars.
 - 2) Une société internationale peut opter pour la déduction des impôts payés dans un autre pays que la Barbade à condition que ce choix ne réduise pas les impôts devant être payés à la Barbade à un taux inférieur à 1 pour cent des bénéfices et gains de la société pour tout exercice fiscal.
 - 3) Une société internationale dont toutes les actions font partie de l'actif d'une fiducie, telle que décrite à l'article 105 de la *Loi sur les services bancaires offshore*, ne sera pas imposée, en vertu de cet article ou en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sur les bénéfices et gains de cette société si elle est gérée par une banque à l'étranger et si ses activités se limitent exclusivement à l'achat, la vente, la détention ou la gestion de titres.
 - 4) Une société internationale peut, par décret rendu par le Ministre en vertu du présent paragraphe, payer des impôts à un taux différent de celui fixé par le paragraphe 1), à condition que ce taux ne soit pas inférieur à 1 pour cent des profits et des gains de la société au cours de tout exercice fiscal.
 - 5) *Abrogé par 1998-35.*
 - 6) Un décret rendu en vertu du paragraphe 4) est rendu sous réserve d'une résolution négative.
- 11.** Une société internationale ne sera tenue de payer aucun impôt en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* sauf conformément aux dispositions de l'article 10 de la présente en ce qui concerne un exercice fiscal, ni ne sera tenue, en vertu de la présente ou de toute autre disposition législative, de payer aucun autre impôt direct sur ses bénéfices et gains en ce qui concerne cet exercice fiscal.
- 12. 1)** Lorsqu'une société internationale nécessite les services de personnes spécialement qualifiées afin d'exercer ses activités de manière efficace à la Barbade et qu'elle n'est pas en mesure:
- a) de se procurer ces services à la Barbade; et
 - b) de conserver ces services extérieurs à la Barbade sans allègements fiscaux particuliers;
- le Ministre peut accorder un allègement fiscal à ces personnes spécialement qualifiées.
- 2) L'allègement fiscal visé au paragraphe 1) est un allègement permettant qu'un pourcentage, tel que prescrit, du salaire ou des honoraires d'un salarié ou d'un contractant:
- a) soit exonéré de l'impôt sur le revenu à la Barbade;
 - b) soit payé en devises sur un compte en fiducie sans être soumis à l'impôt sur le revenu à la Barbade en ce qui concerne le montant payé ou les intérêts obtenus sur ce montant; ou

Exonération en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*
Chapitre 73

Allègements fiscaux pour personnes spécialement qualifiées

- c) soit payé de quelque autre manière prescrite dans une autre devise ou sans être autrement soumis à l'impôt sur le revenu à la Barbade;

nonobstant toutes dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou de la *Loi sur le contrôle des changes*.

Chapitre 73
Chapitre 71

Dividendes et autres paiements

Chapitre 73

- 13. 1)** Tous les dividendes, redevances, intérêts, honoraires, frais de gestion, payés ou considérés comme devant être payés par une société internationale à une société exerçant des activités internationales ou à une personne résidant hors de la Barbade sont exonérés de l'impôt en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.
- 2) Sous réserve du paragraphe 1), des impôts au taux approprié, conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, seront perçus et payés à la Direction des impôts sur tous dividendes, redevances, intérêts, frais de gestion, honoraires, salaires, rémunérations ou autres revenus payés ou considérés comme devant être payés par une société internationale à une personne résidant à la Barbade qui n'exécute pas d'activités internationales.

Impôt retenu à la base

- 14.** Nonobstant la *Loi de l'impôt sur le revenu*, une société internationale ne doit retenir à la base aucune portion des dividendes, redevances, intérêts, frais de gestion, honoraires ou autres revenus payés ou considérés comme devant être payés par une société internationale à une personne qui n'est pas résidente de la Barbade ou qui, si elle en est résidente, exerce des activités internationales.

Transfert d'actifs

- 15. 1)** Nul impôt, droit ou autre taxe ne sera perçu(e) sur une société internationale, ses actionnaires ou cessionnaires eu égard à tout transfert de titres ou actifs de la société, hormis un transfert d'actifs imposables, à une personne qui n'est pas résidente de la Barbade ou qui, si elle en est résidente, est titulaire d'une licence conformément à l'article 9 pour exercer des activités internationales.
- 2) Aux fins du paragraphe 1), les actifs suivants constituent des actifs imposables aux mains d'une société internationale, à savoir:
- a) les biens immeubles situés à la Barbade et détenus par ou pour le compte de la société; et
- b) tous les équipements de bureau, fournitures, mobiliers et installations, machines, véhicules et équipement utilisés à la Barbade dans l'exercice des activités et affaires de la société.

- 16. 1)** Sauf dispositions contraires de la présente loi, une société internationale ne pourra, dans l'exercice de ses activités, accepter de prêts ni faire d'autres transactions avec une banque agréée conformément à la *Loi sur les services bancaires*.
- 2) La portée du paragraphe 1) ne s'étend pas jusqu'à empêcher une société internationale de détenir un compte bancaire auprès d'une banque agréée au sens de la *Loi sur les services bancaires*.

Interdiction d'acceptation de prêts ou autres transactions avec les banques locales
Chapitre 322

Chapitre 322

- 3) Nonobstant toute clause contraire dans la présente loi, une société internationale peut effectuer des placements en bons de caisse à échéance fixe auprès d'une société ou d'une banque étrangère qui propose des services bancaires à l'étranger (au sens de la *Loi sur les services bancaires offshore*) à la Barbade et les revenus dérivés de tels placements sont assujettis à l'impôt sur le revenu, au taux spécifié à l'article 10 1).

Chapitre 325

17. Nonobstant toute disposition législative contraire, une société internationale peut tenir, établis en devises étrangères, tels livres, registres et rapports financiers qu'il lui faut tenir en vertu de la *Loi sur les sociétés* et la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Pouvoir de tenir
les livres et les
registres en
devise étrangère
Chapitre 308
Chapitre 73

- 18. 1)** L'article 11 2) de la *Loi sur le contrôle des changes* ne s'applique pas à l'égard d'une personne qui constitue ou enregistre, ou qui a l'intention de constituer ou d'enregistrer, à la Barbade une société afin d'obtenir une licence en vertu de la présente loi et de devenir une société internationale.

Contrôle des
changes
Chapitre 71

Chapitre 71

- 2) La *Loi sur le contrôle des changes* ne s'applique pas aux sociétés internationales en ce qui concerne leurs activités d'échanges internationaux et de fabrication destinée au marché international.

Chapitre 316
non applicable
aux sociétés
internationales

19. La *Loi sur les taux d'intérêt* ne s'applique pas aux sociétés internationales en ce qui concerne leurs activités d'échanges internationaux et de fabrication destinée au marché international.

Machines,
équipement
exonérés de
certains impôts
et droits

- 20. 1)** Une société internationale peut importer, en exemption de droits de douane, de taxe de consommation, de droits de timbre *ad valorem* et autres droits, taxes et impôts similaires, les matériels, machines, équipement, installations, instruments, appareils, outils et pièces de rechange ainsi les matières premières, produits, composants et articles, tels que nécessaires pour permettre à la société d'exercer ses activités internationales.
- 2) Les produits visés au paragraphe 1) ne peuvent être importés en exemption de droits, taxes et impôts mentionnés dans ce paragraphe que lorsque le Secrétaire ou le Directeur général de la société certifie à l'Inspecteur principal des douanes, dénommé dans la présente loi "l'Inspecteur", que les biens importés sont exclusivement destinés à être utilisés dans le cadre des activités internationales de la société.
- 3) Lorsqu'une société internationale importe, en vertu du présent article, tous matériaux, produits ou articles en exemption de droits, taxes ou impôts, ces matériaux, produits ou articles ne pourront être autrement vendus ou écoulés à la Barbade que dans le cours ordinaire des activités d'échanges internationaux et de fabrication destinée au marché international de la société jusqu'à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de leur importation, à moins que:
- a) la vente ou l'écoulement soit destiné(e) à une autre société internationale; ou que

- Dépôt d'un
rapport financier
non obligatoire
Chapitre 308

SS1998-35	1A)	Nonobstant le paragraphe 1), une société internationale enverra au Ministre des finances des rapports financiers annuels, soumis à une vérification comptable de la même manière et pour la même période que celles requises par l'article 147 de la <i>Loi sur les sociétés</i> .	
Chapitre 308			
Chapitre 77	2)	Une société internationale, au sens de la <i>Loi sur les sociétés internationales (exonération fiscale)</i> , en vigueur immédiatement avant le 1 ^{er} mars 1992, qui ne satisfaisait pas à l'article 147 de la <i>Loi sur les sociétés</i> ne sera pas tenue, après cette date, de satisfaire à cet article.	
Chapitre 308			
Épargne	23.	Hormis dans la mesure où la présente loi a pour effet d'exonérer une société internationale de l'impôt conformément à la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> , toutes les dispositions de cette loi s'appliquent, avec les modifications nécessaires, à une société internationale.	
Chapitre 73			
Exonération du droit de timbre	24.	Une société internationale est exonérée du droit de timbre <i>ad valorem</i> sauf en ce qui concerne les biens immobiliers situés à la Barbade et paie un droit fixe, tel que spécifié dans l'annexe à la <i>Loi sur le droit de timbre</i> .	
Chapitre 91			
Interdiction de divulgation	25. 1)	Nulle personne ne dévoilera une quelconque information relative à toute demande émanant d'un futur concessionnaire de licence ou aux affaires d'un concessionnaire de licence hormis dans la mesure où ces informations font partie du registre public qui se trouve en la possession du Conservateur des registres des affaires générales, sauf lorsqu'elle y est autorisée par le futur concessionnaire de licence ou par le concessionnaire de licence ou lorsqu'elle est légalement requise de le faire par un tribunal d'une juridiction compétente.	
	2)	Une personne qui enfreint le présent article commet un délit et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de 10 000 dollars ou d'une peine de prison d'une durée de deux ans, ou encore de l'une et l'autre de ces deux peines.	
Chapitre 73	3)	Le présent article ne s'applique à aucune personne exécutant tout devoir que lui impose la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> ou agissant autrement, en application de tout accord international auquel la Barbade est partie.	
Conformité à la <i>Loi sur les sociétés</i>	26. 1)	Sous réserve du paragraphe 2), un concessionnaire de licence non constitué en société, conformément à la <i>Loi sur les sociétés</i> , satisfait aux articles 155 et 164 de la <i>Loi sur les sociétés</i> comme si, en réalité, il avait été constitué en société conformément à cette loi.	
Chapitre 308	2)	Un concessionnaire de licence dont les actifs ou le revenu brut n'excèdent pas 1 million de dollars ne sera pas tenu de satisfaire aux dispositions du paragraphe 1).	
	27. 1)	Le Ministre peut, par convention, donner des assurances ou des garanties au demandeur d'une licence, selon lesquelles tout ou partie des avantages et exonérations visés par la présente loi s'appliqueront à cette société pendant une période de 15 ans à compter du moment où la société devient un concessionnaire de licence.	Garanties du Ministre

- 2) Une assurance ou une garantie telle que visée au paragraphe 1) est accordée sous réserve d'une résolution négative.

28. 1) Lorsqu'une société internationale:

Notification au
Ministre

- a)* cesse d'opérer en tant que société internationale; ou
b) cesse de satisfaire à toute prescription de la présente loi ou aux règlements;

cette société informe le Ministre de ce fait, par voie de notification.

- 2) Lorsqu'une société internationale satisfait au paragraphe 1) ou lorsque le Ministre est autrement informé de tout fait visé au point *a)* ou *b)* de ce paragraphe, le Ministre retire sa licence à cette société.

29. Le Ministre peut établir des règlements visant à:

Règlements

- a)* communiquer les informations devant être fournies afin de demander une licence pour exercer des activités en tant que société internationale;
- b)* prescrire des garanties aux fins de la présente loi;
- c)* prescrire tout autre sujet ou objet devant être prescrits en vertu de la présente loi; et
- d)* de façon générale, à mettre à exécution les objectifs de la présente loi.

30. 1) Lorsqu'une société, immédiatement avant le 1^{er} mars 1992, opérait conformément aux dispositions de la *Loi sur les sociétés internationales (exonération fiscale)*, cette société demandera une licence, dans un délai de 180 jours à compter de cette date ou telle autre période ultérieure autorisée par le Ministre, conformément aux dispositions de la présente loi.

Mesures
transitoires
Chapitre 77

Chapitre 77

- 2) Sous réserve du paragraphe 3), une société telle que visée au paragraphe 1) continuera à avoir droit aux avantages conférés par la *Loi sur les sociétés internationales (exonération fiscale)*, comme si la loi n'avait pas été abrogée.

- 3) Le droit aux avantages visés au paragraphe 2) ne se poursuivra pas:

- a)* au-delà de 180 jours après le 1^{er} mars 1992 ou telle période ultérieure autorisée par le Ministre si une demande de licence n'est pas introduite au cours de cette période; ou
- b)* si une demande de licence est introduite conformément au paragraphe 1), au-delà de la date à laquelle cette demande est approuvée ou rejetée.

- 4) Lorsqu'une demande introduite conformément à la présente loi est approuvée, la société aura droit aux avantages conférés en vertu de la présente loi, à partir de la date d'approbation.

Sociétés internationales
RÈGLEMENTS DE 1992 SUR LES SOCIÉTÉS
INTERNATIONALES

Chapitre 77

1992/21

Autorité: Les présents règlements ont été établis le 28 février 1992 par le Ministre en vertu de l'article 29 de la *Loi sur les sociétés internationales*.

Entrée en vigueur: 2 mars 1992.

1. Les présents règlements peuvent être dénommés *Règlements de 1992 sur les sociétés internationales*.
2.
 - 1) Une demande pour la délivrance d'une licence en vertu de l'article 7 de la loi:
 - a) doit mentionner la nature des activités internationales que la société se propose d'exercer; et
 - b) doit être accompagnée d'une déclaration énonçant que la société satisfait aux prescriptions de la loi pour la délivrance d'une licence.
 - 2) Une déclaration telle que visée au point 1) peut être signée par le Secrétaire de la société ou en son nom, par un de ses administrateurs ou par un avocat au nom de la société.
3.
 - 1) Les redevances à payer pour la délivrance et le renouvellement d'une licence conformément à l'article 9 1) et 3) de la loi sont celles prescrites dans l'*annexe*.
 - 2) Le paiement des redevances s'effectue dans la devise de la Barbade mais un montant équivalent en devises étrangères, convertibles à la Barbade, peut être accepté.
4.
 - 1) Aux fins de l'article 12 de la loi, l'allégement fiscal eu égard à l'impôt sur le revenu payable par des personnes spécialement qualifiées sera égal, au maximum, à 35 pour cent du salaire ou des honoraires d'un salarié ou contractant.
 - 2) L'allégement fiscal peut être versé dans une devise étrangère, dans un pays spécifié par le salarié ou le contractant.

Annexe

ANNEXE

(Règlement 3)

Redevances

Dollars

Pour la délivrance d'une licence.....	200,00
Pour le renouvellement d'une licence.....	200,00

Sociétés internationales

Chapitre 77

**DÉCRET DE 1998 SUR LES SOCIÉTÉS INTERNATIONALES
(TAUX D'IMPOSITION)**

1998/164

Autorité: Le présent décret a été rendu le 18 décembre 1998 par le Ministre en vertu de l'article 10 4) de la *Loi sur les sociétés internationales*.

Entrée en vigueur: 24 décembre 1998.

1. Le présent Décret peut être dénommé *Décret de 1998 sur les sociétés internationales (Taux d'imposition)*.

2. Les sociétés énumérées dans l'*annexe* au présent décret, en tant que sociétés constituées conformément à la *Loi sur les sociétés* et titulaires d'une licence en vertu de la *Loi sur les sociétés internationales*, paient chacune, sur leurs bénéfices et gains, un taux d'imposition de 1 pour cent pendant une période de 12 ans, à partir de l'exercice fiscal 1998.

Annexe

Chapitre 308
Chapitre 77

3. Aux fins du présent décret, "exercice fiscal" aura le sens qui lui est donné à l'article 85 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Chapitre 73

ANNEXE

(Point 2)

CCG Capital Limited

CICL Carribean International Capital Limited

Adams Capital Limited

Barrow Capital Limited

Cummins Capital Limited

Durham Capital Limited

Erie Capital Limited

Frontenac Capital Limited

Grey Capital Limited

Haliburton Capital Limited

Ironbridge Capital Limited

Joly Capital Limited

Kanata Capital Limited

Worrell Capital Limited

Supplément au Journal officiel du 27 août 2001

**LOI SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL
(DISPOSITIONS DIVERSES), 2001-29**

Disposition des articles

Article

1. Titre abrégé
2. Modification de dispositions législatives indiquées dans l'annexe.

ANNEXE

BARBADE

Avec notre assentiment,
C. STRAUGHN HUSBANDS
Gouverneur général
17 août 2001

2001-29

Loi portant modification de certaines lois relatives au commerce international et aux services financiers.

(27 août 2001) Entrée en
vigueur

PROMULGUÉE par le Parlement de la Barbade comme suit:

- | | |
|---|---|
| 1. La présente loi peut être dénommée <i>Loi de 2001 sur le commerce international (Dispositions diverses)</i> . | Titre abrégé |
| 2. Les dispositions législatives indiquées dans la colonne 1 de l'annexe sont modifiées sous les rapports spécifiés en regard, dans la colonne 2 de ladite annexe. | Modification des dispositions législatives indiquées dans l'annexe. |

ANNEXE

(article 12)

Colonne 1	Colonne 2
<i>Dispositions législatives</i>	<i>Modifications</i>
1. <i>Loi sur les sociétés de vente à l'étranger, chapitre 59C</i>	1. À l'article 6, a) Supprimer le paragraphe 2) et remplacer par ce qui suit: "2) Sous réserve du paragraphe 3), le Ministre peut retirer une licence: a) si un concessionnaire de licence i) ne respecte pas une condition de sa licence; ii) cesse d'être une société de vente à l'étranger conformément à la législation d'un pays mentionné à la <i>première annexe</i> ; iii) enfreint tout devoir ou obligation que lui impose la présente loi; ou b) pour des motifs d'intérêt public."
	2. Dans la deuxième annexe, supprimer la mention "200 dollars" au paragraphe 1 et remplacer par la mention "500 dollars".
2. <i>Loi sur les sociétés internationales, chapitre 77</i>	1. Dans: a) l'article 3, supprimer la définition "résident hors de la région de la CARICOM" et remplacer par ce qui suit: "résident hors de la Barbade" s'entend, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente: a) eu égard à une personne physique, d'une personne qui ne réside habituellement pas à la Barbade; et b) eu égard à une société, d'une société dont plus de 50 pour cent de l'ensemble des actions émises de toutes les catégories, le cas échéant, ou de toute autre participation au capital social sont détenues ou contrôlées pour le compte de tiers, que ce soit directement ou indirectement, par des personnes qui ne résident habituellement pas à la Barbade;

Colonne 1

Dispositions législatives

Loi sur les sociétés internationales,
chapitre 77 – Suite

Colonne 2

Modifications

- c) eu égard à une fiducie, si
 - i) elle est établie par une personne conformément au point *a)* ou *b)*; ou si
 - ii) la fiducie est une société dans laquelle une personne visée au paragraphe i) détient plus de 50 pour cent de la participation au capital pour le compte de tiers;
- b) l'article 4, supprimer les termes "vers des pays situés en dehors de la région de la CARICOM";
- c) l'article 6, supprimer les termes "hors de la région de la CARICOM" figurant au point *b)* du paragraphe 1) et remplacer par les termes "hors de la Barbade";
- d) l'article 9,
 - i) insérer ce qui suit immédiatement après le paragraphe 1), en tant que paragraphe 1A):

"1A) Le Ministre peut, au moyen d'un instrument écrit, déléguer le pouvoir qui lui est conféré par le présent article, hormis le pouvoir visé au point *b)* du paragraphe 4), au Directeur ou, en l'absence du Directeur, au Sous-Directeur du commerce international; toutefois, cette délégation n'empêchera pas le Ministre d'exercer, à tout moment, le pouvoir ainsi délégué.";
 - ii) insérer ce qui suit immédiatement après le paragraphe 3), en tant que paragraphes 3A) et 3B):

"3A) Une société qui ne renouvelle pas sa licence dans les délais prescrits par le présent article paiera, outre la redevance à payer en vertu de la présente loi, une amende d'un montant égal à cette redevance.

Colonne 1

Dispositions législatives

Loi sur les sociétés internationales,
chapitre 77 – Suite

Colonne 2

Modifications

- 3B) Nonobstant le paragraphe 1), une société qui ne renouvelle pas sa licence après un mois à compter de la date à laquelle la redevance à payer pour le renouvellement devient exigible sera traitée comme n'étant pas concessionnaire d'une licence en vertu de la présente loi.";
- iii) supprimer le paragraphe 4) et remplacer par ce qui suit:
- "4) Sous réserve du paragraphe 5), le Ministre peut, par voie de notification écrite, annuler ou refuser de renouveler une licence:
- a) si la société:
- i) enfreint le paragraphe 2);
- ii) ne satisfait pas à une condition de sa licence ou à une condition visée à l'article 8;
- iii) ne satisfait pas à toute prescription de la présente loi ou à tout règlement établi en vertu de cette loi; ou
- b) pour des motifs d'intérêt public.";
- e) l'article 10, en supprimant les paragraphes 4) et 6);
- f) l'article 12, en supprimant le paragraphe 1 a):
- i) les termes "à la Barbade" et en les remplaçant par les termes "dans la région de la CARICOM"; et
- ii) le point à la fin du paragraphe 1) et en ajoutant ce qui suit:
- "qui résident en dehors de la région de la CARICOM.";
- g) l'article 22, supprimer les termes "le Ministre des finances" figurant au paragraphe 1A) et les remplacer par les termes "le Ministre de l'industrie et du commerce international".

Colonne 1	Colonne 2
<i>Dispositions législatives</i>	<i>Modifications</i>
3. <i>Loi sur les sociétés d'investissement internationales,</i> chapitre 245	1. Dans: a) l'article 13, i) insérer ce qui suit immédiatement après le paragraphe 1), en tant que paragraphes 1A) et 1B): "1A) Nonobstant toute disposition de la présente loi, l'administrateur fiduciaire d'une société d'investissement internationale déposera également, auprès du Directeur du commerce international de la Barbade, les informations visées aux alinéas b) i), ii) et iii) du paragraphe 1). 1B) Les informations visées au paragraphe 1A) sont confidentielles et non accessibles au public."; ii) ajouter au point a) du paragraphe 3), immédiatement après les termes "paragraphe 1)", les termes "ou 2"; b) l'article 19, supprimer le point g); c) l'article 20, supprimer les termes "ou à une valeur sous-estimée" figurant au paragraphe 1).
4. <i>Loi sur l'exonération des sociétés d'assurance,</i> chapitre 308A	À l'article 34, a) supprimer les termes "à la Barbade" figurant au point a) du paragraphe 1) et remplacer par les termes "dans la Communauté des Caraïbes"; b) supprimer les termes "hors de la Barbade" figurant au point b) du paragraphe 1) et remplacer par les termes "hors de la Communauté des Caraïbes"; et c) supprimer le point à la fin du paragraphe 1) et ajouter ce qui suit: "qui résident en dehors de la Communauté des Caraïbes."
5. <i>Loi sur les sociétés à responsabilité limitée,</i> chapitre 318B	1. À l'article 13, supprimer le terme "directeurs" figurant au paragraphe 3) et remplacer par le terme "gérants";

Colonne 1	Colonne 2
<i>Dispositions législatives</i>	<i>Modifications</i>
<i>Loi sur les sociétés à responsabilité limitée, chapitre 318B - Suite</i>	
	2. Insérer ce qui suit immédiatement après l'article 14, en tant qu'article 14A:
"Dissolution du Ministre	14A.1) Sous réserve de la présente loi et de ses articles, une société pourra acheter, racheter ou autrement acquérir les parts émises par elle, de la même manière que celle prévue pour ce qui concerne les actions conformément aux articles 39 à 41 de la <i>Loi sur les sociétés</i> avec telles modifications et adaptations que le requièrent les circonstances."
	3. À l'article 40,
	a) insérer ce qui suit immédiatement après le paragraphe 1), en tant que paragraphe 1A):
	"1A) Le Ministre peut, au moyen d'un instrument écrit, déléguer le pouvoir qui lui est conféré par le présent article au Directeur ou, en l'absence du Directeur, au Sous-Directeur du commerce international; toutefois, cette délégation n'empêchera pas le Ministre d'exercer, à tout moment, le pouvoir ainsi délégué.";
	b) supprimer le paragraphe 5) et remplacer par ce qui suit:
	"5) Sous réserve du paragraphe 6), le Ministre peut, par voie de notification écrite, annuler ou refuser de renouveler une licence:
	a) si la société:
	i) enfreint le paragraphe 3);
	ii) ne satisfait pas à une condition de sa licence; ou
	iii) ne satisfait pas autrement à toute prescription de la présente loi; ou
	b) pour des motifs d'intérêt public.";
	4. À l'article 41,
	i) supprimer les termes "dans la région de la CARICOM" figurant au point b) du paragraphe 1) et remplacer par les termes "à la Barbade";

Colonne 1	Colonne 2
<i>Dispositions législatives</i>	<i>Modifications</i>
<i>Loi sur les sociétés à responsabilité limitée,</i> chapitre 318B – Suite	ii) supprimer le paragraphe 4 et remplacer par ce qui suit: "4) Aux fins du présent article: "Région de la CARICOM" s'entend de la région des zones juridictionnelles des États membres de la Communauté des Caraïbes, établie par le Traité signé le 4 juillet 1973 à Chaguaramas."
	5. À l'article 43, supprimer les paragraphes 3), 4) et 5) et remplacer par le paragraphe suivant: 3) "Lorsque le Ministre acquiert la conviction qu'une société nécessite les services de personnes spécialement qualifiées afin d'exercer efficacement ses activités à la Barbade et: a) qu'elle n'est pas en mesure d'acquérir ces services à la Barbade; et b) qu'elle n'est pas en mesure de conserver ou de louer ces services hors de la région de la CARICOM sans que des allègements fiscaux particuliers soient mis à disposition; le Ministre peut accorder un allègement fiscal en ce qui concerne l'impôt sur le revenu exigible de ces personnes spécialement qualifiées et qui résident hors de la région de la CARICOM."
<i>Loi sur les sociétés à responsabilité limitée - Fin</i>	6. Dans la présente loi, supprimer les termes "société exonérée", où qu'ils figurent, et remplacer par les termes "société internationale".
<i>Loi sur les services bancaires offshore,</i> chapitre 325	À l'article 112, a) supprimer les termes "à la Barbade" figurant au point a) du paragraphe 1) et remplacer par les termes "dans la région de la CARICOM"; b) supprimer les termes "hors de la Barbade" figurant au point b) du paragraphe 1) et remplacer par les termes "hors de la région de la CARICOM"; et c) supprimer le point figurant à la fin du paragraphe 1) et ajouter ce qui suit: "qui ne sont pas résidents de la CARICOM."

Colonne 1	Colonne 2
<i>Dispositions législatives</i>	<i>Modifications</i>
6. <i>Règlements de 1992 sur les sociétés internationales</i> S.I. 1992 n° 24	<p>Au Règlement 2, supprimer le point 1 et remplacer par ce qui suit:</p> <p>"1) Une demande pour:</p> <ul style="list-style-type: none">a) la délivrance d'une licence conformément à l'article 7 doit être introduite avec le Formulaire 1; oub) le renouvellement d'une licence conformément à l'article 9 doit être introduite avec le Formulaire 2; <p>tel qu'exposé dans la Partie III de l'annexe et doit être accompagnée d'une déclaration énonçant que la société satisfait aux prescriptions de la loi pour la délivrance ou le renouvellement de la licence."</p> <p>Supprimer l'annexe et remplacer par ce qui suit:</p>

"ANNEXE

Partie I

(Règlement 2)

Formulaires

FORMULAIRE I

**DEMANDE DE LICENCE EN TANT QUE SOCIÉTÉ COMMERCIALE, CONFORMÉMENT
À LA LOI SUR LES SOCIÉTÉS INTERNATIONALES, CHAPITRE 77,
DE LA LÉGISLATION DE LA BARBADE**

Notes relatives à la façon de remplir le formulaire

Certaines questions contenues dans ce formulaire peuvent s'avérer être sans objet, auquel cas vous pouvez inscrire la mention "SO" à l'endroit approprié en indiquant la raison pour laquelle la question est sans objet. Lorsque le renseignement demandé est jugé inapproprié, veuillez indiquer les raisons.

Ne laissez aucun espace vierge. Lorsqu'une réponse par oui/non est demandée, veuillez répondre en cochant la case appropriée.

Si un espace suffisant n'a pas été prévu pour répondre à un point quelconque, veuillez fournir les informations sur une FEUILLE SEPARÉE, et y faire référence dans l'espace prévu pour la réponse. Veuillez vous assurer que toute feuille est correctement identifiée par le nom de votre organisation et porte la référence à la question.

Au cas où de plus amples informations ou explications seraient nécessaires, elles seront demandées pendant le traitement de la demande.

Veuillez écrire à l'encre noire et en LETTRES MAJUSCULES ou CARACTÈRES D'IMPRIMERIE pour toutes les réponses.

JOIGNEZ LES DOCUMENTS SUIVANTS:

Pour toutes les sociétés:

- Chèque en faveur du Secrétaire permanent, Ministère de l'industrie et du commerce international.
- Copie certifiée des statuts/de l'enregistrement/de continuité.
- Copie certifiée des bilans de la société mère (s'il y a lieu) soumis à une vérification comptable.
- Procédures de saine diligence et de conformité de la personne introduisant la demande au nom du requérant, y compris les procédures d'acceptation et d'information de vos politiques relatives à la clientèle si elles non pas été soumises précédemment.

Pour les sociétés proposant des services financiers

Les documents suivants doivent être inclus, en sus des documents mentionnés ci-dessus:

- Un organigramme illustrant les niveaux Direction générale et Conseil d'administration ainsi qu'une brève description des responsabilités.
- Les rapports financiers projetés, y compris les bilans prévus et les chiffres des profits et pertes pour les trois premières années de fonctionnement, accompagnés des hypothèses qui sous-tendent la préparation des chiffres lorsqu'il y a lieu.
- Un plan d'activités triennal détaillé expliquant comment les activités envisagées seront dirigées le cas échéant.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE REQUÉRANT

1. Nom de la société:

2. N° d'enregistrement/de constitution:

3. Date de demande de licence:

4. Coordonnées du siège social:

Adresse:	
N° de téléphone:	Télécopie:
Courrier électronique:	Site Web:

5. Coordonnées du lieu où la société exercera ses activités (si différent du point 4 ci-dessus):

Adresse:	
N° de téléphone:	Télécopie:
Courrier électronique:	Site Web:

6. Coordonnées du prestataire de services/requérant:

Adresse:	
N° de téléphone:	Télécopie:
Courrier électronique:	Site Web:

7. Coordonnées du vérificateur des comptes (le cas échéant):

Adresse:	
N° de téléphone:	Télécopie:
Courrier électronique:	Site Web:

8. Coordonnées des banques locales proposées:

Adresse:	
N° de téléphone:	Télécopie:
Courrier électronique:	Site Web:

9. Terme de l'exercice fiscal:

--

10. Nombre de personnes qui seront employées par la société et nécessitant des permis de travail:

--

11. Postes qui seront occupés par les personnes nécessitant un permis de travail:

--

12. Parmi les personnes nécessitant un permis de travail, certaines demanderont-elles à bénéficier d'allégements fiscaux en tant que personnes spécialement qualifiées?

☐ OUI ☐ NON

13. Si OUI au point 12 ci-dessus, combien?

--

14. Nom, adresse, numéro d'enregistrement/de constitution de toutes les entités connexes exerçant des activités, détentrices de licence, constituées, enregistrées ou organisées à la Barbade:

--

15. Parmi les activités suivantes, veuillez indiquer dans la case correspondante celles dans lesquelles la société envisage de s'engager:

Fabrication		Distribution (par exemple franchisage, commerce de détail)	
Traitement		Services éducatifs	
Investissements		Services environnementaux	
Services professionnels		Services financiers	
Services informatiques et connexes		Services sociaux et liés à la santé	
Services de recherche et développement		Services liés au tourisme et aux voyages	
Services immobiliers		Loisirs, culture et sports (par exemple divertissements, agences de presse, musées)	
Services de location sans opérateur		Services de transport	
Services commerciaux (non mentionnés ci-dessus) – Spécifiez:		Services énergétiques	
Communications (par exemple poste, courrier, télécommunications)		Services de construction et d'ingénierie connexe	
Autres activités non mentionnées Spécifiez:			

16. La société prévoit-elle de pratiquer des activités réglementées conformément à toute disposition législative à la Barbade?

☐ OUI ☐ NON

17. Si OUI au point 16 ci-dessus, prière de spécifier:

--

18. Décrivez plus amplement les activités internationales que la société envisage d'exécuter:

--

19. Nom (nom complet, y compris le nom intermédiaire dans le cas où l'actionnaire est un particulier), adresse de résidence, téléphone, télécopieur des actionnaires proposés ainsi que le pourcentage de l'actionnariat:

Nom	Nom précédent (alias)	Adresse résidentielle ou siège social	Téléphone, télécopie et courrier électronique	Pourcentage de l'actionnariat

20. Profil de chaque actionnaire proposé (qualifications universitaires, formation, expérience, statut et description des activités lorsqu'il y a lieu):

- a.
- b.
- c.

21. Profil de chaque administrateur principal/directeur (qualifications universitaires, formation, expérience, statut et description des activités pertinentes):

- a.
- b.
- c.

22. Coordonnées des actionnaires dépositaires finaux (si différents du point 19 ci-dessus):

Adresse:	
N° de téléphone:	Télécopie:
Courrier électronique:	Site Web:

23. Mentionnez si, à la connaissance du requérant ayant procédé à toutes les enquêtes raisonnables, l'un des cadres supérieurs ou de direction a déjà, dans toute juridiction:

- été reconnu coupable d'un délit pénal impliquant une fraude, des opérations d'initiés ou autre malhonnêteté;

☐ OUI ☐ NON

- été déclaré en faillite ou a déjà conclu un concordat avec ses créanciers (ou procédure analogue);

☐ OUI ☐ NON

- s'est vu refuser ou retirer toute licence ou autorisation pour mener des activités dirigées.

☐ OUI ☐ NON

24. Veuillez préciser si vous avez répondu OUI à un des points ci-dessus.

--

25. Le requérant s'est-il déjà vu refuser ou révoquer une autorisation pour exercer des activités dans une autre juridiction que celle de la Barbade?

☐ OUI ☐ NON

26. Le requérant a-t-il déjà fait l'objet de mesures disciplinaires par un quelconque organisme réglementaire dont il est, ou a été membre à l'époque, ou par tout autre organisme réglementaire à la Barbade ou ailleurs, dans le cadre de ses activités commerciales?

☐ OUI ☐ NON

27. À la connaissance du requérant, les activités du requérant ont-elles déjà fait l'objet d'une enquête de la part de tout organisme réglementaire à la Barbade ou ailleurs, dans le cadre de ses activités commerciales, autres que des enquêtes menées dans le cadre d'une procédure normale de contrôle et de surveillance?

☐ OUI ☐ NON

DÉCLARATION

Je soussigné,

domicilié

déclare par la présente ce qui suit:

- a. je suis autorisé à introduire la présente demande conformément à la Loi sur les sociétés internationales, chapitre 77 et les règlements, et après avoir procédé à toutes les investigations raisonnables, je déclare que les informations fournies au ministère dans le cadre de la présente demande sont, à ma connaissance, exactes dans tous leurs aspects substantiels et n'omettent aucun renseignement qui pourrait raisonnablement être considéré comme pertinent pour la demande;
- b. selon mes sources et mes convictions profondes, la société n'exécutera aucun autre type d'activités internationales que celles communiquées dans la demande ou pour lesquelles elle sera titulaire d'une licence en vertu de la Loi sur les sociétés internationales, chapitre 77;
- c. la société n'est pas une société visée à l'article 7 2) de la loi, elle satisfait aux prescriptions de l'article 8 de la loi et a l'intention de satisfaire aux prescriptions de la loi;
- d. le requérant notifiera au ministère toute modification substantielle dans les informations fournies dans la demande ou de quelque autre manière, intervenant pendant la période au cours de laquelle la demande d'autorisation est à l'examen et il satisfera par la suite à ses obligations en ce qui concerne la notification de changements;
- e. je déclare avoir apporté le soin nécessaire et approprié en ce qui concerne les déclarations relatives à la société, aux actionnaires, aux membres du bureau et aux cadres supérieurs cités dans la demande et déclare qu'à ma connaissance, toutes ces personnes sont des personnes capables et adéquates pour exercer des activités à partir de la Barbade.

Le requérant autorise le ministère à procéder à toute enquête qu'il pourrait juger nécessaire eu égard à la présente demande.

Déclaration effectuée le 20...

Nom du déclarant

EXCLUSIVEMENT RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION
Réf. ISB <input type="text"/>
Date de réception <input type="text"/>

FORMULAIRE 2

(Règlement 3)

RENOUVELLEMENT DE LICENCE EN TANT QUE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE, CONFORMÉMENT À LA LOI SUR LES SOCIÉTÉS INTERNATIONALES, CHAPITRE 77, DE LA LÉGISLATION DE LA BARBADE

Notes relatives à la façon de remplir le formulaire

Certaines questions contenues dans ce formulaire peuvent s'avérer être sans objet, auquel cas vous pouvez inscrire la mention "SO" à l'endroit approprié en indiquant la raison pour laquelle la question est sans objet. Lorsque le renseignement demandé est jugé inapproprié, veuillez indiquer les raisons.

Ne laissez aucun espace vierge. Lorsqu'une réponse par oui/non est demandée, veuillez répondre en cochant la case appropriée.

Si un espace suffisant n'a pas été prévu pour répondre à un point quelconque, veuillez fournir les informations sur une FEUILLE SEPARÉE, et y faire référence dans l'espace prévu pour la réponse. Veuillez vous assurer que toute feuille est correctement identifiée par le nom de votre organisation et porte la référence à la question.

Au cas où de plus amples informations ou explications seraient nécessaires, elles seront demandées pendant le traitement de la demande.

Veuillez joindre, en tant qu'annexe, tout changement apporté aux informations communiquées dans le formulaire de demande.

Veuillez écrire à l'encre noire et en LETTRES MAJUSCULES ou CARACTÈRES D'IMPRIMERIE pour toutes les réponses.

JOIGNEZ LES DOCUMENTS SUIVANTS¹:

- Chèque en faveur du Secrétaire permanent, Ministère de l'industrie et du commerce international.
- Copie de l'Attestation de modification (s'il y a lieu).
- Copie de l'Attestation de fusion (s'il y a lieu).

¹ Le certificat de renouvellement ne sera délivré que lorsque tous les documents seront joints au formulaire de renouvellement.

- Copie de la Notification de changement de l'adresse enregistrée (s'il y a lieu).
- États financiers audités (s'il y a lieu).

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE REQUÉRANT

1. Nom de la société:

2. N° d'enregistrement/de constitution:

3. N° de licence:

4. Année du dernier renouvellement:

5. Le nom de la société a-t-il été modifié au cours de l'année précédente?

☐ OUI ☐ NON

6. La société a-t-elle fusionné au cours de l'année précédente?

☐ OUI ☐ NON

7. L'adresse du siège central a-t-elle changé durant l'année précédente?

☐ OUI ☐ NON

8. Si OUI au point 7, prière de spécifier les nouvelles coordonnées:

Adresse:	
N° de téléphone:	Télécopie:
Courrier électronique:	Site Web:

9. Coordonnées du prestataire de services/requérant:

Adresse:	
N° de téléphone:	Télécopie:
Courrier électronique:	Site Web:

10. Obligations légales:

Date de dépôt de la dernière déclaration d'impôts:
Date de dépôt des derniers rapports financiers:

11. Nombre de cadres employés à la Barbade:

Locaux:
Étrangers:

12. Nombre d'autres personnes employées à la Barbade:

Locaux:
Étrangers:

13. Total des salaires payés à la Barbade:

--

14. Autres dépenses à la Barbade:

Frais de voyage et de loisirs:

Frais administratifs
Frais de licence:
Frais de permis de travail:
Droits de douane:
Impôt foncier:
Autres (spécifiez):

Services publics (eau, électricité, téléphone, Internet et autres frais de télécommunication):
--

Frais d'hébergement
Location de bureau:
Frais de logement:

Frais professionnels

Frais juridiques:

Frais de comptabilité et d'audit:

Tantièmes d'administrateur:

Honoraires de gestion:

Autres frais professionnels (spécifiez):

Autres dépenses administratives (paiement d'assurances, frais de réparation et de maintenance et frais de bureau):

Dépenses en capital

Achat de terrains et/ou de bâtiments:

Achat de véhicules:

Achat d'autres actifs immobilisés:

Améliorations de la propriété louée à bail et de la propriété foncière libre:

Partie II

(Règlement 3)

Redevances

Dollars

Pour la délivrance d'une licence.....500,00

Pour le renouvellement d'une licence.....500,00

Colonne 1

Dispositions législatives

8. *Règlements de 1995 sur les sociétés à responsabilité limitée*
S.I. 1996 n° 2

Colonne 2

Modifications

1. Dans ces règlements, supprimez les termes "société exonérée" partout où ils apparaissent et remplacez-les par les termes "société internationale".
2. Dans la partie V:
 - a) supprimez la mention "200 dollars" apparaissant au point *m*) et remplacez-la par la mention "500 dollars"; et
 - b) supprimez la mention "200 dollars" apparaissant au point *n*) et remplacez-la par la mention "500 dollars".
3. Dans la première annexe:
 - a) supprimez la mention "Formulaires 1 à 19" apparaissant dans le titre de la Liste des formulaires en page 1 et remplacez-la par la mention "Formulaires 1 à 21";
 - b) insérez ce qui suit, immédiatement après le point 19 de la Liste des formulaires, en tant que points 20 et 21:

"20. Renouvellement d'une licence conformément au paragraphe 4) de l'article 40 de la loi.

21. Recettes annuelles.";
 - c) supprimez les formulaires 16 et 17 et remplacez-les par ce qui suit:

FORMULAIRE 16

DEMANDE DE LICENCE EN TANT QUE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 40 DE LA LOI SUR LES SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ LIMITÉE, CHAPITRE 318B, DE LA LÉGISLATION DE LA BARBADE

Notes relatives à la façon de remplir le formulaire

Certaines questions contenues dans ce formulaire peuvent s'avérer être sans objet, auquel cas vous pouvez inscrire la mention "SO" à l'endroit approprié en indiquant la raison pour laquelle la question est sans objet. Lorsque le renseignement demandé est jugé inapproprié, veuillez indiquer les raisons.

Ne laissez aucun espace vierge. Lorsqu'une réponse par oui/non est demandée, veuillez répondre en cochant la case appropriée.

Si un espace suffisant n'a pas été prévu pour répondre à un point quelconque, veuillez fournir les informations sur une FEUILLE SEPARÉE, et y faire référence dans l'espace prévu pour la réponse. Veuillez vous assurer que toute feuille est correctement identifiée par le nom de votre organisation et porte la référence à la question.

Au cas où de plus amples informations ou explications seraient nécessaires, elles seront demandées pendant le traitement de la demande.

Veuillez écrire à l'encre noire et en LETTRES MAJUSCULES ou CARACTÈRES D'IMPRIMERIE pour toutes les réponses.

JOIGNEZ LES DOCUMENTS SUIVANTS:

Pour toutes les sociétés

- Chèque en faveur du Secrétaire permanent, Ministère de l'industrie et du commerce international.
- Copie certifiée des statuts/de l'enregistrement/de continuité.
- Copie certifiée des bilans de la société mère soumis à une vérification comptable (s'il y a lieu).
- Procédures de saine diligence et de conformité de la personne introduisant la demande au nom du requérant, y compris les procédures d'acceptation et d'information de vos politiques relatives à la clientèle si elles non pas été soumises précédemment.

Pour les sociétés proposant des services financiers

Les documents suivants doivent être inclus, en sus des documents mentionnés ci-dessus:

- Un organigramme illustrant les niveaux Direction générale et Conseil d'administration ainsi qu'une brève description des responsabilités.

- Les rapports financiers projetés, y compris les bilans prévus et les chiffres des profits et pertes pour les trois premières années de fonctionnement, accompagnés des hypothèses qui sous-tendent la préparation des chiffres lorsqu'il y a lieu.
- Un plan d'activités triennal détaillé expliquant comment les activités envisagées seront dirigées le cas échéant.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE REQUÉRANT

1. Nom de la société:

2. Date de constitution ou de continuité à la Barbade:

3. N° de la société:

4. Date de demande de licence:

5. Coordonnées du siège social à la Barbade:

Adresse:	
N° de téléphone:	Télécopie:
Courrier électronique:	Site Web:

6. Coordonnées des Agents agréés à la Barbade:

Adresse:	
N° de téléphone:	Télécopie:
Courrier électronique:	Site Web:

7. Adresse du lieu où la société exercera ses activités (si différent du point 5 ci-dessus):

Adresse:	
N° de téléphone:	Télécopie:
Courrier électronique:	Site Web:

8. Coordonnées du vérificateur des comptes:

Adresse:	
N° de téléphone:	Télécopie:
Courrier électronique:	Site Web:

9. Terme de l'exercice fiscal:

10. Nombre de personnes qui seront employées par la société et nécessitant des permis de travail:

11. Postes qui seront occupés par les personnes nécessitant un permis de travail:

12. Parmi les personnes nécessitant un permis de travail, certaines demanderont-elles à bénéficier d'allégements fiscaux en tant que personnes spécialement qualifiées?

☐ OUI ☐ NON

13. Si OUI au point 12 ci-dessus, combien?

14. N° d'enregistrement/de constitution de toutes les entités connexes exerçant des activités, détentrices de licence, constituées, enregistrées ou organisées à la Barbade:

15. Coordonnées de toutes les entités connexes exerçant des activités, détentrices de licence, constituées, enregistrées ou organisées à la Barbade:

Adresse:	
N° de téléphone:	Télécopie:
Courrier électronique:	Site Web:

16. Parmi les activités suivantes, veuillez indiquer dans la case correspondante celles dans lesquelles la Société envisage de s'engager:

Fabrication		Distribution (par exemple franchisage, commerce de détail)	
Traitement		Services éducatifs	
Investissements		Services environnementaux	
Services professionnels		Services financiers	
Services informatiques et connexes		Services sociaux et liés à la santé	
Services de recherche et développement		Services liés au tourisme et aux voyages	

Services immobiliers		Loisirs, culture et sports (par exemple divertissements, agences de presse, musées)	
Services de location sans opérateur		Services de transport	
Services commerciaux (non mentionnés ci-dessus) – Spécifiez:		Services énergétiques	
Communications (par exemple poste, courrier, télécommunications)		Services de construction et d'ingénierie connexe	
Autres activités non mentionnées Spécifiez:			

17. La société prévoit-elle de pratiquer des activités réglementées conformément à toute disposition législative à la Barbade?

☐ OUI ☐ NON

18. Si OUI au point 17 ci-dessus, veuillez spécifier:

--

19. Décrivez plus amplement les activités internationales que la société envisage d'exécuter:

--

20. Nom (nom complet, y compris le nom intermédiaire dans le cas où le détenteur d'une participation/membre est un particulier), adresse de résidence, téléphone, télécopie des détenteurs de participation/membres proposés ainsi que le pourcentage de la participation:

Nom	Nom précédent (alias)	Adresse résidentielle ou siège social	Téléphone, télécopie et courrier électronique	Pourcentage de l'actionnariat

21. Profil de chaque détenteur d'une participation/membre proposé (qualifications universitaires, formation, expérience, statut et description des activités lorsqu'il y a lieu):

- a.
- b.
- c.

22. Profil de chaque administrateur principal/directeur (qualifications universitaires, formation, expérience, statut et description des activités pertinentes):

- a.
- b.
- c.

23. Coordonnées des usufuitiers finaux (si différents du point 20 ci-dessus):

Adresse:	
N° de téléphone:	Télécopie:
Courrier électronique:	Site Web:

24. Mentionnez si, à la connaissance du requérant ayant procédé à toutes les enquêtes raisonnables, l'un des cadres supérieurs ou de direction a déjà, dans toute juridiction:

- été reconnu coupable d'un délit pénal impliquant une fraude, des opérations d'initiés ou autre malhonnêteté;

☐ OUI ☐ NON

- été déclaré en faillite ou a déjà conclu un concordat avec ses créanciers (ou procédure analogue);

☐ OUI ☐ NON

- s'est vu refuser ou retirer toute licence ou autorisation pour mener des activités dirigées.

☐ OUI ☐ NON

25. Veuillez préciser si vous avez répondu OUI à un des points ci-dessus.

--

26. Le requérant s'est-il déjà vu refuser ou révoquer une autorisation pour exercer des activités dans une autre juridiction que celle de la Barbade?

☐ OUI ☐ NON

27. Le requérant a-t-il déjà fait l'objet de mesures disciplinaires par un quelconque organisme réglementaire dont il est, ou a été membre à l'époque, ou par tout autre organisme réglementaire à la Barbade ou ailleurs, dans le cadre de ses activités commerciales?

☐ OUI ☐ NON

28. À la connaissance du requérant, les activités du requérant ont-elles déjà fait l'objet d'une enquête de la part de tout organisme réglementaire à la Barbade ou ailleurs, dans le cadre de ses activités commerciales, autres que des enquêtes menées dans le cadre d'une procédure normale de contrôle et de surveillance?

☐ OUI ☐ NON

FORMULAIRE 17

DÉCLARATION

AU NOM DE
(Nom de la société)

je soussigné,
(Nom du déclarant)

domicilié
(Adresse complète du déclarant)

déclare par la présente ce qui suit:

- 1) je suis autorisé à introduire la présente demande conformément à la *Loi sur les sociétés à responsabilité limitée*, chapitre 318B et les règlements, et après avoir procédé à toutes les investigations raisonnables, je déclare que les informations fournies au ministère dans le cadre de la présente demande sont, à ma connaissance, exactes dans tous leurs aspects substantiels et n'omettent aucun renseignement qui pourrait raisonnablement être considéré comme pertinent pour la demande;
- 2) selon mes sources et mes convictions profondes, la société est constituée/continué à la Barbade conformément à la *Loi sur les sociétés à responsabilité limitée*, chapitre 318B, est considérée, a complètement satisfait et à l'intention de continuer à satisfaire aux prescriptions de l'article 41 de la loi;
- 3) le requérant notifiera au ministère toute modification substantielle dans les informations fournies dans la demande ou de quelque autre manière, intervenant pendant la période au cours de laquelle la demande d'autorisation est à l'examen et il satisfera par la suite à ses obligations en ce qui concerne la notification de changements;
- 4) je déclare avoir apporté le soin nécessaire et approprié en ce qui concerne les déclarations relatives à la société, aux actionnaires, aux membres du bureau et aux cadres supérieurs cités dans la demande et déclare qu'à ma connaissance, toutes ces personnes sont des personnes capables et adéquates pour exercer des activités à partir de la Barbade.

Le requérant autorise le ministère à procéder à toute enquête qu'il pourrait juger nécessaire eu égard à la présente demande.

Déclaration effectuée le 20...

Nom du déclarant

EXCLUSIVEMENT RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION
Réf. ISB <input type="text"/>
Date de réception <input type="text"/>

FORMULAIRE 20

RENOUVELLEMENT DE LICENCE EN TANT QUE SOCIÉTÉ EXONÉRÉE, CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 4) DE L'ARTICLE 40 DE LA LOI SUR LES SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ LIMITÉE, CHAPITRE 318B, DE LA LÉGISLATION DE LA BARBADE

Notes relatives à la façon de remplir le formulaire

Certaines questions contenues dans ce formulaire peuvent s'avérer être sans objet, auquel cas vous pouvez inscrire la mention "SO" à l'endroit approprié en indiquant la raison pour laquelle la question est sans objet. Lorsque le renseignement demandé est jugé inapproprié, veuillez indiquer les raisons.

Ne laissez aucun espace vierge. Lorsqu'une réponse par oui/non est demandée, veuillez répondre en cochant la case appropriée.

Si un espace suffisant n'a pas été prévu pour répondre à un point quelconque, veuillez fournir les informations sur une FEUILLE SEPARÉE, et y faire référence dans l'espace prévu pour la réponse. Veuillez vous assurer que toute feuille est correctement identifiée par le nom de votre organisation et porte la référence à la question.

Au cas où de plus amples informations ou explications seraient nécessaires, elles seront demandées pendant le traitement de la demande.

Prière de joindre en tant qu'annexe tout changement apporté aux informations communiquées dans le formulaire de demande.

JOIGNEZ LES DOCUMENTS SUIVANTS¹:

- Chèque en faveur du Secrétaire permanent, Ministère de l'industrie et du commerce international.
- Copie de l'Attestation de modification (s'il y a lieu).

¹ Le certificat de renouvellement ne sera délivré que lorsque tous les documents pertinents seront joints au formulaire de renouvellement.

- Copie de l'Attestation de fusion (s'il y a lieu).
- Copie de la Notification de changement de l'adresse enregistrée (s'il y a lieu).
- États financiers soumis à une vérification comptable (s'il y a lieu).

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE REQUÉRANT

1. Nom de la société:

2. N° d'enregistrement:

3. N° de licence:

4. Année du dernier renouvellement:

5. Le nom de la société a-t-il été modifié au cours de l'année précédente?

☐ OUI ☐ NON

6. La société a-t-elle fusionné au cours de l'année précédente?

☐ OUI ☐ NON

7. L'adresse du siège central a-t-elle changé durant l'année précédente?

☐ OUI ☐ NON

8. Si OUI au point 7, prière de spécifier les nouvelles coordonnées:

Adresse:	
N° de téléphone:	Télécopie:
Courrier électronique:	Site Web:

9. Coordonnées du prestataire de services/requérant:

Adresse:	
N° de téléphone:	Télécopie:
Courrier électronique:	Site Web:

10. Obligations légales:

Date de dépôt de la dernière déclaration d'impôts:

Date de dépôt des derniers rapports financiers:

11. Nombre de cadres employés à la Barbade:

Locaux:

Étrangers:

12. Nombre d'autres personnes employées à la Barbade:

Locaux:

Étrangers:

13. Total des salaires payés à la Barbade:

14. Autres dépenses à la Barbade:

Frais de voyage et de loisirs:

Frais administratifs

Frais de licence:

Frais de permis de travail:

Droits de douane:

Impôt foncier:

Autres (spécifiez):

Services publics (eau, électricité, téléphone, Internet et autres frais de télécommunication):

Frais d'hébergement

Location de bureau:

Frais de logement:

Frais professionnels

Frais juridiques:

Frais de comptabilité et d'audit:

Tantièmes d'administrateur:

Honoraires de gestion:

Autres frais professionnels (spécifiez):

Autres dépenses administratives (paiement d'assurances, frais de réparation et de maintenance et frais de bureau):

Dépenses en capital

Achat de terrains et/ou de bâtiments:

Achat de véhicules:

Achat d'autres actifs immobilisés:

Améliorations de la propriété louée à bail et de la propriété foncière libre:

CHAPITRE 318B

SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

DISPOSITION DES ARTICLES

ARTICLE

Preliminaire

Citation

1. Titre abrégé.

Interpretation

2. Définitions.
3. Objectifs.
4. Application.

PARTIE I

FORMATION ET FONCTIONNEMENT DES SOCIÉTÉS

5. Organisation.
6. Formalités.
7. Modification des statuts.
8. Certificat de constitution.
9. Date d'entrée en vigueur.
10. Dénomination de la société.
11. Dénomination réservée.
12. Dénomination interdite.

PARTIE II

CAPACITÉ ET POUVOIRS

13. Capacité et pouvoirs.

PARTIE III

CAPITAL

- 14. Parts.
- 15. Obligation en matière d'apport.
- 16. Défaut de contribution ou de distribution.
- 17. Une ou plusieurs catégories de parts.

PARTIE IV

GESTION DES SOCIÉTÉS

- 18. Gérants.
- 19. Membres.
- 20. Pouvoirs d'emprunt.
- 21. Distribution.

PARTIE V

REGISTRES DE LA SOCIÉTÉ

- 22. Siège social.
- 23. Notification d'adresse.
- 24. Registres.
- 25. Vérification annuelle des comptes.
- 26. Autres registres.
- 27. Forme des registres.
- 28. Devoir de conservation des registres.
- 29. Accès aux registres.

PARTIE VI

DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

- 30. Dissolution.
- 31. Intention de dissolution.
- 32. Statuts relatifs à la dissolution.
- 33. Maintien des poursuites.
- 34. Dissolution par le Tribunal.
- 35. Dissolution par le Conservateur des registres.
- 36. Reprise.
- 37. Renoncement de notification.
- 38. Signification à la société.

PARTIE VII
SOCIÉTÉ EXONÉRÉE

- 39. Application de la Partie VII.
- 40. Société exonérée.
- 41. Prescriptions pour société exonérée.
- 42. Déclaration annuelle.
- 43. Dispositions fiscales particulières.
- 44. Exonération en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.
- 45. Retenue à la source.
- 46. Machines, équipements exonérés de certains impôts et droits.
- 47. Non-application de certaines dispositions législatives.
- 48. Garantie des avantages.

PARTIE VIII
MOBILITÉ DE LA SOCIÉTÉ

- 49. Confidentialité.
- 50. Agents enregistrés.
- 51. Transfert de sociétés vers la Barbade.
- 52. Statuts relatifs à la continuité.
- 53. Certificat de continuité.
- 54. Préservation de la société.
- 55. Départ de sociétés de la Barbade.
- 56. Conditions applicables aux sociétés quittant la Barbade.
- 57. Cessation et effet.

PARTIE IX
ADMINISTRATION

- 58. Responsabilité.
- 59. Notification au Conservateur des registres.
- 60. Registre des sociétés.
- 61. Dépôt de statuts.
- 62. Radiation du registre.

PARTIE X
CLAUSES DIVERSES

- 63. Enquêtes.
- 64. Règlements.
- 65. *Loi sur les sociétés*.

CHAPITRE 318B

SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

Loi établissant les dispositions relatives à l'organisation des sociétés à responsabilité limitée ayant une personnalité sociale à part entière et aux questions connexes 1995-7

[2 janvier 1996] Entrée en
vigueur
1996/1

Preliminaire

Citation

1. La présente loi peut être dénommée *Loi sur les sociétés à responsabilité limitée*. Titre abrégé

Interprétation

2. Dans la présente loi: Définitions

- a) "statuts" s'entend:
 - i) des statuts originaux ou reformulés relatifs à l'organisation, des statuts relatifs à la modification et des statuts relatifs à la dissolution;
 - ii) de tout(e) loi, titre, acte constitutif, certificat d'organisation ou autre instrument social attestant de l'existence d'une société;
- b) "société exonérée" s'entend d'une société telle que décrite dans la Partie VII;
- c) "membre" s'entend, sous réserve de l'article 14 5), du propriétaire de parts dans une société;
- d) "société" s'entend d'une société à responsabilité limitée, organisée conformément à l'article 5, et inclut une société exonérée à responsabilité limitée, organisée conformément à la Partie VII;
- e) "Conservateur des registres" s'entend du Conservateur des registres des affaires sociales et de la propriété intellectuelle.

Buts

3. 1) La présente loi a pour objectif d'établir les dispositions relatives à l'organisation des sociétés à responsabilité limitée ayant une personnalité sociale à part entière et aux questions connexes.
- 2) La présente loi sera interprétée dans un sens aussi favorable, large et libéral que nécessaire pour permettre la réalisation de son objectif.

Application

4. La présente loi s'applique aux sociétés organisées et enregistrées conformément à la présente loi.

PARTIE I

FORMATION ET FONCTIONNEMENT DES SOCIÉTÉS

- Organisation **5.** 1) Sous réserve du paragraphe 2), une ou plusieurs personnes peuvent organiser une société en signant et en transmettant les statuts de cette société au Conservateur des registres, accompagnés de la redevance prescrite.
- 2) Nulle personne:
- a) âgée de moins de 18 ans;
 - b) non saine d'esprit et ayant été déclarée comme telle par un tribunal de la Barbade ou d'un autre lieu; ou
 - c) ayant le statut de faillite ne formera ni ne participera à la formation d'une société en vertu de la présente loi.
- Formalités **6.** 1) Les statuts doivent se présenter sous la forme prescrite et exposer, en ce qui concerne la société proposée:
- a) la dénomination proposée pour la société;
 - b) le but pour lequel la société est constituée;
 - c) la durée de vie de la société, qui ne peut excéder 50 ans;
 - d) le siège social de la société à la Barbade et, dans le cas d'une société exonérée, le nom et l'adresse de son agent à la Barbade;
 - e) le nom et l'adresse de chaque personne ayant signé les statuts;
 - f) si le droit de céder des parts sociales est restreint, une déclaration selon laquelle le droit de cession des parts sociales est restreint et la nature de ces restrictions;
 - g) toute restriction sur les activités que la société peut exercer; et
 - h) les catégories ainsi que tout nombre maximum de parts que la société est autorisée à émettre.
- 2) Les statuts peuvent exposer toute disposition autorisée par la présente loi ou autorisée dans les règlements de la société conformément à la loi.
- 7.** Si, pendant l'existence d'une société, tout changement est apporté ou survient dans l'un des points suivants, à savoir:
- a) la dénomination proposée pour la société;
 - b) toute déclaration dans les statuts;
 - c) la durée mentionnée dans les statuts pour ce qui concerne la durée de vie de la société;
 - d) toute autre question portant atteinte aux statuts;
- les statuts seront modifiés et exécutés de la même manière que les statuts originaux et un exemplaire des statuts modifiés sera transmis au Conservateur des registres, accompagné de la redevance prescrite.

Modification des
statuts

Certificat de constitution

8. Dès réception des statuts, le Conservateur des registres doit délivrer un certificat de constitution conformément à l'article 61; et le certificat sera une preuve concluante de la constitution de la société mentionnée sur le certificat.

Certificat
d'organisation

9. Une société prend naissance à la date indiquée sur le certificat d'organisation.

Date d'entrée en
vigueur

Dénomination

10. Les termes "Société à responsabilité limitée" ou l'abréviation "SARL" constitueront les derniers termes de la dénomination de toute société mais une société peut légalement être désignée soit sous sa dénomination complète, soit sous la forme abrégée de cette dénomination.

Dénomination de
la société

Dénomination
réservée

11. Une société ne peut être constituée avec, ou porter un nom:

- a) interdit ou refusé en vertu de l'article 12 ou de toute autre disposition législative;
- b) réservé pour une autre société, existante ou en projet, en vertu du présent article ou de toute autre disposition législative.

Dénomination
interdite

12. Aucune société ne peut porter un nom qui serait identique ou similaire à celui d'une autre société, compagnie commerciale, association ou partenariat ou qui, de l'avis du Conservateur des registres, serait susceptible de semer la confusion dans l'esprit du public ou de l'induire en erreur.

PARTIE II

CAPACITÉ ET POUVOIRS

Capacité et
pouvoirs

- 13.** 1) Une société dispose de la capacité et, sous réserve de la présente loi, des droits, pouvoirs et privilèges d'une personne physique.
- 2) Une société a la capacité d'exercer ses activités, de gérer ses affaires et d'exercer ses pouvoirs dans toute juridiction extérieure à la Barbade, dans la mesure permise par les lois de la Barbade et de cette juridiction.
- 3) Il n'est pas nécessaire qu'un règlement soit adopté pour conférer tout pouvoir particulier à une société, à ses directeurs ou membres.
- 4) Le présent article n'autorise aucune société à exercer des activités qui soient en infraction avec:
- a) toute disposition législative interdisant ou limitant l'exercice de ces activités; ou
 - b) toute disposition exigeant toute permission ou licence pour l'exercice de ces activités.

PARTIE III

CAPITAL

- 14.** 1) Les parts d'une société constituent une propriété personnelle et une part est cessible de la manière prévue par les statuts.

- 2) Les statuts peuvent interdire la cession de parts.
- 3) Un membre d'une société peut acquérir des parts de la société en réalisant des apports au capital de la société:
 - a) en argent; ou
 - b) sous la forme de biens représentant une juste valeur équivalente à la somme en argent que la société aurait reçue si l'apport avait été réalisé en argent.
- 4) Aux fins de la présente loi:
 - a) des services à une société ne sont pas acceptés *en lieu et place* d'une somme d'argent ou de biens en tant qu'apport au capital d'une société; et
 - b) les biens n'incluent pas un billet à ordre ou une promesse de paiement.
- 5) Un membre peut céder ses parts de la manière prévue dans les statuts mais le cessionnaire ne deviendra pas un membre et ne participera pas à la gestion des activités et des affaires de la société sauf consentement écrit et unanime des autres membres de la société pour ce qui concerne cette cession.
- 6) Un cessionnaire tel que visé au paragraphe 5) qui ne devient pas membre de la société est uniquement habilité à percevoir des dividendes ou autre compensation sous la forme des revenus et du rendement des apports auxquels le cédant aurait eu droit si la cession n'avait pas eu lieu.

15. Chaque membre d'une société devra:

Obligation en
matière d'apport

- a) apporter au capital de la société le montant spécifié dans les statuts, aux moments et aux conditions qui y sont exposés; et
- b) restituer à la société le montant de toute distribution effectuée en infraction à la présente loi.

Défaut de
contribution ou
de restitution
d'une
distribution

16. Chaque membre d'une société est tenu:

- a) d'effectuer les apports visés à l'article 15 a); et
- b) de restituer la distribution visée à l'article 15 b),

et les statuts d'une société peuvent disposer que les parts de tout membre qui n'effectue pas un apport qu'il est tenu d'effectuer ou qui ne restitue pas une distribution reçue en infraction à la présente loi seront mises à la disposition de la société pour satisfaire aux obligations du membre.

Une ou
plusieurs
catégories de
parts

17. 1) Lorsqu'une société ne dispose que d'une seule catégorie de parts, les droits des membres sont égaux à tous égards, et comprennent:

- a) le droit de vote à toute assemblée de membres;
- b) le droit de recevoir toute distribution effectuée par la société;
- c) le droit de recevoir les biens restants de la société à sa dissolution.

2) Les statuts d'une société peuvent prévoir plus d'une catégorie de parts et, s'ils disposent de la sorte:

- a) les droits, privilèges, restrictions et conditions liés aux parts de chaque catégorie doivent être exposés dans les statuts; et
- b) les droits exposés au paragraphe 1) doivent être liés à une catégorie au moins de parts mais tous ces droits ne doivent pas nécessairement être liés à la même catégorie de parts.

PARTIE IV

GESTION DES SOCIÉTÉS

Les gérants et les membres

Gérants

- 18.** 1) Lorsque les statuts d'une société disposent de la sorte, les membres de cette société peuvent désigner un ou plusieurs gérants auxquels la gestion de la société sera confiée.
- 2) Chaque membre sera élu chaque année par les autres membres de la manière prévue par les statuts de la société et exercera les fonctions et assumera les responsabilités accordées à cet effet par les membres et exposées dans les statuts.
- 3) Dans un délai de 15 jours à compter du changement intervenu parmi ses gérants, une société doit envoyer au Conservateur des registres une notification sous la forme prescrite exposant le changement; et le Conservateur des registres doit consigner cette notification.
- 4) Toute personne concernée, ou le Conservateur des registres, peut s'adresser au tribunal pour qu'il ordonne à la société de satisfaire au paragraphe 3); et le tribunal peut rendre une telle ordonnance ainsi que toute autre ordonnance s'il le juge opportun.

- 19.** Une société à responsabilité limitée doit compter au moins deux membres.

Membres

Pouvoirs d'emprunt des sociétés

- 20.** 1) Sauf disposition contraire des statuts de la société, un ou plusieurs gérants de la société peuvent, sans l'autorisation des membres, ou lorsqu'il n'y a pas de gérants, deux membres de la société – quels qu'ils soient – peuvent, avec l'autorisation des autres membres:
- a) emprunter de l'argent sur le crédit de la société;
 - b) émettre, réémettre, vendre ou mettre en gage des obligations de la société;
 - c) accorder une garantie au nom de la société afin de garantir l'exécution d'une obligation incombant à toute personne; et
 - d) hypothéquer, grever d'une charge, mettre en gage tout ou partie des biens de la société appartenant ou acquis ultérieurement par la société ou autrement créer un privilège sur tout bien de ce genre.
- 2) Aux fins de la présente loi, un "privilège" s'entend de tout intérêt ou charge sur un bien de la société, par la voie d'une hypothèque, d'une caution, d'un droit de gage ou d'autres moyens, qui est créé ou choisi pour garantir le paiement d'une obligation de la société.

- Distribution
- 21.** 1) Sous réserve du paragraphe 2), une société peut distribuer ses biens aux membres de la société, conformément aux dispositions des statuts.
- 2) Une société ne distribue pas ses biens à ses membres s'il existe des motifs valables de penser que:
- a) la société n'est pas en mesure ou ne serait pas en mesure, après la distribution, de payer ses dettes à leur échéance; ou
 - b) la valeur réalisable de l'actif de la société serait, après ce paiement, inférieur au total de son passif.
- 3) Sous réserve des statuts, une distribution s'effectuera uniquement en numéraire.

PARTIE V

REGISTRES DE LA SOCIÉTÉ

Siège social de la société

- | | |
|---------------------------|--|
| Siège social | <p>22. 1) Une société doit, à tout moment, disposer d'un siège social à la Barbade.</p> <p>2) Les gérants de la société peuvent modifier l'adresse du siège social.</p> |
| Notification de l'adresse | <p>23. 1) Lors de l'envoi des statuts, les membres doivent également envoyer au Conservateur des registres, sur le formulaire prescrit, une notification de l'adresse du siège social de la société et le Conservateur doit consigner cette notification.</p> <p>2) Dans un délai de 15 jours à compter de tout changement d'adresse, une société doit envoyer au Conservateur des registres une notification de l'adresse du siège social de la société, sur le formulaire de changement tel que prescrit et que le Conservateur doit consigner.</p> |

Registres et dossiers

- | | |
|-----------|---|
| Registres | <p>24. 1) Une société prépare et conserve, à son siège social, des registres contenant:</p> <ul style="list-style-type: none">a) les statuts et les règlements, ainsi que toutes les modifications qui y sont apportées; etb) les procès-verbaux des réunions et des résolutions des membres. <p>2) Une société conserve un registre des membres indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom et la dernière adresse connue de chaque personne qui est l'un de ses membres;b) un état de l'apport de chaque membre au capital de la société; etc) la date à laquelle chaque personne a été inscrite au registre en tant que membre et la date à laquelle chaque personne a cessé d'être membre. |
|-----------|---|

Vérification comptable annuelle

- 25.** 1) Les rapports financiers annuels d'une société dont le revenu brut ou dont l'actif est supérieur à 1 million de dollars seront soumis à une vérification comptable, à raison d'une fois au moins par exercice financier, laquelle sera réalisée par un vérificateur des comptes désigné par la société. Vérification comptable annuelle
- 2) Le vérificateur des comptes désigné conformément au paragraphe 1) doit être membre de l'Institut des experts comptables de la Barbade et doit être titulaire d'un certificat d'exercice délivré par l'Institut.
- 3) Le vérificateur des comptes désigné conformément au paragraphe 1) a pour devoir de soumettre un rapport aux membres de la société.
- 4) Une copie des rapports financiers visés dans le présent article sera envoyée au Conservateur des registres, accompagnée de la redevance prescrite, dans un délai de 21 jours avant chaque assemblée annuelle des membres et le Conservateur des registres enregistrera la copie.

Comptes, procès-verbaux et autres registres

- 26.** 1) Outre les registres décrits à l'article 24, une société préparera et conservera des registres comptables adéquats ainsi que des registres contenant les procès-verbaux des réunions et les résolutions des gérants ou, le cas échéant, des membres. Autres registres
- 2) Lorsque des registres comptables de la société sont conservés en un lieu situé hors de la Barbade, les registres comptables adéquats pour permettre aux gérants d'évaluer la situation financière de la société, avec une précision raisonnable sur une base trimestrielle, doivent être conservés par la société au siège social de la société ou en quelque autre endroit de la Barbade désigné par les gérants ou, le cas échéant, par les membres.

Forme des registres

Forme des registres

- 27.** Tous les registres qui, en vertu de la présente loi, doivent être préparés et conservés:
- a) peuvent se présenter sous la forme de feuilles reliées ou volantes ou encore sous la forme d'un film photographique; ou
- b) peuvent être introduits ou enregistrés:
- i) par tout système de traitement de données mécanique ou électronique; ou
- ii) par tout autre appareil de stockage des informations;
- qui soit capable de reproduire toute information requise sous une forme écrite intelligible, dans un délai raisonnable.

Conservation des registres

Devoir de conservation des registres

- 28.** Une société et ses agents prendront des précautions raisonnables:
- a) pour empêcher la perte ou la destruction;

- b) pour empêcher la falsification des entrées; et
 - c) pour faciliter la détection et la correction des inexactitudes;
- dans les registres qui, conformément à la présente loi, doivent être préparés et conservés en ce qui concerne la société.

Accès aux registres

Accès aux
registres

- 29.** 1) Les gérants et les membres d'une société ainsi que leurs agents et représentants légaux peuvent, pendant les heures normales de bureau de la société, examiner les registres de la société visés à l'article 24 et obtenir gratuitement des extraits de ces registres.
- 2) Un membre d'une société est habilité, sur demande et sans frais, à recevoir une copie des statuts et règlements de la société ainsi qu'une copie de toute modification de ces documents.
- 3) Les créanciers de la société ainsi que leurs agents et représentants légaux peuvent, pendant les heures normales de bureau de la société, avec le consentement écrit des gérants ou, le cas échéant, de deux membres quels qu'ils soient, et sur paiement d'une redevance raisonnable, examiner les registres visés au point a) du paragraphe 1) de l'article 24 et du paragraphe 2) de cet article.
- 4) Nonobstant le paragraphe 3), nulle personne n'aura accès à:
- a) toute information que la société considère raisonnablement comme étant un secret de fabrique;
 - b) toute information dont la divulgation serait, de l'avis de la société, préjudiciable pour la société, pour ses activités ou ses membres; et
 - c) toute information que la société est tenue, par la loi ou en vertu d'un accord avec un tiers, de ne pas dévoiler.
- 5) Les créanciers d'une société peuvent faire des copies des registres visés au paragraphe 3) et peuvent en obtenir des extraits.
- 6) Un membre d'une société est habilité, sur demande et sur paiement des frais fixés par la société, à obtenir ce qui suit de la société, pour tout motif raisonnablement lié aux intérêts du membre en sa qualité de membre:
- a) des informations concernant l'état des activités et la situation financière de la société;
 - b) une liste de tous les membres habilités à recevoir une notification d'une assemblée ainsi que la dernière adresse professionnelle, privée ou postale de chaque membre et la date à laquelle chaque membre est devenu membre de la société;
 - c) une copie des statuts et règlements de la société ainsi que toutes les modifications apportées aux statuts et règlements;

- d) les informations relatives au montant du numéraire ainsi qu'une description et une déclaration de la valeur telle que convenue de tout autre bien apporté par chaque membre et que chaque membre a convenu d'apporter mais sans l'avoir encore apporté; et
- e) toute autre information concernant les affaires de la société, telle qu'elle peut s'avérer juste et raisonnable.

PARTIE VI

DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

Dissolution

30. Une société est dissoute et ses affaires sont liquidées dès que survient l'un des faits suivants:

- a) au terme de la période fixée pour la durée de vie de la société;
 - b) par résolution unanime de tous les membres;
 - c) lors:
 - i) du décès, du départ à la retraite, de la démission, de l'expulsion, de la faillite ou de l'insolvabilité d'un membre;
 - ii) de la dissolution d'un membre; ou
 - iii) de la survenance de tout autre événement qui met un terme à l'adhésion d'un membre;
- sauf disposition contraire des statuts ou des règlements ou, à défaut de toute disposition de ce genre, sauf résolution unanime contraire des membres restants;
- d) lorsque survient tout événement rendant illégal la poursuite des activités de la société;
 - e) sur ordonnance du tribunal, conformément à l'article 34.

Intention de dissolution

- 31.** 1) Au plus tard un an avant la période visée à l'article 30 a), la société déposera une déclaration de son intention de dissolution auprès du Conservateur des registres, sous la forme prescrite.
- 2) Dès réception de la déclaration d'intention de dissolution, le Conservateur des registres délivrera un certificat d'intention de dissolution.
- 3) Lorsqu'un certificat d'intention de dissolution sera délivré par le Conservateur des registres, la société cessera d'exercer ses activités, sauf dans la mesure nécessaire pour sa dissolution; son existence se maintient cependant jusqu'à ce que le Conservateur des registres délivre un certificat de dissolution de la société.
- 4) Après la délivrance d'un certificat d'intention de dissolution, la société doit:
- a) faire immédiatement parvenir une notification de son intention de dissolution à chaque créancier connu de la société;

- b) publier aussitôt, dans le Journal officiel et dans un journal publié ou diffusé à la Barbade, son intention de dissolution et prendre des mesures raisonnables pour notifier cette intention dans chaque juridiction dans laquelle la société est enregistrée ou exerce ses activités lors de l'envoi de la déclaration d'intention de dissolution au Conservateur des registres;
- c) procéder au regroupement de ses biens, à l'écoulement des biens qui ne sont pas distribués en nature à ses membres, s'acquitter de toutes ses obligations et procéder à tous les autres actes requis pour liquider ses activités; et
- d) après avoir donné la notification requise conformément aux points a) et b) et après avoir assuré de façon adéquate le paiement ou l'écoulement de toutes ses obligations, répartir les biens restants, en numéraire ou en nature, entre ses membres en fonction de leurs droits respectifs.

32. 1) Lorsque la société s'est acquittée de toutes ses obligations et qu'une provision adéquate a été constituée à cet effet, et lorsque l'ensemble des biens et actifs de la société ont été distribués aux membres, les statuts relatifs à la dissolution sont déposés auprès du Conservateur des registres.

Statuts relatifs à
la dissolution

2) Les articles relatifs à la dissolution exposeront ce qui suit:

- a) la dénomination de la société à responsabilité limitée;
- b) le fait qu'une déclaration d'intention de dissolution de la société a été déposée auprès du Conservateur des registres et la date à laquelle cette déclaration a été déposée;
- c) le fait que la société s'est acquittée de toutes ses obligations et qu'une provision adéquate a été constituée à cet effet;
- d) le fait que l'ensemble des biens et actifs restants a été distribué parmi ses membres, en fonction de leurs apports respectifs;
- e) le fait qu'il n'existe pas de procédure en cours à l'encontre de la société auprès de tout tribunal et qu'une provision adéquate a été constituée pour satisfaire à tout jugement, ordonnance ou décret qui pourrait être rendu à son encontre dans le cadre de toute procédure en cours.

Maintien des
poursuites

33. 1) Dans le présent article, le terme "membre" inclut également les représentants légaux d'un membre.

2) Nonobstant la dissolution d'une société conformément à la présente loi:

- a) une action ou une procédure au civil, au pénal ou administrative entamée par ou à l'encontre de la société avant sa dissolution peut être maintenue comme si la société n'avait pas été dissoute;

- b) une action ou une procédure au civil, au pénal ou administrative peut être intentée contre la société dans un délai de deux ans à compter de sa dissolution comme si la société n'avait pas été dissoute; et
- c) tout bien qui aurait été disponible pour satisfaire à tout jugement ou ordonnance si la société n'avait pas été dissoute restera disponible afin de satisfaire au jugement ou à l'ordonnance.

Dissolution par
le tribunal

34. Le Conservateur des registres, un membre ou toute partie concernée peut demander au tribunal de rendre une ordonnance de dissolution d'une société, si cette société:

- a) a présenté ses statuts de façon frauduleuse;
- b) a outrepassé l'autorité que lui confère la loi;
- c) a fourni tout certificat, en vertu de la présente loi, sous une présentation déformée;
- d) a exercé ses activités de manière tyrannique, frauduleuse ou préjudiciable;
- e) a commis tout autre acte contraire à l'ordre public, à la Barbade.

35. 1) Sous réserve du paragraphe 2), le Conservateur des registres peut dissoudre une société lorsque la société:

Dissolution par
le Conservateur
des registres

- a) n'a pas déposé ses rapports financiers annuels ou payé la redevance prescrite pour le dépôt des rapports financiers annuels dans les délais spécifiés dans la présente loi;
- b) n'a pas désigné, dans le cas d'une société exonérée, un agent enregistré à la Barbade dans un délai de 60 jours; ou
- c) n'a pas déposé, dans un délai de 60 jours à compter d'un changement de son siège social ou, dans le cas d'une société exonérée, d'un changement de son agent enregistré, une déclaration de ce changement auprès du Conservateur des registres.

- 2) Aucune société ne sera dissoute en vertu du paragraphe 1) tant que le Conservateur des registres n'aura pas remis à la société un préavis, qui ne pourra être inférieur à 90 jours, de la dissolution envisagée, énonçant les motifs à cet effet et adressée à son siège social ou son lieu d'activités principal et à moins que la société n'ait pas remédié à cette omission avant cette dissolution.
- 3) Lorsque le Conservateur des registres dissout une société conformément au paragraphe 2), il délivre un certificat à cet effet et envoie le certificat par courrier à la société, à son siège social ou son lieu d'activités principal.

36. 1) Lorsqu'une société a été dissoute, toute personne concernée peut demander au Conservateur des registres la reprise de la société.

Reprise

- 2) Si le Conservateur des registres approuve la demande de reprise de la société, des statuts relatifs à la reprise peuvent être envoyés, sous la forme prescrite, au Conservateur des registres qui doit alors délivrer un certificat de reprise sous la forme prescrite.
- 3) La reprise d'une société a lieu à la date indiquée sur son certificat de reprise et par la suite, la société dispose, sous réserve de telles conditions raisonnables pouvant lui être imposées par le Conservateur des registres et de tous droits acquis par toute personne après la dissolution de la société, de tous les droits et privilèges et assume toutes les obligations qu'elle aurait eues et qu'elle aurait dû assumer si elle n'avait pas été dissoute.
- 4) Une société qui a été dissoute en vertu de l'article 30 a) ne peut faire l'objet d'une reprise.

Renoncement
de notification

37. Lorsque la présente loi requiert l'envoi d'une notification ou d'un document, l'envoi de la notification ou du document peut être abandonné ou le délai pour l'envoi de la notification ou du document peut être abandonné ou réduit, avec le consentement écrit de la personne habilitée à recevoir la notification ou le document.

Signification à
la société

38. Une notification ou un document peut être signifié à une société par:

- a) son dépôt ou son envoi, par télex, télécopie, port payé ou par câble, adressé au siège social de la société; ou
- b) sa remise en mains propres à tout gérant, membre, cadre, administrateur judiciaire, administrateur séquestre ou liquidateur de la société.

PARTIE VII

SOCIÉTÉ EXONÉRÉE

Application de
la Partie VII

39. La présente partie s'applique uniquement aux sociétés exonérées, sauf mention spécifique contraire dans la présente partie.

Société
exonérée

- 40.** 1) Une société qui satisfait à l'ensemble des prescriptions de l'article 41 peut demander une licence au Ministre, sous la forme prescrite, afin d'opérer en tant que société exonérée à responsabilité limitée.
- 2) Si une demande est approuvée par le Ministre, celui-ci peut délivrer une licence sous réserve de telles conditions qu'il peut spécifier dans la licence, et sur paiement de la redevance prescrite.
 - 3) Aucune société exonérée bénéficiant d'une licence conformément à la présente loi ne peut s'engager dans toute activité interdite par la présente loi.
 - 4) Sauf annulation conformément au paragraphe 5), une licence reste en vigueur jusqu'au 31 décembre de l'année au cours de laquelle elle a été délivrée, et peut être renouvelée avant le 1^{er} janvier de chaque année, sur paiement de la redevance prescrite.

- 5) Sous réserve du paragraphe 6), le Ministre peut, par la voie d'une notification écrite, annuler ou refuser de renouveler une licence lorsqu'une société exonérée enfreint le paragraphe 3), ne satisfait pas à une condition de sa licence, ou ne satisfait pas autrement à toute prescription de la présente loi ou encore à tout règlement établi en vertu de la présente loi.
 - 6) Si le Ministre a l'intention de ne pas renouveler ou d'annuler la licence d'une société exonérée, il notifiera cette intention et les motifs de celle-ci par écrit à la société.
 - 7) Une notification donnée conformément au paragraphe 6) mentionnera le fait que la société dispose d'un délai de 21 jours à compter de la remise de la notification pour envoyer une déclaration écrite au Ministre concernant les raisons pour lesquelles le Ministre devrait renoncer à l'action envisagée.
 - 8) Une personne lésée par l'annulation d'une licence ou le non-renouvellement d'une licence conformément au paragraphe 5) peut, dans un délai de 30 jours après avoir reçu notification de la décision du Ministre conformément au paragraphe 6), former un recours auprès de la Cour suprême afin qu'elle ordonne au Ministre de révoquer l'annulation de sa licence ou de la renouveler, le cas échéant, et la Cour peut rendre cette décision selon qu'elle le juge opportun en fonction des circonstances.
- 41. 1)** Sous réserve du paragraphe 2), une société exonérée ne peut:
- a) acquérir ou détenir d'autre terrain, à la Barbade, que le terrain nécessaire à ses activités, par le biais d'une convention de bail ou de location conclue pour une durée ne pouvant excéder la période prévue dans les statuts pour la durée de vie de la société ou telle période plus courte en fonction des circonstances;
 - b) opérer de transactions avec toute personne résidant dans la région de la CARICOM;
 - c) recevoir de dépôts d'aucune personne, en infraction à la *Loi sur la réglementation des intermédiaires financiers*.

Prescriptions
pour société
exonérée

Chapitre 324A
- 2)** Une société exonérée peut:
- a) acquérir les produits et services à la Barbade tels que nécessaires pour l'exercice de ses activités; et
 - b) conclure telle transaction, à la Barbade, conformément aux prescriptions avec:
 - i) une autre société exonérée;
 - ii) une société internationale concessionnaire d'une licence conformément à la *Loi sur les sociétés internationales*;
 - iii) une banque offshore concessionnaire d'une licence conformément à la *Loi sur les services bancaires offshore*; et

Chapitre 308A

iv) une compagnie d'assurances exonérée conformément à la *Loi sur les compagnies d'assurances exonérées*.

- 3) Rien dans la présente loi ne sera interprété comme empêchant la société d'effectuer ou de conclure des contrats ou des conventions avec des personnes de la Barbade pour la fourniture, à la société, de produits et de services nécessaires pour lui permettre d'exercer ses activités avec des personnes situées hors de la région de la CARICOM.
- 4) Aux fins du présent article, "région de la CARICOM" s'entend de la région comprise dans les zones juridictionnelles des États membres de la Communauté des Caraïbes, établie par le Traité signé le 4 juillet 1973 à Chaguaramas.

Déclaration
annuelle

42. Chaque société exonérée enverra au Ministre une déclaration annuelle signée par un membre au moins de la société exonérée, certifiant que, depuis sa constitution ou, le cas échéant, depuis sa dernière déclaration annuelle, la société exonérée a satisfait aux dispositions de l'article 41.

Dispositions
fiscales
particulières
Chapitre 73

43. 1) Sous réserve du présent article et de l'article 44, un impôt sur les bénéfices et les gains de la société sera, en lieu et place de l'impôt au taux spécifié conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, perçu et payé à la Direction des impôts en ce qui concerne tout exercice fiscal de la société, selon les taux suivants:

- a) 2,5 pour cent sur tous les bénéfices et gains jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars;
- b) 2 pour cent de tous les bénéfices et gains excédant 10 millions de dollars mais n'excédant pas 20 millions de dollars;
- c) 1,5 pour cent de tous les bénéfices et gains excédant 20 millions de dollars mais n'excédant pas 30 millions de dollars;
- d) 1 pour cent de tous les bénéfices et gains supérieurs à 30 millions de dollars.

- 2) Une société peut choisir de déduire les impôts payés dans un autre pays que la Barbade à condition que ce choix ne réduise pas les impôts devant être payés à la Barbade à un taux inférieur à 1 pour cent des bénéfices et gains de la société pour tout exercice fiscal.
- 3) Nonobstant le paragraphe 1), une société peut demander au Ministre l'autorisation de payer des impôts à un taux supérieur à celui fixé par le paragraphe 1) et payable par la société en ce qui concerne les profits et les gains de la société tels qu'exposés au point a), b), c) ou d) de ce paragraphe, le cas échéant.
- 4) Le Ministre peut, par décret, autoriser la société à payer le taux d'imposition supérieur visé au paragraphe 3.

- 5) Si, au cours de tout exercice fiscal, une société emploie un nombre de personnes à la Barbade tel que le Ministre peut fixer par décret, le société peut payer des impôts sur le revenu à un taux inférieur tel que le Ministre peut fixer eu égard aux bénéfices et gains de la société tels qu'exposés au point *a)*, *b)*, *c)* ou *d)* de ce paragraphe, le cas échéant, du paragraphe 1).
- 6) Un décret conformément au présent article sera rendu sous réserve d'une résolution négative.

44. Une société ne sera assujettie au paiement d'aucun impôt conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sauf selon les dispositions de l'article 43 en ce qui concerne un exercice fiscal, ni ne sera assujettie, en vertu de la présente ou de toute autre disposition législative, au paiement d'aucun autre impôt direct sur ses bénéfices et gains en ce qui concerne cet exercice fiscal.

Exonération en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*
Chapitre 73

45. Nonobstant la *Loi de l'impôt sur le revenu*, une société exonérée ne doit pas retenir à la source toute portion de la distribution, des intérêts ou rendements ou autre revenu payé ou supposé être payé par une société exonérée à une personne ne résidant pas à la Barbade ou qui, si elle y réside, exerce les activités d'une société exonérée ou constitue un organisme tel que visé au point *b)* ii), iii) ou iv) du paragraphe 2) de l'article 41.

Retenue à la source
Chapitre 73

- 46.** 1) Une société exonérée peut importer ou acheter, hors contrôle douanier, en exemption de droits de douane, de taxe de consommation, de droit de timbre *ad valorem* et autres droits, taxes et impôts similaires, les matériels, machines, équipements (à l'exclusion des véhicules à moteur), installations, instruments, appareils, outils et pièces de rechange ainsi que et les matières premières, produits, composants et articles, tels que nécessaires pour permettre à la société d'exercer ses activités.
- 2) Les biens mentionnés au paragraphe 1) ne peuvent être importés en exemption des droits, taxes et impôts mentionnés dans ce paragraphe que lorsque le gérant de la société exonérée certifie à l'Inspecteur principal des douanes, dénommé dans la présente loi "l'Inspecteur", que les biens importés ou achetés sont exclusivement destinés à être utilisés dans le cadre des activités de la société.
- 3) Lorsqu'une société exonérée importe ou achète, hors contrôle douanier, en vertu du présent article, tous matériaux, biens ou articles en exemption de droits, taxes ou impôts, ces matériaux, biens ou articles ne pourront être vendus ou écoulés à la Barbade autrement que dans le cours ordinaire des activités jusqu'à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de leur importation, à moins que:
- a)* la vente ou l'écoulement ne soit destiné(e) à une autre société exonérée ou à une société internationale, une banque offshore ou une compagnie d'assurances exonérée; ou que

Machines et matériels exonérés de certains impôts et droits

- b) le montant des droits, taxes ou autres impôts qui auraient dû être payés, à défaut d'application du paragraphe 1) ou 2), soit d'abord payé à l'Inspecteur principal des douanes et qu'un certificat de ce paiement soit délivré par l'Inspecteur.
- 4) Aucune importation ou achat en exemption de tout droit de douane, taxe ou impôt en vertu du présent article par une société exonérée ne sera, sans l'approbation écrite et préalable du Ministre, utilisé pour tout autre but que le but déclaré à la douane lors de cette importation ou de cet achat sauf acquisition ultérieure par une autre personne conformément au paragraphe 3).
- 5) Une personne qui enfreint toute disposition du présent article commet un délit et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende pouvant atteindre un maximum de 10 000 dollars, d'une peine de prison d'une durée de deux ans, ou de l'une et l'autre de ces deux peines.
47. 1) La paragraphe 4) de l'article 25 et le point a) de l'article 35 1) ne s'appliquent pas aux sociétés exonérées. Non-application de certaines dispositions législatives
- 2) La *Loi sur le contrôle des changes* ne s'applique pas aux sociétés exonérées. Chapitre 71
- 3) Une société exonérée est exemptée du droit de timbre *ad valorem* sauf en ce qui concerne les biens immobiliers situés à la Barbade et paiera un droit fixe tel que spécifié à l'annexe de la *Loi sur le droit de timbre*. Chapitre 91
48. 1) Le Ministre peut, par voie d'accord avec une société exonérée, accorder des assurances ou des garanties à la société selon lesquelles tout ou partie des avantages et exonérations visés par la présente loi s'appliqueront à cette société pendant une période de 30 ans. Garantie d'avantages
- 2) Un accord tel que visé au paragraphe 1) est donné sous réserve d'une résolution négative.
49. 1) Nulle personne ne dévoilera aucune information relative à toute demande d'une future société exonérée ou aux affaires d'une société exonérée hormis dans la mesure où ces informations font partie du registre public qui se trouve en la possession du Conservateur des registres, sauf lorsqu'elle y est autorisée par la future société exonérée ou lorsque cette personne est légalement tenue de le faire par un tribunal d'une juridiction compétente. Confidentialité
- 2) Une personne qui enfreint le présent article commet un délit et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de 10 000 dollars, d'une peine de prison d'une durée de deux ans, ou de l'une et l'autre de ces deux peines.
- 3) Le présent article ne s'applique à aucune personne exécutant tout devoir que lui impose la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou agissant autrement, en application de tout accord international auquel la Barbade est partie. Chapitre 73

- 4) Les paragraphes 3) et 5) de l'article 29 ne s'appliquent pas à la présente partie.
- 50. 1)** Une société exonérée maintiendra à tout moment un agent enregistré à la Barbade afin de se voir signifier toutes poursuites et procédures intentées à l'encontre de la société à la Barbade et de recevoir toutes les notifications légales. Agent enregistré
- 2) Une société doit disposer d'un siège social qui correspond au bureau d'affaires de l'agent de la société.

PARTIE VIII

MOBILITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Transfert de sociétés à la Barbade

- 51. 1)** Une entité:
- a) constituée dans une autre juridiction que la Barbade; et
 - b) présentant les caractéristiques juridiques qui, si elle était constituée à la Barbade, lui permettraient d'être constituée en société, en vertu de la présente loi;
- dénommée dans la présente loi "société étrangère", peut, si les lois de cette autre juridiction ne l'interdisent pas, demander au Conservateur des registres un certificat de continuité en vertu de la présente loi.
- 2) Une demande en vertu du paragraphe 1) doit se faire par le biais des statuts relatifs à la continuité sous la forme prescrite.
- 3) Les statuts relatifs à la continuité peuvent, sans mention à cet effet dans les statuts, rendre effective toute modification aux instruments organisationnels de la société étrangère s'appliquant à la continuité en vertu du présent article si la modification:
- a) est autorisée en vertu de la législation applicable aux sociétés étrangères avant la continuité conformément à la présente loi; et
 - b) est une modification que la société, en vertu de la présente loi, est habilitée à réaliser.

Statuts relatifs à la continuité

- 52. 1)** Les statuts relatifs à la continuité seront rédigés en anglais, mais s'ils sont rédigés dans une autre langue que l'anglais, les statuts relatifs à la continuité seront accompagnés d'une traduction certifiée en anglais.
- 2) Les statuts relatifs à la continuité devront:
- a) être signés par l'ensemble des membres et des gérants de la société;
 - b) mentionner la dénomination de la société étrangère et la dénomination sous laquelle elle est continuée;
 - c) mentionner la juridiction sous laquelle elle est constituée;
 - d) mentionner la date à laquelle elle a été constituée; et
 - e) mentionner telles autres dispositions requises pour les statuts relatifs à sa constitution en vertu de la présente loi.

53. 1) Dès réception des statuts relatifs à la continuité, le Conservateur des registres peut délivrer un certificat de continuité conformément à l'article 61.

Certificat de
continuité

2) À la date indiquée sur le certificat de continuité:

- a)* la société étrangère devient une société à laquelle la présente loi s'applique comme si la société avait été constituée en vertu de la présente loi;
- b)* les statuts relatifs à la continuité deviennent les statuts de la société continuée; et
- c)* le certificat de continuité représente le certificat de constitution de la société continuée.

54. 1) Lorsqu'une société étrangère est continuée en tant que société constituée en vertu de la présente loi:

Préservation de
la société

- a)* les biens de la société étrangère deviennent les biens de la société;
- b)* la société continue à être assujettie aux obligations de la société étrangère;
- c)* un motif existant d'action, de réclamation ou de responsabilité dans le cadre d'une poursuite n'en est pas affecté;
- d)* une action ou procédure au civil, au pénal ou administrative intentée par ou à l'encontre de la société étrangère peut être poursuivie par ou à l'encontre de la société; et
- e)* une condamnation, une décision, une ordonnance ou un jugement à l'encontre ou en faveur de la société étrangère peut être mis en application contre la société.

2) Tout apport au capital d'une société étrangère effectué avant que la société étrangère soit continuée en vertu de la présente loi est supposé avoir été fait conformément à la présente loi et selon les dispositions des statuts relatifs à la continuité; la continuité en vertu de la présente loi ne prive un membre d'aucun droit ou privilège qu'il revendique en fonction de son apport à la société ni ne le dégage d'aucune responsabilité à l'égard de la société.

Départ de
sociétés de la
Barbade

55. Sous réserve de l'article 57, une société peut:

- a)* si elle y est autorisée par une résolution unanime de ses membres; et
- b)* si elle est établie de façon à donner au Conservateur des registres l'assurance que la continuité envisagée de la société dans une autre juridiction ne portera pas préjudice aux créanciers ou membres de la société;

demander à l'organisme officiel ou public de l'autre juridiction sa continuité en tant que personne morale dans l'autre juridiction comme si elle avait été constituée conformément aux lois de cette autre juridiction.

Conditions
applicables aux
sociétés
quittant la
Barbade

56. Une société ne peut demander sa continuité dans une autre juridiction, et ne peut être continuée en vertu des lois d'une autre juridiction, en tant qu'organisme constitué dans cette autre juridiction en vertu de l'article 55, sauf si les lois de cette autre juridiction disposent que:

- a) les biens de la société restent les biens de la personne morale;
- b) la personne morale continue à être assujettie aux obligations de la société;
- c) tout motif existant d'action, de réclamation ou de responsabilité dans le cadre d'une poursuite n'en est pas affecté;
- d) une action ou procédure au civil, au pénal ou administrative intentée par ou à l'encontre de la société peut être poursuivie par ou à l'encontre de la personne morale; et
- e) une condamnation, une décision, une ordonnance ou un jugement à l'encontre ou en faveur de la société étrangère peut être mis en application contre la personne morale.

- 57.** 1) Dès réception d'une notification jugée par lui satisfaisante et selon laquelle une société qui a introduit une demande conformément à l'article 55 a été continuée en tant que société relevant des lois d'une autre juridiction, le Conservateur des registres doit enregistrer la notification et délivrer un certificat de cessation conformément à la présente loi. Cessation et effet
- 2) Après la délivrance d'un certificat de cessation conformément au paragraphe 1) à l'égard d'une société continuée en tant que société relevant des lois d'une autre juridiction, le nom de la société sera retiré du registre des sociétés sans que ce retrait affecte l'article 56.
- 3) Aux fins de la présente partie, une "personne morale" inclut un organisme constitué dans une autre juridiction disposant d'une législation similaire à la présente loi; et les termes "constituer" et "société" seront interprétés en conséquence.

PARTIE IX

ADMINISTRATION

Conservateur des registres

- 58.** 1) Le Conservateur des registres est chargé, sous la surveillance générale du Ministre, de l'administration de la présente loi. Responsabilité
- 2) Un sceau peut être prescrit par le Ministre comme devant être utilisé par le Conservateur des registres dans l'exercice de ses fonctions.

59. Un document peut être transmis au Conservateur des Registres par son dépôt au bureau du Conservateur des registres ou par son envoi, par télex, télécopie, port payé ou par câble, au bureau du Conservateur des registres. Notification au
Conservateur des
registres

Registre des sociétés

60. Le Conservateur des registres conserve un registre des sociétés dans lequel est consigné le nom de chaque société: Registre des
sociétés

- a) constituée en vertu de la présente loi;
- b) continuée en tant que société en vertu de la présente loi;
- c) rétablie au registre conformément à la présente loi;
- d) reprise en vertu de la présente loi; et
- e) qui n'a pas été ultérieurement radiée du registre.

Dépôt des
statuts

- 61.** 1) Dans le présent article, "déclaration" s'entend d'une déclaration d'intention de dissoudre une société.
- 2) Lorsque la présente loi prescrit l'envoi, au Conservateur des registres, de statuts ou d'une déclaration relative à une société, sauf disposition contraire spécifique:
- a) deux copies, dénommées dans le présent article "originaux en double exemplaire", des statuts ou de la déclaration doivent être signées par les gérants ou, le cas échéant, par deux membres – quels qu'ils soient - avec l'autorisation des autres membres; et
 - b) dès réception des originaux en double exemplaire de tous statuts ou de toute déclaration conformes à la loi, de tout autre document requis ainsi que de la redevance prescrite, le Conservateur des registres doit:
 - i) porter sur chacun des originaux en double exemplaire la mention "enregistré" ainsi que la date de l'enregistrement;
 - ii) délivrer, en double exemplaire, le certificat approprié et joindre à chaque certificat l'un des originaux en double exemplaire des statuts ou de la déclaration;
 - iii) joindre au dossier un exemplaire du certificat et des statuts ou de la déclaration annexe(s);
 - iv) envoyer à la société ou à son représentant le certificat original ainsi que les statuts ou la déclaration annexe(s); et
 - v) publier au Journal officiel une notification de la délivrance du certificat.
- 3) Un certificat tel que visé au paragraphe 2) et délivré par le Conservateur des registres peut être daté du jour où il reçoit les statuts, la déclaration ou l'ordonnance du tribunal en vertu desquels le certificat est délivré, ou être daté de tout autre jour ultérieur spécifié par le tribunal ou la personne qui a signé les statuts ou la déclaration.
- 4) Une signature telle que requise sur un certificat visé au paragraphe 2) peut être imprimée ou autrement reproduite mécaniquement sur le certificat.

Retrait du registre

- 62.** 1) Le Conservateur des registres peut radier une société du registre si:

Radiation du
registre

- a) la société omet d'envoyer toute déclaration, notification, document ou redevance prescrite au Conservateur des registres conformément aux dispositions de la présente loi;
 - b) la société est dissoute;
 - c) la société a fusionné avec une ou plusieurs sociétés ou personnes morales; ou
 - d) la société ne remplit pas un engagement visant à changer sa dénomination.
- 2) Lorsque le Conservateur des registres estime qu'une société est en défaut, en vertu du point a) ou d) du paragraphe 1), il doit lui envoyer une notification l'avisant du manquement et déclarant que, sauf s'il est remédié au manquement dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification, la société sera radiée du registre.
- 3) À l'expiration du délai mentionné dans la notification, le Conservateur des registres peut radier la société du registre et en publier une notification au Journal officiel.
- 4) Si une société est radiée du registre, le Conservateur des registres peut, dès réception d'une demande sous la forme prescrite et dès le paiement de la redevance prescrite, la rétablir au registre et délivrer un certificat sous la forme adaptée aux circonstances.

PARTIE X

DISPOSITIONS DIVERSES

- 63.** 1) Le Ministre peut, à tout moment, désigner toute personne qu'il considère adéquate en qualité de contrôleur, dénommée dans la présente loi "contrôleur", afin d'enquêter sur les affaires de la société et en présenter un compte-rendu de telle manière que le Ministre peut ordonner. Enquêtes
- 2) Les frais encourus lors de la réalisation de telles enquêtes seront supportés par la société.
 - 3) Chaque membre ou gérant de la société présente au contrôleur tels livres ou documents que le contrôleur peut requérir aux fins de son enquête; et, sans préjudice du paragraphe 4), un juge en référé peut, à la demande d'un contrôleur, imposer par une ordonnance la production de tout livre ou document de ce genre.
 - 4) Tout membre ou gérant qui, au cours d'une enquête sur les affaires de la société:
 - a) refuse de produire tout livre ou document dont le contrôleur requiert la production; ou
 - b) refuse de répondre à toute question relative aux affaires de la société;est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de 5 000 dollars.

- 5) Le contrôleur peut recueillir des témoignages sous serment lors d'une enquête sur les affaires de la société et peut, à cet effet, faire prêter serment.
 - 6) Au terme de toute enquête réalisée conformément au présent article, le contrôleur soumet un rapport au Ministre et délivre, aussitôt après, une copie de ce rapport au siège social de la société.
 - 7) Si le Ministre considère, après examen du rapport visé au paragraphe 6), que la société ou l'un de ses membres ou gérants a commis, en connaissance de cause et volontairement, une infraction à la présente loi, il peut ordonner au Conservateur des registres de demander au tribunal la dissolution de la société.
 - 8) Un exemplaire de la requête visée au paragraphe 7) sera remis au siège social de la société au plus tard sept jours francs avant le jour fixé par le tribunal pour l'audition de la requête.
 - 9) Si le tribunal, à l'audition de la requête, acquiert la conviction que la société, ou l'un de ses membres ou gérants, a commis une quelconque infraction à la présente loi, le tribunal peut:
 - a) rendre une ordonnance pour la dissolution de la société; ou
 - b) imposer une amende de 5 000 dollars à tout membre ou gérant qui, en connaissance de cause et volontairement, a autorisé ou permis toute infraction de ce genre.
 - 10) Toute procédure en rapport avec la tenue d'une enquête par le contrôleur conformément au présent article sera, aux fins de la *Loi sur le faux serment*, considérée comme une procédure judiciaire. Chapitre 142
- 64.** 1) Le Ministre peut établir des règlements: Règlements
- a) visant à rendre la présente loi effective; et
 - b) prescrivant toute chose requise ou autorisée par la présente loi comme devant être prescrite.
- 2) Nonobstant le paragraphe 1), les règlements établis en vertu de la *Loi sur les sociétés*, dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec les dispositions expresses de la présente loi ou les règlements établis en vertu de celle-ci, s'appliquent à la présente loi avec les adaptations et modifications requises par les circonstances, et seront utilisés pour rendre la présente loi effective.
- 65.** Dans la mesure où elle n'est pas incompatible avec les dispositions expresses de la présente loi, la *Loi sur les sociétés* s'applique à la présente loi avec les adaptations et modifications requises par les circonstances. Loi sur les sociétés
Chapitre 308

CHAPITRE 71A

INCITATIONS FISCALES

DISPOSITION DES ARTICLES

ARTICLE

PARTIE I

Preliminaire

1. Titre abrégé.
2. Interprétation.
3. Calcul de la valeur locale ajoutée.
4. Détermination de la valeur du contenu du composant.
5. Non-résidents.
6. Déclaration de produit approuvé.
7. Déclaration d'entreprise agréée.
8. Demandes d'agrément.
9. Objections aux propositions d'agrément pour un produit ou une entreprise.
10. Pouvoir discrétionnaire absolu du Ministre en ce qui concerne l'agrément.
11. Classification des entreprises.

PARTIE II

Dispositions relatives à l'impôt sur le revenu

12. Exonération de l'impôt sur le revenu.
13. Avantages pour une entreprise engagée dans une industrie à forte intensité de capital.
14. Déduction au titre de l'amortissement.
15. Déduction au titre des dépenses en capital.
16. Compensation.
17. Report de pertes aux fins de la compensation.
18. Dividendes.
19. Intérêts.

PARTIE III

*Dispositions relatives aux redevances des licences des négociants intermédiaires
et à la taxe professionnelle*

20. Allègement des droits de licence intérimaire et de la taxe professionnelle.

PARTIE IV

Dispositions relatives aux droits de douane

21. Licence d'importation.
22. Enregistrement et inspection des articles.
23. Restriction sur l'écoulement des articles.

PARTIE V

Dispositions diverses

24. Retard de construction ou de fabrication.
25. Révocation d'un décret.
26. Restriction sur l'utilisation d'une usine.
27. Évaluation des performances d'une entreprise.
28. Cession du statut d'entreprise agréée.
29. Règlements.
30. Publication au Journal officiel.
31. Économies.

PREMIÈRE ANNEXE

DEUXIÈME ANNEXE

TROISIÈME ANNEXE

CHAPITRE 71A

INCITATIONS FISCALES

Loi visant à mettre en application l'Accord auquel la Barbade est partie, entre certains pays de la région des Caraïbes, en vue d'une harmonisation des incitations fiscales pour l'industrie

1974-12
1982-38

[1^{er} avril 1974] Entrée en
vigueur
S.I. 1974 n° 83

PARTIE I

Preliminaire

1. La présente loi peut être dénommée *Loi sur les incitations fiscales*. Titre abrégé
2. Aux fins de la présente loi: Interprétation

"entreprise agréée" s'entend d'une entreprise agréée par le Ministre conformément à l'article 7, dans le but de conférer un avantage en vertu de la présente loi;

"produit approuvé" s'entend d'un produit de fabrication agréé par le Ministre, conformément au paragraphe 6, pour la fabrication par une entreprise agréée, mais n'inclut pas un produit tel que spécifié dans la première annexe ni un produit d'une industrie établie;

Première annexe

"avantage" s'entend de tout allègement accordé à une entreprise agréée conformément à la présente loi;

"Marché commun" et "État membre" désignent, jusqu'au 1^{er} mai 1974, tous les États visés dans la deuxième annexe et, par la suite, tous les États qui sont parties au Traité établissant le Marché commun des Caraïbes;

Deuxième
annexe

"Commissaire" s'entend de l'Administration des contributions;

"Inspecteur" s'entend de l'Inspecteur principal des douanes;

"date de construction" s'entend de la date déclarée dans un décret conformément à l'article 7;

"date de production" s'entend de la date déclarée dans un décret conformément à l'article 7;

"entreprise enclavée" s'entend d'une entreprise qui fabrique des produits exclusivement pour l'exportation hors de la zone du Marché commun;

"entreprise" s'entend de toute société enregistrée à la Barbade;

"industrie établie" s'entend d'une industrie qui approvisionne le marché national à raison de plus de 90 pour cent de tout produit;

"usine" s'entend de tous locaux dans lesquels, ou dans l'enceinte, l'enclos ou le pourtour desquels, ou encore de tout lieu où sont ou seront employées des personnes à tout processus destiné à, ou connexe à l'un des buts suivants:

- a) la production de produits approuvés;

b) l'adaptation pour la vente de tout produit approuvé;

s'agissant de locaux ou de tout lieu dans lequel, ou dans l'enceinte, l'enclos ou le pourtour duquel, le travail s'effectue ou s'effectuera, sous forme de commerce ou dans un but de profit, et auquel ou sur lequel l'entreprise qui emploie ou emploiera les personnes employées ou devant y être employées dispose d'un accès ou d'un contrôle.

"entreprises du groupe I" - Il s'agit des entreprises dont la valeur ajoutée locale concernant les produits approuvés représente 50 pour cent ou plus de la valeur des ventes départ usine;

"entreprises du groupe II" - Il s'agit des entreprises dont la valeur ajoutée locale concernant les produits approuvés représente entre 25 et 50 pour cent des recettes des ventes départ usine;

"entreprises du groupe III" - Il s'agit des entreprises dont la valeur ajoutée locale concernant les produits approuvés représente entre 10 et 25 pour cent des recettes des ventes départ usine;

"industrie" s'entend d'une industrie de fabrication ou de transformation, et inclut la pêche en haute mer et la pêche à la crevette lorsqu'elles font partie intégrante d'une activité de transformation intégrée mais à l'exclusion de l'agriculture et du tourisme;

"valeur locale ajoutée" s'entend du montant (exprimé en pourcentage des ventes totales d'un produit approuvé) par lequel le montant réalisé à partir des ventes d'un produit approuvé au cours d'une période de 12 mois consécutifs dépasse le montant global de ce qui suit:

- a) la valeur des matières premières, des composants et éléments de composants, des combustibles et des services importés;
- b) les salaires et traitements payés au cours de la période à des personnes qui ne sont pas des ressortissants des États membres;
- c) les bénéfices distribués et directement ou indirectement remis à des personnes qui ne résident pas dans un État membre;
- d) les intérêts, frais de gestion et autres paiements de revenus ou l'un de ces éléments revenant directement ou indirectement à des personnes qui ne résident pas dans un État membre, autres qu'une succursale ou agence de banques ne résidant pas dans un État membre;
- e) la dépréciation des importations de matériel, machines et équipement;

"Ministre s'entend du Ministre en charge de l'industrie;

"ressortissant" s'entend d'une personne qui est citoyenne d'un État membre et inclut une personne dont le lien avec un tel État permet de le considérer comme appartenant à, natif ou résident de l'État aux fins de la loi concernant l'immigration et actuellement en vigueur;

"vente" s'entend du montant de la vente sortie usine d'un produit approuvé.

3. 1) La valeur locale ajoutée sera pondérée par les salaires ou traitements payés aux ressortissants d'un État membre, exprimée en tant que pourcentage des ventes totales du produit approuvé et calculé selon la formule: $\frac{V(100 + W)}{100}$ Calcul de la valeur locale ajoutée
- 2) Aux fins du paragraphe 1):
- a) "V" représente la valeur locale ajoutée exprimée en pourcentage des ventes totales du produit approuvé; et
- b) "W" représente les salaires et traitements payés aux ressortissants d'un État membre et exprimés en pourcentage des ventes totales du produit approuvé.
4. Lors de la détermination de la valeur du contenu d'un composant produit par un État membre aux fins du point a) de la définition de "valeur locale ajoutée", il ne sera tenu compte d'aucun élément dans le coût de ce composant, hormis la valeur du contenu en matières premières importées. Détermination de la valeur du contenu d'un composant
- Non-résident 5. 1) Aux fins des points c) et d) de la définition de "valeur locale ajoutée", une entreprise sera considérée comme ne résidant pas dans un État membre si elle est contrôlée, directement ou indirectement, par une personne qui n'est pas résidente d'un État membre (ci-après dénommée non-résident).
- 2) Un non-résident sera considéré détenir le contrôle d'une entreprise s'il possède ou a le droit d'acheter la majeure partie du capital-actions ordinaire libéré (ne comprenant pas les actions non porteuses de droits de vote) de l'entreprise.
- Déclaration de produit approuvé 6. 1) Sous réserve de l'article 9, le Ministre peut déclarer, par décret, qu'un produit de fabrication sera un produit approuvé aux fins de la présente loi s'il estime que le produit:
- a) serait bénéfique pour la Barbade, en tenant compte de considérations tant économiques que non économiques; et
- b) aurait un effet bénéfique sur l'emploi en matière de chiffres et de salaires bruts.
- 2) Un décret peut être rendu en vertu du paragraphe 1) eu égard à un produit qui est fabriqué à la Barbade à la date du décret.
- 3) Avant de déclarer, en vertu du paragraphe 1) qu'un produit de fabrication sera un produit approuvé aux fins de la présente loi, le Ministre accordera également de l'attention aux considérations suivantes:
- a) l'effet que l'agrément exercera sur les industries existantes;
- b) le fait que la fabrication du produit utilisera ou non des matières premières ou des compétences disponibles à la Barbade;
- c) le fait que la capacité existante pour la fabrication du produit sera ou non suffisante pour répondre à la demande du produit; et
- d) le facteur risque intervenant dans le succès de la fabrication du produit.

7. 1) Sous réserve de l'article 9, le Ministre peut, sur demande introduite par, ou au nom d'une entreprise afin d'établir une industrie à la Barbade pour la fabrication d'un produit approuvé, ou dans le cas d'une entreprise qui – lors de l'entrée en vigueur de la présente loi – fabrique le produit déclaré agréé par décret en vertu de l'article 6, déclarer que l'entreprise est une entreprise agréée, s'il estime que l'entreprise:
- a) bénéficie ou bénéficiera d'un financement adéquat;
 - b) emploie un personnel adéquatement qualifié ou est en mesure de se procurer les services de ce personnel;
 - c) a accès aux informations techniques nécessaires;
 - d) est en mesure d'obtenir les matières premières adéquates;
 - e) possède, ou possédera, l'usine nécessaire.
- 2) Dans un décret rendu en vertu du paragraphe 1), une date sera déclarée comme étant la date à laquelle, aux fins de la présente loi:
- a) une construction est supposée commencer; et
 - b) une production est supposée commencer.
- 3) Chaque décret rendu en vertu du paragraphe 1):
- a) spécifiera l'usine à l'égard de laquelle il est permis de jouir des avantages en vertu de la présente loi;
 - b) pourra déclarer que, dans son application, il sera limité à une partie d'une usine ou à une catégorie, une qualité, une description, un type ou une classification particulier(ère);
 - c) pourra énoncer des dispositions relatives à sa révocation dans le cas de toute infraction ou de non-conformité à ses prescriptions.
8. Une demande en vertu de l'article 7 spécifiera:
- a) l'emplacement, réel ou envisagé, de l'usine dans laquelle l'entreprise fabrique ou se propose de fabriquer le produit approuvé;
 - b) la date de construction de l'usine, qui ne sera pas ultérieure à un délai de 12 mois à compter de la date de la demande, hormis le fait que si l'usine existe déjà, la demande devra comporter toutes les informations permettant au Ministre de spécifier la date de construction;
 - c) la date à laquelle la production devrait débiter, laquelle ne sera pas ultérieure à un délai de 18 mois à compter de la date de la production, hormis le fait que si la production d'un produit approuvé a déjà débuté, la demande devra comporter toutes les informations permettant au Ministre de spécifier la date à laquelle la production est censée avoir débuté;
 - d) le produit approuvé déjà fabriqué ou destiné à être fabriqué;

Déclaration d'une
entreprise agréée

Demande
d'agrément

- e) toutes les informations, étayées par des documents justificatifs pertinents pour la détermination de la valeur locale ajoutée.
- Objections aux propositions d'agrément pour un produit ou une entreprise
9. 1) Avant de rendre un décret en vertu soit de l'article 6, soit de l'article 7, le Ministre fera en sorte que soit rendu public à la Barbade, et ailleurs s'il le juge nécessaire, le fait qu'une demande est sur le point de lui être adressée afin qu'il étudie si un produit de fabrication doit être reconnu en tant que produit approuvé aux fins de la présente loi.
- 2) La publication mentionnée au paragraphe 1) contiendra tels détails que le Ministre peut juger nécessaires en ce qui concerne le produit pour lequel l'approbation est demandée.
- 3) La publication mentionnera la période pendant laquelle toute objection à l'approbation du produit sera déposée.
- 4) Le Ministre prendra en considération chaque objection reçue pendant la période mentionnée dans la publication ou pendant toute prorogation qu'il peut autoriser avant de rendre tout décret en vertu de l'article 6 ou 7.
- Pouvoir discrétionnaire absolu du Ministre en ce qui concerne l'agrément
10. Le Ministre disposera du pouvoir discrétionnaire absolu d'accorder ou de refuser une approbation concernant un produit en tant que produit approuvé ou une entreprise en tant qu'industrie agréée.
- Classification des entreprises
11. 1) Sous réserve de l'article 21 4), une entreprise agréée peut se voir accorder des avantages, conformément à la présente loi, pendant une période n'excédant pas la période qui lui est applicable, telle que spécifiée dans la troisième annexe (et ci-après dénommée la période d'exemption fiscale) si elle se classe dans l'une des catégories suivantes:
- a) Entreprise du groupe I;
- b) Entreprise du groupe II;
- c) Entreprise du groupe III;
- d) Entreprise enclavée.
- 2) Avant la classification d'une entreprise agréée en tant qu'entreprise du groupe I, du groupe II ou du groupe III, la valeur locale ajoutée – telle que calculée conformément à l'article 3 – sera estimée.
- Troisième annexe

PARTIE II

Dispositions relatives à l'impôt sur le revenu

12. Nonobstant la Loi de l'impôt sur le revenu, mais sous réserve des articles 24 et 27, une entreprise agréée aura droit à une exonération de l'impôt sur le revenu à compter de la date de production, eu égard aux bénéfices et gains qui lui reviennent pendant la période de l'exonération fiscale.

Exonération de
l'impôt sur le
revenu
Chapitre 73

	<p>13. 1) Lorsqu'une entreprise agréée est engagée dans une industrie à forte intensité de capital, le Ministre peut, par décret, lui accorder tout avantage en vertu de la présente loi, pour une période n'excédant pas celle pendant laquelle un avantage peut être accordé à une entreprise enclavée, conformément à la troisième annexe.</p> <p>2) Aux fins du présent article et de l'article 27, une "industrie à forte intensité de capital" s'entend d'une industrie dans laquelle l'investissement en capital n'est pas inférieur à 50 millions de dollars de la Barbade.</p>	<p>Avantages pour une entreprise engagée dans une industrie à forte intensité de capital Troisième annexe</p>
	<p>14. Lors du calcul des bénéfices d'une entreprise agréée aux fins de l'exonération de l'impôt sur le revenu en vertu de l'article 12, une déduction sera accordée pour tout amortissement de la valeur qui, à défaut de l'exonération, aurait pu être réclamée pour cet exercice.</p>	<p>Déduction au titre de l'amortissement</p>
	<p>15. Les dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu s'appliqueront à une entreprise agréée dès le premier exercice fiscal faisant suite à l'exercice fiscal pendant lequel la période d'exonération fiscale prend fin, hormis le fait qu'une déduction au titre d'un allègement initial pour les dépenses en capital ne s'effectuera qu'en ce qui concerne les dépenses encourues à l'expiration de la période d'exonération de l'impôt sur le revenu.</p>	<p>Déduction au titre des dépenses en capital</p>
Compensation	<p>16. Toute perte encourue par une entreprise agréée pendant la période de l'exonération fiscale peut être compensée conformément à l'article 17.</p>	
Report de pertes au titre de la compensation Chapitre 73	<p>17. 1) Nonobstant l'article 23 de la Loi de l'impôt sur le revenu, à l'expiration de la période d'exonération fiscale, les pertes nettes encourues pendant cette période pourront être reportées au titre de la compensation dans le calcul des bénéfices d'une entreprise agréée pendant la période de cinq ans qui suit la période d'exonération fiscale.</p> <p>2) En cas de révocation du décret déclarant qu'une entreprise est une entreprise agréée en vertu de l'article 25, cette entreprise sera, aux fins du report des pertes nettes encourues avant la révocation du décret, considérée comme étant une entreprise agréée.</p> <p>3) Aux fins du présent article, "pertes nettes" s'entend de l'excédent de l'ensemble des pertes par rapport à l'ensemble des bénéfices réalisés pendant la période d'exonération fiscale.</p>	
Dividendes	<p>18. 1) Sous réserve du paragraphe 2), les dividendes et autres distributions de bénéfices revenant à une entreprise agréée par suite de la fabrication d'un produit approuvé pendant la période d'exonération fiscale seront, lorsqu'ils seront payés aux actionnaires ou à leurs mandataires, exonérés de l'impôt sur le revenu.</p> <p>2) Lorsqu'un actionnaire ne réside pas dans un État membre, l'exonération visée au paragraphe 1) s'appliquera à telle quotité de l'impôt excédant l'impôt exigible de l'actionnaire dans son pays de résidence.</p>	

Intérêts

19. Les intérêts, sous quelque forme que ce soit, perçus sur le capital d'emprunt et tous autres montants empruntés, que ce soit sous forme de découvert bancaire, d'obligation gagée ou autre lorsqu'ils sont payés au bénéficiaire, ne seront pas exonérés du paiement de l'impôt sur le revenu.

PARTIE III

Dispositions relatives aux redevances des licences des négociants intermédiaires et à la taxe professionnelle

Allègement
des droits de
licence des
négociants
intermédiaires
et de la taxe
professionnelle
Chapitre 180
Chapitre 107

20. Nonobstant toute clause contenue dans la Loi relative aux négociants intermédiaires, ou dans la Loi sur l'administration locale, une entreprise agréée sera, à partir de la date de production concernant toute activité exercée par cette entreprise eu égard à un produit approuvé, exonérée de tous droits imposables en vertu de la Loi sur les négociants intermédiaires, pour une licence de négociant intermédiaire, ainsi que de toute taxe professionnelle imposable en vertu de la Loi sur l'administration locale, pendant la période d'exonération fiscale.

PARTIE IV

Dispositions relatives aux droits de douane

- 21. 1)** Si le Ministre estime que tout matériel, équipement, machine, pièce de rechange, matière première, ou les composants de ceux-ci, ne sont pas disponibles dans le Marché commun à des prix et qualités ainsi qu'en quantités adéquates pour l'exportation, comparables à ceux disponibles dans une zone extérieure au Marché commun, il peut délivrer une licence à une entreprise agréée pour importer ces articles ou l'un d'entre eux, en provenance d'une zone extérieure au Marché commun.
- 2)** Dès réception d'une licence délivrée conformément au paragraphe 1), une entreprise agréée pourra importer du matériel, de l'équipement, des machines, des pièces de rechange, des matières premières, ou des composants de ceux-ci, en franchise de droits de douane et provenant d'une zone extérieure au Marché commun pendant la période d'exonération appropriée, telle que visée à l'article 12 ou à l'article 27 3) ou 4), si le Commissaire est d'avis que ces matériel, équipement, machines, pièces de rechange, matières premières, ou composants de ceux-ci sont nécessaires:
- a)* pour la construction, la modification de la construction ou l'extension de l'entreprise agréée; ou
 - b)* pour une utilisation par l'entreprise dans le processus de fabrication d'un produit approuvé.
- 3)** Si, à la suite de la délivrance d'une licence en vertu du paragraphe 1), un changement apparaît dans les conditions visées par ce paragraphe, le Ministre:
- a)* révoquera la licence; ou
 - c)* modifiera la licence de façon à exclure tout article à l'égard duquel le changement s'est produit.

Licence
d'importation

- 4) Nonobstant les paragraphes 1), 2) et 3) du présent article, une entreprise enclavée peut, jusqu'au moment où elle cesse d'être une entreprise enclavée, importer tout article mentionné dans ces paragraphes sans obtenir de licence conformément au paragraphe 1).

Enregistrement
et inspection
des articles

22. 1) Une entreprise agréée qui:

- a) importe à la Barbade, à partir d'un pays extérieur au Marché commun; ou
- b) achète au sein du Marché commun;

tout article à l'égard duquel elle a obtenu une exonération des droits de douane en vertu du paragraphe 21 2) devra:

- i) conserver un registre des articles ainsi importés ou achetés sous la forme et contenant des renseignements tels que requis par le Commissaire;
- ii) veiller à ce que ces articles soient marqués de la façon requise par le Commissaire;
- iii) permettre au Commissaire, ou à toute personne autorisée par lui à cet effet, d'inspecter à tous moments raisonnables ce registre et d'avoir accès à toute usine ou entrepôt placés sous son contrôle afin d'examiner tout article de ce genre que le Commissaire pense y trouver et afin qu'il puisse s'assurer de l'exactitude des renseignements fournis à l'égard des articles contenus dans le registre.

- 2) Une entreprise agréée qui enfreint toute disposition du présent article se rend coupable d'un délit et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de 1 000 dollars.

Restriction à
l'écoulement
des articles

23. 1) Un article importé par une entreprise agréée conformément à l'article 21 2) ne sera ni vendu ni autrement écoulé par l'entreprise sauf:

- a) au cessionnaire, dans le cas d'une cession de la propriété d'une usine appartenant à l'entreprise; ou
- b) sur paiement ou cautionnement par l'entreprise agréée, de manière jugée satisfaisante par le Commissaire, pour le paiement d'un montant équivalent à celui des droits de douane qui, à défaut de l'article 21 2), auraient été exigibles lors de l'importation de cet article et lorsque l'article a été importé de la sorte par l'entreprise;
- c) à l'expiration d'une période de cinq ans à compter de la date d'achat de l'article.

- 2) Une entreprise agréée qui enfreint toute disposition du présent article se rend coupable d'un délit et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de 1 000 dollars.

PARTIE V

Dispositions diverses

24. 1) Si une entreprise agréée omet ou néglige:

Retard de
construction ou
de fabrication

- a) de commencer la construction d'une usine au plus tard à la date de construction; ou
- b) de commencer la fabrication, dans l'usine, d'un produit approuvé en quantités négociables, au plus tard à la date de production;

le Ministre peut délivrer une notification écrite exigeant d'elle, au cours d'un délai de 30 jours à compter de la date de la notification, soit:

- i) qu'elle commence la construction de l'usine ou la fabrication du produit approuvé en quantités négociables, le cas échéant; ou
- ii) qu'elle prouve, de manière jugée satisfaisante par le Ministre, que le manquement ou la négligence est imputable à une cause indépendante de sa volonté et qu'il existe une perspective raisonnable pour qu'elle débute la construction ou la fabrication, le cas échéant, au cours de tel délai que le Ministre considère raisonnable.

- 2) Si une entreprise agréée satisfait aux prescriptions de l'alinéa ii) du paragraphe 1), le Ministre remplacera, par décret, la date de construction ou la date de production, le cas échéant, par tel autre jour spécifique, et les dispositions de la présente loi prendront alors effet comme si le jour spécifié dans ce décret avait été la date de construction ou la date de production, le cas échéant, spécifié dans le décret rendu conformément à l'article 7.

25. 1) Le Ministre peut, eu égard à toutes les circonstances de l'affaire, et s'il juge opportun de le faire, révoquer par décret, un décret rendu en vertu de l'article 7, si une entreprise agréée:

Révocation d'un
décret

- a) enfreint toute disposition de la présente loi ou des règlements; ou
- b) ne satisfait pas aux prescriptions d'une notification délivrée conformément à l'article 24.

- 2) Sous réserve de l'article 17 2), lors de la révocation d'un décret rendu en vertu de l'article 7, les dispositions des articles 12, 20 et 21 seront considérées comme ne s'étant jamais appliquées à l'entreprise et cette entreprise, nonobstant toute clause contenue dans la Loi de l'impôt sur le revenu ou de la Loi douanière, paiera au Commissaire et à l'Inspecteur tous montants qui, à défaut des articles 12 et 21 2), auraient été exigibles au titre de l'impôt sur le revenu et des droits de douane.

Restriction à
l'utilisation
d'une usine

- 3) Nonobstant le paragraphe 2), le Ministre peut, s'il estime que le paiement de toute somme de ce genre entraînerait des difficultés excessives, ou s'il juge opportun de le faire pour tout autre motif, reverser tout ou partie de telles sommes exigibles de l'entreprise.
 - 4) Tous les montants exigibles aux termes du présent article peuvent faire l'objet d'un recouvrement en tant que dette dans une procédure civile, devant un tribunal d'instance du District A.
- 26.** 1) Sous réserve du paragraphe 3), aucune usine appartenant à une entreprise, qui est utilisée ou qui doit être utilisée pour la fabrication d'un produit approuvé ne sera, pendant la période de l'exonération fiscale, et sans l'approbation du Ministre, utilisée à d'autres fins que la fabrication du produit approuvé.
- 2) Une entreprise qui enfreint les dispositions du paragraphe 1) se rend coupable d'un délit et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de 1 000 dollars et, dans le cas d'un délit ininterrompu, d'une nouvelle amende pouvant atteindre un maximum de 200 dollars pour chaque journée ou partie de journée pendant laquelle le délit se perpétue, après sa condamnation.
 - 3) Le présent article ne s'applique pas à une entreprise qui cesse d'être une entreprise agréée et à l'égard de laquelle toutes les sommes exigibles par le Commissaire et l'Inspecteur, en matière d'impôt sur le revenu et de droits de douane, ont été payées.
- 27.** 1) Le Ministre:
- a) à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de production; et
 - b) par la suite, à des intervalles de deux ans jusqu'à la cessation de tous les avantages en vertu de la présente loi,
- évaluera les performances d'une entreprise agréée, autre qu'une entreprise enclavée, afin de déterminer si un changement de sa classification s'avère nécessaire.
- 2) Lorsque, sur évaluation en vertu du paragraphe 1), une entreprise agréée:
 - a) ne conserve pas sa classification et ne peut être reclassée dans aucun autre groupe spécifié dans la troisième annexe, l'entreprise ne sera plus – avec effet à partir de la date de notification de la décision du Ministre en vertu du paragraphe 5 – traitée comme une entreprise agréée aux fins des articles 12, 20 et 21 2);
 - b) maintient sa classification ou est reclassée dans l'un des autres groupes spécifiés dans la troisième annexe, l'entreprise continuera ses activités en tant qu'entreprise agréée et le point b) du paragraphe 1) continuera à s'appliquer.

Évaluation des
performances
d'une entreprise

Troisième
annexe

	<p>3) Lorsque, par suite d'un reclassement d'une entreprise agréée dans un groupe inférieur, la période d'exonération fiscale excède la durée maximale permise pour ce groupe, le Ministre réduira la période par décret, de façon à ne pas excéder la durée maximale permise pour ce groupe inférieur dans lequel l'entreprise agréée a été reclassée.</p> <p>4) Si une entreprise agréée est reclassée dans un groupe supérieur, le Ministre peut prolonger, par décret, la période d'exonération fiscale de façon à ne pas excéder la durée maximale permise pour ce groupe inférieur dans lequel l'entreprise agréée a été reclassée.</p> <p>5) Dès que possible après une évaluation en vertu du paragraphe 1), le Ministre fera remettre une notification de sa décision à l'entreprise agréée.</p> <p>6) Le présent article ne s'appliquera pas aux entreprises engagées dans une entreprise à forte intensité de capital.</p>
Cession du statut d'entreprise agréée	<p>28. 1) Le Ministre peut, par voie de notification publiée au Journal officiel, transférer le statut d'une entreprise agréée à une autre entreprise lorsque:</p> <p>a) une entreprise agréée fusionne avec ou est absorbée par une autre entreprise, ou fait partie de la reconstruction d'une entreprise; ou</p> <p>b) lorsqu'il est, selon lui, équitable ou de l'intérêt public d'agir de la sorte.</p> <p>2) Avant de délivrer une notification conformément au paragraphe 1), le Ministre peut requérir d'une entreprise à laquelle le statut d'entreprise agréée a ainsi été transféré de satisfaire à telles dispositions et de donner telles garanties et assurances, sous la forme qu'il juge souhaitable compte tenu de l'intérêt public.</p> <p>3) Lors de la délivrance d'une notification en vertu du paragraphe 1), tous les droits, privilèges, avantages, immunités, devoirs et obligations conférés ou imposés par, ou en vertu de la présente loi, à la précédente entreprise pourront être transférés à la nouvelle entreprise agréée.</p>
Règlements	<p>29. Le Ministre peut établir tels règlements qu'il estime nécessaires pour donner effet aux dispositions de la présente loi.</p>
Publication au Journal officiel	<p>30. Tous les décrets rendus par le Ministre en vertu de la présente loi seront publiés au Journal officiel.</p>
Économies	<p>31. 1) Sous réserve du paragraphe 2), le Ministre ne peut, après l'entrée en vigueur de la présente loi, déclarer:</p> <p>a) un produit comme étant un produit approuvé ou une entreprise comme étant une entreprise agréée aux fins de la Loi sur les incitations industrielles; ou</p> <p>b) un produit comme étant un produit d'exportation agréé ou une entreprise ou un établissement public comme étant un producteur à l'exportation agréé aux fins de la Loi sur le développement industriel relatif aux industries d'exportation.</p>
Chapitre 75	
Chapitre 74	

- 2) Si, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, une demande de statut agréé a été introduite en vertu de toute loi visée au paragraphe 1) et que la demande est en cours lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, la demande sera traitée comme si elle avait été introduite en vertu de la présente loi, et toutes les dispositions de la présente loi s'appliqueront en conséquence.

PREMIÈRE ANNEXE

(article 2)

Produits exclus de la définition des produits approuvés

Eaux gazeuses
Silencieux pour automobiles (non produits en tant que partie d'un système d'échappement automobile complet)
Produits de boulangerie
Bières
Brosses et balais laveurs
Boîtes en carton
Cigarettes
Horloges
Produits à base de coco, carpettes et tapis
Blocs en béton
Tuyaux en béton (sans amiante)
Dalles en béton
Copra
Conteneurs en carton ondulé
Pailles pour boissons
Huiles et graisses de copra comestibles
Objets artisanaux
Chapeaux et bonnets
Articles creux pour usage domestique (aluminium)
Matelas
Clous (autres que galvanisés) 1982-38
Sacs en papier
Disques
Feuilles de plastique
Pop corn
Articles d'imprimerie
Rhum
Chemises et sous-vêtements tricotés
Papeterie (autres que formulaires commerciaux en continu)
Sirops
Produits en papier de soie
Mobilier tubulaire (aluminium)
Ficelle
Parapluies
Châssis de fenêtre (aluminium)

DEUXIÈME ANNEXE

(article 2)

États membres

- a)
- | | |
|--------------|----------------------------------|
| Antigua | la Jamaïque |
| la Barbade | Montserrat |
| Belize | Saint-Kitts-et-Nevis et Anguilla |
| la Dominique | Sainte-Lucie |
| la Grenade | Saint-Vincent |
| le Guyana | la Trinité-et-Tobago |
- b) Tout autre État de la région des Caraïbes qui devient membre du Marché commun.

TROISIÈME ANNEXE

(article 11)

Durée de l'exemption fiscale

Classification des entreprises agréées	Durée de l'exemption fiscale
<i>Groupes</i>	<i>Années</i>
Entreprise du groupe I	10
Entreprise du groupe II	8
Entreprise du groupe III	6
Entreprise enclavée	10

CHAPITRE 71A.1

INCITATIONS FISCALES (PROLONGEMENT DES AVANTAGES)

DISPOSITION DES ARTICLES

ARTICLE

1. Titre abrégé
2. Prolongement des avantages
3. Entrée en vigueur

ANNEXE

CHAPITRE 71A.1

INCITATIONS FISCALES (PROLONGEMENT DES AVANTAGES)

- Loi visant à prolonger certains des avantages dont jouissent certaines entreprises, octroyés conformément à la Loi sur les incitations fiscales* 1990-24
- [voir l'article 3] Entrée en vigueur
1. La présente loi peut être dénommée *Loi sur les incitations fiscales* (Prolongement des avantages). Titre abrégé
2. 1) Les avantages qu'il a été convenu d'accorder et dont jouissent les entreprises spécifiées dans la première colonne de l'*annexe*, à partir de la date d'expiration mentionnée dans la seconde colonne de ladite annexe, et supposés être accordés conformément à la *Loi sur les incitations fiscales* seront considérés avoir été accordés conformément à cette loi. Prolongement des avantages
Annexe
Chapitre 71AA
- 2) Les avantages conférés respectivement aux entreprises spécifiées dans la première colonne de l'*annexe* par les dispositions législatives originales resteront en vigueur jusqu'à la date d'expiration indiquée dans la quatrième colonne de l'*annexe*.
- 3) Aux fins de l'article, "dispositions législatives originales" s'entend des dispositions législatives spécifiées dans la troisième colonne de l'*annexe*, qui confèrent respectivement des avantages à telles entreprises en accord avec la *Loi sur les incitations fiscales*. Chapitre 71AA
3. La présente loi: Entrée en vigueur
- a) en ce qui concerne l'entreprise Caribbean Canvas and Awning Company Limited, sera considérée comme étant entrée en vigueur le 1^{er} décembre 1988; et
- b) en ce qui concerne l'entreprise AHI Plastic (Caribbean) Limited, sera considérée comme étant entrée en vigueur le 1^{er} avril 1989.

ANNEXE

(article 2)

Nom de l'entreprise	Date d'expiration conformément à la <i>Loi sur les incitations fiscales</i> – Chapitre 71.A	Disposition législative originale	Date d'expiration du prolongement
Caribbean Canvas and Awning Company Limited	30.11.1988	S.I. 1987 n°2	30.11.1991
AHI Plastic (Caribbean) Limited	31.03.1989	S.I. 1982 n° 192	31.03.1993

CHAPITRE 71AA

INCITATIONS FISCALES

DISPOSITION DES ARTICLES

ARTICLE

1. Titre abrégé.
2. Validation et maintien des avantages.
3. Entrée en vigueur.

ANNEXE

CHAPITRE 71AA

INCITATIONS FISCALES (VALIDATION DES AVANTAGES)

Loi visant à valider certains des avantages dont jouissent certaines entreprises, octroyés conformément à la Loi sur les incitations fiscales

1987-38
1989-2

[article 3] Entrée en vigueur

1. La présente loi peut être dénommée *Loi sur les incitations fiscales (Validation des avantages)*. Titre abrégé
2.
 - 1) Les avantages qu'il a été convenu d'accorder et dont jouissent les entreprises spécifiées dans la première colonne de l'*annexe*, à partir de la date d'expiration mentionnée dans la seconde colonne de ladite annexe, et supposés être accordés conformément à la *Loi sur les incitations fiscales* seront considérées avoir été valablement accordés conformément à cette loi. Validation et maintien des avantages
Annexe Chapitre 71A
 - 2) Les avantages conférés respectivement aux entreprises spécifiées dans la première colonne de l'*annexe* par les dispositions législatives originales resteront en vigueur jusqu'à la date d'expiration indiquée dans la quatrième colonne de l'*annexe*.
 - 3) Aux fins de l'article, "dispositions législatives originales" s'entend des dispositions législatives spécifiées dans la troisième colonne de l'*annexe*, qui confèrent respectivement des avantages à telles entreprises en accord avec la *Loi sur les incitations fiscales*.
3. La présente loi: Entrée en vigueur
 - a) en ce qui concerne l'entreprise Caribbean Chemicals Industries Limited, sera considérée comme étant entrée en vigueur le 1^{er} juin 1984;
 - b) en ce qui concerne l'entreprise Pinkie Polly Limited, sera considérée comme étant entrée en vigueur le 1^{er} mars 1986;

- c) en ce qui concerne l'entreprise Soilax Barbados Limited, sera considérée comme étant entrée en vigueur le 1^{er} juin 1986;
- d) en ce qui concerne l'entreprise Chemical Industries and Gulf Stream Industries (Caribbean) Limited, sera considérée comme étant entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1986;
- e) en ce qui concerne l'entreprise Audio Magnetic (Barbados) Limited, sera considérée comme étant entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1986;
- f) en ce qui concerne l'entreprise Henkel Chemicals (Barbados) Limited, sera considérée comme étant entrée en vigueur le 15 octobre 1986; et
- 1989-2 g) en ce qui concerne l'entreprise Gulf Stream Industries (Caribbean) Limited, sera considérée comme étant entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1988.

ANNEXE

1989-2

(article 2)

Nom de l'entreprise	Date d'expiration conformément à la Loi sur les incitations fiscales Chapitre 71A	Disposition législative originale	Date d'expiration du prolongement
Caribbean Chemical Industries Limited	31.05.1984	S.I. 1979 n° 119	30.05.1987
Pinkie Polly Limited	28.02.1896	S.I. 1983 n° 59	28.02.1988
Soilax Barbados Limited	31.05.1986	S.I. 1983 n° 46	31.05.1988
Chemical Industries	30.06.1986	S.I. 1983 n° 177	31.05.1988
Gulf Stream Industries (Caribbean) Limited	30.06.1986	S.I. 1983 n° 137	30.06.1988
Audio Magnetic (Barbados) Limited	30.09.1986	S.I. 1983 n° 20	30.09.1989
Henkel Chemicals (Barbados) Limited	16.10.1986	S.I. 1981 n° 19	31.05.1988
Gulf Stream Industries (Caribbean) Limited	30.6.1988	S.I. 1983 n° 137	30.06.1991

CHAPITRE 71B

AÉROPORT INTERNATIONAL GRANTLEY ADAMS (EXPANSION ET AMÉLIORATION) (EXONÉRATION DE DROITS)

DISPOSITION DES ARTICLES

ARTICLE

1. Titre abrégé.
2. Interprétation.
3. Exonération de droits.
4. Remboursements de droits sur le pétrole.

CHAPITRE 73

IMPÔTS SUR LE REVENU

DISPOSITION DES ARTICLES

ARTICLE

PARTIE I

Preliminaire

1. Titre abrégé.
2. Parties et sections de la loi.

PARTIE II

Imposition et importance des impôts

SECTION A

Exigibilité de l'impôt

3. Exigibilité de l'impôt.

SECTION B

Personnes exonérées de l'impôt

4. Personnes exonérées de l'impôt
- 4A. *Abrogé par 1992-28.*

SECTION C

Calcul du revenu imposable: Dispositions générales

5. Revenus de toutes les sources.
6. Revenus industriels et commerciaux et revenus de la propriété.
7. Revenus professionnels.
- 7A. Logement gratuit et paiement partiel du logement.

SECTION D

Calcul du revenu imposable: Montants inclus

8. Montants inclus dans le revenu imposable.

SECTION E

Calcul du revenu imposable: Montants non inclus

9. Montants non inclus dans le revenu imposable.

SECTION F

Calcul du revenu imposable: Montants déductibles

10. Montants déductibles dans le calcul du revenu imposable.

SECTION G

Calcul du revenu imposable: Montants non déductibles

11. Montants non déductibles dans le calcul du revenu imposable.

SECTION H

Calcul du revenu imposable: Déductions

12. Amortissements initiaux et fiscalement déductibles dans le calcul du revenu imposable.
- 12A. Droit au dégrèvement fiscal.
- 12B. Déduction initiale sur la conversion de la propriété résidentielle.
- 12C. Déduction sur les bâtiments.
- 12C.1. Déduction relative aux installations de réservoirs à eau.
- 12D. Déduction au titre des études et du développement.
- 12E. Déduction au titre du développement du marché pour l'industrie du tourisme.
- 12E.1. Fonds de développement du tourisme.
- 12E.2. Barbados Agency for Micro Enterprise Development Ltd.
- 12E.3. Enterprise Growth Fund Ltd.
- 12E.4. Fonds de négociation régionale.
- 12E.5. Conditions auxquelles des avantages peuvent être accordés.
- 12E.6. Déduction pour l'engagement d'experts professionnels.
- 12E.7. Hotel Equity Investment Fund Inc.
- 12E.8. Introduction d'actions en Bourse.
- 12F. Type de dépenses.
- 12G. Crédit d'impôts en ce qui concerne les devises étrangères.
- 12H. Crédit d'impôts en ce qui concerne les devises étrangères à partir de l'exercice fiscal 1996.
13. Déductions annuelles dans le calcul du revenu imposable.
- 13A. Arriérés de déductions annuelles.
- 13B. Déductions annuelles sur la conversion de propriété résidentielle.
- 13C. Certificat à l'appui d'une demande.
14. Règles relatives aux déductions annuelles.

- 14A. Déductions au titre des exportations.
- 14A.1. Revenus des investissements.
- 14B. Non-application de l'article 14A.

SECTION I

*Calcul du revenu imposable : Règles diverses:
Personnes spéciales*

- 15. *Abrogé par 1980-12.*
- 16. Non-résidents.
- 17. Personnes résidentes mais non domiciliées.

SECTION J

*Calcul du revenu imposable: Règles diverses:
Activités spéciales*

- 18. Exploitations de navires ou avions.
- 19. Activités des compagnies d'assurance.
- 20. Activités des associations de souscripteurs.
- 21. *Abrogé par 1986-2.*
- 22. Déductions et abattements pour activités distinctes.

SECTION K

*Calcul du revenu imposable: Règles diverses:
Cas particuliers*

- 23. Pertes.
- 23A. Interprétation eu égard aux articles 23A à 23K.
- 23B. Détermination d'une filiale.
- 23C. Demande d'exonération pour un groupe.
- 23D. Pertes pouvant être annulées.
- 23E. Périodes comptables correspondantes.
- 23F. Sociétés rejoignant ou quittant le groupe.
- 23G. Possibilité d'obtention unique d'une exonération pour le même montant.
- 23H. Demande collective.
- 23I. Déductions pour investissement.
- 23J. Récupération d'impôts.
- 23K. Sociétés exonérées.
- 23L. Profits et pertes et distribution ou charge sur les revenus vis-à-vis de l'exonération du groupe.
- 24. Élément en capital des rentes viagères
- 24A. Cotisations à un régime de retraite enregistré.

- 24B. Paiements annuels aux organismes de bienfaisance.
- 24C. Paiements aux mineurs.
- 24D. Paiements aux personnes invalides.
- 24E. Montant déductible pour mineurs et personnes invalides.
- 24F. Cotisations à un plan d'épargne-pension enregistré.
- 24G. Retrait de fonds.
- 24H. Conditions liées au retrait de cotisations.
- 24I. Vente de maison.
- 25. Cessions aux mineurs.
- 26. Cessions sous condition en fonds commun.
- 27. Sociétés contrôlées.
- 27A. Prêts accordés aux administrateurs, etc. de sociétés contrôlées.
- 28. Liquidation.
- 29. Transactions artificielles.

SECTION L

Calcul du revenu imposable: Déduction pour bénéfices reportés

- 30. Cotisation à la Sécurité sociale et paiements d'indemnités de licenciement.

SECTION M

*Calcul du revenu imposable: Achat de nouvelles actions dans une société anonyme
par action ou une société à responsabilité limitée*

- 31. Vente d'actions.
- 32-35. *Abrogé par 1992-28.*

SECTION N

Calcul du revenu imposable: Déduction de frais médicaux

- 36. *Abrogé par 1992-28.*

SECTION NA

Calcul du revenu imposable

SERVICES DOMESTIQUES

- 36A. *Abrogé par 1992-28.*

SECTION NB

Calcul du revenu imposable

ASSOCIATIONS

- 36B. Sociétés coopératives.
- 36C. Associations.

SECTION O

Calcul du revenu imposable: Montants déductibles eu égard à l'occupation de la propriété par son propriétaire

- 37. Déduction du domicile.
- 37A.-37A.1. Abrogé par 1992-28.

SECTION OA

Calcul du revenu imposable: Achat de nouvelles actions dans une société anonyme par actions

- 37B. Déduction concernant les nouvelles actions.
- 37C. Effet de la vente d'actions au cours d'une période de cinq ans.

SECTION OAA

Calcul du revenu imposable: Achat de nouvelles actions dans une société à responsabilité limitée

- 37C.1.-37C.2. Abrogé par 1992-28.

SECTION OB

Calcul du revenu imposable: Investissement dans un fonds commun de placement et apport à un fonds de capital-risque

- 37D. Fonds de capital-risque.
- 37E. Fonds commun de placement.
- 37F. Fonds commun de placement: Calcul du revenu imposable.

SECTION AD

Délits

- 79. Délits.
- 80. Poursuites.
- 81. Eléments de preuve.

PARTIE IV

Protection contre la double imposition

- 82. Protection contre la double imposition dans le Commonwealth.
- 83. Protection contre la double imposition en vertu d'un accord international.

PARTIE V

Règlements

- 84. Règlements.

PARTIE VI

Interprétation

- 85. Interprétation.

PARTIE VII

Dispositions transitoires et expiratoires

- 86. Entrée en vigueur et abrogation.
- 87. *Caduc*
- 88. Dispositions expiratoires.

PREMIÈRE ANNEXE

DEUXIÈME ANNEXE

TROISIÈME ANNEXE

QUATRIÈME ANNEXE

CINQUIÈME ANNEXE

CHAPITRE 73

IMPÔT SUR LE REVENU

<i>Loi concernant l'impôt sur le revenu</i>	1968-51	1976-10	1983-21	1991-9
	1969-51	1977-16	1983-33	1992-28 ¹
	1970-33	1977-62	1984-9	1993-8
	1971-8	1978-44	1984-19	1993-22
	1971-24	1979-2	1984-31	1996-5
	1971-42	1979-32	1985-6	1996-30
	1972-9	1980-12	1986-2	1998-8
	1974-11	1981-15	1986-25	1998-30
	1974-31	1982-15	1987-26	1998-31
	1974-35	1982-37	1988-19	1998-42
	1975-8	1982-47	1990-2	1998-43
	1975-21	1982-54	1990-27	1999-22

[2 janvier 1996] Entrée en
vigueur

PARTIE I

Préliminaire

1. La présente loi peut être dénommée *Loi de l'impôt sur le revenu*.
2. La présente loi divisée entre les Parties et Sections suivantes, à savoir:

Titre abrégé

Parties et
sections de la
loi

PARTIE II

Imposition et étendue de l'assujettissement

SECTION A	<i>Exigibilité de la taxe</i>
SECTION B	<i>Personnes exonérées de l'impôt</i>
SECTION C	<i>Calcul du revenu imposable: Dispositions générales</i>
SECTION D	<i>Calcul du revenu imposable: Montants inclus</i>
SECTION E	<i>Calcul du revenu imposable: Montants non inclus</i>
SECTION F	<i>Calcul du revenu imposable: Montants déductibles</i>
SECTION G	<i>Calcul du revenu imposable: Montants non déductibles</i>
SECTION H	<i>Calcul du revenu imposable: Déductions</i>
SECTION I	<i>Calcul du revenu imposable: Règles diverses: Personnes spéciales</i>

¹ Les modifications instaurées par la Loi n° 1992-28 prennent effet à dater du 1^{er} juillet 1992, à l'exception des modifications apportées aux articles 38 1) a) à g) et 38 2) 3) 5) à 8), 38A et 40 4), qui prennent effet à dater du 31 décembre 1992 et aux articles 52 2) d) et 52 2) e) qui prennent effet à dater du 1^{er} janvier 1993.

SECTION J	<i>Calcul du revenu imposable: Règles diverses: Entreprises spéciales</i>
SECTION K	<i>Calcul du revenu imposable: Règles diverses: Cas particuliers</i>
SECTION L	<i>Calcul du revenu imposable: Déduction pour profits reportés</i>
SECTION M	<i>Calcul du revenu imposable: Achat de nouvelles actions dans une société anonyme par actions ou dans une société à responsabilité limitée</i>
SECTION N	<i>Abrogé par 1992-28</i>
SECTION NA	<i>Abrogé par 1992-28</i>
SECTION NB	<i>Calcul du revenu imposable: Associations</i>
SECTION O	<i>Calcul du revenu imposable: Montants déductibles eu égard à l'occupation de la propriété par son propriétaire</i>
SECTION OA	<i>Calcul du revenu imposable: Achat de nouvelles actions dans une société anonyme par actions</i>
SECTION OAA	<i>Abrogé par 1992-28</i>
SECTION OB	<i>Calcul du revenu imposable: Investissement dans un fonds commun de placement et apport à un fonds de capital-risque</i>
SECTION P	<i>Abrogé par 1992-28</i>
SECTION PA	<i>Calcul du revenu imposable: Déductions de base</i>
SECTION Q	<i>Calcul du revenu imposable: Dispositions générales:</i>
SECTION R	<i>Règles diverses</i>
SECTION S	<i>Taux de l'imposition</i>
SECTION T	<i>Impôts spéciaux</i>

PARTIE III

Administration et mise en application

SECTION U	<i>Personnel et confidentialité</i>
SECTION V	<i>Rendements sur le revenu</i>
SECTION W	<i>Estimations</i>
SECTION X	<i>Objections</i>
SECTION Y	<i>Recours</i>
SECTION Z	<i>Paieement</i>
SECTION AA	<i>Encaissement</i>
SECTION AB	<i>Enquêtes</i>
SECTION AC	<i>Représentants aux fins de fiscalité</i>
SECTION AD	<i>Délits</i>

PARTIE IV

Protection contre la double imposition

PARTIE V

Règlements

PARTIE VI

Interprétation

PARTIE VII

Dispositions transitoires et expiratoires

PARTIE II

Imposition et étendue de l'assujettissement

SECTION A

Exigibilité de la taxe

- | | | |
|-------|--|-------------------------------------|
| 3. 1) | Sauf dispositions contraires du paragraphe 2), toute personne qui reçoit un revenu imposable pour un exercice fiscal paiera, conformément à la présente loi, un impôt sur le revenu calculé, conformément à la présente loi, sur son revenu imposable pour cette année fiscale. | Exigibilité de
la taxe
1975-8 |
| 2) | Une société qui bénéficie d'un revenu imposable au cours de tout exercice fiscal paiera, au lieu d'un impôt sur le revenu conformément au paragraphe 1), un impôt sur les sociétés pour ce revenu concernant cet exercice, en accord avec la présente loi. | 1977-16
1977-62 |
| 3) | Nonobstant le paragraphe 2): | 1978-44 |
| a) | en ce qui concerne l'exercice fiscal 1976 et chaque exercice fiscal ultérieur, une société considérée comme une personne distincte exerçant les activités d'assurance-vie d'une compagnie d'assurances paiera, lors de chaque exercice au cours duquel elle exerce ces activités, outre un impôt sur les sociétés conformément au paragraphe 2), un impôt sur le revenu de ses primes, calculé conformément à la présente loi; | |
| b) | en ce qui concerne l'exercice fiscal 1977 et chaque exercice fiscal ultérieur, une société qui bénéficie d'un revenu imposable paiera, outre les impôts spécifiés aux paragraphes 2) et 3), telle autre taxe pouvant lui être imposée en vertu de la présente loi; et | |
| c) | à partir du 1 ^{er} janvier 1978, et pour chaque exercice fiscal ultérieur, une société exerçant des activités d'assurance de façon générale paiera, lors de chaque exercice au cours duquel elle exerce ces activités, outre un impôt sur les sociétés conformément au paragraphe 2), un impôt sur le revenu de ses primes, calculé conformément à la présente loi; | |

SECTION B

Personnes exonérées de l'impôt

Personnes
exonérées de
l'impôt

Chapitre 379

1976-10

- 4.** 1) Aucun impôt n'est exigible, en vertu de la présente loi, par une personne en ce qui concerne une période lorsque cette personne était:
- a) une société de prévoyance en vertu de la *Loi sur les sociétés de prévoyance*;
 - b) un organisme de bienfaisance enregistré;
 - c) une société de gestion distincte, établie dans le but d'administrer les fonds d'un régime de retraite enregistré et exclusivement engagée dans l'administration de ces fonds;
 - d) une personne considérée comme personne distincte exerçant, en tant que compagnie d'assurance-vie, des activités distinctes classées en tant qu'activités de régime de retraite enregistrées en vertu de l'article 19; ou
 - e) une personne exonérée du paiement de l'impôt sur le revenu par toute autre disposition législative en vigueur à la Barbade.
- 2) Nonobstant l'article 3 2), aucun impôt n'est exigible en application de cet article par une société opérant à la Barbade si un accord a été conclu entre cette société et le gouvernement de la Barbade pour le non-paiement de cet impôt.
- 3) Aucun impôt n'est exigible, en vertu de la présente loi, de Hotel Equity Investment Fund Inc.
- 4A.** *Abrogé par 1992-28.*

1998-43
1999-22

SECTION C

Calcul du revenu imposable: Dispositions générales

5. Sous réserve de la présente loi, le revenu imposable d'une personne représente le revenu provenant de toutes les sources, que ce soit au sein ou à l'extérieur de la Barbade et, sans limiter le caractère général de ce qui précède, inclut le revenu de tous/toutes:

Revenus
provenant de
toutes les
sources

- a) les activités;
- b) les biens;
- c) les fonctions; et
- d) les emplois.

6. Sous réserve de la présente loi, le revenu pour un exercice fiscal provenant d'une industrie, d'un commerce ou de la propriété représente le profit généré par cette industrie, ce commerce ou cette propriété pour cet exercice.

Revenus
industriels et
commerciaux
ou revenus de
la propriété

7. Sous réserve de la présente loi, le revenu pour un exercice fiscal provenant d'une fonction ou d'un emploi représente la rémunération, y compris les primes et les commissions plus la valeur des autres avantages, qu'ils soient en espèces ou autres, y compris le domicile, la pension ou la résidence, perçus ou exploités au cours de cet exercice, eu égard à cette fonction ou cet emploi.

Revenus
professionnels

- 7A. 1)** Lorsqu'une personne bénéficie, eu égard à sa fonction ou à son emploi, de l'avantage d'une résidence gratuite, qu'elle soit meublée ou non, et qu'elle appartienne ou qu'elle soit louée par son employeur, dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable de cette personne pour l'exercice fiscal 1982 et chaque exercice fiscal ultérieur, la valeur ou l'avantage ainsi exploité sera limité à un montant n'excédant pas 14 400 dollars, calculé à un taux tel que le Ministre peut prescrire par décret en ce qui concerne la valeur améliorée de cette résidence.
- 2) Lorsqu'un employeur possède une résidence et loue cette résidence, meublée ou non meublée, à un membre de son personnel pour un prix de location inférieur au montant dérivé après application du taux prescrit par un décret conformément à l'article 7A 1), dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable de cette personne pour l'exercice fiscal 1982 et chaque exercice fiscal ultérieur, le Commissaire évaluera l'avantage ainsi exploité par le membre du personnel en ce qui concerne cette résidence en calculant la différence entre le montant ainsi dérivé et le loyer payé par le membre du personnel; la valeur de l'avantage ainsi évalué ne pourra toutefois excéder la limite prescrite par le présent article.
- 3) Lorsqu'un employeur loue une résidence, meublée ou non meublée, et donne cette résidence en location à un membre de son personnel pour un prix de location inférieur au loyer que l'employeur paie pour cette résidence, dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable de ce membre du personnel pour l'exercice fiscal 1982 et chaque exercice fiscal ultérieur, le Commissaire évaluera l'avantage ainsi exploité par le membre du personnel en ce qui concerne cette résidence en calculant la différence entre le loyer payé par l'employeur et celui payé par le membre du personnel; la valeur de l'avantage ainsi évalué ne pourra toutefois excéder la limite prescrite par le présent article.
- 4) Lorsqu'un employeur s'engage à payer l'impôt sur l'avantage exploité par une personne aux termes du paragraphe 1), dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable de cette personne, il ne sera pas tenu compte de l'avantage représenté par l'impôt que paie l'employeur à cet égard.
- 5) Le paragraphe 1) ne s'applique pas à une personne qui bénéficie d'une allocation pour la location d'un logement eu égard à sa fonction ou son emploi au lieu d'un logement gratuit.
- 6) Le Ministre peut, par décret, exonérer telles catégories de personnes qu'il détermine du taux prescrit en vertu du paragraphe 1) et peut déléguer au Commissaire le pouvoir de fixer l'avantage imposable de tout logement gratuit dont bénéficie cette personne, à tel montant que le Commissaire juge raisonnable en l'occurrence.
- 7) Un décret rendu en vertu de la présente section est rendu sous réserve d'une résolution négative.

Logement
gratuit et
paiement
partiel du
logement
1983-21

SECTION D

Calcul du revenu imposable: Montants inclus

- 1985-6

1985-6

- gg) les montants reçus pendant l'exercice fiscal, provenant de régimes de retraite autres que ceux spécifiés au point g) ou autres que tels montants investis en bons tels qu'approuvés par le Ministre, dans un délai de quatre mois à compter de la date à partir de laquelle ils ont été reçus et pour une période de cinq ans au moins;
- h) les montants reçus pendant l'exercice fiscal par une personne exerçant des activités pendant celui-ci, en raison de dettes à l'égard desquelles une déduction pour créances douteuses a été opérée lors du calcul du revenu imposable de cette personne pour un exercice fiscal précédent, que cette personne ait exercé ou non les mêmes activités pendant l'exercice fiscal;
- i) un montant égal au montant par lequel les intérêts au taux de référence actuel des avances à la Barbade dépasse les intérêts payés sur le prêt consenti par une société à un administrateur ou actionnaire pour la période, au cours de l'exercice fiscal, pendant laquelle le prêt est dû;
- j) un montant recouvrable en vertu d'une assurance ou d'un contrat d'indemnité sur les marchandises en magasin;
- k) un montant payable à un administrateur fiduciaire ou au bénéficiaire d'une succession, que ce montant ait été payé ou non au cours de cet exercice fiscal;

1980-12
1981-15
1996-30

- l) les montants:
 - i) représentés par l'émission d'actions décrites au point p);
 - ii) sous la forme de paiements de primes convertis en bons, obligations ou fonds d'État de la Barbade ou en fonds commun de placement tels que décrits au point p.1);
 - iii) sous la forme de dividendes réinvestis en actions, tels que décrits au point p.2); et
 - iv) représentés par l'émission d'actions conformément au point s) à des membres du personnel en exercice;
 de l'article 9 1), qui sont écoulés dans un délai de cinq ans à compter de la date d'émission;

- m) l'avantage décrit au point ss) de l'article 9 1) en ce qui concerne les actions écoulés dans un délai de cinq ans à compter de la date d'achat;
- n) avec effet à partir de l'exercice fiscal 1995, les montants revendiqués conformément à l'article 10 d) à titre de déduction qui n'ont pas été payés:

1986-2

1996-5

- i) dans le cas d'une personne à l'égard d'une transaction qui n'a pas lieu sur une base purement commerciale, au sens de l'article 29, ou d'une société associée ou liée, dans un délai d'un an après l'exercice fiscal au cours duquel le montant a été déduit; ou

- ii) dans le cas d'une personne à l'égard d'une transaction qui a lieu sur une base purement commerciale, ou d'une société associée ou liée, dans un délai de deux années consécutives après l'exercice fiscal au cours duquel le montant a été déduit; 1998-8
- o) les montants au cours de l'année pendant laquelle une personne cesse d'exercer les activités d'auto-assurance, s'agissant du solde d'un fonds d'auto-assurance à l'égard duquel une déduction a été opérée lors du calcul du revenu imposable de cette personne pour un exercice antérieur.
- 2) Aux fins du présent article et de l'article 10, "société associée" ou "liée" s'entend d'une société qui exerce un contrôle sur une autre ou lorsque deux sociétés sont placées sous le contrôle de la même personne ou des mêmes personnes. 1996-5

SECTION E

Calcul du revenu imposable: Montants non inclus

- Montants non inclus dans le revenu imposable 1980-12
9. 1) Lors du calcul du revenu imposable d'une personne pour un exercice fiscal, les montants suivants ne seront pas inclus, à savoir:
- a) le salaire, les émoluments et autres avantages du Gouverneur général ou de la personne exerçant les fonctions de la charge de Gouverneur général, qui sont couverts par le Fonds consolidé, en ce qui concerne la période d'exercice des fonctions de la charge de Gouverneur général;
 - 1993-22 aa) malgré toute clause contraire dans la présente loi, la pension payable au Gouverneur général, laquelle est couverte par le Fonds consolidé, en ce qui concerne la période pendant laquelle il a exercé les fonctions de la charge de Gouverneur général.
 - b) le salaire, les émoluments et autres avantages des fonctionnaires ou membres du personnel diplomatique, consulaire ou chargés de l'assistance technique et leurs familles, qui sont désignés soit de façon générale soit spécifique par le règlement en tant que personnes auxquelles s'applique le présent point, dans la mesure spécifiée par le règlement pertinent;
 - c) les pensions d'invalidité et de handicap accordées aux membres des Forces de Sa Majesté au titre de Son gouvernement de la Barbade ou du Royaume-Uni;
 - 1984-31 c.1) la valeur des résidences prévues pour les membres des Forces de défense de la Barbade;

1984-31

- c.2) les émoluments payés aux membres de la Réserve des Forces de défense de la Barbade pour leur participation aux:
- i) exercices en soirée, camps annuels ou exercices le week-end; ou
 - ii) lors de la prestation de services sur rappel ou autre cas d'urgence pour une période n'excédant pas 90 jours au cours d'une année;
- d) les allocations pour:
- i) frais de déplacement; ou
 - ii) la maintenance et le fonctionnement d'un véhicule, dans la mesure où les allocations peuvent raisonnablement être considérées comme représentant le coût, pour la personne, du déplacement dans l'exercice de ses fonctions relatives à une charge ou à un emploi;
- e) les intérêts sur les bons, obligations ou fonds d'État de la Barbade, détenus au nom d'un tiers par une personne non résidente, dans la mesure spécifiée par le règlement; 1987-26
- *f) *abrogé par 1993-8;*
- ff) les intérêts sur les certificats de provision pour impôts et de remboursement d'impôts versés; 1987-26
- g) le revenu d'une coopérative enregistrée conformément à la *Loi sur les coopératives*, autre que le revenu résultant de la vente d'un article qui n'est ni vendu à un membre de la coopérative, ni produit ou obtenu par l'industrie d'un membre de la coopérative; Chapitre 378A
- h) les montants reçus au cours de l'année en tant que rendement de cotisations en vertu d'un régime de retraite, autre qu'un régime de retraite enregistré, si les cotisations ont été incluses dans le calcul des revenus imposables de cette personne pour l'exercice fiscal au cours duquel elles ont été effectuées;
- i) *abrogé par 1992-28;*
- j) les intérêts sur la détention de:
- i) bons pour le développement national 1982-47
 - ii) bons pour le logement national; 1983-21
 - iii) bons d'épargne;
- jusqu'à une limite, par émission en ce qui concerne chaque personne et en ce qui concerne chaque catégorie de bons, de 50 000 dollars; et 1985-6
- iv) bons de l'industrie sucrière qui, en vertu des conditions de l'émission, sont repris dans la catégorie des bons non imposables; 1982-37

* Le paragraphe f) a été abrogé le 31 décembre 1992.

- 1975-8 k) les émoluments payés par l'Autorité monétaire de l'Est des Caraïbes à ses fonctionnaires;
- l) i) en ce qui concerne l'exercice fiscal 1974, les montants reçus par une société résidente enregistrée à la Barbade, au titre de dividendes d'une autre société de ce genre;
- 1978-44 ii) en ce qui concerne l'exercice fiscal 1975 et les exercices fiscaux ultérieurs, les montants reçus par une société résidente enregistrée à la Barbade au titre de dividendes, autres que des dividendes prioritaires, d'une autre société de ce genre;
- m) les émoluments et autres avantages et le revenu de toute personne qui sont déclarés comme étant exonérés de l'impôt par toute autre disposition législative en vigueur à la Barbade;
- 1978-44 n) 50 pour cent de tout montant payable en tant qu'indemnité à une personne, en vertu d'un contrat d'emploi entre cette personne et la Couronne ou entre cette personne et tout établissement public ou office gouvernemental approuvé par le Ministre;
- 1980-12
1981-15 o) les paiements de primes sur les montants déposés auprès de la Banque nationale de la Barbade, qui ne sont pas inférieurs à 10 dollars ni supérieurs à 100 dollars par mois en ce qui concerne chaque déposant, sur une période de deux ans ou davantage;
- 1980-12
1981-15 p) sous réserve de l'article 8 1), les paiements de primes annuelles d'une société en tant qu'employeur, converties en actions délivrées aux membres du personnel et qui n'excèdent pas 75 pour cent de la valeur de la prime payable à chaque membre du personnel, jusqu'à une limite, en ce qui concerne chaque membre du personnel, de 7 500 dollars;
- 1990-27
1990-27
1996-30
1996-30 p.1) sous réserve de l'article 8 1), les paiements de primes annuelles payables aux membres du personnel par une société qui n'offre pas d'actions à ces membres du personnel, converties en bons, obligations ou fonds d'État de la Barbade ou en fonds commun de placement au cours d'une période de quatre mois à compter de la date à laquelle le paiement de la prime annuelle vient à échéance et qui n'excèdent pas 75 pour cent de la valeur de la prime payable à chaque membre du personnel, jusqu'à une limite, en ce qui concerne chaque membre du personnel, de 7 500 dollars; et
- p.2) sous réserve de l'article 8 1), les dividendes reçus par une personne, résultant d'un réinvestissement d'actions émises en lieu et place des dividendes et qui n'excèdent pas 75 pour cent de la valeur des dividendes jusqu'à une limite annuelle de 7 500 dollars; 1996-30
- p.3) les montants désignés pour une distribution par un fonds commun de placement en tant que rapport sur le revenu provenant d'investissements réalisés conformément à l'article 37E. 1998-42

- q) sans préjudice de l'article 27, les profits d'une société qui sont convertis en actions gratuites émises aux actionnaires existants de la société; 1980-12
1981-15
- r) avec effet à partir de telle date, rétrospectif ou non, conformément aux prescriptions éventuelles du décret, les montants payés au cours d'un exercice fiscal par tels organismes internationaux que le Ministre peut prescrire par décret, qui se rapportent ou sont égaux à l'impôt exigible des membres de son personnel, pour cet exercice; 1980-12
1981-15
- s) les actions à leur valeur nominale émises par une société en tant qu'employeur en faveur des membres de son personnel, à titre de cadeau lors du départ en retraite ou aux membres du personnel ayant au moins 20 années d'ancienneté auprès de la société, jusqu'à une limite de 5 000 dollars, eu égard à chaque membre du personnel; 1981-15
- ss) la différence entre la valeur commerciale au moment de l'achat et le prix d'achat, celui-ci étant inférieur à la valeur commerciale, d'actions achetées par un membre du personnel auprès de la société qui l'emploi, jusqu'à une limite de 10 pour cent du revenu imposable de ce membre du personnel pour l'exercice fiscal; 1986-2
- t) les intérêts gagnés sur l'investissement, par un syndicat enregistré en vertu de la *Loi sur les syndicats*, des cotisations de ses membres; 1981-15
Chapitre 361
- u) sans porter atteinte au point b) de l'article 8, la moitié des montants reçus à la Barbade, à titre de redevances, par un auteur au sens des articles 2 et 7 de la *Loi sur les droits d'auteur*; 1986-2
1986-25
Chapitre 300
- v) une allocation d'invalidité, une allocation d'obsèques, une allocation de vieillesse financée ou non par des cotisations, une pension de réversion, une indemnité d'invalidité ou un capital-décès en vertu de la *Loi sur l'assurance nationale et la sécurité sociale*; 1986-2
1986-25
1992-28
Chapitre 47
- 1996-5 w) avec effet à partir du 1^{er} mai 1995, les intérêts reçus par, ou crédités en faveur d'un retraité âgé de 60 ans ou plus;
- 1998-8 x) le montant de:
- i) 2 500 000 dollars pour l'exercice fiscal 1993; et
- ii) 4 millions de dollars pour chacun des exercices fiscaux 1994, 1995 et 1996, respectivement;
- reçus à titre de revenus par un fonds d'auto-assurance de la Barbados Light and Power Company Limited; et
- 1998-8 y) le revenu reçu en ce qui concerne les fonds d'auto-assurance réglementés de la manière prescrite conformément à l'article 154 de la *Loi sur les assurances*.
Chapitre 310

- 1980-12
1981-15
- 2) Aux fins du paragraphe 1):
- a) "membre du personnel" désigne une personne employée à la Barbade; et
- 1980-2
1981-15
- b) "société en tant qu'employeur" inclut une filiale ou sa société titulaire.
- 1980-12
- 3) Une société est la société titulaire d'une filiale si elle détient au moins 51 pour cent du capital-actions de la filiale.

SECTION F

Calcul du revenu imposable: Montants déductibles

- Montants déductibles dans le calcul du revenu imposable.
1977-62
1986-2
1986-25
10. 1) Lors du calcul du revenu imposable d'une personne pour un exercice fiscal, les montants suivants seront déduits, à savoir:
- a) sous réserve du paragraphe 2), un déboursement ou une dépense que réalise ou encourt cette personne au cours de cet exercice fiscal dans le but de produire un revenu imposable issu des biens ou des activités de cette personne, autre qu'une dépense à l'égard de laquelle une déduction telle que spécifiée à l'article 12D ou à l'article 12E est opérée;
- b) les montants déboursés par cette personne pendant l'exercice fiscal au titre de taxe professionnelle ou au titre d'impôts locaux ou d'impôts sur les biens utilisés dans le but de produire un revenu imposable;
- c) les primes payées par cette personne, au cours de l'exercice fiscal, pour une police d'assurance assurant cette personne contre les pertes et dommages aux biens utilisés dans le but de produire un revenu imposable;
- d) les montants payés ou payables par cette personne au titre d'intérêts sur de l'argent emprunté, qu'il soit garanti par une hypothèque ou autrement, ou non garanti, utilisé dans le but de produire un revenu imposable; 1996-5
- e) le montant total des créances détenues par cette personne, établies par elle comme étant devenues des créances douteuses au cours de cet exercice fiscal ou qui ont été incluses dans le calcul de son revenu imposable pour cet exercice fiscal ou un exercice fiscal précédent;
- f) les montants dépensés par cette personne et non remboursés ultérieurement pour:
- i) frais de déplacement; ou
- ii) la maintenance et le fonctionnement d'un véhicule, dans la mesure où les allocations peuvent raisonnablement être considérées comme représentant le coût, pour la personne, du déplacement dans l'exercice de ses fonctions relatives à une charge ou à un emploi, ou le coût des déplacements dans le but de produire un revenu imposable issu des biens ou d'activités de cette personne;

- g) les montants dépensés par cette personne pendant cet exercice fiscal au titre de taxe conformément à la *Loi sur les taxes des activités de services aériens*; 1974-35 Chapitre 59A
- h) les montants payés par une société résidente enregistrée à la Barbade au titre de dividendes prioritaires; 1975-8
- i) *abrogé par 1986-25*;
- j) dans le cas d'activités d'assurance générale, les montants payés au titre d'impôt sur le revenu des primes tant par des assureurs résidents que par des assureurs non-résidents; 1978-44
- k) *abrogé par 1986-25*;
- l) *abrogé par 1986-25*;
- 1998-8 m) le montant de:
- i) 2 500 000 dollars pour l'exercice fiscal 1993; et
- ii) 4 millions de dollars pour chacun des exercices fiscaux 1994, 1995 et 1996, respectivement;
- payés au fonds d'auto-assurance de la Barbados Light and Power Company Limited;
- 1998-8 Chapitre 310 n) les montants payés à un fonds d'auto-assurance réglementé de la manière prescrite en vertu de l'article 154 de la *Loi sur les assurances*;
- 1998-43 o) les montants dépensés par cette personne au cours de cet exercice fiscal afin d'obtenir une notation pour émettre un billet à ordre sur la Bourse de la Barbade, si ce billet à ordre ne vient pas à échéance à plus de 365 jours.
- 2) *Abrogé par 1988-19.*

SECTION G

Calcul du revenu imposable: Montants non déductibles

- Montants non déductibles dans le calcul du revenu imposable 1986-2
- 11. 1)** Lors du calcul du revenu imposable d'une personne pour un exercice fiscal, les montants suivants ne seront pas déduits, à savoir:
- a) un déboursement ou une dépense sauf dans la mesure où ce déboursement ou cette dépense a été encouru(e) par cette personne au cours de l'exercice fiscal dans le but de produire un revenu imposable issu des biens ou des activités de cette personne;
- 1992-28 b) un déboursement ou une dépense pour subvenir aux besoins de cette personne ou de sa famille ou pour tout autre but domestique ou privé;
- 1992-28 c) le loyer de toute maison d'habitation, hormis telle part proportionnelle de celle-ci pouvant raisonnablement être considérée comme imputable à l'utilisation de la maison d'habitation à des fins professionnelles;

1975-8

- d) dans le cas d'une société, le montant de tout dividende autre qu'un dividende prioritaire, payé par la société en ce qui concerne toute action;
 - e) des dépenses, une perte ou un remplacement de capital, pour des améliorations, des changements ou autre, un paiement à compte de capital ou un dégrèvement eu égard à la dépréciation, la vétusté ou l'épuisement, sauf comme le permet expressément la présente ou toute autre disposition législative;
 - f) un montant payé ou à payer eu égard à l'impôt sur le revenu dans un pays ou un territoire autre que la Barbade où, en vertu de la présente loi, de toute autre disposition législative de la Barbade ou d'un accord entre la Barbade et cet autre pays ou territoire, ce montant constitue soit un impôt du Commonwealth sur le revenu ou est déductible en tant que créance sur l'impôt sur le revenu, conformément à la Partie IV; 1998-30
 - g) un déboursement ou une dépense dans la mesure où il/elle peut raisonnablement être considéré(e) comme ayant été fait(e) ou encouru(e) en vue d'une production exonérée de l'impôt ou en rapport avec des activités ou des biens dont le revenu serait exonéré; et 1998-30
 - h) un montant remboursé à un plan d'épargne-pension enregistré eu égard à des cotisations retirées dans le but d'acquérir une première maison d'habitation destinée à servir de résidence pour cette personne. 1998-30
- 2) Lors du calcul du revenu imposable d'une personne pour un exercice fiscal, aucune déduction ne sera opérée eu égard à un déboursement ou une dépense autrement déductible, hormis dans la mesure où:
- a) le but dans lequel le déboursement ou la dépense a été fait(e); et
 - b) le montant déboursé ou dépensé;
- étaient raisonnables dans toutes les circonstances.
- 3) *Caduc.*
- 4) *Caduc.*

SECTION H

Calcul du revenu imposable: Avantages

12. 1) Lorsqu'une personne exerçant des activités au cours d'un exercice fiscal a réalisé des dépenses en capital, au cours de cet exercice, pour des machines ou du matériel, autres que pour la recherche scientifique, devant servir dans le cadre de ces activités ou pour un bâtiment ou une structure industriel(le) utilisé(e) ou devant être utilisé(e) dans ces activités à d'autres fins que la revente ou de nouvelles machines ou du nouveau matériel devant être utilisé dans le secteur de la manufacture, dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable de cette personne pour cet exercice fiscal:
- Amortis-
sements
initiaux et
fiscalement
déductibles
dans le calcul
du revenu
imposable
1983-21
1986-2
1998-43

- Première annexe
- 1981-15
1982-15
1986-2
- Première annexe
- 1983-21
- 1986-2
1987-26
- Première annexe
- 1986-2
- a) si ces activités sont exercées dans une industrie de base ou sont des activités habilitées à bénéficier des avantages décrits dans la *première annexe* et lorsque ces machines ou matériel étaient nouveaux ou importés à la Barbade pour la première fois par cette personne, un montant peut, au choix de cette personne, être déduit au titre de dégrèvement sur les investissements, égal:
 - i) dans le cas de la fabrication et du raffinage du sucre et de la fabrication de produits à base d'argile ou de pierre calcaire ou en ce qui concerne une entreprise habilitée à bénéficier des avantages décrits dans la *première annexe*, à 40 pour cent;
 - ii) dans le cas de toute autre industrie de base, à 20 pour cent de ces dépenses en capital; et
 - b) dans tout autre cas, un montant peut, au choix de la personne, être déduit en tant que déduction initiale, égal à 20 pour cent de ces dépenses en capital moins le montant de toute subvention à la réhabilitation reçue par cette personne en ce qui concerne ces machines ou ce matériel;
 - c) sera déduit au titre de déduction initiale en ce qui concerne l'exercice fiscal 1982 et tout exercice fiscal ultérieur un montant égal à 40 pour cent des dépenses en capital sur un bâtiment ou une structure industriel(le).
- 2) Aux fins du paragraphe 1), des dépenses en capital réalisées par une personne sur des machines ou du matériel devant être utilisés dans une entreprise et réalisées avant que cette personne n'ait commencé à réaliser ces activités seront considérées comme ayant été réalisées à la date à laquelle cette personne a commencé à exercer ces activités.
 - 3) Aux fins du paragraphe 1), lorsque des dépenses en capital sont réalisées par une personne sur des machines ou du matériel devant être utilisés dans le cadre d'activités exercées dans une industrie de base, si, dans un délai de trois ans après l'exercice fiscal au cours duquel les dépenses ont été réalisées:
 - a) les machines ou le matériel sont utilisés dans le cadre d'activités qui ne sont pas exercées dans une industrie de base ou d'activités habilitées à bénéficier des avantages décrits dans la *première annexe*; ou
 - b) les machines ou le matériel sont vendus ou transférés à une autre personne que celle qui acquiert les machines ou le matériel pour les utiliser dans le cadre d'activités exercées dans une industrie de base ou d'activités habilitées à bénéficier des avantages décrits dans la *première annexe*; ou

Première
annexe

- c) les machines ou le matériel sont vendus ou transférés dans des conditions telles que le seul ou le principal avantage obtenu par la personne qui a réalisé les dépenses en capital est l'obtention d'un dégrèvement fiscal sur les investissements ou autres en ce qui concerne ces machines ou ce matériel;

dans ce cas, aucun dégrèvement sur les investissements ne sera réalisé en ce qui concerne ces dépenses en capital ou, si un dégrèvement sur les investissements a été réalisé, il sera retiré et, au lieu du dégrèvement sur les investissements, une déduction initiale sera opérée.

- 4) Lorsqu'un événement tel que décrit aux points a) à c) du paragraphe 3) se produit dans un délai de trois ans après l'exercice fiscal au cours duquel les dépenses ont été réalisées, la personne en faveur de laquelle la déduction initiale a été opérée en ce qui concerne ces dépenses enverra au Commissaire une notification écrite à cet effet et, si elle omet de le faire, elle devra payer au Commissaire une amende égale à 100 dollars majorée de trois fois le montant du dégrèvement sur investissements réalisé en ce qui concerne ces dépenses.
- 5) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, tout ajustement d'une estimation pouvant s'avérer nécessaire par suite du retrait d'un dégrèvement sur investissements pourra être réalisé à tout moment et, dans la mesure de cet ajustement, une estimation ainsi ajustée sera considérée comme une estimation originale.

12A. 1) Lorsqu'une personne exerçant des activités au cours d'un exercice fiscal a réalisé des dépenses en capital au cours de cet exercice pour des machines ou du matériel devant être utilisés dans une activité agricole, autre que l'activité du raffinage ou de la fabrication du sucre, et si ces machines ou matériel agricoles étaient nouveaux ou importés à la Barbade pour la première fois par cette personne, cette personne a droit à un dégrèvement, appelé "dégrèvement fiscal", de ce montant et à l'égard de ces machines ou matériel conformément aux prescriptions du Ministre.

Droit au
dégrèvement
fiscal
1981-15

- 2) Aux fins du paragraphe 1), lorsque des dépenses en capital sont réalisées par une personne sur des machines ou du matériel devant être utilisés dans une activité agricole, autre que l'activité de fabrication ou de raffinage du sucre, dans ce cas, si, dans un délai de trois ans après l'exercice fiscal au cours duquel les dépenses ont été réalisées:
- a) les machines ou le matériel sont utilisés dans le cadre d'activités qui ne sont pas des activités agricoles; ou
- b) les machines ou le matériel sont vendus ou transférés à une autre personne que celle qui acquiert les machines ou le matériel pour les utiliser dans le cadre d'activités agricoles; ou

- c) les machines ou le matériel sont vendus ou transférés dans des conditions telles que le seul ou le principal avantage obtenu par la personne qui a réalisé les dépenses en capital est l'obtention d'un dégrèvement fiscal ou autre en ce qui concerne ces machines ou ce *matériel*;

dans ce cas, aucun dégrèvement fiscal ne sera réalisé en ce qui concerne ces dépenses en capital ou, si un dégrèvement fiscal a été réalisé, il sera retiré.

- 3) Lorsqu'un événement tel que décrit aux points a) à c) du paragraphe 2) se produit dans un délai de trois ans après l'exercice fiscal au cours duquel les dépenses ont été réalisées, la personne en faveur de laquelle le dégrèvement fiscal a été opéré en ce qui concerne ces dépenses enverra au Commissaire une notification écrite à cet effet et, si elle omet de le faire, elle devra payer au Commissaire une amende égale à 100 dollars, majorée de trois fois le montant du dégrèvement fiscal réalisé en ce qui concerne ces dépenses.
- 4) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, tout ajustement d'une estimation pouvant s'avérer nécessaire par suite du retrait d'un dégrèvement sur investissements pourra être réalisé à tout moment et, dans la mesure de cet ajustement, une estimation ainsi ajustée sera considérée comme une estimation originale.

Déduction
initiale sur la
conversion de
la propriété
résidentielle
1985-6

- 12B.** 1) Lorsqu'une personne a réalisé, au cours d'un exercice fiscal et en ce qui concerne un bâtiment qu'elle possède, des dépenses en capital pour la conversion de ce bâtiment en unités destinées à être louées comme résidences, dans ce cas, lors du calcul des revenus de cette personne pour un exercice fiscal, un montant peut être déduit – au choix de cette personne - en tant que déduction initiale, conformément aux spécifications du paragraphe 2).
- 2) Le montant déductible au titre de la déduction initiale en ce qui concerne la conversion visée au paragraphe 1) est un montant égal à 40 pour cent des dépenses en capital sur la conversion.
- 3) Les paragraphes 1) et 2) ne s'appliquent pas à un bâtiment utilisé en tant qu'hôtel, à l'égard duquel des avantages sont accordés en vertu de la *Loi sur l'aide aux hôtels*.

Chapitre 72

- 12C.** 1) Lorsqu'une personne a réalisé des dépenses en capital, au cours d'un exercice fiscal, pour tout bâtiment commercial, dans ce cas, lors du calcul des revenus de cette personne pour un exercice fiscal, un montant sera déduit en tant que déduction sur les bâtiments, égal à:
- a) 1 pour cent de la valeur améliorée du bien s'il n'est pas enregistré auprès de la Fondation pour la préservation du patrimoine (*National Trust*); et
- b) 10 pour cent de la valeur améliorée du bien s'il est enregistré auprès de la Fondation pour la préservation du patrimoine (*National Trust*).

Déduction sur
les bâtiments
1986-2
1986-25

1987-26

1986-25

2) Dans le présent article:

"bâtiment commercial" s'entend d'un bâtiment tel que décrit à l'article 12B ou 85 4) ou d'un hôtel au sens de l'article 2 de la *Loi sur l'aide aux hôtels*, qui est utilisé ou acheté, construit, reconstruit, modifié ou adapté pour être utilisé à des fins commerciales, y compris une utilisation en tant que bureaux ou entrepôt ou pour tout commerce, mais n'inclut pas un bâtiment donné en location en tant que maison d'habitation;

1986-25
Chapitre 72

"valeur améliorée" s'entend au sens de l'article 2 de la *Loi sur la valorisation foncière*.

Chapitre 229A

12C.1 1) Lorsqu'une personne a réalisé, au cours d'un exercice fiscal, des dépenses en capital en rapport avec des installations de réservoirs à eau sur tout bâtiment commercial, dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable de cette personne pour cet exercice fiscal, une déduction sera opérée pour un montant pouvant atteindre un maximum de 3 500 dollars pour chaque bâtiment commercial.

Déduction relative aux installations de réservoirs à eau
1996-5

2) Dans le présent article, "installation de réservoirs à eau" s'entend de la méthode de stockage de l'eau au moyen de réservoirs.

12D. 1) Lorsqu'une personne, engagée dans des activités d'exportation vers un pays extérieur au Marché commun, réalise des dépenses telles que spécifiées dans la Partie I de la *deuxième annexe* afin de promouvoir les ventes à l'exportation de ces activités, pour les études et le développement de marché, dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable de cette personne pour un exercice fiscal, un montant égal à 150 pour cent des dépenses réelles encourues sera déduit.

Déduction au titre d'études et du développement
1986-2
1986-25
1987-26
Deuxième annexe

2) L'avantage décrit au paragraphe 1) ne pourra être accordé que sur certificat émanant de l'Administrateur de la Export Promotion Corporation, indiquant que la personne revendiquant cet avantage est engagée dans le commerce à l'exportation.

Déduction au titre du développement du marché pour l'industrie du tourisme
1986-25
1987-26
Deuxième annexe

12E. 1) Lorsqu'une personne, engagée dans l'industrie du tourisme a encouru, au cours d'un exercice fiscal, essentiellement et principalement dans le but d'encourager les touristes à visiter la Barbade, des dépenses aux fins spécifiées dans la Partie II de la *deuxième annexe*, dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable de cette personne pour un exercice fiscal, un montant égal à 150 pour cent des dépenses réelles encourues sera déduit.

2) L'avantage décrit au paragraphe 1) ne pourra être accordé que sur certificat émanant du Directeur du Barbados Board of Tourism, indiquant que la personne revendiquant cet avantage est engagée dans l'industrie du tourisme.

Fonds de développement du tourisme
1988-19
Chapitre 308
1990-2

12E.1. 1) Lorsque toute personne a, au cours d'un exercice fiscal, versé une somme d'argent à la Tourism Development Corporation, une société constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés*, dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable de cette personne pour cet exercice fiscal, il sera déduit un montant égal à:

a) 150 pour cent du montant réel versé; ou

- b) 150 pour cent de 3 pour cent de ses bénéfices avant impôt pour l'exercice fiscal précédent;

selon celui de ces deux montants qui sera le moins élevé.

- 2) L'avantage décrit au paragraphe 1) ne pourra être accordé que sur certificat émanant du Secrétaire de la Tourism Development Corporation, indiquant que le montant a été versé et qu'il a été utilisé pour la promotion du tourisme.

Barbados
Agency for
Micro
Enterprise
Development
Ltd.
Chapitre 308
1998-8

- 12E.2.** 1) Lorsqu'une société a, au cours d'un exercice fiscal, investi une somme d'argent dans Barbados Agency for Micro Enterprise Development Ltd., une société constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés*, dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable de cette société pour cet exercice fiscal, il sera déduit un montant égal à 120 pour cent du montant réel investi, jusqu'à un investissement maximum de 1 million de dollars.

- 2) L'avantage décrit au paragraphe 1) ne pourra être accordé que sur certificat émanant du Secrétaire de la Barbados Agency for Micro Enterprise Development Ltd., indiquant que la société qui revendique cet avantage a versé cette somme d'argent eu égard à la Barbados Agency for Micro Enterprise Development Ltd.

- 12E.3.** 1) Lorsqu'une société a, au cours d'un exercice fiscal, investi une somme d'argent dans Enterprise Growth Fund Ltd., une société constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés*, dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable de cette société pour cet exercice fiscal, il sera déduit un montant égal à 120 pour cent du montant réel investi, jusqu'à un investissement maximum de 1 million de dollars.

Enterprise
Growth Fund
Ltd.
1998-8
Chapitre 308

- 2) L'avantage décrit au paragraphe 1) ne pourra être accordé que sur certificat émanant du Secrétaire de Enterprise Growth Fund Ltd., indiquant que la société qui revendique cet avantage a versé cette somme d'argent eu égard à Enterprise Growth Fund Ltd.

- 12E.4.** 1) Lorsqu'une société a versé, à partir du 1^{er} octobre 1997 inclus, une somme d'argent au Fonds de négociation régionale, dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable de cette société pour tout exercice fiscal, il sera déduit un montant égal à 150 pour cent du montant réel investi au cours de cet exercice fiscal.

Fonds de
négociation
régionale
1998-8

- 2) L'avantage décrit au paragraphe 1) ne pourra être accordé que sur certificat émanant du Président-Directeur général du Fonds de négociation régionale, quel que soit son nom, indiquant que la société qui revendique cet avantage a versé cette somme d'argent eu égard au Fonds de négociation régionale.

- 12E.5.** 1) Les articles 12E.2 et 12E.3 ne s'appliquent pas dans le cas d'actions acquises par cession après leur émission par une société.

Conditions
auxquelles des
avantages
peuvent être
accordés
1998-8

- 12E.6.** 1) Lorsqu'une société a encouru toute dépense, au cours de tout exercice fiscal, aux fins du Fonds régional de négociation, par suite de:

Déduction
pour
l'engagement
d'experts
professionnels
1998-8

- a) l'engagement de personnes possédant une expertise; ou

b) la formation de personnes eu égard à;

tout accord commercial applicable au Fonds, dans ce cas, il sera déduit un montant égal à 150 pour cent du montant réel dépensé au cours de cet exercice fiscal.

Hotel Equity
Investment
Fund Inc.
1998-43
1999-22

12E.7. 1) Lorsqu'une société a investi, au cours de tout exercice fiscal, une somme d'argent dans Hotel Equity Investment Fund Inc., dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable de cette société pour cet exercice fiscal, il sera déduit un montant égal à 120 pour cent du montant réel investi au cours de cet exercice fiscal, jusqu'à concurrence d'un investissement maximum de 1 million de dollars.

1999-22

- 2) L'avantage décrit au paragraphe 1) ne pourra être accordé que sur certificat émanant du Secrétaire de Hotel Equity Investment Fund Inc., indiquant que la société qui revendique cet avantage a versé cette somme d'argent eu égard à ce Fonds.
- 3) Les paragraphes 1) et 2) ne s'appliquent pas aux compagnies d'assurance-vie.
- 4) Lorsque tout montant de l'investissement réalisé conformément au paragraphe 1) est retiré dans un délai de cinq ans à dater de la réalisation de l'investissement, le montant ainsi retiré sera reporté sous forme d'assujettissement à l'impôt pour l'exercice pendant lequel le retrait a été réalisé.

Introduction
d'actions en
Bourse
1998-43

12E.8. 1) Lorsqu'une société a introduit, au cours d'un exercice fiscal, ses actions à la Bourse de la Barbade, dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable de cette société pour cet exercice fiscal, il sera déduit un montant égal à 120 pour cent de tous les coûts encourus au cours de cet exercice fiscal par la société lors de l'introduction de ses actions à la Bourse de la Barbade.

- 2) L'avantage décrit au paragraphe 1) ne pourra être accordé que sur certificat émanant du Directeur général de la Bourse de la Barbade, indiquant que la société qui revendique cet avantage a encouru des frais lors de l'introduction de ses actions à la Bourse de la Barbade.

12.F. Les dépenses mentionnées aux articles 12D, 12E et 12E.6. doivent être des dépenses qui, à défaut de ces articles, auraient été déductibles conformément à l'article 10.

Type de
dépenses
1986-25
1998-8

12G. 1) Lorsque, au cours de l'exercice fiscal 1986 et des neuf exercices fiscaux immédiatement ultérieurs, une personne exerçant des activités à la Barbade tire un revenu imposable d'honoraires, de paiements ou de rémunérations eu égard à la prise en charge de projets de construction étrangers éligibles ou eu égard à des services professionnels étrangers éligibles et si le Commissaire est assuré qu'un montant des bénéfices nets en devises étrangères relatif aux honoraires, paiements ou rémunérations a été transféré au crédit de cette personne:

Crédit d'impôts
en ce qui
concerne les
devises
étrangères
1986-25
1987-26
1990-27

- a) par le transfert de devises étrangères à la Barbade via le système bancaire de la Barbade; ou

- b) par un paiement hors de la Barbade, en devises étrangères sur un compte détenu dans une banque hors de la Barbade avec la permission écrite de la Banque centrale de la Barbade;
- c) par paiement à la Barbade, en devises de la Barbade, à partir de fonds détenus à la Barbade qui seraient légalement susceptibles d'être remis à partir de la Barbade.

Au cours de l'exercice fiscal pertinent, il sera accordé à cette personne un crédit égal à 30 pour cent des bénéfices nets en devises étrangères.

1996-5

2) Aux fins du présent article:

- a) "Marché commun" s'entend au sens de l'article 2 de la *Loi sur les incitations fiscales*; Chapitre 71A
- b) "profits nets en devises étrangères" s'entend du montant brut des profits en devises étrangères, reçus à partir d'honoraires, de paiements ou de rémunérations pour des travaux réalisés eu égard à des projets de construction étrangers éligibles ou eu égard à des services professionnels étrangers éligibles moins toutes les dépenses, y compris des dépenses de capital, encourues directement ou indirectement hors de la Barbade eu égard aux projets de construction étrangers éligibles ou aux services professionnels étrangers éligibles;
- c) les "dépenses" couvrent:
 - i) les remboursements de prêts eu égard aux projets de construction étrangers éligibles ou aux services professionnels étrangers éligibles, que le contribuable emprunte lui-même directement l'argent ou qu'il rembourse un intermédiaire agissant en son nom;
 - ii) le coût du matériel et des machines moins leur valeur résiduelle ou prix de vente à l'achèvement des travaux, employés pour la réalisation des projets de construction étrangers éligibles;

1990-27

- d) "étrangers" désigne la source de l'investissement hors du Marché commun;

1987-26

- e) "projets de construction étrangers éligibles" et "services professionnels étrangers éligibles" sont tels que respectivement spécifiés dans la Partie III et la Partie IV de la *deuxième annexe*.

Deuxième annexe

1987-26
Deuxième annexe

- 3) Le Ministre peut, par décret, modifier, changer ou abroger la *deuxième annexe*.

1990-27

- 4) Nonobstant toute clause contenue dans la présente loi, une personne ne peut être habilitée à bénéficier de réductions en vertu du présent article et de l'article 14A, eu égard à la même source de revenus.

Crédit
d'impôts en ce
qui concerne
les devises
étrangères à
partir de
l'exercice
fiscal 1996
1996-5
1998-31

12.H. 1) Lorsque, au cours de l'exercice fiscal 1996 et tout exercice fiscal ultérieur, une personne exerçant des activités à la Barbade tire un revenu imposable d'honoraires, de paiements ou de rémunérations eu égard à la prise en charge de projets de construction étrangers éligibles ou eu égard à des services professionnels étrangers éligibles et si le Commissaire est assuré qu'un montant des profits nets en devises étrangères relatif aux honoraires, paiements ou rémunérations a été transféré au crédit de cette personne au cours de l'exercice fiscal ou au cours de telle période ultérieure que le Commissaire peut, à sa discrétion, autoriser:

- a) par le transfert de devises étrangères à la Barbade via le système bancaire de la Barbade; ou
- b) par un paiement hors de la Barbade, en devises étrangères sur un compte détenu dans une banque hors de la Barbade avec la permission écrite de la Banque centrale de la Barbade; ou
- c) par paiement à la Barbade, en devises de la Barbade, à partir de fonds détenus à la Barbade qui seraient légalement susceptibles d'être remis à partir de la Barbade;

lors du calcul de l'impôt exigible de telle personne pour cet exercice fiscal, il sera déduit de l'impôt exigible sur le revenu imposable de telle personne, une déduction pour les revenus en devises étrangères, calculée de la manière spécifiée dans la *quatrième annexe* ou la *cinquième annexe*, selon le cas.

Quatrième
annexe
Cinquième
annexe
1998-31

2) Aux fins du présent article:

- a) "Marché commun" a le sens qui lui est assigné par l'article 2 de la *Loi sur les incitations fiscales*;
- b) "profits en devises étrangères" s'entend du montant brut des profits en devises étrangères, reçus à partir d'honoraires, de paiements ou de rémunérations pour des travaux réalisés eu égard à des projets de construction étrangers éligibles ou eu égard à des services professionnels étrangers éligibles;
- c) "étrangers" désigne la source de l'investissement hors du Marché commun;
- d) "projets de construction étrangers éligibles" et "services professionnels étrangers éligibles" sont tels que respectivement spécifiés dans la Partie III et la Partie IV de la *deuxième annexe*.

Chapitre 71A
1998-31

Deuxième
annexe

3) Le Ministre peut, par décret, modifier, changer ou abroger la *deuxième annexe*.

Deuxième
annexe

4) Nonobstant toute clause contenue dans la présente loi, une personne ne peut être habilitée à bénéficier de réductions en vertu du présent article et de l'article 14A, eu égard à la même source de revenus.

Déductions
annuelles dans
le calcul du
revenu
imposable

13. 1) Lorsqu'une personne exerçant des activités a réalisé des dépenses en capital pour:

- a) des machines ou du matériel, autres que de l'équipement pour la recherche scientifique, utilisés dans ces activités; ou

- 1983-21 b) un bâtiment ou une structure industriel(le) utilisé(e) ou devant être utilisé(e) pour quelque autre but que la revente; ou
- c) de l'équipement destiné à la recherche scientifique, utilisé dans le cadre de ces activités ou dans un domaine lié à ces activités; ou
- 1998-43 d) de nouvelles machines ou du nouveau matériel utilisé dans le secteur de la fabrication;
- ci-après dénommés "biens dépréciables", dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable de cette personne pour un exercice fiscal, un montant pourra, au choix de la personne, être déduit au titre de déduction annuelle égale à:
- 1981-15 i) dans le cas de machines et de matériel autres que de nouvelles machines ou du nouveau matériel pour le secteur de la fabrication ou autres que de l'équipement destiné à la recherche scientifique, tel pourcentage des dépenses en capital pour ces machines ou ce matériel, moins tout montant reçu par cette personne à titre d'allocation de réhabilitation, qui serait juste et raisonnable pour représenter l'usure au cours de l'exercice fiscal sur ces machines ou ce matériel;
- 1998-43
- 1983-21 ii) dans le cas d'un bâtiment ou d'une structure industriel(le) utilisé(e) ou devant être utilisé(e) dans le cadre de ces activités pour quelque autre but que la revente, 4 pour cent de ces dépenses en capital après en avoir déduit le montant de toute allocation de réhabilitation accordée à cette personne eu égard à ce bâtiment ou cette structure industriel(le);
- 1998-43
- 1983-21 iii) dans le cas d'un équipement destiné à la recherche scientifique, utilisé dans le cadre de ces activités ou dans un domaine lié à ces activités, 20 pour cent de ces dépenses en capital au cours de l'exercice fiscal pendant lequel ces dépenses ont été encourues et au cours des quatre exercices fiscaux immédiatement ultérieurs;
- 1985-6
- 1998-43 iv) dans le cas de nouvelles machines ou du nouveau matériel achetés pour le secteur de la fabrication, tel pourcentage des dépenses en capital pour ces machines ou ce matériel qui serait juste et raisonnable pour représenter l'usure au cours de l'exercice fiscal sur ces machines ou ce matériel, moins tout montant reçu par cette personne au titre d'allocation de réhabilitation;
- 1998-43
- sur le bien dépréciable tel qu'utilisé dans le cadre des activités au terme de cet exercice fiscal.
- 2) *Abrogé par 1981-15.*
- 3) Nonobstant le paragraphe 1), aucune déduction annuelle ne sera accordée à une personne pour un exercice fiscal eu égard à un bien dépréciable si le total du:
- 1985-6

- a) montant, le cas échéant, reçu par cette personne, à titre d'allocation de réhabilitation; et
 - b) montant total des déductions initiale et annuelle accordées à cette personne au cours des exercices fiscaux précédents;
- eu égard à ce bien dépréciable, dépasse les dépenses en capital réalisées par cette personne pour ce bien dépréciable.
- 1985-6
- 3A) Le paragraphe 3) ne s'appliquera pas dans le cas de l'alinéa iv) du paragraphe 1) si le total du montant dépréciable est égal à 150 pour cent des dépenses en capital.
- 1998-43
- 4) Lorsqu'une personne a reçu une allocation de réhabilitation au cours d'un exercice fiscal eu égard à un bien dépréciable après l'octroi d'une déduction initiale ou d'une déduction annuelle à cette personne eu égard à ce bien dépréciable au cours d'un exercice fiscal précédent, la différence entre le total des déductions initiale et annuelle accordées à cette personne eu égard à ce bien dépréciable au cours d'exercices précédents et le montant total des déductions initiale et annuelle qui auraient été accordées à cette personne eu égard à ce bien dépréciable au cours d'exercices précédents si l'allocation de réhabilitation avait été accordée avant que toutes déductions initiales ou annuelles aient été accordées à cette personne eu égard à ce bien dépréciable, sera incluse dans le calcul du revenu imposable de cette personne pour cet exercice fiscal.
- 5) Si un bien dépréciable à l'égard duquel une déduction initiale ou annuelle a été accordée est vendu, détruit ou autrement mis hors d'usage au cours d'un exercice fiscal par la personne à laquelle l'allocation a été accordée, dans ce cas:
- a) lorsque les sommes résultant de la vente, de l'assurance, de la récupération ou du dédommagement à l'égard de ce bien dépréciable dépassent la valeur diminuée de ce bien dépréciable après l'octroi des déductions appropriées pour l'exercice fiscal précédent, le montant du dépassement dans la mesure où il n'excède pas le total:
 - i) du montant de toute déduction initiale;
 - ii) des montants totaux des déductions annuelles; et
 - iii) du montant de toute déduction compensatrice, accordée précédemment à cette personne eu égard à ce bien dépréciable, sera inclus, à titre de taxe compensatrice, dans le calcul du revenu imposable de cette personne pour l'exercice fiscal; et
 - b) lorsque la valeur diminuée de ce bien dépréciable, après la réalisation des déductions appropriées pour l'exercice fiscal précédent, dépasse les sommes résultant de la vente, de l'assurance, de la récupération ou du dédommagement à l'égard de ce bien dépréciable, le montant du dépassement sera déduit, à titre de déduction compensatrice, dans le calcul du revenu imposable de cette personne pour l'exercice fiscal.

1981-15

- 5A) La valeur diminuée du bien dépréciable d'une personne constitue le montant déterminé en déduisant, à partir des dépenses en capital pour ce bien dépréciable:
- a) le montant, le cas échéant, reçu par cette personne, à titre d'allocation de réhabilitation;
 - b) le montant de toute déduction initiale accordée à cette personne; et
 - c) le montant total des déductions annuelles accordées à cette personne au cours des exercices fiscaux précédents;
- eu égard à ce bien dépréciable.
- 6) Aux fins du présent article, si des machines ou du matériel sont loués par un bailleur à un preneur qui exerce des activités afin qu'ils soient utilisés dans le cadre de ces activités, dans ce cas, le présent article s'appliquera à la personne, soit le bailleur, soit le preneur, sur laquelle la charge de l'usure de ces machines ou matériel retombe directement, et:
- a) lorsque la charge retombe directement sur le preneur, le preneur sera considéré comme ayant fait des dépenses en capital pour ces machines ou matériel, d'un montant raisonnable compte tenu des conditions de la location; et
 - b) lorsque la charge retombe directement sur le bailleur:
 - i) ce bailleur sera considéré comme ayant utilisé ces machines ou matériel dans le cadre de ses activités; et
 - ii) lorsque la location se poursuit sur une partie seulement de l'exercice fiscal, la déduction annuelle sera réalisée mais réduite de façon proportionnelle.
- 7) Aux fins du présent article, lors de la vente du bien dépréciable, si l'acheteur exerce un contrôle sur le vendeur, si le vendeur exerce un contrôle sur l'acheteur ou si une autre personne exerce un contrôle à la fois sur le vendeur et sur l'acheteur, le prix de vente du bien dépréciable sera considéré comme étant le prix auquel le bien dépréciable aurait été vendu sur le marché libre.
- 8) Aux fins du présent article, lors de la vente du bien dépréciable, si le seul ou le principal avantage qui serait susceptible de revenir à l'acheteur ou au vendeur ou aux deux personnes réside dans l'obtention d'une déduction en vertu du présent article:
- a) le prix de vente du bien dépréciable sera considéré comme étant un prix égal à la valeur diminuée du bien dépréciable immédiatement avant la vente; et
 - b) l'acheteur n'aura pas droit à une déduction initiale en ce qui concerne ce bien dépréciable.

- 9) Aux fins du présent article, lorsqu'une personne prend la succession d'activités précédemment exercées par une autre personne, tout bien dépréciable utilisé dans le cadre des activités, tant immédiatement avant qu'immédiatement après la succession, sera considéré comme ayant été vendu par cette autre personne à la personne qui lui succède, à un prix égal à la valeur diminuée de ce bien dépréciable immédiatement avant que la succession ait lieu, mais la personne qui succède de la sorte n'aura pas droit à une déduction initiale en ce qui concerne ce bien dépréciable.

Arriérés de
déductions
annuelles
1981-15

- 13A.** 1) La valeur diminuée du bien dépréciable acquis par une personne avant l'exercice fiscal 1980 sera recalculé conformément à l'article 13.
- 2) La différence entre les valeurs diminuées de biens dépréciables lorsqu'elles sont recalculées en vertu du paragraphe 1), ci-après dénommées "arriérés de déductions annuelles", peut être déduite, sous réserve du présent article, en calculant le revenu provenant des activités exercées par cette personne pour l'exercice fiscal 1980 et les exercices fiscaux ultérieurs.
- 3) Les montants suivants des arriérés de déductions annuelles sont déductibles:
- a) si les arriérés de déductions annuelles n'excèdent pas 50 000 dollars: le montant global;
 - b) si les arriérés de déductions annuelles excèdent 50 000 dollars: 50 000 dollars ou un montant d'arriérés de déductions annuelles représentant 25 pour cent du revenu imposable résultant des activités, selon celui de ces deux montants qui sera le plus élevé; à condition que ce montant n'excède pas le montant des arriérés de déductions annuelles disponibles pour être déduits.
- 4) Aux fins du paragraphe 3), le revenu imposable désigne le revenu brut au cours d'un exercice fiscal revenant à une personne à partir de ses activités, calculé conformément à la présente loi, mais n'inclut pas une déduction en vertu du présent article.
- 5) Sous réserve du présent article, tous arriérés de déductions annuelles qui ne sont pas déduits conformément au cours de tout exercice fiscal, peuvent être reportés et déduits au cours des exercices fiscaux ultérieurs.

Déductions
annuelles sur
la conversion
de propriété
résidentielle
1985-6

- 13B.**¹ 1) Lorsqu'une personne a réalisé des dépenses de capital pour une conversion telle que décrite à l'article 12B et dénommée dans le présent article "bien dépréciable", dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable de cette personne pour un exercice fiscal, un montant peut, au choix de cette personne, être déduit au titre d'une déduction annuelle de 4 pour cent de ces dépenses en capital.

¹ L'article 13B s'applique à l'exercice 1984.

- 2) Nonobstant le paragraphe 1), aucune déduction annuelle ne sera accordée à une personne pour un exercice fiscal en ce qui concerne la conversion mentionnée à l'article 12B si le montant total des déductions initiale et annuelle accordées à cette personne au cours des exercices précédents excède les dépenses en capital réalisées par la personne lors de la conversion.
- 3) Les paragraphes 5), 5A) et 7) de l'article 13 s'appliquent aux biens dépréciables tels que décrits dans l'article 12B.

13C.¹ Aucune demande en vertu des articles 12B et 13B ne peut être admise à moins d'être accompagnée d'un certificat de l'Urbaniste en chef déclarant que les dépenses sur lesquelles se base une demande sont en rapport avec un bâtiment existant avant que la conversion soit effectuée.

Certificat à
l'appui d'une
demande
1985-6

14. Aux fins des articles 12 et 13:

Règles
relatives aux
déductions
annuelles
1983-21

- a) des dépenses en capital pour l'achat de terrain ou pour acquérir des droits dans et sur le terrain ne sont pas des dépenses en capital pour des machines ou du matériel ou pour un autre bien dépréciable;
- aa) lorsque les dépenses à l'égard d'une automobile excèdent 75 000 dollars, le surplus ne constitue pas des dépenses en capital pour des machines ou du matériel;
- ab) aucune déduction ne sera réalisée à titre de dépenses en capital pour un bâtiment ou une structure, sauf sur certificat de la Industrial Development Corporation indiquant que ces dépenses en capital concernent un bâtiment ou une structure industriel(le);
- b) une référence à toute machine ou à tout matériel ou encore à tout autre bien dépréciable inclut une référence à une partie de cette machine, de ce matériel ou autre bien dépréciable, selon le cas;
- c) une référence à la vente de machines, de matériel ou de tout autre bien dépréciable inclut une référence à la vente de ces machines, matériel ou autre bien dépréciable conjointement avec un autre bien;
- d) tous les biens qui sont vendus dans le cadre d'un seul marché seront considérés comme étant vendus conjointement nonobstant le fait que la forme de la transaction soit telle qu'il y ait des ventes séparées d'éléments de propriété distincts;
- e) si les machines, le matériel ou autre bien dépréciable sont vendus conjointement avec des biens qui ne sont pas des biens dépréciables, le montant qui devrait raisonnablement être considéré comme constituant la valeur relative de ces machines, matériel ou autre bien dépréciable, selon le cas, sera considéré comme étant le prix de vente de ces machines, matériel ou autre bien dépréciable, selon le cas;
- f) le présent article s'applique, avec les modifications nécessaires, à la valeur des sommes résultant de l'assurance, la récupération ou le dédommagement, telle qu'elle s'applique aux ventes et prix de vente; et

1983-21

¹ L'article 13C s'applique à l'exercice 1984.

- g) le présent article s'applique, avec les modifications nécessaires, à l'échange de biens et à la cession d'un intérêt de prêt-bail à titre onéreux, tel qu'il s'applique aux ventes et aux prix de vente, et notamment avec les modifications telles qu'une référence à un prix de vente sera considérée comme une référence à la valeur, à titre onéreux, de l'échange ou de la cession, et une référence à une somme en capital comprise dans le prix sera considérée comme une référence à telle partie de la valeur à titre onéreux de ce qu'aurait été une somme en capital si elle avait revêtu la forme d'un paiement mensuel.

Déductions au
titre des
exportations
1974-11
1986-2
1987-26

Première
annexe

1990-27

14A. 1) Sous réserve du paragraphe 14B, lorsqu'une personne a réalisé des ventes à l'exportation vers un autre pays qu'un pays membre du Marché commun, lors du calcul de l'impôt exigible de cette personne pour tout exercice fiscal, une déduction au titre des exportations sera opposée, aux fins de l'encaissement, à l'impôt exigible sur les revenus imposables de cette personne, calculée de la manière spécifiée dans la *première annexe*, si la personne convainc le Commissaire que les dispositions du présent article lui sont applicables.

- 2) Les exportations suivantes peuvent bénéficier d'une déduction au titre des exportations:
- a) l'exportation de services de traitement de données;
 - b) l'exportation des produits d'une société qui achète en gros auprès d'un producteur local, exclusivement pour l'exportation;
 - c) l'exportation de produits d'une industrie ou d'une entreprise, autres que le sucre en gros ou tel autre produit que le Ministre déclare, par décret, être un produit traditionnellement orienté vers l'exportation.

3) *Abrogé par 1986-2.*

4) Aux fins du présent article:

"Marché commun" a le même sens que celui qui lui est assigné par l'article 2 de la *Loi sur les incitations fiscales*;

"société" s'entend d'une société enregistrée à la Barbade;

"industrie" a le même sens que celui qui lui est assigné par l'article 2 de la *Loi sur les incitations fiscales*.

Chapitre 71A

14A.1. 1) Lorsqu'une entreprise enclavée détenue par des personnes qui ne sont pas citoyennes de la Barbade gagne des revenus provenant du réinvestissement des profits gagnés à la Barbade, cette société sera habilitée, lors du calcul de l'impôt payable au cours de tout exercice fiscal sur ces revenus, à bénéficier d'une déduction calculée conformément à l'article 14A, de la manière spécifiée dans la *première annexe* pour le calcul de la déduction au titre des exportations comme si ces revenus étaient des profits à l'exportation.

Revenus des
investis-
sements
1986-25

Première
annexe

- 2) Aux fins du paragraphe 1), "entreprise enclavée" a le même sens que celui qui lui est assigné par l'article 2 de la *Loi sur les incitations fiscales*.

1986-25
Chapitre 71A

14B. L'article 14A ne s'appliquera pas à une société qui est reconnue en tant qu'entreprise agréée, aux fins de la *Loi sur les incitations fiscales* en ce qui concerne la période pendant laquelle cette société bénéficie des avantages en vertu de cette loi.

Non-
application de
l'article 14A
Chapitre 71A

SECTION I

Calcul du revenu imposable: Règles diverses: Personnes spéciales

15. *Abrogé par 1980-12.*

Non-résidents **16. 1)** Lors du calcul du revenu imposable d'une personne non résidente pour un exercice fiscal, les revenus provenant de la Barbade seront inclus, les revenus ne provenant pas de la Barbade ne seront pas inclus et aucune déduction ni aucun allégement, en ce qui concerne le calcul du revenu imposable, ne sera réalisé eu égard aux revenus ou à la production de revenus ne provenant pas de la Barbade.

1984-9 **2)** Aux fins du paragraphe 1):

a) les "revenus provenant de la Barbade" incluent:

i) tout montant payable ou payé à une personne non résidente par une personne résidente de la Barbade à compte ou en règlement d'obligations en matières d'honoraires ou de prix résultant d'un contrat pour la prestation de services, que ce contrat soit oral ou écrit et qu'il soit ou non conclu à la Barbade¹; et

1985-6 *ii)* les montants reçus d'une fonction exercée à la Barbade ou d'un emploi qui y est exercé en vertu d'un contrat de travail, que ce contrat soit ou non conclu à la Barbade²; et

b) le revenu provenant de redevances est considéré avoir lieu à la Barbade, que l'utilisation ou le droit d'utiliser un droit ou un bien ait lieu ou non à la Barbade.²

Personnes résidentes mais non domiciliées **17.** Lors du calcul du revenu imposable pour un exercice fiscal en ce qui concerne une personne résidente qui, au cours de l'exercice fiscal, n'a pas résidé à la Barbade, les montants suivants – et non d'autres – seront inclus, à savoir:

a) les revenus provenant de la Barbade pour cet exercice fiscal;

1985-6 *b)* les revenus provenant d'une fonction exercée à la Barbade ou d'un emploi qui y est exercé pendant l'exercice fiscal, que le contrat de travail ait été ou non conclu à la Barbade et que l'employeur réside ou non à la Barbade²;

¹ Le paragraphe 2) *a) i)* de l'article 16 s'applique à l'exercice 1970 et aux exercices suivants.

² Le paragraphe 2) *a) ii)* de l'article 16 et de l'article 17 *b)* s'appliquent à l'exercice 1984.

- c) les revenus provenant d'autres sources extérieures à la Barbade, quel que soit le moment, dans la mesure où un profit est obtenu à la Barbade de ce revenu au cours de cet exercice fiscal, sous la forme d'un versement de fonds, une importation de biens, l'octroi de crédit par un découvert bancaire ou autrement, et sous quelque autre forme que ce soit;

et aucune déduction ni aucun allégement eu égard au calcul du revenu imposable ne sera accordé en ce qui concerne le revenu ou la production de revenus qui ne serait pas inclus de la sorte.

SECTION J

Calcul du revenu imposable: Règles diverses: Entreprises spéciales

18. Lors du calcul du revenu imposable d'une personne non résidente pour un exercice fiscal, le revenu de cette personne gagné à la Barbade, à partir de l'exploitation d'un navire ou d'un avion qu'elle possède, affrète ou exploite:

Exploitations
de navires ou
avions

- a) ne sera pas inclus, lorsque le pays ou le territoire de résidence de cette personne accorde un dégrèvement en grande partie similaire au cours de l'exercice fiscal d'une personne résidant à la Barbade; ou
- b) sera considéré s'élever à 5 pour cent du montant payable à cette personne en ce qui concerne les passagers, le bétail, le courrier et les marchandises expédiés dans tout port de la Barbade, dans tout autre cas.

19. 1) Chacune des activités suivantes, à savoir:

Activités des
compagnies
d'assurance

- a) les activités d'assurance générale;
- b) les activités d'assurance sur la vie; et
- c) les activités de régime de retraite enregistré;

exercées par une compagnie d'assurances seront considérées comme des activités distinctes exercées par une personne distincte aux fins de la présente loi.

- 2) Dans le cas d'activités d'assurance générale exercées par une compagnie d'assurances résidente, le revenu imposable de la compagnie sera calculé conformément à la présente loi, comme dans le cas de toute autre société résidente.
- 3) Dans le cas d'activités d'assurance générale exercées par une compagnie d'assurances non résidente, le revenu imposable de la compagnie pour l'exercice fiscal est égal:
 - a) au total des primes brutes, des intérêts et autres revenus de la compagnie, reçus ou à recevoir, à la Barbade au cours de l'exercice fiscal;

moins

1981-15

- b) les primes restituées aux assurés et les primes payées à titre de réassurance au cours de l'exercice fiscal;

moins

- c) la réserve habituelle en pourcentage pour les risques non expirés, adoptés par la compagnie en ce qui concerne le total de ses opérations mondiales au terme de l'exercice fiscal;

plus

- d) la réserve habituelle en pourcentage pour les risques non expirés, adoptés par la compagnie en ce qui concerne le total de ses opérations mondiales au terme de l'exercice fiscal précédent;

moins

- e) le total:
- i) des pertes réelles après déduction du montant des pertes recouvrées en vertu des réassurances;
 - ii) les dépenses de l'agence à la Barbade; et
 - iii) une proportion équitable des dépenses du siège central de la compagnie;

au cours de l'exercice fiscal.

1985-6

- 4) Dans le cas des activités d'assurance-vie d'une compagnie d'assurances résidente, le revenu imposable de la compagnie pour l'exercice fiscal représente son revenu des investissements brut.

1985-6

- 5) Dans le cas des activités d'assurance-vie d'une compagnie d'assurances non résidente, le revenu imposable de la compagnie pour l'exercice fiscal est égal à:
- a) son revenu des investissements brut; et
 - b) un montant considéré comme étant le revenu calculé au taux de 7 pour cent du déficit des réserves détenues au cours de l'exercice fiscal au-dessous des réserves qui doivent être détenues à la Barbade conformément à la *Loi sur les assurances* ou calculé sur le montant du déficit au taux moyen du rendement réel des investissements pour l'année, selon le montant qui sera le plus élevé des deux.
- 6) Lorsque le revenu des investissements d'une activité considérée, aux termes du paragraphe 1), comme une activité distincte exercée par une personne distincte ne peut être déterminé parce que cette activité est exercée conjointement avec une autre activité considérée, aux termes du paragraphe 1), comme étant une activité distincte et que le revenu des investissements de ces activités n'est pas établi séparément dans les livres de la compagnie exerçant ces activités, les règles suivantes s'appliqueront:

- a) dans le cas d'une société résidente, le revenu des investissements de chaque activité distincte représente la partie du revenu des investissements de la société qui constitue la même proportion du revenu des investissements total de la compagnie que les primes reçues ou à recevoir en ce qui concerne cette activité distincte par rapport au total des primes reçues ou à recevoir par la société, l'ensemble étant calculé eu égard à l'exercice fiscal; et
- b) dans le cas d'une société non résidente:
 - i) le revenu des investissements de la société à la Barbade représente la partie du revenu des investissements de la société qui constitue la même proportion du revenu des investissements total de la compagnie que les primes reçues ou à recevoir à la Barbade en ce qui concerne cette activité distincte par rapport au total des primes reçues ou à recevoir par la société, l'ensemble étant calculé eu égard à l'exercice fiscal; et
 - ii) le revenu des investissements de chaque activité distincte représente la partie du revenu des investissements de la société à la Barbade qui constitue la même proportion du revenu des investissements total de la compagnie à la Barbade que les primes reçues ou à recevoir à la Barbade en ce qui concerne cette activité distincte par rapport au total des primes reçues ou à recevoir par la société à la Barbade, l'ensemble étant calculé eu égard à l'exercice fiscal.

7) Lorsque tout revenu, autre qu'un revenu des investissements, ou toute déduction ou allégement pour une activité qui est considérée, aux termes du paragraphe 1), comme étant une activité distincte exercée par une personne distincte ne peut être déterminé parce que cette activité est exercée conjointement avec une autre activité considérée, aux termes du paragraphe 1), comme étant une activité distincte, et que les déductions ou allégements ne sont pas établis séparément dans les livres de la compagnie exerçant ces activités, le montant de tels revenu, déduction ou allégement imputable à cette activité distincte sera le montant considéré comme raisonnable dans tous les cas.

1985-6

8) Sous réserve du paragraphe 8A), une perte encourue dans le cadre d'une activité considérée, aux termes du paragraphe 1), comme étant une activité distincte exercée par une personne distincte, ne peut être déduite des profits résultant de toute autre activité mais, avec cette exception et sous réserve des limitations imposées par l'article 23, peut être reportée et déduite des profits de cette activité distincte au cours des cinq exercices fiscaux suivants.

1985-6

8A) Nonobstant le paragraphe 8), avec effet à partir de l'exercice fiscal 1984, aucune perte encourue par l'activité d'assurance-vie d'une compagnie d'assurances ne pourra être déduite des, ou compensée sur les profits de cette activité ni d'aucune autre.

- 1977-16
- 9) Outre l'impôt exigible, en vertu de l'article 44 1), sur le revenu imposable d'une société considérée comme une personne distincte exerçant des activités d'assurance-vie distinctes d'une compagnie d'assurances, dont le revenu imposable est, aux fins du paiement de cet impôt, calculé conformément au paragraphe 4) ou 5), le cas échéant, du présent article, il sera payé, eu égard à l'exercice fiscal 1976 et chaque exercice fiscal ultérieur, un impôt au taux spécifié à l'article 44 2) sur le revenu des primes de cette société, calculé conformément au paragraphe 10).
- 1977-16
1998-31
- 10) Le revenu des primes sur lequel l'impôt est exigible conformément au paragraphe 9) sera déterminé en prenant les primes brutes reçues par la société et en déduisant de celles-ci toutes primes restituées à l'assuré et toutes primes reçues en ce qui concerne les réassurances, toutes ces primes étant en relation avec les risques originaires de la Barbade. 1998-31
- 11) Aux fins du présent article, une compagnie sera considérée exercer des activités d'assurance-vie nonobstant le fait qu'elle ait cessé d'émettre des contrats d'assurance ou si elle continue à percevoir des primes sur les contrats d'assurance existants. 1977-16
- 12) Le bureau, la filiale ou l'agence d'une société non résidente à laquelle se réfère le paragraphe 11) déduira ou retiendra un montant sur le revenu des primes de cette société, au taux spécifié au point *a)*, *b)* ou *c)* de l'article 44 2) et paiera le montant ainsi déduit ou retenu par versements annuels au Commissaire, pour le 25 de chaque mois au plus tard, eu égard au revenu des primes pour le mois précédent. 1977-16
1993-8
- 13) Aux fins du présent article et des articles 43 et 44: 1977-16
1978-44
- "Communauté des Caraïbes" a le sens qui lui est assigné par l'article 2 de la *Loi sur la Communauté des Caraïbes*; Chapitre 15
- "société étrangère" désigne, eu égard au paiement de l'impôt sur le revenu des primes par une société exerçant les activités d'assurance-vie ou d'assurance générale d'une compagnie d'assurances, une société qui n'est pas une société résidente; 1978-44
- "revenu des investissements brut" désigne, eu égard à:
- a)* une compagnie d'assurances résidente, son revenu provenant de toutes les sources, à l'exclusion de son revenu sur les primes; et
- b)* une compagnie d'assurances non résidente, son revenu provenant de la Barbade, à l'exclusion de son revenu sur les primes;
- "activité d'assurance-vie" inclut l'activité d'assurance-vie industrielle;
- "société mutuelle" a le sens qui lui est assigné par l'article 2 de la *Loi sur les assurances*; Chapitre 310

- "société résidente" désigne, en ce qui concerne le paiement de l'impôt sur le revenu des primes par une société exerçant des activités d'assurance-vie ou des activités d'assurance générale d'une compagnie d'assurances, une société constituée à la Barbade et dont au moins 51 pour cent de son capital libéré est détenu par des personnes résidant à la Barbade ou une société mutuelle constituée à la Barbade, ou telle autre société que le Ministre approuve, constituée dans un pays membre de la Communauté des Caraïbes. 1978-44
- Activités des associations de souscripteurs 20. 1) Les activités de souscription de polices d'assurance, autres que d'assurance-vie, exercées par une association de souscripteurs seront considérées comme étant des activités distinctes exercées par des personnes distinctes, aux fins de la présente loi.
- 1978-44
1986-2
1991-9 2) Le revenu imposable d'une personne considérée, aux termes du paragraphe 1), comme étant une personne distincte exerçant des activités distinctes pour un exercice fiscal, est égal à 30 pour cent du montant total des primes brutes autres que les primes de réassurance provenant de la Barbade et exigibles au cours de l'exercice fiscal pour les polices d'assurance souscrites par cette personne.
21. *Abrogé par 1986-2.*
- Déductions et abattements pour activités distinctes 22. 1) Lorsqu'une personne est considérée, aux termes de la présente loi, comme étant une personne distincte aux fins de la présente loi, avec pour conséquence que cette personne est considérée comme étant deux personnes distinctes exerçant deux ou davantage d'activités distinctes aux fins de la présente loi, lors du calcul du revenu imposable des deux personnes considérées comme distinctes, aucun montant ne pourra faire l'objet d'une déduction ou d'un abattement pour plus d'une de ces personnes considérées comme étant distinctes et les montants ayant fait l'objet d'une déduction ou d'un abattement seront répartis entre ces personnes considérées comme distinctes, conformément à ce que déterminera le Commissaire. 1985-6
- 1985-6 2) Lorsqu'une personne est considérée comme étant une personne exerçant séparément des activités d'assurance-vie ou d'assurance générale, lors du calcul du revenu imposable de la personne, provenant des activités d'assurance générale pour un exercice fiscal, le montant déductible au titre des commissions et frais de gestion lorsqu'il est combiné, ne pourra excéder 60 pour cent des primes brutes de la société pour cet exercice fiscal.

SECTION K

Calcul du revenu imposable: Règles diverses: Cas particuliers

23. 1) Lors du calcul du revenu imposable d'une personne pour un exercice fiscal, une perte subie par cette personne en ce qui concerne toute source de revenus au cours de cet exercice fiscal sera déduite du revenu imposable de cette personne provenant de toutes les autres sources au cours de cet exercice fiscal. Pertes

- 2) Lorsqu'une perte a été subie par une personne au cours d'un exercice fiscal, en ce qui concerne une source de revenus assujettie à l'impôt en vertu de la présente loi, et que cette perte dépasse le revenu imposable de cette personne provenant de toutes les autres sources qu'elles soient au sein ou à l'extérieur de la Barbade au cours de cet exercice fiscal, le montant du dépassement sera reporté et sera déduit dans le calcul du revenu imposable de cette personne au cours des exercices fiscaux suivants, sous réserve des règles suivantes, à savoir:

- a) toute perte reportée sera déduite au cours de l'exercice fiscal suivant, à hauteur du plus petit montant entre:
 - i) le montant de la perte reportée; ou
 - ii) le revenu imposable de cette personne pour l'exercice fiscal suivant;

et, si le montant de la perte reportée dépasse le revenu imposable de cette personne pour cet exercice suivant, seul le montant du dépassement sera à nouveau reporté;

- b) aucune perte ou partie de perte ne sera reportée au-delà du 9^{ème} exercice fiscal faisant suite à l'exercice fiscal au cours duquel la perte a été subie; et 1986-2
1988-19
1990-2
- c) lorsque des pertes pouvant être reportées sont subies au cours de plus d'un exercice fiscal, les pertes seront déduites au cours des exercices fiscaux suivants dans l'ordre où elles ont été subies.

- 3) Aux fins du présent article, du paragraphe 2) de l'article 24A, du paragraphe 2) de l'article 24B et du paragraphe 2) de l'article 24C, pour l'exercice fiscal 1992 et les exercices fiscaux suivants, les pertes seront d'abord... 1992-28

Demande
d'exonération
pour un groupe
1996-5

23C. 1) Une demande d'exonération pour un groupe spécifiera ce qui suit:

- a) le nom de la société requérante;
- b) la période comptable pour laquelle l'exonération est demandée par la société requérante;
- c) le nom de la société qui renonce à ses avantages;
- d) la période comptable pour laquelle l'exonération est demandée par la société qui renonce à ses avantages;
- e) le montant demandé en ce qui concerne la société qui renonce à ses avantages; et
- f) le montant total des profits de la société requérante devant être couvert par l'exonération du groupe.

- 2) Une demande d'exonération du groupe:

- a) ne sera pas accordée à moins que les profits de la société requérante soient d'abord appliqués à la couverture des pertes des exercices précédents de cette société;

- b) ne doit pas nécessairement s'élever à la totalité du montant disponible pour la société requérante;
- c) requerra le consentement de la société qui renonce à ses avantages, lequel sera soumis au Commissaire de la façon prescrite par le Commissaire;
- d) doit être introduite dans un délai de deux ans à compter de la date du terme de la période comptable de la société qui renonce à ses avantages, à laquelle la demande se rapporte; et
- e) ne sera approuvée par le Commissaire que lorsque tous les impôts dus à la Couronne et toutes les cotisations à la sécurité sociale auront été acquittés tant par la société requérante que par la société qui renonce à ses avantages.

Pertes pouvant
être annulées
1996-5

23D. 1) Lorsqu'une société qui renonce à ses avantages subit une perte à caractère commercial au cours d'un exercice fiscal, la perte peut être déduite des profits totaux de la société requérante pour les périodes comptables correspondantes de la société requérante.

- 2) La période comptable d'une société, aux fins de l'impôt sur les sociétés, commencera chaque fois que la société qui n'est alors pas assujettie à l'impôt sur les sociétés y devient assujettie, que ce soit parce que la société devient une société résidente de la Barbade ou parce qu'elle acquiert une source de revenus ou autrement.
- 3) La période comptable d'une société se terminera, aux fins de l'impôt sur les sociétés, lorsque l'une des circonstances suivantes se produira la première:
 - a) l'expiration d'un délai de 12 mois à compter du début de la période comptable;
 - b) le terme de la période fiscale de la société; ou
 - c) lorsque la société cesse d'être assujettie à l'impôt sur les sociétés.

23E. 1) Aux fins de l'exonération du groupe, une période comptable de la société requérante qui entre en tout ou partie dans une période comptable de la société qui renonce à ses avantages correspond à cette période comptable.

Périodes
comptables
correspon-
dantes
1996-5

- 2) Aux fins de l'exonération du groupe, une période comptable est calculée de la manière spécifiée dans la *troisième annexe*.

Troisième
annexe

23F. 1) L'exonération du groupe ne sera accordée que si la société qui renonce à ses avantages et la société requérante sont membres du même groupe pendant la totalité de la période comptable de la société qui renonce à ses avantages et à laquelle se rapporte la demande et pendant la totalité de la période comptable de la société requérante.

Sociétés
rejoignant ou
quittant le
groupe
1996-5

- 2) Si, en toute occasion, les deux sociétés deviennent ou cessent d'être membres du même groupe, dans ce cas et aux fins du paragraphe 4), il sera présumé, en ce qui concerne chaque société, que:

- a) à cette occasion, à moins qu'une véritable période comptable de la société commence ou se termine alors, une période comptable de la société se termine et une nouvelle commence, la nouvelle période comptable devant se terminer avec la fin de la véritable période comptable, à moins qu'il y ait eu auparavant une nouvelle interruption conformément au présent paragraphe; et
 - b) les pertes de la véritable période comptable sont réparties selon les périodes comptables composantes mentionnées au point a); et
 - c) le montant des profits totaux pour la véritable période comptable de la société pour laquelle l'exonération peut être accordée est également réparti selon les périodes comptables composantes.
- 3) Une répartition en vertu du paragraphe 2) s'effectuera sur une base de durée, en fonction des durées respectives des périodes comptables composantes, à l'exception que, s'il apparaît que la méthode opérerait de manière déraisonnable ou injuste, telles autres périodes que le Commissaire considérera comme justes et raisonnables seront utilisées.
- 4) Lorsque l'une des sociétés est la société qui renonce à ses avantages et que l'autre société est la société requérante, les références du paragraphe 1) faites aux périodes comptables seront interprétées de telle manière que si les deux sociétés sont membres du même groupe pendant la période comptable de la société qui renonce à ses avantages, elles doivent également, en vertu du présent article, être membres du même groupe pendant toute période comptable correspondante de la société requérante.

Possibilité
d'obtention
unique d'une
exonération
pour le même
montant
1996-5

- 23G.** 1) Une exonération ne sera pas accordée plus d'une fois en ce qui concerne le même montant, que ce soit par l'octroi d'une exonération du groupe ou par l'octroi de quelque autre exonération, pendant toute période comptable, à la société qui présente la demande ou en accordant une exonération de groupe plus d'une fois.
- 2) Conformément aux paragraphes 1), deux ou davantage de sociétés requérantes ne peuvent, eu égard à toute perte ou autre montant pour lequel une exonération de groupe pourrait être accordée, et quelles que soient leurs périodes comptables correspondant à celle de la société renonçant à ses avantages, obtenir en tout davantage d'exonération que ne pourrait en obtenir une société requérante unique dont la période comptable correspondante a coïncidé avec la période comptable de la société qui renonce à ses avantages.

Demande
collective
1996-5

- 23H.** 1) Sous réserve du paragraphe 2), deux ou davantage de sociétés peuvent introduire des demandes relatives à la même société renonçant à ses avantages, et à la même période comptable de cette société qui renonce à ses avantages.

	2) Nonobstant le paragraphe 1), lorsque les sociétés requérantes mentionnées au paragraphe 1) introduisent des demandes, le montant total des demandes ne pourra excéder le montant de la perte subie par la société qui renonce à ses avantages.	
	23I. Une société requérante ne sera éligible pour une exonération du groupe que lorsque cette société a d'abord demandé l'ensemble de ses abattements disponibles en matière de capital.	Déductions pour investissement en capital 1996-5
	23J. Lorsque le Commissaire découvre que toute exonération de groupe ayant été accordée est, ou devient excessive, il peut établir une estimation de l'impôt sur les sociétés du montant qui devrait, selon lui, être imposé.	Récupération d'impôts 1996-5
	23K. L'exonération de groupe n'est pas disponible pour:	Sociétés exonérées 1996-5
	a) toute société établie en vertu de:	
	i) la <i>Loi sur les sociétés internationales</i> ;	Chapitre 77
	ii) la <i>Loi sur l'exonération des sociétés d'assurance</i> ;	Chapitre 308A
	iii) la <i>Loi sur les sociétés à responsabilité limitée</i> ;	Chapitre 318B
	iv) la <i>Loi sur les services bancaires offshore</i> ; ou	Chapitre 325
	b) toute autre société qui a bénéficié d'exonérations fiscales en vertu de toute autre disposition législative, à l'exception des sociétés opérant en vertu de la <i>Loi sur l'aide aux hôtels</i> ; ou	Chapitre 72
	c) toute société qui est un fonds commun de placement agréé ou exonéré en vertu de la <i>Loi sur les fonds communs de placement</i> .	1998-42 1998-45
	23L. 1) Un paiement pour l'exonération de groupe:	Profits et pertes et distribution ou charge sur les revenus vis-à-vis de l'exonération du groupe 1996-5 Chapitre 73
	a) ne sera pas pris en compte dans le calcul des profits ou des pertes de chacune des sociétés aux fins de l'impôt sur les sociétés; et	
	b) ne sera pas considéré comme une répartition ou une charge sur le revenu.	
	2) Au paragraphe 1), un "paiement pour l'exonération du groupe" signifie un paiement effectué par la société requérante à la société qui renonce à ses avantages en application d'un accord intervenu entre elles en ce qui concerne un compte racheté par le biais d'une exonération de groupe, s'agissant d'un paiement n'excédant pas ce montant.	
Élément en capital des rentes viagères	24. 1) Lors du calcul du revenu imposable d'une personne pour un exercice fiscal, l'élément en capital d'un paiement conformément à:	
	a) une rente viagère payée en vertu d'un legs ou d'une fiducie; ou	
	b) une rente viagère achetée;	
	ne sera pas inclus.	
	2) L'élément en capital d'un paiement en vertu d'un legs ou d'une fiducie représente telle partie du paiement qui excède la part du bénéficiaire sur le revenu de la succession ou de la fiducie à l'égard de laquelle le paiement a été effectué.	

- 3) L'élément en capital en vertu d'une rente viagère achetée sera déterminé conformément aux règles suivantes, à savoir:
- a) lorsque la rente viagère achetée est exigible pour une certaine durée, l'élément en capital de chaque paiement représente cette partie de chaque paiement qui constitue la même proportion du montant du paiement que le prix d'achat, ou la valeur à titre onéreux, du contrat représente sur le total du paiement devant être effectué en vertu du contrat; et
 - b) lorsque la rente viagère achetée est payable pendant la durée d'une vie, que ce soit ou non pour une certaine durée minimale, ou qu'un paiement total minimum constitue également une condition du contrat, l'élément en capital de chaque paiement constitue cette partie de chaque paiement qui constitue la même proportion du montant du paiement que le prix d'achat, ou la valeur à titre onéreux, du contrat représente sur le total des paiements devant être, de manière actuarielle, effectués en vertu du contrat au moment où le contrat a été établi, calculé sur base des tableaux utilisés pour déterminer le prix d'achat, ou la valeur à titre onéreux, du contrat ou, lorsque de tels tableaux ne sont pas utilisés, sur base des tableaux les plus appropriés, le calcul étant basé sur l'espérance de vie complète.

24A. 1) Lors du calcul du revenu imposable d'une personne pour l'exercice fiscal 1996 et les exercices fiscaux ultérieurs, il sera déduit de son revenu qui, à défaut du présent paragraphe, ferait partie du revenu imposable de cette personne, les montants versés par cette personne à un régime de retraite enregistré par déduction à partir des émoluments ou autrement, sous réserve des limitations imposées par les paragraphes 2) à 5).

Cotisations à
un régime de
retraite
enregistré
1992-28
1996-30

2) Le montant maximum susceptible d'être déduit en vertu du paragraphe 1) par une personne salariée ou un indépendant au cours d'un exercice fiscal, eu égard aux cotisations versées par cette personne en son propre nom, est égal à:

a) 15 pour cent du montant imposable provenant de l'emploi ou, le cas échéant, des activités de cette personne, pour l'exercice fiscal; ou

b) 4 000 dollars;

1996-30

selon le montant qui sera le moins élevé.

3) Le montant maximum susceptible d'être déduit en vertu du paragraphe 1) au cours d'un exercice fiscal, exprimé en tant que total du montant susceptible d'être déduit par un employeur eu égard aux cotisations versées au nom du travailleur, et du montant susceptible d'être déduit par ce salarié eu égard aux cotisations versées par lui-même en son propre nom, est un montant égal à 15 pour cent des émoluments donnant droit à une pension payés par l'employeur à ce travailleur au cours de cet exercice fiscal et, si le total du montant versé par l'employeur en ce qui concerne un travailleur et par ce travailleur en son propre nom, lorsqu'ils sont additionnés ensemble, dépasse ce montant, le montant qui pourra

être déduit par l'employeur ou, le cas échéant, par le travailleur, est égal au montant qui représente la même proportion de ces 15 pour cent que le montant versé par l'employeur ou, le cas échéant, par le travailleur, représente sur le montant total versé à la fois par l'employeur et le travailleur.

- 4) Lorsqu'un régime de retraite enregistré est établi pour la première fois et qu'une cotisation spéciale est versée, en vertu du régime, par un employeur afin d'offrir des avantages aux membres de son personnel eu égard aux services rendus avant l'établissement de ce régime de retraite enregistré, le montant total de cette cotisation spéciale ne pourra être déduit du revenu imposable de l'employeur lors du calcul de son revenu imposable pour l'exercice fiscal au cours duquel la cotisation a été versée mais le montant de cette cotisation spéciale pourra être déduit, en un nombre de parts égales sur une période composée d'années et qui ne sera pas inférieure à dix, telle que déterminée par le Commissaire, des revenus imposables de l'employeur pour ces exercices fiscaux lors du calcul des revenus imposables de l'employeur pour ces exercices fiscaux, en commençant par l'exercice fiscal au cours duquel la cotisation spéciale a été versée.

Paievements
annuels aux
organismes de
bienfaisance
1992-28

24B. 1) Lors du calcul du revenu imposable d'une personne pour l'exercice fiscal 1992 et les exercices fiscaux ultérieurs, il sera déduit du revenu de cette personne le montant des paiements versés par cette personne au cours de cet exercice fiscal en vertu d'une donation, si:

- a) les paiements sont versés à un organisme de bienfaisance enregistré;
- b) les paiements sont effectués conformément à une condition de la donation selon laquelle ces paiements seront effectués chaque année pendant une période qui ne sera pas inférieure à trois ans; et
- c) les conditions du règlement ne pourront être modifiées ni révoquées par cette personne pendant cette période qui ne sera pas inférieure à trois ans.

- 2) Le montant qui sera déduit en vertu du présent article pour un exercice fiscal n'excédera pas 10 pour cent du montant qui, à défaut du présent article, ferait partie du revenu imposable de cette personne pour cet exercice fiscal.

24C. 1) Nonobstant les dispositions de la clause 25, lors du calcul du revenu imposable d'une personne pour l'exercice fiscal 1993 et les exercices fiscaux ultérieurs, il sera déduit du revenu de cette personne le montant des paiements versés par cette personne au cours de cet exercice fiscal en vertu d'une donation, si:

Paievements aux
mineurs
1993-8

- a) les paiements sont effectués conformément à une condition de la donation selon laquelle ces paiements seront effectués chaque année pendant une période qui ne sera pas inférieure à trois ans;

b) les conditions du règlement ne pourront être modifiées ni révoquées par cette personne pendant cette période qui ne sera pas inférieure à trois ans; et

c) le bénéficiaire des paiements est un mineur (au sens de la *Loi sur les mineurs*) qui n'est pas l'enfant du constituant.

Chapitre 215

2) Un constituant ne peut effectuer les déductions permises par le présent article que pendant la minorité du bénéficiaire.

24D. Lors du calcul du revenu imposable d'une personne pour l'exercice fiscal 1993 et les exercices fiscaux ultérieurs, il sera déduit du revenu de cette personne le montant des paiements versés par cette personne au cours de cet exercice fiscal en vertu d'une donation, si:

Paiements aux
personnes
invalides
1993-8

a) les paiements sont effectués conformément à une condition de la donation selon laquelle ces paiements seront effectués chaque année pendant une période qui ne sera pas inférieure à trois ans;

b) les conditions du règlement ne pourront être modifiées ni révoquées par cette personne pendant cette période qui ne sera pas inférieure à trois ans; et

c) le bénéficiaire des paiements est une personne autre qu'un mineur (au sens de la *Loi sur les mineurs*) et est, en raison de la vieillesse ou d'un handicap physique ou mental, dans l'incapacité de subvenir à ses propres besoins.

Chapitre 215

24E. Le montant maximum susceptible d'être déduit en vertu des articles 24C et 24D n'excédera pas, au total, 5 pour cent du montant qui, à défaut de ces articles, ferait partie du revenu imposable du constituant pour l'exercice fiscal.

Montant
déductible
pour mineurs
et personnes
invalides
1993-8

24F. 1) Lors du calcul du revenu imposable d'une personne pour l'exercice fiscal 1998 et les exercices fiscaux ultérieurs, il sera déduit du revenu qui, à défaut du présent paragraphe, ferait partie du revenu imposable de cette personne le montant des paiements versés par cette personne à des régimes de retraite enregistrés par déductions des émoluments ou autrement au cours de cet exercice fiscal, sous réserve des limitations imposées par les paragraphes 2) et 3).

Cotisations à
un plan
d'épargne-
pension
enregistré
1998-30
1998-43

2) Le montant maximum susceptible d'être déduit en vertu du paragraphe 1) par une personne salariée ou un indépendant au cours de l'exercice fiscal, eu égard aux cotisations versées par cette personne en sa faveur ou en faveur de son conjoint est égal à:

a) 15 pour cent du montant imposable provenant de l'emploi ou, le cas échéant, des activités de cette personne, pour cet exercice fiscal; ou

b) 4 000 dollars;

selon le montant qui sera le moins élevé.

3) Une personne qui cotise à un régime de retraite enregistré peut également cotiser à un plan d'épargne-pension enregistré et peut être habilitée à faire valoir:

- a) un maximum de 6 000 dollars eu égard au régime et au plan; ou
- b) 15 pour cent du revenu imposable provenant de l'emploi ou, le cas échéant, des activités de cette personne, pour cet exercice fiscal;

selon le montant qui sera le moins élevé.

Retrait de
fonds
1998-30

24G. 1) Une personne qui cotise à un plan d'épargne-pension enregistré peut également effectuer un unique retrait des cotisations versées au plan dans le but:

- a) d'acquérir une première maison d'habitation destinée à servir de résidence à cette personne; ou
- b) d'acquérir conjointement, avec le conjoint de cette personne, leur première maison d'habitation destinée à leur servir de résidence.

2) Lorsqu'une personne effectue un retrait des cotisations à partir d'un plan d'épargne-pension enregistré dans un autre but que celui spécifié au paragraphe 1), ces cotisations retirées sont soumises à un impôt retenu à la base.

1969/109

3) Le montant de l'impôt devant être retenu à la base sera calculé conformément au Règlement 6 5) des *Règlements de 1969, de l'impôt sur le revenu*.

24H. Le retrait des cotisations mentionné à l'article 24G est soumis aux conditions suivantes:

Conditions
liées au retrait
de cotisations
1998-30

- a) une personne qui retire des cotisations afin d'acquérir une première maison d'habitation destinée à servir de résidence pour cette personne sera une personne qui ne possède pas encore de maison;
- b) le montant maximum qu'une personne mentionnée à l'article 24G peut retirer sera le montant qui sera le moins élevé entre 10 pour cent du prix d'achat de la maison à acquérir ou 25 000 dollars;
- c) si une personne effectue un retrait de cotisations conformément à l'article 24G et n'affecte pas le montant total retiré à l'acquisition d'une maison d'habitation dans un délai de six mois à compter de la date du retrait, ou après une prolongation accordée par le Commissaire, le montant retiré sera inclus dans le calcul du revenu imposable de cette personne au cours de l'année pendant laquelle le montant a été retiré; et
- d) une personne qui effectue un retrait de cotisations dans le but d'acquérir une première maison d'habitation destinée à servir de résidence à cette personne ne sera autorisée à effectuer un retrait à cet effet qu'une seule fois.

Vente de
maison
1998-30

24I. 1) Sous réserve du paragraphe 2), lorsqu'une personne, qui a effectué un retrait de cotisations pour une première acquisition d'une maison d'habitation destinée à servir de résidence à cette personne, vend cette maison dans un délai de cinq ans à dater du retrait des cotisations, le montant retiré sera inclus dans le calcul du revenu imposable de cette personne au cours de l'année pendant laquelle la maison est vendue.

2) Nonobstant le paragraphe 1), lorsqu'une personne vend la maison d'habitation visée au paragraphe 1) dans un délai de cinq ans à dater du retrait des cotisations, et acquiert une autre maison dans un délai de six mois à dater de la vente de la première maison, le montant des cotisations retirées ne sera pas inclus dans le calcul du revenu imposable de cette personne à moins que la seconde maison soit vendue dans un délai de cinq ans à dater du retrait des cotisations.

Cessions aux
mineurs

25. Lorsqu'une personne transfère un bien ou le revenu d'un bien de façon telle, directement ou indirectement, qu'une personne qui est mineure pendant l'exercice fiscal a la jouissance usufruitière des revenus provenant de ce bien, que ce soit immédiatement ou à l'avenir et que ce soit sous condition ou autrement, dans ce cas, pour cet exercice fiscal et pour chaque exercice fiscal ultérieur jusqu'à l'exercice au cours duquel la personne qui a la jouissance usufruitière du revenu de ce bien devient majeure ou meurt prématurément, ce revenu sera inclus dans le calcul du revenu imposable de la personne qui cède le bien ou le revenu provenant de ce bien et ne sera inclus dans le calcul du revenu imposable d'aucune autre personne.

Cessions sous
condition en
fiducie

26. Lorsqu'une personne cède un bien à un administrateur fiduciaire, en fiducie:

- a) sous condition que le bien en fiducie ou le bien de substitution revienne au donneur ou à quelque autre personne devant être déterminée par le donneur à une date ultérieure à la cession; ou
- b) sous condition que, pendant la durée de vie du donneur, aucune disposition ou autre transaction avec le bien en fiducie ou le bien de substitution ne puisse avoir lieu sans le consentement du donneur;

dans ce cas, le revenu de ce bien ou du bien de substitution sera inclus dans le calcul du revenu imposable du donneur et ne sera inclus dans le calcul du revenu imposable d'aucune autre personne.

Sociétés
contrôlées

27. 1) Lorsqu'il apparaît que, dans le but d'éviter ou de réduire l'impôt, une société contrôlée par cinq personnes au maximum n'a pas distribué à ses actionnaires, à titre de dividendes, les profits d'un exercice fiscal qui auraient pu être distribués sans préjudice pour les activités existantes de la société, ces profits seront ajoutés aux profits distribués pour cet exercice fiscal, le cas échéant, et, qu'il y ait ou non des profits distribués pour cet exercice fiscal, seront considérés comme ayant été distribués de la même manière qu'ils auraient été distribués si un dividende avait été déclaré pour le montant total de ces profits pour l'exercice fiscal et seront inclus en conséquence dans le calcul du revenu imposable des actionnaires pour cet exercice fiscal.

- 2) Aux fins du présent article, pour déterminer si les profits d'un exercice fiscal pouvaient être distribués sans préjudice pour les activités existantes de la société, il sera pris en considération non seulement les exigences actuelles des activités mais également les autres exigences telles que pouvant s'avérer nécessaires pour le maintien et le développement des activités.
- 3) Aux fins du présent article, les montants dépensés au cours de l'exercice fiscal qui auraient autrement été déductibles dans le calcul du revenu d'une société pour un exercice fiscal:
 - a) au paiement de l'activité, de l'entreprise ou du bien pour l'acquisition desquels la société a été constituée ou qui ont été la première activité, la première entreprise ou le premier bien acquis par la société; ou
 - b) à titre de rachat ou de remboursement de tout(e) action, capital d'emprunt ou dette, y compris toute prime sur tels action, capital d'emprunt ou dette émis ou encourus pour le paiement de tout(e) activité, entreprise ou bien tels que décrits au point a), ou émis ou encourus dans le but de réunir les fonds affectés ou devant être affectés à leur paiement; ou
 - c) pour répondre à toute obligation de la société eu égard à l'acquisition de tout(e) activité, entreprise ou bien tels que décrits au point a); ou
 - d) à titre de rachat ou de remboursement de tout(e) action, capital d'emprunt ou dette, y compris toute prime sur tels action, capital d'emprunt ou dette émis ou encourus autrement que pour une contrepartie adéquate; ou
 - e) en application ou comme conséquence de toute transaction artificielle;

seront considérés comme n'ayant pas été dépensés et avoir été empêchés de faire partie des profits de l'exercice fiscal qui auraient pu être distribués sans préjudice pour les activités existantes de la société.

- 4) Aux fins du présent article, le capital-actions, le capital d'emprunt ou la dette seront considérés comme ayant été émis ou encourus autrement que pour une contrepartie adéquate si:
 - a) il est émis ou encouru pour une contrepartie dont la valeur pour la société est considérablement moins élevée que le montant du capital ou de la dette, y compris toute prime sur ce capital ou cette dette; ou
 - b) il est émis ou encouru pour ou dans le but de recueillir des fonds affectés, ou devant être affectés au rachat ou remboursement de tout(e) action, capital d'emprunt ou dette qui ont eux-mêmes été émis ou encourus pour la contrepartie telle que mentionnée au point a) ou qui représente, directement ou indirectement, tout(e) action, capital d'emprunt ou dette eux-mêmes émis ou encourus pour cette contrepartie;

et les références dans le présent paragraphe aux fonds affectés ou devant être affectés à tout but, incluent des références aux fonds affectés ou devant être affectés au remplacement de ces fonds.

- 5) Tout montant inclus dans le calcul du revenu imposable d'un actionnaire, en vertu du présent article, pour un exercice fiscal ne sera pas inclus dans le calcul du revenu imposable de cet actionnaire pour un exercice ultérieur si ce montant est distribué, en ce qui concerne cet actionnariat, au cours de cet exercice ultérieur.
- 6) Les dispositions de l'article 65 s'appliquent eu égard à tout montant considéré comme ayant été distribué en vertu du présent article, comme si le montant avait été distribué à titre de dividende.

Prêts aux
adminis-
trateurs, etc.,
de sociétés
contrôlées
1977-16

- 27A.** 1) Sous réserve du paragraphe 2), lorsque, après le 1^{er} janvier 1976, une société contrôlée, autrement que dans le cours ordinaire de ses activités comprenant le prêt d'argent, accorde tout prêt ou avance toute somme à une personne à laquelle le présent article se réfère, le montant de ce prêt ou de cette avance sera considéré comme un revenu gagné au cours de l'exercice fiscal pendant lequel le prêt ou l'avance a été accordé(e) à moins que le prêt ou l'avance soit remboursé(e) dans un délai d'un an à compter du terme de cet exercice fiscal et s'il est établi que le remboursement n'a pas été effectué comme faisant partie d'une série de prêts ou de remboursements.
- 2) Sous réserve du paragraphe 3), lorsque, au cours de tout exercice fiscal, une personne à laquelle se réfère le présent article rembourse toute partie d'un prêt ou d'une avance considéré(e) comme un revenu en vertu du paragraphe 1), une exonération sera accordée à cette personne en déduisant de l'impôt payable sur son revenu imposable pour l'année, l'impôt imputable à la part proportionnelle du prêt ou de l'avance qui a été incluse dans son revenu imposable pour l'année au cours de laquelle le prêt ou l'avance a été considéré(e) comme un revenu.
- 3) Une exonération en vertu du paragraphe 2) ne sera accordée qu'à l'égard des remboursements effectués au cours d'une période ne pouvant être ultérieure de cinq ans à compter du terme de l'exercice fiscal pendant lequel le prêt ou l'avance a été accordé(e).
- 4) Le présent article se réfère à:
- a) un administrateur ou un actionnaire d'une société contrôlée ou d'une autre société qui y est liée mais ne sera pas applicable lorsque la personne à laquelle le prêt est accordée est une société constituée ou continuée en vertu de la *Loi sur les sociétés* et lorsque le prêt est accordé aux taux commerciaux existants et selon les modalités normalement applicables à ces prêts;
 - b) un membre de la famille de cet administrateur ou de cet actionnaire;

- c) toute autre personne sous condition que cet administrateur, actionnaire ou membre de la famille reçoive indirectement l'équivalent du prêt, de l'avance ou une partie de ce prêt ou de cette avance.

5) Aux fins du présent article:

"société contrôlée" s'entend d'une société à laquelle s'applique l'article 27;

"membre de la famille" inclut l'époux ou l'épouse.

- 6) Nonobstant le paragraphe 1), tout montant ajouté au compte de capital mentionné, maintenu pour toutes actions en application du point b) du paragraphe 7) de l'article 31 de la *Loi sur les sociétés* ne sera pas traité comme un prêt ou une avance à une personne à laquelle s'applique le présent article.

Chapitre 308

28. 1) Lorsqu'il apparaît, à l'occasion de la liquidation, l'interruption ou la réorganisation (que ce soit par le biais d'une réduction de capital ou autrement) d'une société ou des activités d'une société au cours d'un exercice fiscal que la société avait, au cours d'exercices fiscaux précédents, conservé des profits qui auraient pu être distribués sans préjudice pour les activités existantes de la société, le total de ces profits non distribués sera considéré comme ayant été distribué au cours de l'exercice fiscal qui précède immédiatement la liquidation, l'interruption ou la réorganisation (que ce soit par le biais d'une réduction de capital ou autrement) de la même manière que s'ils avaient été distribués si un dividende avait été déclaré pour le montant total de la somme de ces profits non distribués et sera inclus, en conséquence, dans le calcul du revenu imposable des actionnaires pour cet exercice fiscal.

Liquidation

- 2) Aux fins du présent article, en déterminant si les profits pour un exercice fiscal auraient pu être distribués sans préjudice pour les activités existantes de la société, une attention sera accordée non seulement aux besoins alors existants des activités mais également aux autres besoins tels qu'ils auraient pu s'avérer nécessaires pour le maintien et le développement de ces activités.
- 3) Les dispositions de l'article 65 s'appliquent à l'égard d'un montant considéré comme ayant été distribué en vertu du présent article comme si ce montant avait été distribué en tant que dividende.

Transactions
artificielles

29. 1) Lorsque, à l'occasion d'une transaction en matière d'achat et de vente à laquelle la personne exerçant des activités à la Barbade est partie:

- a) le vendeur contrôle l'acheteur; ou
- b) l'acheteur contrôle le vendeur; ou
- c) l'acheteur ou l'épouse de l'acheteur est un membre de la famille du vendeur ou de l'épouse du vendeur;

avec pour conséquence que la transaction ne se déroule pas sur une base purement commerciale et que le prix est différent de la juste valeur marchande, dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable du vendeur ou de l'acheteur résultant de l'exercice d'activités à la Barbade, la transaction sera considérée comme s'étant déroulée à un prix égal à la juste valeur marchande.

- 2) Lorsque l'objectif principal d'une transaction consiste en une réduction artificielle du revenu imposable d'une personne, dans ce cas, lors du calcul du revenu imposable des personnes participant à la transaction et uniquement aux fins de la présente loi et d'autres dispositions législatives relatives à l'impôt sur le revenu, cette transaction sera ignorée ou sera considérée comme étant modifiée, selon ce qui sera le plus approprié pour obtenir que la transaction ne se traduise plus par une réduction artificielle du revenu imposable de cette personne.

SECTION L

Calcul du revenu imposable: Déduction pour bénéfices reportés

Cotisation à la
Sécurité
sociale et
paiements
d'indemnités
de
licenciement
1990-27
1992-28

Chapitre 47

1971-24

30. 1) Lors du calcul du revenu imposable d'une personne pour un exercice fiscal, il sera déduit du revenu imposable de cette personne, sous réserve du paragraphe 4):
 - a) *abrogé par 1992-28;*
 - b) les montants versés par cette personne en faveur de son personnel, dans le cas d'un employeur;

en vertu de la *Loi sur l'assurance nationale et la sécurité sociale*.
- 2) Lors du calcul du revenu imposable d'une personne pour un exercice fiscal, il sera déduit du revenu imposable de cette personne, sous réserve du paragraphe 3):
 - a) les montants payés pendant l'exercice fiscal par cette personne en qualité d'employeur à tout membre de son personnel, à titre d'indemnités de licenciement en vertu de la *Loi sur les indemnités de licenciement*, déduction faite du montant de tout rabais qui lui est payé par le Fonds des indemnités de licenciement, en vertu de cette loi;
 - b) les cotisations payées au cours de l'exercice fiscal par cette personne en application de l'article 25 de la *Loi sur les indemnités de licenciement*.
- 3) Aucune déduction ne pourra être effectuée en vertu du paragraphe 2) dans le cas de toute personne qui cesse d'exercer des activités au cours de l'exercice fiscal pendant lequel les paiements mentionnés aux points a) et b) du paragraphe 2) ont été effectués.
- 4) Aucune déduction ne pourra être effectuée en vertu du paragraphe 1) en ce qui concerne les cotisations au services de santé, exigibles en vertu de la Partie IIA de la *Loi sur l'assurance nationale et la sécurité sociale*.

Chapitre 355A

Chapitre 355A

1990-27

Chapitre 47

SECTION M

Calcul du revenu imposable: Achat de nouvelles actions dans une société anonyme par actions ou une société à responsabilité limitée

31. Lorsqu'une personne physique qui, avant le 1^{er} juillet 1992, a acheté de nouvelles actions dans une société anonyme par actions ou une société à responsabilité limitée, vend ces actions dans un délai de cinq ans à dater de l'année au cours de laquelle elles ont été achetées, toute déduction du revenu imposable de cette personne physique eu égard à ces actions sera ramenée pour être assujettie à l'impôt pendant l'année de la vente.

Vente d'actions
1993-8

32-35. Abrogés par 1992-28.

SECTION N

Calcul du revenu imposable: Déduction de frais médicaux

36. Abrogé par 1992-28.

SECTION NA

Calcul du revenu imposable: Services domestiques

36A. Abrogé par 1992-28.

SECTION NB

Calcul du revenu imposable: Associations

Sociétés
coopératives
1988-19
1996-30

Chapitre 378A

36B. 1) Avec effet à partir de l'exercice fiscal 1996, lors du calcul du revenu imposable pour l'exercice fiscal d'une personne physique, il sera déduit du revenu imposable de cette personne physique, eu égard aux épargnes totales des sociétés coopératives enregistrées en vertu de la *Loi sur les sociétés coopératives*:

- a) un montant n'excédant pas 6 000 dollars d'épargnes déposées par acomptes, pendant une période initiale de deux exercices fiscaux consécutifs;
- b) un montant n'excédant pas 3 000 dollars d'épargnes déposées par acomptes, pour chaque année faisant suite à la période de deux ans visée au point a);

Chapitre 378A

s'il n'y a eu aucun retrait sur les montants déposés, sur certificat à cet effet d'un responsable défini par l'article 2 de la *Loi sur les sociétés coopératives*.

- 2) Lorsqu'une personne retire, dans un délai de deux ans à compter du terme de la période initiale de deux exercices fiscaux consécutifs ou le terme d'un exercice fiscal ultérieur, d'une société coopérative un montant à l'égard duquel une déduction avait été réalisée, les montants ainsi retirés seront ramenés pour être assujettis à l'impôt pendant l'année au cours de laquelle le retrait a été effectué.

Associations
1986-25

36C. Lors du calcul du revenu imposable pour l'exercice fiscal d'une personne physique, il sera déduit du revenu imposable de cette personne physique, la souscription payée:

Chapitre 361

- a) à des syndicats enregistrés en vertu de la *Loi sur les syndicats*, par les membres de ceux-ci, jusqu'à une limite, en ce qui concerne chaque membre, de 240 dollars par an;

- b) à des associations légales de travailleurs, par leurs membres, jusqu'à une limite, en ce qui concerne chaque membre, de 240 dollars par an;
- c) à des partis politiques représentés au Parlement, par les membres du Parlement, jusqu'à une limite, en ce qui concerne chaque membre, de 5 000 dollars par an ou 10 pour cent du salaire;

selon le montant qui sera le moins élevé.

SECTION O

Calcul du revenu imposable: Montants déductibles eu égard à l'occupation de la propriété par son propriétaire

- 37. 1)** Lors du calcul du revenu imposable pour un exercice fiscal d'une personne physique qui possède et occupe totalement une propriété résidentielle, il sera déduit du revenu imposable de cette personne physique, un montant payé jusqu'à concurrence de 3 500 dollars en ce qui concerne les dépenses encourues conjointement ou séparément pour les intérêts hypothécaires, les réparations de la maison, les rénovations, les économies d'énergie ou les dispositifs permettant d'économiser l'eau.
- 2) Lorsque la propriété résidentielle visée au paragraphe 1) est détenue conjointement, le montant maximum déductible eu égard à cette propriété pour tout exercice fiscal sera proportionnel.
- 3) Lorsqu'une partie de la propriété résidentielle visée par le paragraphe 1) est occupée par le propriétaire et une autre partie est louée ou mise en location, le montant déductible en vertu de ce paragraphe et imputable à cette partie de la propriété occupée par le propriétaire sera tel montant et calculé de telle manière que permet le Commissaire.
- 4) Une personne qui fait valoir une déduction en vertu de l'article 12B ou de l'article 13B n'est pas habilitée à faire valoir des déductions accordées en vertu du présent article.
- 5) Le présent article s'applique et prend effet à partir de l'exercice fiscal 1996.

Déduction du
domicile
1996-5

37A.-37A.1. *Abrogé par 1992-28.*

SECTION OA

Calcul du revenu imposable: Achat de nouvelles actions dans une société anonyme par actions

- 37B. 1)** Lors du calcul du revenu imposable pour un exercice fiscal d'une personne physique qui achète des actions dans des sociétés anonymes par actions pour un coût ne dépassant pas 10 000 dollars en tout, il sera déduit du revenu imposable de cette personne physique un montant égal au coût des actions.

Déduction
concernant les
nouvelles
actions
1996-30

Fonds
commun de
placement:
Calcul du
revenu
imposable
1998-42

- 37F.** 1) Lors du calcul du revenu imposable d'un fonds commun de placement pour un exercice fiscal, il sera déduit la partie imposable de son revenu imposable pour cet exercice fiscal telle que désignée par le fonds commun de placement en ce qui concerne des unités particulières, des actions ou autres intérêts sur capitaux propres dans le fonds détenus par un détenteur d'unités, un actionnaire ou autre investisseur.
- 2) Le total des montants déductibles en vertu du paragraphe 1) pour un exercice fiscal n'excédera pas le montant qui constituerait le revenu du fonds pour l'année si aucune déduction n'avait été faite en vertu de ce paragraphe.
- 3) Un montant désigné ne sera pas inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable pour l'exercice fiscal au cours duquel cette désignation a été faite, sauf si une distribution de ce montant aux détenteurs d'unités, aux actionnaires et autres investisseurs a été réalisée.

SECTION P

Calcul du revenu imposable: Déduction pour personnes indépendantes

38. Abrogé par 1992-28.

SECTION PA

Calcul du revenu imposable: Déduction de base

38A. Abrogé par 1992-28.

Abattements
1992-28

38B. 1) Lors du calcul du revenu imposable d'une personne physique pour un exercice fiscal, il sera déduit du revenu imposable de cette personne physique, les montants suivants tels qu'applicables, à savoir:

1998-8

a) sous réserve du point b), un montant de 15 000 dollars eu égard à l'exercice fiscal 1998 et aux exercices fiscaux ultérieurs;

1669-30
1998-8

b) dans le cas d'une personne physique âgée de 60 ans ou plus et percevant une pension, un montant de 30 000 dollars eu égard à l'exercice fiscal 1998 et aux exercices fiscaux ultérieurs;

c) dans le cas d'une personne physique dont le conjoint n'a pas perçu de revenus au cours de l'année et qui, pendant cette année, soit a entièrement subvenu aux besoins de son conjoint, soit a vécu généralement avec son conjoint, 3 000 dollars eu égard à l'exercice fiscal 1995 et aux exercices fiscaux ultérieurs;

d) dans le cas d'une personne physique qui, au cours de l'exercice fiscal, a subvenu aux besoins de son enfant ou de l'enfant de son conjoint:

i) eu égard à l'exercice fiscal 1993, 500 dollars; et

ii) eu égard à l'exercice fiscal 1994 et les exercices fiscaux ultérieurs, 1 000 dollars;

pour ce qui concerne chacun des enfants, dont le nombre n'est pas supérieur à deux, âgé de moins de 18 ans ou ayant atteint l'âge de 18 ans mais n'ayant pas atteint l'âge de 25 ans au terme de l'exercice fiscal et ayant suivi, au cours de l'exercice fiscal, un enseignement à temps plein dans un établissement éducatif.

- 2) Lors du calcul du revenu imposable d'une personne physique, une seule déduction pourra être effectuée en vertu du paragraphe 1) en ce qui concerne toute personne à l'égard de laquelle une déduction est opérée en vertu de ce paragraphe.
- 3) Lorsque plus d'une personne physique a droit à une déduction en vertu du paragraphe 1) à l'égard de la même personne au cours du même exercice fiscal, le montant total qui pourra être déduit par ces personnes physiques en ce qui concerne cette personne au cours de l'exercice fiscal sera égal au montant que l'une de ces personnes physiques serait habilitée à déduire, à défaut du présent paragraphe, en ce qui concerne cette personne et la part de ce montant que chacune de ces personnes physiques pourra déduire en ce qui concerne cette personne au cours de cet exercice fiscal pourra être convenue entre elles et, à défaut d'accord, sera fixée par le Commissaire.
- 4) Aucune déduction ne pourra être effectuée lors du calcul du revenu imposable d'une femme mariée vivant généralement avec son mari en ce qui concerne les déductions autorisées en vertu du paragraphe 1 *d)* sauf si elle fournit une preuve, jugée satisfaisante par le Commissaire, du fait que son mari renonce à faire valoir ses droits sur ces déductions.
- 5) Les montants susceptibles d'être déduits en vertu du paragraphe 1) en ce qui concerne une personne visée à l'alinéa i) ou ii) du point *d)* de ce paragraphe ne seront pas réduits du fait de tout revenu imposable de cette personne qui:
 - a)* consiste en traitements, salaires, paiement d'heures supplémentaires, primes, commissions ou un montant eu égard à des services; et
 - b)* est affecté, de façon jugée satisfaisante par le Commissaire, aux frais d'éducation de cette personne.
- 1993-8 6) Pour l'exercice fiscal 1995 et les exercices fiscaux ultérieurs, une personne mariée peut faire valoir la déduction autorisée en vertu du paragraphe 1) *c)* nonobstant le fait que son conjoint a perçu un revenu, au cours de l'exercice fiscal, résultant du paiement d'intérêts et de dividendes pour un montant qui ne sera pas supérieur à 800 dollars.
- 1993-8 7) Pour l'exercice fiscal 1995 et les exercices fiscaux ultérieurs, le conjoint d'une personne dont le revenu est exonéré de l'impôt en vertu de l'article 9 ou de toute autre disposition législative, n'est pas habilité à faire valoir la déduction autorisée en vertu du paragraphe 1) *c)*.

1993-8

- 8) Une personne qui réunit les conditions requises pour bénéficier d'une déduction en vertu du point *b*) du paragraphe 1) eu égard à l'exercice fiscal 1992, est habilitée, pour cet exercice fiscal, soit à bénéficier de cette déduction, soit à bénéficier des déductions permises, pour cet exercice fiscal, en raison de:
- i) bénéfices reportés;
 - ii) paiements annuels;
 - iii) frais médicaux;
 - iv) services ménagers;
 - v) associations;
 - vi) propriété occupée par le propriétaire;
 - vii) nouvelles actions dans une société anonyme par actions, dans une société à responsabilité limitée ou dans les deux;
 - viii) location d'une propriété résidentielle; et
 - ix) personnes à charge.

SECTION Q

Calcul du revenu imposable: Dispositions générales

Déductions
pour
non-résidents
1985-6
1990-2
1992-28

- 39. 1)** Sous réserve du paragraphe 2), lors du calcul du revenu imposable d'une personne non résidente pour un exercice fiscal, aucune déduction ne pourra être opérée en vertu de l'article 38B.
- 2) Lors du calcul du revenu imposable pour un exercice fiscal d'une personne physique non résidente qui est citoyenne du Commonwealth pendant tout l'exercice fiscal, des déductions seront autorisées en vertu de l'article 38B, mais les montants déductibles en vertu de cet article seront réduits de façon telle que le montant de l'impôt exigible ne soit pas inférieur au montant qui représente la même proportion vis-à-vis du montant qui serait exigible de cette personne physique si l'impôt était applicable à la totalité de son revenu provenant de toutes les sources, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Barbade, que le montant de son revenu imposable, en vertu de la présente loi, représente vis-à-vis du montant de son revenu total provenant de toutes les sources.

1992-28

SECTION R

Règles diverses

- 40. 1)** Aux fins de la présente loi, une fiducie ou un legs, autre qu'un fonds commun de placement, sera, eu égard à la propriété en fiducie ou en legs et eu égard au revenu en résultant, considéré comme une personne distincte.
- 2) Lors du calcul du revenu imposable d'une fiducie ou d'un legs, autre qu'un fonds commun de placement, il sera déduit la partie du montant, qui ferait autrement partie du revenu imposable pour l'exercice fiscal, telle que payable à un bénéficiaire au cours de cet exercice fiscal.

Fiducie et legs

- 3) Aux fins du présent article et du point *k*) de l'article 8, un montant ne sera pas considéré comme exigible au cours d'un exercice fiscal à moins qu'il ait été payé au cours de l'exercice à la personne à laquelle il était payable ou à moins que la personne ait été habilitée, au cours de cette année, à en imposer le paiement.
 - 4) Lors du calcul du revenu imposable d'une fiducie ou d'un legs pour un exercice fiscal, aucune déduction ne sera opérée en vertu de l'article 36B, 36C ou 38B. 1992-28
1993-8
- 41. 1)** Aux fins de la présente loi, un fonds commun de placement enregistré sera considéré comme une société résidente de la Barbade et les personnes détentrices d'un intérêt dans ce fonds commun de placement enregistré seront considérées comme des actionnaires de cette société, avec les actionnariats des personnes détentrices d'un intérêt dans ce fonds commun de placement enregistré étant considérées comme représentant la même proportion que leurs intérêts dans le fonds commun de placement enregistré.
- 2) Aux fins de la présente loi, le revenu d'un fonds commun enregistré pour un exercice fiscal sera considéré comme ayant été distribué en tant que dividende aux moments suivants, à savoir:
 - a) lorsque le revenu a réellement été distribué au cours de cet exercice fiscal aux personnes détentrices d'intérêts dans le fonds commun de placement enregistré, à la date à laquelle la distribution a été effectuée; et
 - b) lorsque le revenu n'a pas été distribué au cours de cet exercice fiscal aux personnes détentrices d'intérêts dans le fonds commun de placement enregistré, à la date à laquelle le revenu aurait été distribué si la décision la plus rapide possible avait été prise, en vertu des conditions du fonds commun de placement, pour la distribution de ce revenu.
 - 3) Nulle personne n'exercera ou ne prétendra exercer les activités de transactions de titres ou de tout autre bien quel qu'il soit, en tant que gestionnaire, administrateur fiduciaire ou à un autre titre, au nom d'un fonds commun de placement à moins que ce fonds commun de placement soit un fonds commun de placement enregistré.
 - 4) Nulle personne, à la Barbade:
 - a) n'agira en tant qu'agent ou représentant de;
 - b) n'invitera ou ne sollicitera aucune personne pour l'achat d'un intérêt dans; ni
 - c) ne publiera ou ne fera publier une invitation adressée à toute personne pour l'achat d'un intérêt dans;
 un fonds commun de placement qui n'est pas un fonds commun de placement enregistré.

DIVISION S

Taux d'imposition

Taux
d'imposition
pour les
personnes
physiques
1992-28

- 42. 1)** L'impôt exigible d'une personne sur son revenu imposable pour un exercice fiscal se présente comme suit:
- a) pour l'exercice fiscal 1992:
 - i) 20 pour cent de chaque dollar entier du revenu imposable jusqu'à concurrence de 15 000 dollars inclus.
 - ii) 30 pour cent de chaque dollar entier du revenu imposable au-delà de 15 000 dollars et jusqu'à concurrence de 25 000 dollars; et
 - iii) 40 pour cent de chaque dollar entier du revenu imposable au-delà de 25 000 dollars; et
 - b) pour l'exercice fiscal 1993 et les exercices fiscaux ultérieurs:
 - i) 25 pour cent de chaque dollar entier du revenu imposable jusqu'à concurrence de 24 200 dollars inclus; et
 - ii) 40 pour cent de chaque dollar entier du revenu imposable au-delà de 24 200 dollars.
- 2) Nonobstant le paragraphe 1), lorsque l'impôt qui aurait été exigible d'une personne pour un exercice fiscal est inférieur à 1 dollar, aucun impôt ne sera payable par cette personne pour cet exercice fiscal.
- 43. 1)** Sous réserve de la présente loi, avec effet à partir du 1^{er} juillet 1992 et pour l'exercice fiscal 1993 ainsi que pour les exercices fiscaux ultérieurs, l'impôt exigible d'une société sur son revenu imposable est égal à 40 pour cent de chaque dollar complet de ce revenu imposable.
- 2) Lorsque la période fiscale d'une société prend fin à tout moment entre le 1^{er} juillet 1992 et le 31 décembre 1992, l'impôt exigible de cette société sera calculé sur son revenu imposable pour l'exercice fiscal 1992, réparti selon le nombre de mois de cette période fiscale entrant dans la période qui précède immédiatement le 1^{er} juillet 1992 et le nombre de mois de la période fiscale de la société entre le 1^{er} juillet 1992 et le 31 décembre 1992.
- 3) Pour dissiper toute équivoque, il est déclaré par la présente que l'impôt exigible d'une société eu égard à son revenu imposable obtenu pendant toute partie de la période fiscale précédant immédiatement le 1^{er} juillet 1992 est égal à 35 pour cent de chaque dollar entier de ce revenu imposable.

Taux
d'imposition
pour les
sociétés en
général
1992-28

- 43A. 1)** Outre l'impôt exigible, en vertu de l'article 43, d'une autre société qu'une société considérée comme une personne distincte exerçant des activités d'assurance-vie d'une compagnie d'assurances, il sera payé par cette société, eu égard à l'exercice fiscal 1978 et chaque exercice fiscal ultérieur, un impôt tel que spécifié au paragraphe 2).

Taux
d'imposition
sur les activités
des
compagnies
d'assurance
générale
1978-44

- 2) Nonobstant l'article 43, le taux d'imposition payable par une société exerçant des activités d'assurance générale se présentera comme suit: 1993-8
- a) en ce qui concerne une société exerçant des activités d'assurance sur les biens, 5 pour cent de la prime directe brute en ce qui concerne les assureurs résidents et non-résidents; et
 - b) en ce qui concerne une société exerçant des activités d'assurance autres que sur les biens, 3 pour cent de la prime directe brute en ce qui concerne les assureurs résidents et non-résidents.
- 1998-31 3) Le présent article s'applique uniquement aux activités d'assurance inscrites à la Barbade, à l'égard desquelles les risques ont leur source à la Barbade, et l'impôt sur ces activités sera payé au plus tard le 30 juin de l'année faisant suite à l'exercice fiscal pour lequel l'impôt est exigible.
- 4) Aux fins du présent article:
- 1983-21 "prime directe brute" s'entend du total de toutes les primes directes perçues ou à percevoir des personnes assurées mais n'inclut pas les primes reçues résultant de l'acceptation d'activités de réassurance;
- "activités d'assurance sur les biens" a le sens qui lui est assigné par l'article 2 de la *Loi sur les assurances*.
- Chapitre 310
- Taux d'imposition pour les compagnies d'assurance 1992-28
- 44. 1)** Nonobstant l'article 43 mais sous réserve du paragraphe 2), le taux d'imposition payable par une société considérée comme une personne distincte exerçant les activités d'assurance-vie d'une compagnie d'assurances dont le revenu imposable est, aux fins de l'impôt exigible en vertu du présent paragraphe, calculé conformément au paragraphe 4) ou 5), le cas échéant, de l'article 19, sur son revenu imposable pour un exercice fiscal, est égal à 5 pour cent de chaque dollar entier de ce revenu imposable.
- 1993-8 2) l'impôt supplémentaire payable par une société considérée comme une personne distincte exerçant les activités d'assurance-vie d'une compagnie d'assurances sera égal:
- a) dans le cas d'une société résidente ou étrangère, au taux de 5 pour cent du revenu des primes directes brutes sur de nouvelles activités inscrites par la société pour l'exercice fiscal;
 - b) dans le cas d'une société résidente, au taux de 3 pour cent du revenu des primes directes brutes de la société pour des activités de renouvellement pour l'exercice fiscal; et
 - c) dans le cas d'une société étrangère, au taux de 5 pour cent du revenu des primes directes brutes de la société pour des activités de renouvellement pour l'exercice fiscal.

45. Nonobstant l'article 42, 43 ou 44, l'impôt exigible d'une association de souscripteurs considérée, aux termes de l'article 20, comme une personne distincte exerçant des activités distinctes pour un exercice fiscal, est égal, à partir du 1^{er} juillet 1992, à 40 pour cent de chaque dollar entier du revenu imposable de cette personne distincte pour cet exercice fiscal.

Taux
d'imposition
pour les
associations de
souscripteurs
1978-44
1991-9

46-46A. *Abrogés par 1986-2.*

46B. Nonobstant les articles 42 à 45, l'impôt exigible d'une personne sur toute partie de son revenu imposable qui représente les intérêts sur les fonds d'État, qu'ils soient émis avant ou après le 17 janvier 1972¹, pour un exercice fiscal, n'excédera pas 12,5 pour cent de chaque dollar entier de cette partie du revenu imposable.

Taux
d'imposition
pour les fonds
d'État
1971-42
1972-9
1986-2
1996-5

46C. *Abrogé par 1985-6.*

SECTION T

Impôts spéciaux

47. Lorsqu'une personne reçoit, au cours d'un exercice fiscal, une somme forfaitaire à titre de rendement des cotisations dans le cadre d'un régime de retraite enregistré, dans ce cas, nonobstant le point g) de l'article 8, elle peut opter pour que ce paiement ne soit pas inclus dans le calcul de son revenu imposable pour l'exercice fiscal et, si elle fait ce choix, elle paiera un impôt supplémentaire eu égard à cet exercice fiscal, qui sera égal à la partie du montant de ce paiement représentant la même proportion vis-à-vis du montant de ce paiement que le montant total de l'impôt exigible, en vertu de la présente loi, de cette personne pour les trois exercices fiscaux précédents, représente vis-à-vis des revenus imposables de cette personne pendant les trois exercices fiscaux précédents.

Rendement de
cotisations
dans le cadre
de régimes de
retraite
enregistrés

Montants
considérés
comme reçus
en cas de
liquidation

48. Lorsqu'un actionnaire est considéré avoir reçu, au cours d'un exercice fiscal, un montant considéré comme distribué du total des profits non distribués en vertu de l'article 28, dans ce cas, nonobstant l'article 28, il peut opter pour que ce montant ne soit pas inclus dans le calcul de son revenu imposable pour l'exercice fiscal et, s'il fait ce choix, il paiera sur ce montant un impôt supplémentaire en ce qui concerne cet exercice fiscal, à un taux égal à la moyenne des taux les plus élevés payables par lui sur son revenu imposable au cours des trois exercices fiscaux précédents.

Primes
converties en
actions
1980-12
1986-2

48A. L'impôt est payable par le vendeur d'actions visé par les points l) et m) de l'article 8, au taux le plus élevé payable par le vendeur sur son revenu imposable pour l'année au cours de laquelle les actions sont vendues.

¹ Date de début de la *Loi de l'impôt sur le revenu (modifiée)*, 1971-42.

Impôt retenu à la base sur les intérêts perçus par les personnes physiques et les sociétés 1993-8

- 48B.** 1) Nonobstant les dispositions de l'article 42, l'impôt retenu à la base et payé de la manière visée à l'article 64C représente le paiement intégral de cet impôt sur les intérêts d'une personne résidente.
- 2) pour dissiper toute équivoque, il est déclaré par la présente que le paragraphe 1) ne s'applique pas à une personne engagée dans des activités de prêt de fonds et l'impôt retenu à la base en vertu de l'article 64C, eu égard à une telle personne ou société, constitue un paiement anticipé de l'impôt de cette personne ou société.

Impôt retenu à la base sur les dividendes reçus par des personnes physiques 1993-8

- 48C.** Nonobstant les dispositions de l'article 42, l'impôt retenu à la base et payé de la manière visée à l'article 65 4A) représente le paiement intégral de l'impôt en ce qui concerne le revenu représenté par les dividendes d'une personne résidente.

PARTIE III

Administration et mise en application

SECTION U

Personnel et confidentialité

Commissaire et membres du personnel

- 49.** 1) Le Commissaire administrera et mettra en application la présente loi ainsi que d'autres lois relatives à l'impôt sur le revenu, et contrôlera et supervisera toutes les personnes employées pour l'assister dans l'administration et la mise en application de la présente loi ainsi que de ces autres lois.
- 2) Le Commissaire et les autres cadres et membres du personnel tels que nécessaires pour administrer et mettre en application la présente loi ainsi que les autres lois relatives à l'impôt sur le revenu seront des fonctionnaires publics.
- 3)¹ Toute fonction conférée par la présente loi au Commissaire peut être exercée par tout fonctionnaire public autorisé par le commissaire à cet effet.

1983-21

50. Le Commissaire et tout fonctionnaire ou autre personne employé pour administrer et mettre en application la présente loi ainsi que les autres lois relatives à l'impôt sur le revenu, spécifiquement désigné par le Commissaire à cet effet, peut, dans un but lié à l'administration et la mise en application de la présente loi ainsi que de ces autres lois, recevoir des serments et prendre et recevoir des déclarations écrites sous serment, des déclarations et affirmations, et tels serments, déclarations écrites sous serment, déclarations et affirmations auront la même force et le même effet que s'ils avaient été pris et reçus par un juge de paix.

Réception des serments

51. Le Commissaire, les membres de la Chambre de recours de l'impôt sur le revenu, ainsi que les fonctionnaires et autres personnes employées pour administrer et mettre en application la présente loi ainsi que les autres lois relatives à l'impôt:

Confidentialité

¹ La date d'entrée en vigueur est le 16 mai 1983.

- a) respecteront et contribueront à faire respecter la confidentialité de toutes les affaires relatives à la présente loi et aux autres lois concernant l'impôt sur le revenu dont ils auront connaissance et ne divulgueront aucune affaire de ce genre à aucune personne, hormis dans le but d'administrer et de faire appliquer la présente loi ou toute autre loi de la Barbade; et
- b) avant de commencer à remplir toute fonction en rapport avec leur charge ou leur emploi, ils recevront et signeront le serment de fidélité et de confidentialité prescrit.

SECTION V

Déclarations de revenus

- 52. 1)** Chaque société et chaque autre personne ayant exercé des activités au cours d'un exercice fiscal, qu'un revenu imposable ait ou non été obtenu par cette personne au cours de cet exercice fiscal, devra remettre au Commissaire une déclaration de son revenu imposable pour cet exercice fiscal, de même que les informations supplémentaires telles que prescrites, le tout étant présenté sur le formulaire prescrit, au plus tard:

Déclarations
de revenus et
estimation de
l'impôt
1975-8

1990-2

- a) dans le cas d'une société dont la période fiscale prend fin à tout moment pendant la période:
 - i) du 1^{er} janvier au 30 septembre de toute année (les deux dates étant incluses), en ce qui concerne le revenu de l'exercice fiscal 1990 et chaque exercice fiscal ultérieur, le 15 mars;
 - ii) du 1^{er} octobre au 31 décembre de toute année (les deux dates étant incluses), en ce qui concerne le revenu de l'exercice fiscal 1990 et chaque exercice fiscal ultérieur, le 15 juin; et

- b) dans le cas de toute autre personne, le 30 avril;

de l'année faisant suite à l'exercice fiscal ou au cours de la période ultérieure telle que le Commissaire peut l'autoriser par écrit, sur demande écrite adressée au Commissaire avant la date prescrite par le présent article au cours de tel exercice fiscal suivant.

- 2) Toute personne qui n'est pas tenue de remplir une déclaration de son revenu imposable pour un exercice fiscal en vertu du paragraphe 1) et qui était, au cours de cet exercice fiscal:

- a) propriétaire d'un terrain;
- b) propriétaire d'un bien autre qu'un terrain, duquel un revenu imposable a été obtenu;
- c) un fonds commun de placement ou un legs;

1992-28

- d) une personne dont le conjoint soit n'avait pas de revenus, soit avait le revenu décrit à l'article 38B 6) pour l'exercice fiscal 1995 et les exercices fiscaux ultérieurs, et:
 - i) qui a entièrement subvenu aux besoins de son conjoint;

- 1998-8
- ii) dont le conjoint résidait généralement avec elle, et dont le revenu imposable provenant d'un emploi était supérieur à 15 000 dollars; et
 - e) une personne, autre qu'une personne telle que décrite au point d), dont le revenu imposable est supérieur à 15 000 dollars; 1998-8
 - f) une personne, autre qu'une personne telle que décrite au point b) du paragraphe 1) de l'article 38B, dont le revenu est supérieur à 30 000 dollars, avec effet à partir de l'exercice fiscal 1998; 1992-28
1998-8
- remettra au Commissaire une déclaration de son revenu imposable pour l'exercice fiscal, accompagnée des informations supplémentaires telles que prescrites, le tout sur le formulaire prescrit, pour le 30 avril au plus tard de l'année qui suit cet exercice fiscal.
- 3) Lorsque des activités sont exercées par deux ou plusieurs personnes conjointement, le partenaire qui est résident de la Barbade et dont le nom est inscrit dans l'accord de partenariat avant tout autre partenaire résident de la Barbade ou, lorsqu'il n'y a pas d'accord écrit de partenariat, le partenaire le plus ancien qui est résident de la Barbade, remettra au Commissaire une déclaration du revenu imposable du partenariat pour un exercice fiscal, accompagnée des informations supplémentaires telles que prescrites et comprenant une déclaration des noms et adresses de tous les partenaires au cours de cet exercice fiscal ainsi qu'une déclaration de la part du revenu imposable du partenariat à laquelle a droit chaque partenaire, le tout sur le formulaire prescrit, pour le 30 avril au plus tard de l'année qui suit cet exercice fiscal ou au cours de telle période ultérieure que le Commissaire peut autoriser par écrit sur demande écrite adressée au Commissaire avant le 30 avril de cette année suivante.
 - 4) Une déclaration de revenus imposable présentée comme étant faite par ou au nom de toute personne sera considérée, à tous égards, comme ayant été faite par cette personne ou, le cas échéant, avec son autorisation, sauf preuve du contraire.
 - 5) Chaque société et chaque autre personne requise, aux termes du présent article, de remplir une déclaration de son revenu imposable pour un exercice fiscal, devra, dans cette déclaration, conformément à la présente loi:
 - a) exposer les déductions du revenu imposable qu'elle souhaite faire valoir;
 - b) calculer son revenu imposable; et
 - c) estimer le montant de l'impôt payable par elle.

SECTION W

Estimations

- | | |
|-----------------------------|--|
| Estimations | <p>53. 1) Le Commissaire déterminera le revenu imposable d'un exercice fiscal pour toute personne de laquelle un impôt est exigible pour cet exercice fiscal et évaluera le montant de l'impôt exigible de chacune pour cet exercice fiscal.</p> <p>2) Le Commissaire réalisera une estimation en vertu du paragraphe 1) nonobstant le fait qu'aucune déclaration de revenus n'ait été remise par la personne assujettie à l'imposition en vertu de ce paragraphe.</p> <p>3) Lors de la réalisation d'une estimation en vertu du paragraphe 1), le Commissaire n'est pas lié par les informations contenues dans une déclaration remise par la personne faisant l'objet d'une estimation ni par d'autres informations fournies par, au nom de ou concernant cette personne.</p> |
| Réestimations | <p>54. 1) Après la réalisation d'une estimation à l'égard d'une personne pour un exercice fiscal, le Commissaire peut faire une réestimation du montant de l'impôt payable par cette personne en ce qui concerne cet exercice fiscal:</p> <p style="margin-left: 40px;">a) à tout moment, lorsque la personne a fait une fausse déclaration ou n'a pas dévoilé tout fait essentiel en établissant la déclaration ou en fournissant les informations requises conformément à la présente loi; ou</p> <p style="margin-left: 40px;">b) dans un délai de neuf ans après le terme de cet exercice fiscal, dans tous les autres cas.</p> <p>2) Lorsqu'une estimation ou une réestimation a fait l'objet d'un recours auprès de la Chambre de recours de l'impôt sur le revenu ou auprès de la Cour suprême, aucune réestimation ne peut être réalisée en ce qui concerne cette personne pour l'exercice fiscal à moins que cette personne n'ait fait une fausse déclaration ou n'ait pas dévoilé tout fait essentiel en établissant sa déclaration ou en fournissant les informations requises conformément à la présente loi.</p> |
| 1986-2
1990-2 | |
| Notifications d'estimations | <p>55. Après la réalisation d'une estimation ou d'une réestimation en ce qui concerne une personne pour un exercice fiscal, le Commissaire peut délivrer une notification d'estimation ou de réestimation à cette personne, indiquant le montant de l'impôt exigible de cette personne en ce qui concerne cet exercice fiscal.</p> <p>56. Sous réserve uniquement d'une réestimation sur objection ou autrement ou d'une estimation ou estimation définitive réglée en appel, conformément à la présente loi, une estimation ou réestimation sera définitive et contraignante nonobstant tout défaut ou omission dans celle-ci ou dans toute procédure en vertu de la présente loi s'y rapportant.</p> |

Finalité des estimations

SECTION X

Objections

57. 1) Une personne qui conteste son estimation ou toute partie de celle-ci peut élever une objection à l'encontre de l'estimation dans un délai de 21 jours à compter de la date de notification de l'estimation ou, le cas échéant, de notification de réestimation en remettant au Commissaire une notification d'objection. Objections
- 2) Une notification d'objection s'effectuera par écrit et, autant que possible, mentionnera les motifs précis de l'objection à l'estimation.
- 3) Dès qu'il sera possible de manière opportune, après réception d'une notification d'objection, le Commissaire donnera à la personne qui élève une objection à l'encontre de l'estimation, l'opportunité de soutenir son objection en soumettant ses conclusions orales ou écrites au Commissaire et le Commissaire procédera ensuite à un examen de l'estimation et soit confirmera l'estimation, soit effectuera une réestimation.
- 4) Aussitôt que le Commissaire aura soit confirmé l'estimation, soit effectué une réestimation, il délivrera, à la personne qui a élevé une objection à l'encontre de l'estimation, une notification de confirmation ou, le cas échéant, de réestimation.
- 5) Lorsqu'une personne a élevé une objection à l'encontre d'une estimation et a reçu une notification de confirmation ou de réestimation, il ne peut élever d'autre objection auprès du Commissaire en ce qui concerne cette estimation telle que confirmée ou cette réestimation.
- 6) Lorsqu'il existe des motifs valables pour lesquels les délais établis par le présent article ne peuvent être respectés, le Commissaire peut prolonger le délai imparti par le présent article pour une durée fixe qu'il devra déterminer:
- d) le Président de la chambre peut assigner tout témoin et lui demander de témoigner sous serment ou autrement et de produire tels documents ou choses en sa possession ou sous son contrôle que le Président considère utiles pour rendre une décision;
 - e) sous réserve du présent article et de toutes règles concernant la Chambre, le Président de la chambre peut déterminer la procédure à suivre en appel; et
 - f) la Chambre n'a pas le pouvoir de condamner aux dépens.
- 7) Lorsque les membres de la Chambre de recours de l'impôt sur le revenu, qui entendent un recours, ne sont pas unanimes dans leur décision, la décision de la majorité constituera la décision de la Chambre.
- 8) La Chambre de recours de l'impôt sur le revenu, par ordonnance:
- a) confirmera l'estimation ou la réestimation ayant fait l'objet du recours; ou

- b) renverra l'estimation au Commissaire avec des instructions pour effectuer une estimation telle que jugée;

et le Secrétaire transmettra un exemplaire de l'ordonnance à la requérante et un exemplaire de l'ordonnance au Commissaire, chaque fois accompagnée d'un exposé écrit des motifs de la décision de la Chambre.

- 9) Lorsque la Chambre de recours de l'impôt sur le revenu a renvoyé une estimation ou réestimation au Commissaire avec des instructions pour effectuer une estimation telle que jugée, le Commissaire effectuera une estimation telle que jugée, conformément à ces instructions et délivrera une notification d'estimation jugée à la requérante.
- 10) Si une requérante estime qu'une notification d'estimation jugée n'est pas conforme aux instructions de la Chambre de recours de l'impôt sur le revenu, elle pourra s'adresser au Président de la Chambre qui, par ordonnance, déterminera le contenu de la notification d'estimation jugée qui sera alors délivrée par le Commissaire à la requérante.

60. 1) Toute personne:

- a) qui a élevé une objection à l'encontre d'une estimation et qui a reçu une notification de confirmation ou une notification de réestimation; ou
- b) qui a fait appel à la Chambre de recours de l'impôt sur le revenu et:
- i) qui a reçu une notification d'estimation jugée; ou
- ii) dont l'estimation ou la réestimation a été confirmée par la Chambre;

peut faire appel de la décision du Commissaire ou, le cas échéant, de la décision de la Chambre, auprès de la Cour suprême dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle la notification de confirmation ou la notification de réestimation lui a été délivrée, ou, le cas échéant, la date à laquelle l'estimation ou la réestimation a été confirmée par la Chambre.

- 2) Le Commissaire peut faire appel de la décision contenue dans une ordonnance de la Chambre de recours de l'impôt sur le revenu auprès de la Cour suprême dans un délai de 30 jours après l'établissement de l'ordonnance.
- 3) Un appel auprès de la Cour suprême sera formé par une citation qui devra être désignée en tant que citation relative à l'estimation de l'impôt sur le revenu habilitée sur la question de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et sur la question de l'estimation de la personne dont l'estimation est contestée, en la désignant, pour un certain exercice fiscal, en le désignant.
- 4) Chaque citation relative à l'estimation de l'impôt sur le revenu contiendra des informations, exposées brièvement, sur l'estimation litigieuse.

Recours auprès
de la Cour
suprême

Chapitre 73

- 5) Chaque citation relative à l'estimation de l'impôt sur le revenu devra être retournée dans un délai de 14 jours et sera remise:
 - a) au Commissaire ou, le cas échéant, à la personne dont l'estimation est contestée; et
 - b) au Secrétaire de la Chambre de recours de l'impôt sur le revenu en cas d'appel d'une décision de la Chambre;et lorsqu'une citation relative à l'estimation de l'impôt sur le revenu est remise au Secrétaire de la Chambre de recours de l'impôt sur le revenu, le Secrétaire transmettra, dans un délai de 14 jours à compter de la remise de cette notification, au Greffier de la Cour suprême un dossier des procédures devant la Chambre comprenant un exposé des motifs pour la décision de la Chambre.
- 6) Sous réserve de la présente loi, les Règles de la Cour suprême applicables en ce qui concerne les procédures par voie de citation s'appliqueront avec les modifications telles que nécessaires eu égard aux procédures concernant une citation relative à l'estimation de l'impôt sur le revenu.
- 7) La procédure concernant une citation relative à l'estimation de l'impôt sur le revenu et sur toutes les questions et choses secondaires et annexes sera appliquée et observée de la même manière, et les pouvoirs du Juge et du Greffier seront les mêmes que dans le cadre d'un procès dans une action devant la Cour suprême.
- 8) Nonobstant le paragraphe 7), dans toute procédure relative à l'estimation de l'impôt sur le revenu:
 - a) l'audition se tiendra à huis clos sauf si la personne dont l'estimation est contestée demande que l'audition ait lieu en public et, si tel est le cas, l'audition se tiendra en public; et
 - b) la charge de la preuve incombera à la requérante.
- 9) Lors de la conclusion de la procédure relative à l'estimation de l'impôt sur le revenu, la Cour suprême, par ordonnance:
 - a) confirmera l'estimation ou la réestimation litigieuse; ou
 - b) renverra l'estimation au Commissaire avec des instructions pour effectuer une estimation définitive.
- 10) Lorsque la Cour suprême a renvoyé une estimation ou réestimation au Commissaire avec des instructions pour effectuer une estimation définitive, le Commissaire effectuera une estimation définitive, conformément à ces instructions et délivrera une notification d'estimation définitive à la personne dont l'estimation était contestée.

11) Si une personne dont l'estimation était contestée dans la citation relative à l'estimation de l'impôt sur le revenu estime qu'une notification d'estimation définitive n'est pas conforme aux instructions de la Cour suprême, elle pourra s'adresser au juge qui a rendu l'ordonnance de la Cour, ou si ce juge ne peut entendre la demande, à tout autre juge, pour obtenir une ordonnance déterminant le contenu de la notification définitive qui sera alors délivrée par le Commissaire à cette personne.

61. 1) Le Commissaire ou toute autre personne dont l'estimation a été contestée dans la citation relative à l'estimation de l'impôt sur le revenu peut faire appel de la décision de la Cour suprême auprès de la Cour d'appel et chaque appel de ce genre sera formé dans les délais et de la manière prescrite par toute disposition législative ou règle du tribunal aux fins des appels des décisions de la Cour suprême auprès de la Cour d'appel et sera soumise, à tous égards, à la loi relative à ces appels.

Recours auprès de la Cour d'appel et sur un point de droit du Conseil privé

2) Un appel sur un point de droit de toute décision de la Cour d'appel ne sera recevable que par le Conseil privé en vertu du présent article.

62. Lorsqu'il existe des motifs valables pour lesquels les délais eu égard aux recours à la Chambre de recours de l'impôt sur le revenu ou eu égard aux appels à la Cour suprême ne peuvent être respectés, le Président de la Chambre de recours de l'impôt sur le revenu ou, le cas échéant, un Juge de la Cour suprême peut prolonger le délai imparti pour une durée fixe qu'il devra déterminer.

Délais

63. Sous réserve du point a) du paragraphe 1) de l'article 54 et sous réserve de l'article 61:

Finalité des estimations ayant fait l'objet d'un recours

- a) une estimation définitive ou une estimation confirmée par la Cour suprême; et
- b) sous réserve également d'un appel à la Cour suprême, une estimation jugée ou une estimation confirmée par la Chambre de recours de l'impôt sur le revenu;

sera définitive et contraignante et, hormis dans le cadre d'une procédure en appel en vertu de la présente loi, ne pourra être remise en question devant aucun tribunal ni dans le cadre d'aucune procédure.

SECTION Z

Paiement

64. 1) Toute personne qui paie à toute autre personne:

Paiement anticipé par déductions

- a) un traitement ou un salaire; ou
- b) des allocations de régime de retraite, des indemnités de départ à la retraite ou d'autres prestations reprises en tant que revenu imposable en vertu de l'article 8 f); ou
- c) *abrogé par 1986-25*;
- d) des montants à l'égard d'un régime de retraite, tels que:

1992-28

- 1998-43
- i) un rendement de cotisations; ou
 - ii) des allocations reçues de, ou en vertu de ce régime; ou
- e) tous autres émoluments;
- et toute personne payant à une personne non résidente:
- i) des intérêts; ou
 - ii) des loyers; ou
 - iii) une pension alimentaire; ou
- 1998-42
- iv) des dividendes provenant de profits exonérés de l'impôt ou qui n'ont pas été imposés, autres que des dividendes payés à une personne non résidente;
- 1998-45
- A) en ce qui concerne des actions émises par un fonds commun de placement en vertu de la *Loi sur les fonds communs de placement*; ou
 - B) à l'égard desquels le Commissaire a délivré un certificat indiquant que le non-résident est exonéré de l'impôt sur le revenu sur ces dividendes en vertu de la *Loi sur les industries de pointe* ou la *Loi sur le développement industriel relatif aux industries d'exportation* ou la *Loi sur les stimulants industriels relatifs à la construction d'usines*; ou
- Chapitre 83
Chapitre 74
Chapitre 75
Chapitre 76
- 1993-8
- v) un montant susceptible d'être déduit par la personne qui effectue le paiement en vertu des articles 24C et 24D en calculant son revenu imposable; ou
- 1970-33
- vi) un montant pour le compte de, ou en règlement de ses obligations en matière d'honoraires ou de frais résultant d'un contrat pour la prestation de services de gestion ou administratifs ou de compétences de gestion, que ce contrat soit oral ou écrit et qu'il soit ou non établi à la Barbade; ou
- 1985-6
- vii) des redevances;
- déduira ou retiendra à la source le montant tel que prescrit et paiera, au moment tel que prescrit, le montant ainsi déduit ou retenu à la source au Commissaire à titre de paiement anticipé de l'impôt de la personne à laquelle ce montant aurait autrement été payé.
- 1A) Aux fins de l'alinéa vi) du paragraphe 1) e), l'impôt sera déduit ou retenu que les honoraires ou prix visés par cet alinéa aient été payés ou non.

1984-9

- 1B) Aux fins des points i), vi) et vii) du paragraphe 1) *e*), l'impôt requis pour un paiement anticipé en vertu du présent article constitue le paiement intégral de l'impôt dû sur le revenu décrit dans ces points, de la personne non résidente. 1985-6
- 2) Lorsqu'un montant a été déduit ou retenu à la source en vertu du paragraphe 1), la personne qui aurait autrement reçu ce montant sera considérée, à toutes les fins de la présente loi, comme ayant reçu ce montant à la date à laquelle elle l'aurait reçu si ce montant n'avait pas été déduit ou retenu à la source.
- 3) Un montant déduit ou retenu à la source par une personne en vertu du paragraphe 1) sera détenu en fiducie pour la Couronne par cette personne et sera conservé à part de ses autres avoirs par cette personne et ne fera pas l'objet d'une saisie eu égard à toute dette ou passif de cette personne et, dans le cas de toute liquidation, cession ou banqueroute, ce montant ne fera pas partie des biens soumis à la liquidation, la cession ou la banqueroute.
- 4) Le paiement d'un montant au Commissaire en vertu du paragraphe 1) opère en tant que règlement de toute obligation de la part de la personne qui déduit ou retient à la source ce montant à l'égard de la personne de laquelle ce montant est déduit ou retenu à la source.
- 5) Nulle clause contenue dans le paragraphe 1) *e*) vi) ou 1B) ne s'appliquera lorsqu'une firme comptable professionnelle exerçant ses activités à la Barbade paie, à sa firme associée située hors de la Barbade, un montant pour compte ou en règlement d'une obligation en matière d'honoraires ou de frais pour la prestation de services professionnels dans le cadre d'une assistance accordée à la firme rendus dans le secteur international, financier et commercial. 1990-27

64A. Le Comptable général et le Gouverneur de la Banque centrale déduiront ou retiendront à la source, sauf instructions contraires du Commissaire, un impôt au taux de 12,5 pour cent sur tout montant payé par lui à toute personne à titre d'intérêt sur les fonds d'État et, dans un délai de 30 jours à compter de cette déduction ou retenue, en notifieront les informations détaillées au Commissaire.

Paiement anticipé par déduction des intérêts sur les Fonds d'État 1971-42 1996-5

Paiement anticipé de l'impôt sur les sociétés et sur les personnes physiques exerçant des activités ou recevant des loyers 1975-8 1990-2

64B. 1) Sous réserve des paragraphes 3) à 6):

- a*) chaque société dont la période fiscale s'achève à tout moment entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre (les deux dates incluses) paiera au Commissaire, à titre de paiement anticipé de l'impôt:
- i*) eu égard à l'exercice fiscal 1990, un montant égal à 50 pour cent de l'impôt payé ou exigible sur son revenu imposable total, tel que communiqué dans sa déclaration déposée conformément à l'article 52, en ce qui concerne l'exercice fiscal précédent, pour le 15 septembre 1990 au plus tard;

- ii) eu égard à l'exercice fiscal 1991 et chaque exercice fiscal ultérieur, un montant égal à 50 pour cent de l'impôt payé ou exigible sur son revenu imposable total, tel que communiqué dans sa déclaration déposée conformément à l'article 52, en ce qui concerne l'exercice fiscal précédent, pour le 15 septembre de cet exercice fiscal au plus tard;
 - b) chaque société dont la période fiscale s'achève à tout moment entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre (les deux dates incluses) paiera au Commissaire, à titre de paiement anticipé de l'impôt:
 - i) eu égard à l'exercice fiscal 1990:
 - A) un montant égal à 50 pour cent de l'impôt payé ou exigible sur son revenu imposable total, tel que communiqué dans sa déclaration déposée conformément à l'article 52, en ce qui concerne l'exercice fiscal précédent, pour le 15 décembre 1990 au plus tard; et
 - B) un montant égal à celui mentionné à l'alinéa i) A) pour le 15 mars 1991 au plus tard;
 - ii) eu égard à l'exercice fiscal 1991 et chaque exercice fiscal ultérieur:
 - A) un montant égal à 50 pour cent de l'impôt payé ou exigible sur son revenu imposable total, tel que communiqué dans sa déclaration déposée conformément à l'article 52, en ce qui concerne l'exercice fiscal précédent, pour le 15 décembre de cet exercice fiscal au plus tard; et
 - B) un montant égal à celui mentionné à l'alinéa ii) A) pour le 15 mars de l'exercice fiscal suivant.
- 2) Sous réserve des paragraphes 3) à 7), toute personne physique qui exerce des activités ou qui reçoit des loyers, pour son compte, paiera au Commissaire, à titre de paiement anticipé de l'impôt en ce qui concerne l'exercice fiscal 1975 et chaque exercice fiscal ultérieur, trois versements qui seront chacun d'un montant égal à 25 pour cent de l'impôt payé ou payable par elle en ce qui concerne l'exercice fiscal précédent et, dans chaque cas, pour le 15 juin, le 15 septembre et le 15 décembre de cet exercice fiscal.
- 3) Lorsque, au cours de tout exercice fiscal:
- a) une société commence à exercer des activités; ou
 - b) une personne physique commence à exercer des activités ou à recevoir des loyers pour son compte;
- cette société ou cette personne physique, au plus tard 30 jours avant la date d'échéance du paiement anticipé du premier versement de l'impôt exigible en ce qui concerne l'exercice fiscal, demandera par écrit au Commissaire de déterminer le montant des versements exigibles en vertu du paragraphe 1) ou 2).

- 4) Le Commissaire peut estimer le montant de l'impôt payable, en vertu du présent article, par une société ou une personne physique lorsque cette société ou cette personne physique omet de remplir une déclaration telle que requise par l'article 52 pour l'exercice fiscal précédent et, lors de la réalisation d'une demande écrite à cette société ou à cette personne physique pour le paiement anticipé du montant ainsi estimé, le paragraphe 1) ou, le cas échéant, le paragraphe 2) s'appliquera comme si le montant ainsi estimé constituait l'estimation de cette société ou de cette personne physique.
- 5) Lorsqu'une société ou une personne physique visée au paragraphe 2):
 - a) n'était pas assujettie à l'impôt au cours de l'année précédant l'exercice fiscal;
 - b) estime que le revenu imposable eu égard à l'exercice fiscal en cours pourrait être inférieur au revenu imposable de l'exercice fiscal précédent;

cette société ou cette personne physique, au plus tard 30 jours avant la date d'échéance du paiement anticipé du premier versement de l'impôt exigible en vertu de ce paragraphe, demandera par écrit au Commissaire de déterminer une réduction, le cas échéant, du montant des versements exigibles en vertu du paragraphe 1) ou 2).

- 6) Sur demande en vertu du paragraphe 3) ou 5), le Commissaire pourra:
 - a) dans le cas d'une demande en vertu du paragraphe 3) ou en vertu du point a) du paragraphe 5), déterminer; ou
 - b) dans le cas d'une demande en vertu du point b) du paragraphe 5), s'il a la conviction que le revenu imposable eu égard à l'exercice fiscal en cours est susceptible d'être inférieur à celui de l'exercice précédent, réduire le montant des versements exigibles en vertu du paragraphe 1) ou 2).
- 7) Lorsqu'une personne physique visée au paragraphe 2) reçoit des émoluments auxquels s'applique l'article 64 1) a) à c) au cours d'un exercice fiscal, le paragraphe 2) s'appliquera à cette personne en ce qui concerne cette partie de son revenu résultant ou lui revenant de tels émoluments reçus par elle au cours de cet exercice fiscal, mais le montant de l'impôt exigible en vertu de ce paragraphe sera calculé par référence à la proportion que son revenu professionnel représente vis-à-vis de son revenu imposable total.

Impôt retenu à la source sur les intérêts payables aux personnes résidentes 1992-28 1993-8

- 64C. 1)** Lorsque tout(e) personne physique, société, mandataire, société fiduciaire, banque ou institution financière paie à une personne résidente ou créditée à son compte, au cours de tout exercice fiscal, des intérêts s'élevant à 100 dollars ou davantage, que ces intérêts soient crédités à une ou plusieurs reprises au cours de cet exercice, ce(tte) personne physique, société, avocat, société fiduciaire, banque ou institution financière retiendra sur le montant total de ces intérêts, un pourcentage tel que prescrit et paiera, au moment prescrit, le montant retenu au Commissaire.

- 2) Nonobstant le paragraphe 1), lorsque:
 - a) des intérêts sont crédités eu égard à un dépôt fixe, ces intérêts sont soumis à la retenue de l'impôt sur ceux-ci, en vertu de ce paragraphe, indépendamment du montant crédité sur ce dépôt à la date d'échéance du dépôt ou si le dépôt est prématurément retiré, à la date du retrait;
 - b) une personne est créditée avec des intérêts s'élevant à moins de 100 dollars en toute occasion au cours d'un exercice fiscal particulier, l'impôt sera déduit sur le total de 100 dollars ou davantage et retenu sur les montants ultérieurement crédités au cours de cet exercice fiscal.
- 3) Les paragraphes 2) à 4) de l'article 64 s'appliquent à l'égard de l'impôt retenu en vertu du présent article ainsi qu'ils s'appliquent à l'égard de l'impôt retenu en vertu de cet article.
- 4) Le présent article ne s'appliquera pas aux montants qui ne sont pas inclus dans le calcul du revenu imposable visé à l'article 9 1). 1996-5

64C.1. *Abrogé par 1992-28.*

- 64D.** 1) Les promoteurs de spectacles assurés par des artistes non-résidents déduiront le montant prescrit des profits bruts de ces artistes et, immédiatement après ou à tel autre moment prescrit par le Commissaire, paieront au Commissaire le montant déduit à titre de paiement intégral de l'impôt exigible eu égard à ces profits. Impôts retenus
à la source sur
le revenu des
artistes
1981-15
- 2) L'impôt en vertu du présent article et de l'article 64E est exigible nonobstant le fait que les profits qui y sont décrits n'aient pas été payés aux artistes non-résidents ou, le cas échéant, aux personnes non résidentes.
 - 3) Les paragraphes 2) à 4) de l'article 64 s'appliquent à l'égard des montants déduits en vertu de la présente section et de la section 64E ainsi qu'ils s'appliquent à l'impôt retenu en vertu de cet article.

- 64E.** 1) Lorsqu'un contrat est passé pour des services qui doivent, directement ou indirectement, être exécutés à la Barbade par des personnes non résidentes d'une autre façon que par l'exercice d'activités par le biais d'une base fixe, les personnes à la Barbade qui sont soumises à l'obligation contractuelle de payer ces services déduiront le montant prescrit des profits bruts et, immédiatement après ou à tel autre moment prescrit par le Commissaire, paieront au Commissaire le montant déduit à titre de paiement intégral de l'impôt exigible eu égard à ces profits. Impôts retenus
à la source sur
le revenu des
personnes non
résidentes
1981-15
- 2) Lorsque le paiement de services visés par le paragraphe 1) est effectué par une société résidant à la Barbade à une filiale non résidente, la société résidente déduira le montant prescrit des profits bruts conformément au paragraphe 1) et paiera le montant déduit à titre de paiement intégral de l'impôt exigible, tel que spécifié dans ce paragraphe.

3) Aux fins du présent article:

- a) une société est affiliée à une autre société si l'une d'elles est la filiale de l'autre ou si toutes deux sont des filiales du même holding ou si chacune d'elles est contrôlée par la même personne;
- b) si deux sociétés sont affiliées à la même société, au même moment, elles sont affiliées l'une à l'autre à tel moment.

4) Lorsqu'une personne omet de déduire le montant prescrit, en application du présent article, le paiement des services visés par le présent article ne peut être revendiqué en tant que dépense ou déduction aux fins de la présente loi ou de la *Loi de l'impôt sur les activités extractives du pétrole*.

Chapitre 82

Impôts retenus
à la source sur
le revenu des
fonds
communs de
placement
1998-42

64F. Chaque fonds commun de placement résident retiendra ou déduira de tout montant distribué par lui, eu égard à une unité, une action ou autre intérêt de capitaux propres détenus dans ce fonds, à une personne résidente, un montant égal à 12,5 pour cent de ce montant distribué et, dans le délai tel que prescrit, paiera le montant ainsi retenu ou déduit au Commissaire, à titre de paiement intégral de l'impôt eu égard au revenu de la personne résidente, résultant de cette unité, action ou autre intérêt de capitaux propres.

Dividendes de
sociétés
1975-8
1977-16

65. 1) Sous réserve de l'article 65A, lorsqu'une société enregistrée à la Barbade paie un dividende, autre qu'un dividende prioritaire, à un actionnaire:

- a) aucun montant ne pourra être retenu ou déduit de ce dividende pour le compte de l'impôt s'appliquant aux sociétés, au titre de l'article 3 2), et un montant retenu ou déduit en infraction avec le présent paragraphe ne sera pas considéré comme un montant d'imposition payé par l'actionnaire eu égard à tout exercice fiscal de l'actionnaire;
- b) la société délivrera à l'actionnaire un certificat selon la forme prescrite, indiquant le montant brut du dividende.

2) Chaque société résidente enregistrée à la Barbade, lors du paiement d'un dividende prioritaire à un actionnaire: 1975-8

- a) déduira ou retiendra sur ce paiement un montant égal à 40 pour cent de ce montant et, dans le délai tel que prescrit, paiera au Commissaire le montant ainsi déduit.
- b) délivrera à l'actionnaire un certificat selon la forme prescrite, indiquant le montant net du dividende, le montant déduit ou retenu en vertu du point a), ne prenant en considération aucun crédit autorisé à la Barbade pour l'impôt sur le revenu à l'étranger payé par la société, et le montant brut qui est obtenu en ajoutant au montant net du dividende le montant déduit ou retenu en vertu du point a).

- 3) La différence entre le montant brut obtenu en vertu du paragraphe 2) eu égard à un dividende payé à un actionnaire visé dans ce paragraphe et le montant net du dividende payé à cet actionnaire sera considéré représenter le montant de l'impôt payé par cet actionnaire eu égard à l'exercice fiscal de l'actionnaire au cours duquel le dividende a été payé. 1975-8
- 4) Chaque société résidente retiendra ou déduira un montant égal à 15 pour cent de tout montant payé par elle à titre de dividendes, autre que celui de dividendes, visés à l'alinéa iv) de l'article 64 1) e), dividendes ou autre distribution payés par un fonds commun de placement en ce qui concerne des actions, des unités ou autres intérêts de capitaux propres détenus dans ce fonds commun de placement et dividendes prioritaires à une personne non résidente et, dans un délai tel que prescrit, paiera au Commissaire le montant ainsi retenu ou déduit à titre de paiement intégral de l'impôt en ce qui concerne le revenu représenté par le dividende ou cette personne non résidente. 1975-8
1985-6
1998-42
- 1992-28
1993-8 4A) Chaque société résidente retiendra ou déduira un montant égal à 12,5 pour cent de tout montant payé par elle à titre de dividendes, autres que des dividendes prioritaires, à une personne résidente et, dans un délai tel que prescrit, paiera au Commissaire le montant ainsi retenu ou déduit.
- 1992-28 4B) Le paragraphe 4A) ne s'appliquera pas aux dividendes dans la mesure où ils ne peuvent être payés que sur les profits que la société qui paie les dividendes a gagnés ou sur tout autre revenu que la société a reçu avant le 1^{er} juillet 1992.
- 1996-30 4C) Le paragraphe 4A) ne s'appliquera pas aux dividendes lorsque les actions à l'égard desquelles le paiement est effectué sont délivrées à l'actionnaire au lieu d'un paiement en dividendes et sont conservées par l'actionnaire pendant une période qui ne pourra être inférieure à cinq ans à compter de la date où il en est devenu propriétaire.
- 1998-43
1999-22 4D) Le paragraphe 4A) ne s'appliquera pas aux dividendes payés par Hotel Equity Investment Fund Inc.
- 1977-16 5) Lorsque, eu égard à l'exercice fiscal 1976 et chaque exercice fiscal ultérieur, un bureau, une filiale ou une agence d'une société non résidente engagée dans un commerce ou dans des activités à la Barbade remet ou est considéré comme remettant toute part de ses profits à une telle société non résidente, résultant ou dérivant de la Barbade, ce bureau, cette filiale ou cette agence déduira ou retiendra sur ces profits un montant égal à 10 pour cent et, dans un délai tel que prescrit, paiera au Commissaire le montant ainsi retenu ou déduit.
- 1977-16 6) Aux fins du paragraphe 5), un bureau, une filiale ou une agence d'une société non résidente sera considéré avoir remis les profits visés, hormis dans la mesure où le bureau, la filiale ou l'agence a réinvesti, de façon jugée satisfaisante par le Commissaire, ces profits ou toute part de ceux-ci à la Barbade, autrement que par le remplacement de capital immobilisé.

- 1977-16
- 7) Aux fins des paragraphes 5) et 6), "profits" s'entend des profits réalisés après le paiement de tout impôt sur les revenus ou de tout impôt sur les sociétés.
- Crédit d'impôt
1987-26
- 65A.** 1) En ce qui concerne l'exercice fiscal 1987 et tout exercice fiscal ultérieur, lorsqu'une société résidente paie un dividende autre qu'un dividende prioritaire à un actionnaire résident, le bénéficiaire du dividende a droit à un crédit d'impôt égal à un taux de 15 pour cent du montant du dividende.
- 2) Lors du calcul du revenu imposable d'un actionnaire aux fins du présent article, il convient d'inclure le montant des dividendes en espèces et la valeur du crédit d'impôt. 1984-9
1987-26
- 3) Un actionnaire habilité à bénéficier d'un crédit d'impôt en vertu du présent article, peut demander à ce que son crédit d'impôt soit déduit de l'impôt sur le revenu payable sur son revenu, en vertu de la présente loi, eu égard à l'exercice fiscal au cours duquel les dividendes sont payés, et lorsque le crédit d'impôt excède l'impôt sur le revenu exigible, à ce que l'excédent lui soit payé. 1984-9
1987-26
- 4) Le présent article s'applique à un actionnaire qui est: 1987-26
- a) une personne;
- b) une fiducie distincte, instituée afin d'administrer les fonds d'un régime de retraite enregistré et exclusivement engagé dans l'administration de ces fonds; et
- c) une personne considérée comme une personne distincte exerçant, en tant que compagnie d'assurance-vie, des actions distinctes classées en tant que régime de retraite enregistré en vertu de l'article 19.
- 5) Le présent article ne s'applique pas aux dividendes visés à l'article 65 4A). 1992-28
- 65B.** En ce qui concerne l'exercice fiscal 1998 et les exercices fiscaux ultérieurs, les dispositions suivantes de la loi s'appliqueront à l'égard des paiements effectués par une compagnie d'assurances éligible. Exemptions eu égard aux compagnies d'assurance éligibles
1998-31
- a) article 64 1), alinéas i) à vii);
- b) article 64 1A);
- c) article 64 1B);
- d) article 64E 1);
- e) article 65 4).
- Crédit d'impôt: compagnies d'assurance
1998-43
1999-22
- 65C.** 1) Lorsqu'une compagnie d'assurances a investi, au cours de tout exercice fiscal, une somme d'argent dans Hotel Equity Investment Fund Inc., la compagnie sera habilitée à bénéficier d'un crédit d'impôt au taux de 48 pour cent du montant investi dans le Fond mais le crédit d'impôt ne devra toutefois pas excéder 480 000 dollars par an.

- 2) Lorsqu'une personne retire tout montant de l'investissement effectué en vertu du paragraphe 1) dans un délai de cinq ans à compter de la réalisation de l'investissement, le montant ainsi retiré sera ramené sous la forme d'un assujettissement à l'impôt pendant l'année au cours de laquelle le retrait a été effectué.
- 3) Le montant de tout crédit non utilisé:
 - a) sous réserve des dispositions de la Section K, sera utilisé pour réduire l'impôt exigible de toute filiale au sein du groupe social; ou
 - b) sera reporté pendant une période de neuf ans;mais aucun remboursement en espèces ne sera autorisé.
- 4) Le présent article s'applique à l'impôt sur les primes.

Crédit d'impôt
inverse
1998-43
1999-22.

65D. 1) Avec effet à partir de l'exercice fiscal 1998, lorsque toute personne salariée:

- a) qui est résident de la Barbade; et
- b) qui gagne moins de 13 000 dollars par an mais pas plus de 1 084 dollars par mois;

s'adresse au Commissaire, avec tel formulaire approuvé par le Commissaire, dans un délai de deux ans à dater de l'exercice fiscal au cours duquel le salaire a été gagné, cette personne aura droit à un crédit de 500 dollars.

- 2) Le paragraphe 1) ne s'applique pas:
 - a) aux personnes indépendantes;
 - b) aux administrateurs de sociétés contrôlées par cinq personnes au maximum;
 - c) aux bénéficiaires d'une fiducie ou d'un legs au sens de l'article 40;
 - d) en ce qui concerne les profits payables sur le legs d'une personne défunte.

66. 1) Chaque société:

- a) dont la période fiscale s'achève à tout moment entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre (les deux dates incluses) paiera, eu égard à l'exercice fiscal 1990 et à tout exercice fiscal ultérieur, toute partie de l'impôt estimé dans sa déclaration remplie conformément à l'article 52, en ce qui concerne cet exercice fiscal, et qui reste alors impayée, pour le 15 mars de l'exercice fiscal suivant au plus tard;
- b) dont la période fiscale s'achève à tout moment entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre (les deux dates incluses) paiera, eu égard à l'exercice fiscal 1990 et à tout exercice fiscal ultérieur, toute partie de l'impôt estimé dans sa déclaration remplie conformément à l'article 52, en ce qui concerne cet exercice fiscal, et qui reste alors impayée, pour le 15 juin de l'exercice fiscal suivant au plus tard.

Paiement de
l'impôt
1990-2

- 1A) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), l'impôt payable sur le revenu des primes d'une société visée par l'article 19 sera payé, en ce qui concerne l'exercice fiscal 1976, au plus tard le 30 juin 1977 et au plus tard le 30 juin de chaque année suivante pour chaque exercice fiscal ultérieur à l'exercice fiscal 1976. 1977-16
1977-62
- 2) Sous réserve du paragraphe 3), toute personne ayant exercé des activités, ou ayant reçu des loyers pour son compte, paiera au Commissaire:
- a) eu égard à l'exercice fiscal 1974, 25 pour cent de l'impôt qui est estimé dans sa déclaration fiscale remplie conformément à l'article 52 en ce qui concerne cet exercice fiscal, pour chacune des dates suivantes au plus tard:
- i) la date pertinente;
- ii) le 31 juillet 1975;
- iii) le 30 novembre 1975; et
- ponctuellement ou à la date pour laquelle une déclaration de revenus a été remplie sans aucune estimation de l'impôt exigible et qui était impayé au moment où le manquement a eu lieu.
- 1977-16
1977-62
1981-15
1992-28
- 2) Une personne qui omet de déduire, de retenir ou de payer un montant qu'il est requis, aux termes de l'article 19 12), 64, 64B, 64C, 64D, 64E, 65 2), 4), 4A) ou 5), de déduire retenir ou payer dans les délais impartis, paiera au Commissaire une amende égale à 10 pour cent du montant qui n'a pas été déduit, retenu ou payé, ou 10 dollars, selon le montant qui sera le plus élevé des deux.
- 1977-62
1981-15
1992-28
- 3) Une personne qui omet de déduire, de retenir ou de payer un montant qu'il est requis, aux termes de l'article 19 12), 64, 64B, 64C, 64D, 64E, 65 2), 4), 4A) ou 5) ou 66 1A), de payer au moment ou dans les délais impartis, paiera au Commissaire un montant, à titre d'intérêts, de 5 pour cent par mois, calculé pour chaque mois pendant lequel toute partie du montant est restée impayée, du montant le plus élevé qui n'avait pas été payé à tout moment au cours de ce mois.
- 4) Lorsqu'une amende ou un intérêt a été payé ou est payable par une personne en vertu du paragraphe 4 de l'article 12, ou en vertu du paragraphe 2) ou 3) du présent article, le Ministre peut, lorsque les circonstances de l'affaire lui permettent une telle indulgence, faire une remise pour l'amende ou l'intérêt en tout ou partie.
- 1984-9
- 5) Une personne qui omet de payer un montant d'imposition estimé par elle ou estimé pour elle pour un exercice fiscal pendant le délai imparti par l'article 66 ou qui omet de payer un montant imposé par l'article 46C, dans les délais impartis par cet article, paiera au Commissaire, en sus de l'impôt, une amende égale à 5 pour cent du montant de l'impôt qui était dû et impayé à l'expiration du délai imparti pour le paiement ou 10 dollars selon celui de ces deux montants qui sera le plus élevé.

1984-9

- 6) *a)* une personne visée par le paragraphe 1) ou qui omet de payer le montant d'un impôt estimé par elle ou estimé pour elle pour un exercice fiscal pendant le délai imparti par l'article 66 ou qui omet de payer un montant imposé par l'article 46C, dans les délais impartis par cet article, paiera au Commissaire, en sus de l'impôt et en sus de l'amende imposée par le paragraphe 1) ou le paragraphe 5), le montant d'un intérêt calculé au taux de 1 pour cent par mois, calculé pour chaque mois pendant lequel tout montant de l'impôt ou de l'amende est resté impayé, du montant le plus élevé de l'impôt et de l'amende qui n'avaient pas été payés à tout moment au cours de ce mois;
- b)* aux fins du point *a)*, dans le cas d'une personne visée par le paragraphe 1), le montant de l'impôt estimé pour cette personne sera considéré comme étant resté impayé à partir de la date à laquelle la déclaration de revenus devait être remise, en vertu de l'article 52.
- 7) Lorsque tout(e) amende ou intérêt a été payé ou est payable par une personne en vertu du paragraphe 1), 5) ou 6), et lorsque:
 - a)* le manquement qui a donné lieu à l'amende ou à l'intérêt s'est produit parce que la personne était:
 - i)* hors de la Barbade; ou
 - ii)* frappée d'incapacité et suivait un traitement médical au moment où le manquement s'est produit;
 et s'il a été remédié au manquement dès que cela a été raisonnablement possible après le retour de cette personne à la Barbade ou après l'arrêt de l'incapacité ou du traitement médical; ou
 - b)* lorsque les circonstances de l'affaire semblent permettre une telle indulgence;

le Ministre peut faire une remise pour l'amende ou l'intérêt, en tout ou partie.
- 8) Une personne qui, en connaissance de cause, évite ou tente d'éviter le paiement de l'impôt en vertu de la présente loi, paiera au Commissaire, outre l'impôt et outre l'amende imposée par le paragraphe 5), ainsi que l'intérêt imposé par le paragraphe 1) ou le paragraphe 6), un montant à titre d'amende égal au montant de l'impôt qu'elle a esquivé ou tenté d'esquiver.
- 9) Un montant ayant fait l'objet d'une remise en vertu du paragraphe 4) ou 7) qui a été payé au Commissaire sera remboursé par le Comptable général, sur présentation du certificat du Ministre.
- 10) Aux fins des paragraphes 5) à 9), "l'impôt" inclut "la surtaxe".

1984-9

Rembour-
sement du
trop-perçu
1984-9

- 68.** 1) Lorsque le montant payé par une personne à titre d'impôt, d'intérêt et d'amendes pour un exercice fiscal excède le montant exigible, en application de la présente loi, de cette personne pour cet exercice fiscal et lorsque la personne demande par écrit, au Commissaire, un remboursement de l'excédent dans un délai de trois ans à compter de la date de sa notification de l'estimation pour cet exercice fiscal, le Commissaire affectera le montant de cet excédent à toute obligation non encore réglée de cette personne, en vertu de la présente loi, et fera en sorte que le solde soit, le cas échéant, remboursé à cette personne.
- 2) *Abrogé par 1986-25.*
- 3) *Abrogé par 1986-25.*
- 4) Lorsque le Commissaire est assuré que toute portion du montant payé à une personne à titre de rendement des cotisations en vertu d'un régime de retraite enregistré sera réinvestie dans un autre régime de retraite enregistré, dans les délais spécifiés au point g) de l'article 8, le Commissaire remboursera directement l'impôt relatif à ce montant réinvesti à l'opérateur de cet autre régime de retraite enregistré, en faveur de la personne.

Paie-
ment du
dégrève-
ment
fiscal
1981-15

- 68A.** 1) Lorsque le dégrèvement fiscal auquel une personne a droit, en vertu de l'article 12A, pour l'exercice fiscal, excède l'obligation fiscale de la personne en vertu de la présente loi pour cet exercice fiscal, le Commissaire affectera, sur demande écrite de cette personne dans un délai de trois ans à compter de l'établissement de la déclaration pour cet exercice fiscal, le montant de l'excédent à toute obligation fiscale, en vertu de la présente loi, et, le cas échéant, remboursera le solde à cette personne.
- 2) *Abrogé par 1986-25.*

Rembour-
sements
1984-9
1986-25
1988-19

- 69.** Les remboursements en vertu de l'article 68 et de l'article 68A ainsi que les intérêts exigibles en vertu de l'article 70A, constituent une charge pour le Fonds consolidé et seront effectués par le Commissaire à partir des fonds prévus par le Comptable général à cet effet.

Certificats de
rembour-
sement
d'impôts versés
1987-26

- 69A.** 1) Une personne ayant droit à un remboursement en vertu de l'article 68 ou 68A peut, à son choix, se voir délivrer un certificat de remboursement fiscal pour la valeur du montant devant être remboursé.
- 2) Lorsque le certificat, en vertu de sa valeur nominale, ne représente pas la valeur totale du montant à rembourser, l'excédent sera remboursé à cette personne.

70. Lorsqu'une estimation de l'impôt sur une personne pour un exercice fiscal est modifiée ou réestimée, et lorsqu'une estimation jugée ou une estimation définitive a été établie, les dispositions de la présente loi eu égard au paiement, au remboursement, aux intérêts, aux amendes et à la perception s'appliqueront comme si la réestimation, l'estimation jugée ou l'estimation définitive ainsi que toute notification de réestimation, notification d'estimation jugée ou notification d'estimation définitive constituait une notification d'estimation.

Paie-
ment sur
estimation
modifiée

70A. Lorsqu'une personne remet une déclaration de revenus eu égard à l'exercice fiscal 1986 et aux exercices fiscaux ultérieurs, en vertu de l'article 52, dans les délais impartis par cet article et lorsqu'un remboursement de trop-perçu est dû à cette personne et que le remboursement n'est pas payé à cette personne dans un délai de six mois faisant suite au moment fixé par l'article 52, le Commissaire paiera à cette personne, sur le montant du trop-perçu, des intérêts calculés au taux de 1 pour cent par mois, à partir du moment ainsi fixé.

Intérêts
payables par le
Commissaire
1986-25

SECTION AA

Perception

71. Tous les impôts, intérêts, amendes, frais et autres montants payables en vertu de la présente loi constituent des dettes dues à la Couronne et sont recouvrables en tant que tels dans une procédure au civil devant la Cour suprême ou devant le tribunal d'instance du District "A", au gré de la Couronne, nonobstant le fait que le montant en question excède la limite monétaire normale de la juridiction du tribunal d'instance.

Recouvrement
des impôts

72. 1) Un montant exigible d'une personne, en vertu de la présente loi, qui est resté impayé pendant une période de 30 jours peut être certifié en relation avec cette personne par le Commissaire, dans un certificat dénommé certificat d'impôt impayé.

Certificats
d'impôts
impayés

2) Un certificat d'impôt impayé peut être présenté par le Commissaire devant la Cour suprême ou le tribunal d'instance du District "A" et sera enregistré dans le tribunal dans lequel il est présenté et, à l'expiration d'un délai de sept jours à compter de sa présentation et de son enregistrement, il acquerra la même force et le même effet qu'un jugement du tribunal dans lequel il a été enregistré en faveur de la Couronne, à l'encontre de la personne désignée sur le certificat pour le montant spécifié sur le certificat, plus:

- a) les intérêts sur ce montant tels que prévus dans la présente loi jusqu'à la date du paiement; et
- b) les frais et charges raisonnables qui accompagnent l'enregistrement du certificat;

et toutes les procédures pourront être entreprises sur base du certificat et il aura la même force exécutoire que s'il s'agissait d'un jugement rendu par le tribunal dans lequel il est enregistré.

3) Lorsqu'un certificat d'impôt impayé aura été présenté par le Commissaire devant la Cour suprême ou le tribunal d'instance du District "A", le Commissaire délivrera aussitôt une copie du certificat d'impôt impayé à la personne à laquelle le certificat d'impôt impayé se rapporte; si la copie du certificat d'impôt impayé n'est pas délivrée de la sorte dans un délai de sept jours à dater de la présentation, le paragraphe 2) cessera d'avoir effet en ce qui concerne ce certificat d'impôt impayé.

Exécution et
application de
jugements dans
certaines
circonstances
1983-33

72A. Lorsqu'un jugement:

- a) existe en vertu de l'article 72; ou
- b) est obtenu dans tout tribunal;

à l'encontre d'une personne eu égard à l'impôt sur le revenu dû par cette personne, le Commissaire pourra procéder à l'exécution et à l'application du jugement et exercer tous les recours qui s'y attachent pour satisfaire au jugement, nonobstant toute disposition législative ou règle de loi contraire relative:

- | | | | |
|--------------|---------------|--|---------|
| | c) | aux pouvoirs et devoirs d'un receveur; | |
| Chapitre 308 | d) | à l'effet d'une ordonnance de liquidation en vertu de la <i>Loi sur les sociétés</i> ; ou | |
| Chapitre 303 | e) | à l'effet d'une ordonnance de réception en vertu de la <i>Loi sur la faillite</i> . | |
| Saisie-arrêt | 73. 1) | Lorsque le Commissaire estime que toute personne est redevable à l'égard de, ou tenue de faire un paiement à une autre personne et que cette autre personne est redevable vis-à-vis de la Couronne en vertu de la présente loi, le Commissaire peut délivrer à la personne mentionnée en premier lieu une demande de paiement indiquant le nom de la personne redevable envers la Couronne ainsi que le montant de la dette envers la Couronne, y compris le taux d'intérêt sur ce montant, et lorsque cette personne mentionnée en premier lieu est l'employeur de la personne redevable envers la Couronne, le montant demandé pour chaque période étant un montant n'excédant pas un tiers de la somme payable au salarié pendant cette période, exprimé soit en dollars, soit en pourcentage de la rémunération. | 1974-11 |
| | 2) | Toute personne qui reçoit une demande de paiement en vertu du paragraphe 1) se rapportant à l'un des membres de son personnel paiera au Commissaire, au même moment où il paierait au salarié le montant demandé par le Commissaire ou le montant de la dette du salarié envers la Couronne, selon le montant qui sera le moins élevé des deux, et continuera à agir de la sorte chaque fois que son salarié aura le droit d'être payé jusqu'à la satisfaction de la dette du salarié envers la Couronne. | |
| | 3) | Toute personne qui reçoit une demande de paiement en vertu du paragraphe 1) relative à quelque autre personne que l'un des membres de son personnel paiera au Commissaire, s'il est redevable ou tenu d'effectuer un paiement à cette autre personne, le montant de sa dette ou le montant qu'il est tenu de payer à cette personne ou le montant de la dette de cette personne envers la Couronne, selon le montant qui sera le moins élevé. | |
| | 4) | Toute personne qui a acquitté toute obligation envers une personne endettée envers la Couronne en vertu de la présente loi, après avoir reçu une demande de paiement en vertu du paragraphe 1) sans satisfaire au paragraphe 2) ou 3) est redevable envers la Couronne du paiement d'un montant égal à l'obligation acquittée ou que le Commissaire lui a demandé de payer en vertu du paragraphe 2) ou 3), selon le montant qui sera le moins élevé. | |

- 5) Le paiement d'un montant au Commissaire en vertu du paragraphe 2) ou 3) opère en tant que quittance de toute obligation de la personne effectuant le paiement envers la personne à laquelle le paiement aurait été payé, à défaut du présent article, à hauteur du montant payé au Commissaire.
- 6) Le présent article est effectif nonobstant la *Loi sur la protection des salaires*. Chapitre 351

Personnes
quittant la
Barbade

74. 1) Lorsque le Commissaire soupçonne qu'une personne est sur le point de quitter la Barbade, il peut délivrer à cette personne une notification de paiement immédiat, indiquant le montant que, de l'avis du Commissaire, cette personne doit payer au titre d'impôts, intérêts ou amendes en vertu de la présente loi ou serait tenue de payer si le paiement était arrivé à son échéance, et la personne paiera aussitôt le montant spécifié dans la notification pour paiement immédiat.
- 2) Lorsqu'une personne ayant reçu une notification pour paiement immédiat ne paie pas aussitôt le montant qui y est spécifié, ce montant sera considéré comme étant resté impayé pendant une période de 30 jours, aux fins de l'article 72, et cet article sera applicable à l'égard de cette personne comme si la référence de sept jours aux paragraphes 2) et 3) de cet article était des références de 24 heures.
- 3) Un montant payé ou recouvré par suite du présent article sera considéré comme ayant été payé ou recouvré pour être affecté à l'obligation en matière d'impôts, intérêts et amendes de la personne par laquelle il a été payé ou de laquelle il a été recouvré en ce qui concerne l'exercice fiscal au cours duquel le montant a été payé ou recouvré, ou des exercices fiscaux précédents.

SECTION AB

Enquêtes

Comptes et
registres

75. 1) Toute personne exerçant des activités et toute personne qui est ou pourrait être tenue, aux termes de la présente loi, de percevoir ou de payer un impôt ou un autre montant tiendra des registres et des livres de comptes, y compris un inventaire annuel, à la Barbade, sous telle forme et contenant telles informations qui permettront de déterminer les impôts exigibles en vertu de la présente loi ou les taxes ou autres montants qui devraient être déduits, retenus ou perçus.
- 2) Sans affecter le caractère général du paragraphe 1), toute personne exerçant des activités dans le cadre desquelles un service est fourni devra établir un registre distinct de chaque transaction effectuée dans le cours de ces activités.
- 3) Lorsqu'une personne omet de tenir les registres et livres de compte adéquats aux fins de la présente loi, le Commissaire peut lui enjoindre de tenir tels registres et livres de compte qu'il peut spécifier et cette personne tiendra par la suite les registres et livres de compte tels que requis.

- 4) Toute personne requise, aux termes du présent article, de tenir des registres et des livres de compte, conservera tout registre ou livre de compte de ce genre ainsi que tout compte, pièce justificative ou autre document jusqu'à ce que la permission écrite soit obtenue du Commissaire pour leur destruction.

- 76. 1)** Une personne autorisée par le Commissaire, à toute fin liée à l'administration ou la mise en application de la présente loi, peut, à tout moment raisonnable, sur production de sa lettre d'autorisation, pénétrer dans tous locaux ou lieux où des activités sont exercées, où tout bien est conservé, où toute chose est effectuée dans le cadre de toute activité, où tous livres ou registres sont ou devraient être conservés en application de la présente loi, et:

Vérification
comptable et
pouvoirs
annexes

- a) procéder à la vérification comptable ou à l'examen des livres et registres et de tout compte, pièce justificative, lettre, télégramme ou autre document ayant trait ou pouvant avoir trait aux informations qui figurent ou devraient figurer dans les livres et les registres ou au montant de l'impôt exigible en vertu de la présente loi;
- b) examiner les biens décrits par un inventaire ou tout bien, processus ou sujet dont l'examen pourrait, selon elle, l'aider à déterminer l'exactitude d'un inventaire ou à vérifier les informations qui figurent ou devraient figurer dans les livres ou les registres ou le montant de l'impôt payable en vertu de la présente loi;
- c) requérir du propriétaire ou du gestionnaire du bien ou des activités et de toute personne présente dans les locaux ou sur place de lui apporter toute l'assistance raisonnable dans sa vérification comptable ou son examen, soit oralement soit, s'il le demande, par écrit, sous serment ou autrement et, à cet effet, demander au propriétaire ou au gestionnaire d'être présent dans les locaux ou sur place avec lui; et
- d) si, au cours d'une vérification comptable ou d'un examen, il lui apparaît qu'il y a eu violation de la présente loi ou d'un règlement, saisir, emporter et conserver tout registre, livre, compte, pièce justificative, lettre, télégramme et autre document qui pourraient s'avérer pertinents.

- 2) Le Commissaire peut, à toute fin liée à l'administration ou la mise en application de la présente loi, par lettre recommandée ou par une demande remise en mains propres requérir de toute personne:

- a) toute information ou information supplémentaire sous la forme d'une déclaration de revenus, d'une déclaration d'informations, ou autrement; et
- b) la production, ou la production sous serment de tout livre, lettre, compte, facture, extrait ou autre document;

au cours de tel délai raisonnable qui peut y être stipulé.

- 3) Le Commissaire peut, à toute fin liée à l'administration ou la mise en application de la présente loi, par un préavis écrit qui ne sera pas inférieur à sept jours, demander à toute personne de se présenter devant lui, de témoigner sous serment et de produire sous serment tous livres, lettres, comptes, factures, extraits ou autres documents se trouvant en sa possession ou sous son contrôle.
 - 4) Le Commissaire peut, à toute fin liée à l'administration ou la mise en application de la présente loi, autoriser par écrit tout fonctionnaire ou autre personne employée pour administrer et mettre en application la présente loi, accompagnée de tels membres des forces de police que cette personne réclame afin de l'aider à pénétrer et à fouiller, si nécessaire par la force, tout bâtiment, réceptacle ou endroit pour trouver des documents, livres, registres ou choses qui pourraient apporter une preuve de la violation de la présente loi ou d'un règlement, et pour saisir, emporter et conserver tous documents, livres, registres ou autres choses de ce genre.
 - 5) Lorsque tout livre, registre ou autre document a été saisi, examiné ou produit en vertu du présent article, la personne par laquelle ils ont été saisis ou examinés ou devant laquelle ils ont été produits, peut en faire ou en faire exécuter une ou plusieurs copies et un document, présenté comme étant certifié par le Commissaire en tant que copie réalisée en application du présent paragraphe, est recevable en tant que preuve et a la même force probante que le document original aurait eu s'il avait dû être prouvé de manière ordinaire.
 - 6) Nulle personne n'entravera, ne molestera ni n'interférera avec toute personne réalisant toute chose pour laquelle elle est autorisée par ou en application du présent article, ni n'empêchera ou ne tentera d'empêcher toute personne réalisant toute chose de ce genre et, nonobstant toute autre législation contraire, toute personne fera toute chose qu'elle est requise de faire, aux termes du présent article.
 - 7) Sans affecter le caractère général du présent article, le présent article s'applique aux banques et aux avocats, à leur personnel et à leurs bureaux comme il s'applique à toute autre activité, personne ou local.
- 77. 1)** Lorsqu'un avocat est poursuivi en justice pour ne pas avoir satisfait à une demande, en vertu de l'article 76, de communication d'informations ou de production d'un document, il sera acquitté s'il établit de façon jugée satisfaisante par le tribunal:
- a) qu'il avait des motifs valables de croire qu'un de ses clients désigné bénéficiait du privilège avocat-client eu égard aux informations ou au document; et
 - b) qu'il a informé le Commissaire, dans un délai de sept jours à dater de la réception de la notification de la demande, qu'un de ses clients désigné bénéficiait, de l'avis de l'avocat, du privilège avocat-client eu égard aux informations ou au document.

Privilège
avocat-client

- 2) Lorsqu'une personne est sur le point d'examiner ou de saisir un document en possession d'un avocat et que l'avocat fait valoir qu'un de ses clients désigné bénéficie du privilège avocat-client en ce qui concerne ce document, la personne, sans examiner ni faire de copie du document:
 - a) saisira le document et le placera dans un paquet, avec tout autre document à l'égard duquel ce même avocat fait valoir un privilège similaire en ce qui concerne le même client désigné;
 - b) scellera et identifiera le paquet qu'il placera sous la garde du Greffier de la Cour suprême.
- 3) Lorsqu'un document a été placé sous la garde du Greffier en vertu du paragraphe 2), l'avocat ou le client désigné, à l'égard duquel l'avocat a fait valoir le privilège avocat-client en ce qui concerne ce document, peut adresser une demande en référé à un Juge, sur préavis d'au moins trois jours adressé au Commissaire, afin qu'il rende une ordonnance visant à déterminer si ce client désigné bénéficie ou non du privilège avocat-client en ce qui concerne ce document et, lors de l'audition de cette demande, le Juge pourra examiner le document.
- 4) Si aucune demande en vertu du paragraphe 3) n'est adressée dans un délai de 30 jours après que le document a été placé sous la garde du Greffier en vertu du paragraphe 2), le privilège avocat-client sera considéré comme étant abandonné par le client désigné en ce qui concerne ce document et le document sera remis par le Greffier de la Cour suprême au Commissaire.
- 5) Si une ordonnance est rendue par un juge en vertu du paragraphe 3), déterminant qu'un privilège avocat-client s'attache à ce document, le Greffier remettra ce document à l'avocat auprès duquel il a été saisi; toutefois, si une ordonnance est rendue indiquant qu'aucun privilège avocat-client ne s'attache à ce document, le Greffier de la Cour suprême remettra ce document au Commissaire.
- 6) Lorsqu'un paquet est confié à la garde du Greffier de la Cour suprême en vertu du présent article:
 - a) l'avocat qui fait valoir le privilège avocat-client peut demander au Greffier d'ouvrir le paquet de lui permettre de faire une copie d'un document contenu dans ce paquet en la présence du Greffier, et le Greffier satisfera à cette demande; et
 - b) le Greffier peut ouvrir le paquet et séparer les documents qui y sont contenus en deux ou plusieurs groupes de documents distincts;et le Greffier scellera ensuite à nouveau le paquet ou les paquets.
- 7) Nulle personne n'examinera ni ne saisira un document qui se trouve en la possession d'un avocat sans donner à l'avocat une opportunité de faire valoir le privilège avocat-client eu égard à ce document et eu égard à un client désigné.
- 8) Aux fins de la présente loi, le privilège avocat-client peut être abandonné à tout moment par le client.

- 9) Aux fins de la présente loi, un registre comptable d'un avocat, y compris toute pièce justificative ou chèque, sera considéré comme n'entrant pas dans les limites du privilège avocat-client.

SECTION AC

Représentants à des fins fiscales

- 78. 1)** Aux fins de la présente loi, toute personne qui dirige ou contrôle les biens ou le revenu des biens des personnes suivantes, ou qui les représente autrement, à savoir:

Représentants
à des fins
fiscales

- a) une société;
- b) une personne frappée d'incapacité;
- c) une personne défunte;
- d) une personne non résidente;
- e) une personne en faillite ou dont les biens sont en liquidation ou sous administration judiciaire;
- f) une personne de moins de 16 ans;
- g) une fiducie ou un legs considéré comme une personne physique distincte; ou
- h) une association de souscripteurs;

en tant que gestionnaire, cadre principal, régisseur, agent, parent, tuteur, comité, représentant légal, administrateur fiduciaire, syndic de faillite, liquidateur, administrateur judiciaire ou en telle autre qualité de représentant, exécutera tous les devoirs et exercera tous les droits qui sont imposés ou accordés à la personne qu'elle représente aux termes de la présente loi, et la présente loi s'applique à ce représentant et aux choses faites ou omises par ou en relation avec ce représentant comme s'il était lui-même la personne qu'il représente.

- 2) Nonobstant le paragraphe 1), les biens distincts de la personne agissant en qualité de représentant ne seront pas soumis à l'impôt que la présente loi impose à la personne qu'il représente et l'impôt que la présente loi impose à la personne qu'il représente sera payé sur les biens distincts de la personne qu'il représente.
- 3) Une personne agissant en qualité de représentant en vertu du paragraphe 1) pourra retenir, sur les fonds qu'il a entre les mains au nom de la personne qu'il représente, telle portion de ces fonds qui, pour une période déterminée, suffisant à acquitter les obligations de la personne qu'il représente et il n'assumera aucune responsabilité envers la personne qu'il représente en ce qui concerne toute question résultant de sa conformité au présent article.

SECTION AD

Délits

Délits

79. 1) Toute personne qui:

- a)* omet de déduire, retenir ou payer un montant en vertu de l'article 64 dans les délais impartis;
- b)* omet de payer tout montant de l'impôt dû par elle lorsqu'il vient à échéance et est exigible;
- c)* omet de déposer une déclaration de revenus en vertu de l'article 52, de la façon et au moment prescrits par cet article;
- d)* omet de tenir ou de conserver des registres ou livres de comptes conformément aux prescriptions de l'article 75;
- e)* omet, sans justification valable, de faire toute chose requise conformément aux prescriptions de l'article 76;
- f)* omet, sans justification valable, d'obéir à une citation ou à une requête en vertu du point *d)* du paragraphe 6) de l'article 59;
- g)* entrave, moleste, fait obstacle, gêne ou interfère avec toute personne réalisant toute chose qu'elle est légalement autorisée à faire dans le cadre de l'administration de la présente loi;
- h)* avec insouciance, en ce qui concerne la présente loi ou toute obligation éventuelle aux termes de la présente:
 - i)* établit toute déclaration fausse ou trompeuse;
 - ii)* donne toute information fausse ou trompeuse;
 - iii)* induit en erreur ou tente d'induire en erreur le Commissaire ou un membre de son personnel, ou un membre de la Chambre de recours de l'impôt sur le revenu;
 - iv)* détruit, altère, trompe, cache ou dispose autrement des registres ou livres de comptes lui appartenant ou appartenant à toute autre personne, hormis comme le permet l'article 75;
 - v)* réalise, consent à réaliser ou acquiesce à la réalisation d'écritures fausses ou trompeuses, ou omet, consent ou acquiesce à l'omission d'une information essentielle dans les registres ou livres de comptes lui appartenant ou appartenant à toute autre personne;
- i)* commet toute autre infraction à la présente loi ou à un règlement pour laquelle aucune amende n'est expressément prévue; ou
- j)* aide, encourage, incite ou conspire avec toute autre personne pour commettre un délit tel que décrit aux points *a)* à *i)*;

se rend coupable d'un délit et, en sus de toute autre peine autrement prévue et recouvrable par une procédure civile, est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende qui ne sera pas inférieure à 10 dollars et n'excédera pas 10 000 dollars.

- 2) Toute personne qui:
- a) volontairement ou en connaissance de cause, dans le cadre de la présente loi ou de toute obligation éventuelle qui en découle:
 - i) établit toute déclaration fausse ou trompeuse;
 - ii) donne toute information fausse ou trompeuse;
 - iii) induit en erreur ou tente d'induire en erreur le Commissaire ou un membre de son personnel, ou un membre de la Chambre de recours de l'impôt sur le revenu;
 - iv) détruit, altère, trompe, cache ou dispose autrement des registres ou livres de comptes lui appartenant ou appartenant à toute autre personne, hormis comme le permet l'article 75;
 - v) réalise, consent à réaliser ou acquiesce à la réalisation d'écritures fausses ou trompeuses, ou omet, consent ou acquiesce à l'omission d'une information essentielle dans les registres ou livres de comptes lui appartenant ou appartenant à toute autre personne;
 - b) aide, encourage, incite ou conspire avec toute autre personne pour commettre un délit tel que décrit au point a);

se rend coupable d'un délit et, en sus de toute autre peine autrement prévue et recouvrable par une procédure civile, est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une peine de prison pour une durée limitée à six mois, ou d'une amende qui ne sera pas inférieure à 500 dollars et n'excédera pas 10 000 dollars, ou passible à la fois de cette peine de prison et de cette amende.

- 3) Toute personne qui a communiqué ou permis que soit communiquée, à une personne n'y étant pas légalement habilitée, toute information obtenue en vertu de la présente loi ou d'un règlement, ou qui a permis à toute personne, n'y étant pas légalement habilitée, d'examiner ou d'avoir accès à toute déclaration fournie en vertu de la présente loi ou d'un règlement, se rend coupable d'un délit et est passible, sur condamnation sommaire de culpabilité, d'une amende de 100 dollars.

Poursuites

- 80. 1)** Une information relative à un délit en vertu de la présente loi ou aux règlements peut être entendue, jugée ou établie devant l'un des tribunaux d'instance du District "A" et peut être communiquée jusqu'au jour, inclus, où l'objet de l'information s'est produit depuis cinq ans, ou dans un délai d'un an à compter du jour où une preuve, jugée suffisante par le Commissaire pour justifier une poursuite pour ce délit, a été portée à sa connaissance, selon celle de ces deux dates qui sera la plus récente, et le certificat du Commissaire en ce qui concerne le jour où cette preuve a été portée à sa connaissance, en constitue une preuve concluante.

- 2) Une information, en vertu de la présente loi, peut être communiquée par le Commissaire, tout fonctionnaire ou membre du personnel assistant le Commissaire dans l'administration et la mise en application de la présente loi, tout membre des forces de police ou toute personne spécifiquement autorisée par le Commissaire, et lorsque une information est présentée comme ayant été communiquée en vertu de la présente loi:
- a) elle sera considérée comme ayant été communiquée par une personne spécifiquement autorisée par le Commissaire, et ne sera pas mise en question pour le défaut de pouvoir de l'informateur, hormis par une personne agissant au nom du Commissaire;
 - b) aucune procédure à cet effet ne sera écartée pour le seul motif du défaut de comparution de l'informateur ou par un avocat si l'informateur est représenté par un fonctionnaire ou un membre du personnel assistant le Commissaire dans l'administration et la mise en application de la présente loi; et
 - c) aucune procédure à cet effet, lorsque l'informateur est le Commissaire lui-même, ne deviendra caduque ou ne sera écartée en raison de tout changement en ce qui concerne le titulaire de la charge de Commissaire.

81. 1) Tout sujet relatif à l'administration de la présente loi par le Commissaire, y compris – mais sans affecter le caractère général de ce qui précède – tout sujet relatif aux registres du Commissaire, la remise ou la non-remise de documents, la présentation ou la non-présentation de preuves, la réception ou la non-réception de documents, le paiement ou le non-paiement d'un impôt ou d'autres montants ou encore la date ou le moment où tout acte a été effectué ou la date et le moment où tout acte n'a pas été effectué, peut être attesté par une déclaration écrite sous serment du Commissaire ou d'un membre de son personnel, exposant qu'il a examiné les registres tenus par le Commissaire et que ce que ces registres indiquent, eu égard au sujet en question, sera reçu comme preuve *prima facie* des faits qui y sont exposés et comme preuve *prima facie* du fait que les registres tenus par le Commissaire indiquent de façon correcte quand et si tout acte a été réalisé ou ne l'a pas été.

Preuve

- 2) Une déclaration écrite sous serment du Commissaire ou d'un membre du personnel du Commissaire exposant qu'un document qui y est annexé constitue un document ou une copie conforme d'un document relatif au sujet qui survient dans l'administration de la présente loi ou des règlements et exposant la manière dont un document ou une copie conforme d'un document est entré en sa possession ou sous son contrôle sera reçue une preuve *prima facie* de la nature et du contenu des documents ainsi que du fait qu'elle a été établie ou signée par, ou au nom de la personne de la part de laquelle ou au nom de laquelle elle est présentée comme ayant été établie ou signée et, dans le cas d'un document devant, en vertu de la présente loi, être remis, qu'il a été remis par ou au nom de cette personne, et sera recevable en tant que preuve et aura la même force

probante que le document original aurait eue s'il avait été présenté comme preuve, de manière ordinaire.

- 3) Lorsqu'une preuve est proposée, en vertu du présent article, par une déclaration écrite sous serment dont il ressort que la personne qui a rédigé cette déclaration sous serment est le Commissaire ou un membre du personnel du Commissaire, il n'est pas nécessaire, pour la recevabilité de la déclaration écrite sous serment en tant que preuve, que la signature ou le statut de cette personne soit prouvé(e), ou que le caractère officiel de la personne devant laquelle la déclaration a été rédigée sous serment soit établi.
- 4) Une notification judiciaire sera prise de tous les règlements établis en vertu de la présente loi sans que ces règlements ne soient spécialement invoqués ou attestés.
- 5) Le présent article s'applique à toutes les procédures, qu'elles soient civiles ou pénales, résultant de l'administration et de la mise en application de la présente loi, des règlements ou de tout(e) autre disposition législative ou règlement relatifs à l'impôt sur le revenu.

PARTIE IV

Protection contre la double imposition

Protection
contre la
double
imposition
dans le
Commonwealth

- 82. 1)** Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, lorsqu'une personne a payé ou est tenue de payer en vertu de la présente loi, pour un exercice fiscal sur toute partie de son revenu et a également payé ou est tenue de payer l'impôt sur le revenu du Commonwealth sur cette même partie de son revenu, elle sera habilitée à bénéficier d'un dégrèvement fiscal en vertu de la présente loi sur toute partie de son revenu, calculé à un taux déterminé comme suit, à savoir:
- a) si cette personne est résidente de la Barbade au cours de cet exercice fiscal:
 - i) si l'impôt sur le revenu du Commonwealth n'excède pas la moitié du taux de l'impôt sur le revenu de la Barbade pour cette personne, le dégrèvement est calculé au taux de l'impôt sur le revenu du Commonwealth; et
 - ii) dans tout autre cas, le dégrèvement est égal à la moitié du taux de l'impôt sur le revenu de la Barbade; et
 - b) si cette personne n'est pas une résidente de la Barbade au cours de l'exercice fiscal:
 - i) si l'impôt sur le revenu du Commonwealth n'excède pas le taux de l'impôt sur le revenu de la Barbade pour cette personne, le dégrèvement est calculé au taux de l'impôt sur le revenu du Commonwealth, et
 - ii) dans tout autre cas, le dégrèvement est calculé à un taux égal au taux de l'impôt sur le revenu de la Barbade moins la moitié du taux de l'impôt sur le revenu du Commonwealth pour cette personne.
- 2) Aux fins du présent article:

- a) l'expression "impôt sur le revenu du Commonwealth" s'entend de tout impôt sur le revenu imposé par un pays ou un territoire qui:
 - i) est membre du Commonwealth; et
 - ii) accorde un dégrèvement à l'égard de l'impôt sur le revenu de la Barbade, d'une manière similaire à celle visée par le présent article;
- b) un certificat délivré par ou au nom de la personne administrant la législation de l'impôt sur le revenu de ce pays du Commonwealth en particulier peut être reçu à titre de preuve du taux de l'impôt sur le revenu du Commonwealth dans tout cas particulier;
- c) un taux d'imposition sera déterminé en divisant l'impôt sur le revenu payé ou payable, avant la déduction du dégrèvement accordé en vertu du présent article ou d'un article similaire, par le montant du revenu imposable, ou l'équivalent, à l'égard duquel l'impôt a été imputé; et
- d) si une personne réside, au cours d'un exercice fiscal, à la fois à la Barbade et dans un pays ou territoire dont les lois l'obligent à payer le taux de l'impôt sur le revenu du Commonwealth pour cet exercice fiscal, elle ne sera pas considérée comme résidant à la Barbade au cours de cet exercice fiscal si elle passe davantage de temps dans ce pays ou territoire qu'elle n'en passe à la Barbade au cours de cet exercice fiscal.

- 83. 1)** Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, si un accord a été établi entre la Barbade et un autre pays ou territoire dans le but d'éviter la double imposition, de prévenir la fraude fiscale ou d'autres sujets relatifs à l'imposition du revenu, que cet accord soit conclu par le gouvernement de la Barbade ou autrement, et quel que soit le nom par lequel cet accord est connu ou désigné, l'accord a force de loi à la Barbade et est en vigueur conformément à ses termes pendant toute et en relation avec la durée de l'accord.
- 2) Le Ministre peut, sous réserve de résolution négative, établir des règlements dans le but de faire exécuter tout accord visé au paragraphe 1) ou pour mettre en vigueur toute disposition de cet accord, et ces règlements pourront être établis et continueront d'être en vigueur nonobstant le fait qu'aucun accord ne soit en vigueur aux fins du paragraphe 1).
 - 3) Dans le cas d'une quelconque incohérence entre un accord et tout règlement établi en vertu du paragraphe 2), les termes de l'accord prévaudront dans la mesure où il y a incohérence.
 - 4) Dans le cas d'une quelconque incohérence entre un accord et tout règlement établi en vertu du paragraphe 2), d'une part, et les dispositions de la présente loi, d'autre part, les termes de l'accord et des règlements établis en vertu du paragraphe 2) prévaudront dans la mesure où il y a incohérence.

Protection
contre la
double
imposition en
vertu d'un
accord
international

- 5) Lorsqu'un accord est en vigueur, en vertu du présent article, entre la Barbade et un autre pays ou territoire, l'impôt sur le revenu imposé par cet autre pays ou territoire sera considéré comme n'étant pas un impôt sur le revenu du Commonwealth aux fins de l'article 82, sauf disposition contraire de cet accord.
- 6) Nonobstant toute autre disposition dans la présente loi, le Commissaire ou une personne autorisée par le Commissaire pourra dévoiler à un fonctionnaire autorisé du gouvernement d'un pays ou territoire avec lequel un accord a été établi, du type décrit au paragraphe 1), toute information dont l'accord requiert ou envisage la communication.

PARTIE IV

Règlements

Règlements

- 84. 1)** Le Ministre peut, sous réserve d'une résolution négative, établir des règlements:
- a) prescrivant des règles pour l'enregistrement des organismes de bienfaisance en vertu de la présente loi, ainsi que d'autres sujets relatifs à ceux-ci;
 - b) prescrivant des règles pour l'enregistrement des régimes de retraite en vertu de la présente loi, ainsi que d'autres sujets relatifs à ceux-ci;
 - c) prescrivant des règles pour l'enregistrement des fonds communs de placement en vertu de la présente loi, ainsi que d'autres sujets relatifs à ceux-ci;
 - d) prescrivant les industries qui constituent les industries de base;
 - e) fixant le pourcentage des dépenses en capital sur des catégories particulières de machines et de matériel, qui doivent être justes et raisonnables en tant que représentation de l'usure annuelle de ces catégories de machines et de matériel, à défaut de l'établissement de quelque autre pourcentage comme étant juste et raisonnable;
 - f) spécifiant dans quelle mesure les intérêts sur les bons, obligations ou titres du gouvernement de la Barbade, détenus au nom d'un tiers par une personne non résidente, ne seront pas inclus dans le calcul du revenu imposable de cette personne pour un exercice fiscal;
 - g) prescrivant les personnes ou les catégories de personnes devant établir des déclarations d'informations et prescrivant le type d'informations devant figurer dans celles-ci ainsi que les dates auxquelles ces déclarations doivent être rendues;
 - h) prescrivant les règles pour la Chambre de recours de l'impôt sur le revenu;

1981-15

- i) prévoyant un système pour la déduction, la retenue et le paiement de montants en vertu de l'article 64 et des dispositions pour tous les autres sujets s'y rapportant;
- j) établissant des dispositions pour la cessation de l'application des effets ou la révocation de tout(e) ordonnance, règle, règlement ou autre instrument légal ou document établi en vertu des pouvoirs conférés à toute personne conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu de 1921*¹;
- k) prescrivant toute chose, autres que les tableaux et les formulaires, devant, en vertu de la présente loi, être prescrite, déterminée ou réglementée par règlement;
- l) établissant des dispositions, lorsqu'il n'existe aucune disposition ou pas de disposition suffisante dans la présente loi eu égard à tout sujet ou chose nécessaire pour rendre la présente loi effective, d'une manière ou d'une forme permettant de suppléer au manque;
- m) établissant toute disposition pouvant s'avérer opportune pour l'administration de la présente loi ou qui, de l'avis du ... impôt sur le revenu et, en l'absence de pratiques établies, la période fiscale est celle adoptée par la personne avec l'approbation du Commissaire; toutefois, aucune période fiscale ne pourra excéder 53 semaines et aucun changement dans la période fiscale habituelle et acceptée ne pourra être établi aux fins de la présente loi, sans le concours du Commissaire;

"activités d'assurance générale" s'entend des activités d'assurance autres que des activités d'assurance vie ou des activités de régime de retraite enregistré;

"personne frappée d'incapacité" s'entend d'une personne aliénée, frappée d'idiotie, démente et toute autre personne incapable, en raison d'une incapacité mentale, à satisfaire à la présente loi;

"exercice fiscal" désigne:

- i) dans le cas d'une société ou d'une autre personne exerçant des activités, une période fiscale; et
- ii) dans le cas d'une personne physique, une année civile, et lorsqu'un exercice fiscal est mentionné par rapport à une année civile, la référence s'adresse à l'exercice fiscal qui coïncide avec ou se termine pendant cette année civile;

1978-44

"compagnie d'assurance" s'entend d'une société exerçant des activités d'assurance générale, des activités d'assurance-vie ou des activités relatives à un régime de retraite enregistré;

Chapitre 77

"société internationale" a le sens qui lui est assigné par l'article 3 de la *Loi sur les sociétés internationales*;

¹ Loi n° 1921-6 remplacée par la présente loi.

"représentant légal" s'entend d'un exécuteur, d'un administrateur ou autre représentant d'une personne défunte;

"activités d'assurance-vie" s'entend des activités d'assurance-vie ordinaires, des activités d'assurance-vie industrielles, des activités de rentes générales et de retraite mais n'inclue pas les activités de régimes de retraite enregistrés;

"pension alimentaire" s'entend du montant payé par une personne en ce qui concerne le soutien de son conjoint ou de ses enfants, que ce soit à titre d'aliments ou autrement, en application d'un décret, d'une ordonnance ou d'un jugement rendu par un tribunal compétent, que ce montant soit payé sous forme d'un versement unique ou de plusieurs versements périodiques et que la personne effectuant le versement vive généralement séparée de son conjoint ou, le cas échéant, de ses enfants, au moment où le versement est effectué;

"fonds commun de participation" s'entend d'un fonds autorisé à exercer des activités en vertu de la *Loi sur les fonds commun de participation*;

1998-42
1998-45

"non résident" signifie qui ne réside pas à la Barbade;

"fonction" désigne le poste qu'occupe une personne, lui donnant droit à un appointement ou à une rémunération déterminé(e), y compris les fonctions judiciaires, la fonction de Ministre, la fonction de membre du Sénat ou de l'Assemblée, et toute autre fonction dont le titulaire est élu par vote populaire ou élu ou nommé en qualité de représentant, et également la fonction de Directeur de société, et "fonctionnaire" désigne une personne qui est titulaire de l'une de ces fonctions.

"dividende prioritaire" s'entend d'un dividende payable sur une action privilégiée ou de priorité, à un taux de pourcentage brut fixe, émis par une société résidente avant le 1^{er} janvier 1975 ou, si un dividende est payable sur cette action privilégiée ou de priorité en partie à un taux de pourcentage brut fixe et en partie à un taux variable, la partie de ce dividende telle que payable à un taux de pourcentage brut fixe;

1975-8

"prescrit" dans la cas d'un tableau, d'un formulaire ou des informations à fournir dans un formulaire, signifie prescrit par ordre du Commissaire, et, dans tout autre cas, signifie prescrit par règlement;

"biens" désigne des biens de quelque genre que ce soit, qu'ils soit mobiliers ou personnels, matériels ou immatériels et, sans affecter le caractère général de ce qui précède, inclut un droit de quelque genre que ce soit, une action ou une chose en action;

"rente viagère achetée" s'entend d'une rente accordée, pour une contrepartie adéquate en argent ou valant de l'argent dans le cours ordinaire des activités consistant à accorder des rentes viagères, mais n'inclut pas:

- i) une rente achetée dans le cadre d'un régime de retraite enregistré; ou
- ii) une rente achetée par toute personne en reconnaissance des services passés de toute autre personne; ou
- iii) une rente achetée en vertu de toute instruction dans un testament, règlement ou fiducie ou achetée pour offrir une rente payable en vertu ou sur des biens soumis à un testament, règlement ou fiducie;

1998-31
Chapitre 310

"compagnie d'assurances éligible" a le sens qui lui est assigné par l'article 2 1) de la *Loi sur les assurances*;

"enregistré", hormis lorsqu'il s'applique à une société d'investissement à capital variable, signifie accepté par le Commissaire et enregistré par lui aux fins de la présente loi, pour une durée spécifiée ou jusqu'à ce que l'enregistrement soit retiré ou annulé par le Commissaire;

"activité relative à un régime de retraite enregistré" désigne toute activité entreprise afin d'établir et d'exécuter un plan de retraite qui est en fait un régime de retraite enregistré lors de l'exercice financier au cours duquel l'activité est menée.

"plan d'épargne-pension enregistré" désigne un plan d'épargne retraite approuvé et enregistré par le Commissaire aux fins de la présente loi, et qui satisfait aux dispositions de la présente loi et aux règlements;

1998-30

"fonds commun de placement enregistré" désigne tout fond commun de placement déclaré comme étant un fonds commun de placement enregistré par Décret ministériel;

"membre de la famille" s'entend d'une personne qui est liée par le sang à une autre personne et, aux fins de la présente définition, un enfant adopté légalement sera considéré comme étant lié par le sang à ses parents adoptifs et à chaque personne à laquelle les parents adoptifs sont liés par le sang;

"régime de retraite" s'entend d'un plan de pension ou autre disposition ou régime, qu'il soit établi par la législation, par contrat ou autrement, par lequel une rente pour la vie est proposée à une personne physique et à son conjoint:

- i) par un employeur ou un ancien employeur de cette personne physique; ou
- ii) en vertu d'un contrat de rente entre cette personne physique et une personne exerçant des activités de rente, en contrepartie de versements effectués par cette personne physique; ou
- iii) en vertu d'une fiducie établie dans le but de l'arrangement ou du régime, en contrepartie de versements effectués par cette personne physique;

"allocation de retraite" inclut tout montant reçu de, ou en vertu d'un régime de retraite, autrement qu'à titre de prime ou en contrepartie pour l'administration du régime, en tant que pension ou autrement et, sans affecter le caractère général de ce qui précède, inclut tout paiement à un bénéficiaire en vertu du régime ou à un employeur ou ancien employeur du bénéficiaire ou de son conjoint, mais n'inclut pas un paiement forfaitaire au moment du départ à la retraite;

"redevances" s'entend de tout paiement de toute nature, reçu en contrepartie de l'utilisation ou du droit d'utilisation de tout droit d'auteur sur des œuvres littéraires, artistiques ou scientifiques, y compris des redevances eu égard à des films cinématographiques et des œuvres sur pellicule, bande magnétique ou autre moyen de reproduction destinés à une utilisation en rapport avec la radio ou la télévision, tout brevet, marque de fabrique, dessin ou modèle, plan, formule secrète ou processus, ou expérience scientifique;

1985-6

"traitement" s'entend du revenu imposable d'une personne provenant d'une fonction ou d'un emploi et inclut tous les honoraires pour les services qui ne sont pas rendus dans le cours des activités de cette personne mais n'inclut pas des prestations d'un régime de retraite ni des allocations de retraite;

"constitution" inclut toute disposition, fiducie, convention, accord, arrangement ou cession d'actifs;

"constituant" inclut toute personne par laquelle une constitution a été réalisée ou conclue, directement ou indirectement, et, sans affecter le caractère général de ce qui précède, inclut toute personne qui a fourni ou s'est engagée à fournir des fonds, directement ou indirectement aux fins d'une constitution ou qui a conclu, avec toute autre personne, un arrangement réciproque pour que cette autre personne établisse ou conclue une constitution;

"action" désigne tout intérêt dans le capital d'une société;

"actionnaire" inclut tout membre d'une société, que le capital de cette société soit ou non divisé en actions;

"sœur" désigne une personne de sexe féminin, qui est apparentée à une autre personne parce que chacune est un enfant de la même tierce personne;

"impôt" désigne:

- i) eu égard à une personne assujettie à l'impôt en vertu du paragraphe 1) de l'article 3, l'impôt sur le revenu imposé par ce paragraphe;
- ii) eu égard à une société, l'impôt sur les sociétés imposé par l'article 3 2);

"revenu imposable" s'entend du revenu soumis à l'impôt, moins les déductions permises par les Sections L à Q de la Partie II;

"société d'investissement à capital variable" s'entend de toute disposition offrant des facilités pour la participation de personnes en tant que bénéficiaires en vertu d'une fiducie dans laquelle un intérêt sur les biens faisant l'objet de la fiducie ou sur le revenu ou autres gains résultant de l'acquisition, la détention, la gestion ou l'écoulement de titres ou de tout autre bien quel qu'il soit;

"salaire" s'entend du revenu imposable d'une personne provenant d'une fonction ou d'un emploi non présenté dans le cours d'activités de cette personne mais n'inclut pas des prestations d'un régime de retraite ni des allocations de retraite; et

"année d'estimation" désigne l'année qui suit un exercice fiscal.

- 2) Aux fins de la présente loi, lorsque, au cours d'un exercice fiscal, une personne non résidente qui:
- a) a produit, cultivé, exploité, créé, manufacturé, fabriqué, amélioré, conditionné, préservé ou construit, en tout ou partie, toute chose à la Barbade, qu'elle ait ou non exporté cette chose sans la vendre avant l'exportation; ou
 - b) a sollicité des commandes ou mis toute chose en vente à la Barbade, par le biais d'un régisseur, agent ou serviteur, que le contrat ou la transaction ait dû être conclu(e) à l'intérieur ou à l'extérieur de la Barbade ou en partie à l'intérieur et en partie à l'extérieur de la Barbade;

sera considérée comme ayant exercé des activités à la Barbade au cours de cet exercice fiscal et le revenu de ces activités sera considéré comme étant un revenu provenant de la Barbade pour cet exercice fiscal.

- 3) Aux fins de la présente loi, en déterminant si une personne seule, ou conjointement avec d'autres, exerce un contrôle sur une autre personne, une relation de contrôle sera considérée exister lorsque:
- a) cette autre personne est une société et cette première personne, seule ou conjointement avec d'autres, détient une majorité des parts de la société ou possède autrement, par elle-même, un membre de la famille, un membre de la famille de son épouse ou un mandataire, un pouvoir de vote suffisant pour veiller à ce que les affaires de la société soient gérées de façon conforme à ses vœux; et
 - b) cette autre personne est membre d'un partenariat et cette première personne possède un droit sur plus de la moitié de l'actif ou du revenu du partenariat;

et en déterminant si un certain nombre de personnes exercent une relation de contrôle sur une société, les personnes en partenariat et les personnes possédant un intérêt sur le legs d'une personne défunte ou sur des biens détenus en fiducie seront considérées comme étant une seule personne.

- 4) Aux fins de la présente loi, un "bâtiment ou une structure industriel(le)" désigne un bâtiment ou une structure utilisé, acheté ou construit, reconstruit, modifié ou adapté pour être utilisé aux fins:
 - a) d'une entreprise pour générer, transformer, convertir, transmettre ou distribuer de l'énergie électrique; ou
 - b) d'une activité commerciale exercée dans une fabrique, une usine ou d'autres locaux similaires; ou
 - c) d'une activité commerciale consistant à fabriquer des produits ou des matériaux ou à soumettre les produits ou matériaux à tout processus; ou
 - d) d'une activité commerciale consistant à stocker des produits ou des matériaux:
 - i) devant servir dans la fabrication d'autres produits ou matériaux; ou
 - ii) devant être soumis, au cours de l'activité commerciale, à tout processus.
- 5) La *Loi de l'impôt sur le revenu de 1921* est abrogée avec effet à partir du 31 décembre 1973 et ultérieurement.
- 6) à 12) *Caducs*.

87. Caduc.

Dispositions
expiratoires

88. 1) Lors du calcul du revenu imposable d'une personne physique pour un exercice fiscal, le versement d'une rente ou une partie de celle-ci payée en vertu d'une police achetée à la Barbade avant le 1^{er} janvier 1953 et qui prévoit que le total des montants payés en vertu de cette police en tant que versements de rentes ne peuvent être inférieurs au prix d'achat de la police dans la mesure où, lorsqu'ils sont pris conjointement avec tous ces versements précédemment effectués en vertu de la police, ce total ne peut excéder le prix d'achat de la police, ne sera pas inclus dans le calcul.
- 2) *Caduc*.
- 3) Lors du calcul du revenu imposable pour un exercice fiscal d'une personne physique qui a effectué un versement au cours de cet exercice fiscal en vertu d'une demande de constitution établie avant le 29 septembre 1966, le point a) du paragraphe 34 devra se lire comme suit:

"a) les versements sont effectués à, ou applicables au profit d'une autre personne physique en vertu d'une demande de constitution indiquant que ces versements seront effectués chaque année pendant une période qui ne sera pas inférieure à sept ans ou pendant la durée de la vie de cette autre personne physique, quelle que soit la durée la plus longue des deux, ou en vertu d'une demande de constitution établie avant le 29 septembre 1966 indiquant que ces versements seront effectués chaque année pendant une période qui ne sera pas inférieure à sept ans."

- 4) Lors du calcul du revenu imposable d'une personne pour un exercice fiscal, si, au cours de cet exercice fiscal, la personne physique a conservé une police d'assurance sur sa vie ou sur la vie de sa femme ou de son enfant et s'il avait conservé cette police d'assurance avant le 1^{er} janvier 1953, l'article 31 pourra, au gré de la personne physique, se lire comme suit:

"**31.** Lors du calcul du revenu imposable d'une personne physique pour un exercice fiscal, il sera déduit du revenu imposable de cette personne physique, eu égard à une police d'assurance sur la vie de cette personne physique ou sur la vie de son épouse ou de son enfant, un montant ne pouvant excéder:

- a) dans le cas de toute police unique, un montant égal à 7 pour cent de la somme en capital assurée lors du décès en vertu de cette police;
- b) en tout, un montant égal à un sixième du revenu imposable de cette personne physique pour cet exercice fiscal; ou
- c) en tout, 960 dollars;

1969-51

selon le montant qui sera le moins élevé."

- 5) Lors du calcul du revenu imposable pour un exercice fiscal d'une personne qui a versé des cotisations en vertu d'un régime de retraite enregistré avant le 2 janvier 1969, le paragraphe 3) de l'article 32 sera lu comme si les références qui y figurent à 15 pour cent étaient chaque fois remplacées par une référence à 20 pour cent.
-

PREMIÈRE ANNEXE

1987-26
1990-27

(articles 12, 14A et 14A.1)

MÉTHODE DE CALCUL DES DÉDUCTIONS AU TITRE DES EXPORTATIONS

1. Une déduction au titre des exportations que l'on fait valoir aux fins du paragraphe 1) de l'article 14A sera calculée comme suit:

<i>Pourcentage des bénéfices à l'exportation par rapport au total des bénéfices</i>	<i>Pourcentage de l'abattement d'impôt sur le revenu par rapport à l'impôt sur le revenu applicable aux bénéfices à l'exportation</i>
Jusqu'à 20%	35%
de 21% à 41%	45%
de 41% à 61%	64%
de 61% à 81%	79%
Au-delà de 81%	93%

2. Aux fins du calcul, les bénéfices à l'exportation seront considérés comme les bénéfices obtenus par application de la formule $\frac{E \times P}{S}$ dans laquelle:

- a) "E" représente le produit des ventes (départ usine) de la production de la société exportée vers un pays autre qu'un pays membre du Marché commun au cours de son exercice fiscal;
- b) "P" représente les bénéfices de la société résultant de l'ensemble des ventes du produit à l'égard desquelles des déductions ont été accordées pour son exercice fiscal;
- c) "S" représente le produit des ventes (départ usine) de la production totale de l'entreprise pendant son exercice fiscal.

1987-26
1998-31

DEUXIÈME ANNEXE

(articles 12D, 12E et 12G)

PARTIE I

Dépenses au titre de la recherche et du développement du marché

1. Billets, hébergement et frais de subsistance encourus par le contribuable lui-même ou son employé lors de voyages promotionnels à l'étranger ou de recherche et développement du marché.
2. Les traitements et salaires eu égard au temps passé hors de la Barbade par un employé, essentiellement et entièrement dans le but de promouvoir les exportations.
3. Les paiements à un agent eu égard aux déplacements entrepris par cet agent hors de la Barbade en ce qui concerne un travail de promotion en faveur du contribuable. L'agent doit être impliqué dans la promotion des exportations. À défaut d'un engagement aussi complet, les dépenses doivent être réparties. Les dépenses encourues en matière de commissions sur les ventes ne sont pas autorisées.

4. Les paiements versés à un agent hors de la Barbade, engagé essentiellement et principalement dans la promotion des ventes en faveur du contribuable. Les commissions sur les ventes ne sont pas autorisées.
5. Les dépenses du personnel basé à l'étranger.
6. Les dépenses de publicité ou autre moyen de sollicitation commerciale en dehors de la Barbade.
7. Les dépenses encourues afin d'amener des clients potentiels à la Barbade (voyage, hébergement et frais de subsistance).
8. Frais d'exposition lors d'expositions, de foires commerciales ou d'activités similaires à l'étranger.
9. Les dépenses visant à fournir des échantillons gratuits à des acheteurs ou agents à l'étranger dans le but de provoquer des ventes, ou la fourniture d'informations techniques. (Les gratifications ne sont pas autorisées.)
10. La formation à la Barbade d'agents ou acheteurs indépendants de l'étranger dans le but de promouvoir les ventes à l'exportation.
11. Les paiements à des associations approuvées par le Ministre pour exécuter des activités promotionnelles à l'exportation en faveur de leurs membres.
12. Les coûts de préparation de soumissions et de devis à l'étranger.
13. Les coûts de brochures, prospectus ou produits similaires, essentiellement pour une distribution à l'étranger.
14. Les frais de télécommunication.

PARTIE II

Dépenses encourues dans l'industrie du tourisme

1. Billets, hébergement et frais de subsistance encourus par le contribuable lui-même ou son employé lors de déplacements de la Barbade à l'étranger pour la promotion du tourisme, à l'exclusion des frais d'un voyage de vacances.
2. Les traitements et salaires payés aux membres du personnel pendant leurs voyages à l'étranger pour promouvoir le tourisme, calculés proportionnellement à la durée du voyage.
3. Les paiements à un agent engagé dans la promotion du tourisme afin d'entreprendre un travail de promotion à l'étranger en faveur du contribuable. Les commissions sur les ventes ne sont pas autorisées.
4. Les frais (autres que des dépenses en capital) pour l'établissement et le maintien d'un représentant des ventes permanent à l'étranger, en qualité d'employé devant s'engager à titre essentiel et principal dans la promotion du tourisme en faveur du contribuable.
5. Les frais d'annonces ou autres moyens de sollicitation commerciale ou publicité en dehors de la Barbade.
6. Les frais de fourniture de brochures ou prospectus pour une distribution à l'étranger.

7. Les dépenses encourues lors de foires, d'expositions et de salles de ventes concernant les voyages, pour la promotion du tourisme.
8. Les dépenses en matière d'étude de marché à l'étranger ou pour l'obtention d'informations sur le marché à l'étranger.
9. Les cotisations relatives à des préparatifs conjoints de promotion du tourisme devant être exécutés à l'étranger.
10. Les dépenses encourues afin d'amener à la Barbade des tours-opérateurs pour la communication d'instructions lorsque la promotion de services de tourisme constitue le seul objectif.

PARTIE III

Projets de construction à l'étranger éligibles

1996-5

1. Les travaux en rapport avec la construction, l'édification, l'installation, la réparation, la maintenance, le nettoyage, la peinture, la rénovation, la suppression, la modification, le démantèlement ou la démolition de:
 - a) tout bâtiment, construction, édifice, structure, mur, clôture ou cheminée, qu'il/qu'elle soit construit(e) en tout ou partie au-dessus ou au-dessous du niveau du sol;
 - b) tout(e) route, autoroute, installation portuaire, chemin de fer, benne suspendue, tramway, canal ou aéroport;
 - c) tout(e) drainage, irrigation ou contrôle fluvial;
 - d) tout réseau pour l'électricité, l'eau, le gaz, le téléphone ou le télégraphe;
 - e) tout pont, viaduc, barrage, réservoir, terrassement, pipeline, aqueduc, caniveau, allée, puits, tunnel ou assèchement;
 - f) tout échafaudage.

1996-5

2. Services architecturaux.
3. Projets de construction.
4. Projets d'ingénierie.
5. Conseils de gestion.
6. Services techniques et administratifs.

PARTIE IV

Services professionnels à l'étranger éligibles

1. Services architecturaux (y compris la surveillance contractuelle), services de topographie, d'expertise, de conception ou de planification.
2. Expertise et étude économiques.
3. Services d'ingénierie (y compris la surveillance contractuelle).
4. Services techniques et consultatifs exécutés ou fournis dans le cadre des activités suivantes: 1990-27
 - a) établissement ou maintien de systèmes comptables;
 - b) établissement, maintien ou développement de tout projet agricole;

- c) établissement ou maintien de systèmes de vérification comptable;
 - d) établissement ou maintien de systèmes de logiciels informatiques;
 - e) établissement, maintien ou développement de tout projet de culture;
 - f) établissement, maintien ou développement de tout projet de pêche;
 - g) établissement, maintien ou développement de tout projet horticole;
 - h) établissement ou maintien de systèmes de gestion;
 - i) établissement ou maintien de systèmes organisationnels;
 - j) établissement ou maintien de systèmes de formation;
 - k) encouragement, développement ou établissement d'activités à la Barbade par des investisseurs étrangers ou des non-ressortissants;
 - l) travaux de réparation exécutés à la Barbade sur des avoirs d'appartenance étrangère, temporairement importés à la Barbade.
5. Projets de construction. 1996-5

1996-5

TROISIÈME ANNEXE

(article 23E)

MÉTHODE DE CALCUL DE L'EXERCICE COMPTABLE

1. Lorsque la période comptable d'une société qui renonce à ses avantages et la période comptable correspondante d'une société requérante ne coïncident pas:

- a) le montant qui devra être déduit des profits totaux de la compagnie requérante pour l'exercice fiscal correspondant sera réduit par l'application de la fraction

$$\frac{A}{B}$$

lorsque cette fraction est inférieure à l'unité; et

- b) les bénéfices totaux de la société requérante pour l'exercice fiscal correspondant seront réduits par l'application de la fraction

$$\frac{A}{C}$$

lorsque cette fraction est inférieure à l'unité.

2. Aux fins du calcul:

- a) "A" représente la durée de la période commune aux deux exercices comptables;
- b) "B" représente la durée de la période comptable de la société qui renonce à ses avantages;
- c) "C" représente la durée de la période comptable correspondante de la société requérante.

QUATRIÈME ANNEXE

1996-5

(article 12H)

1. Une déduction au titre des devises étrangères que l'on fait valoir aux fins du paragraphe 1) de l'article 12H sera calculée comme suit:

<i>Pourcentage des bénéfices provenant de gains en devises étrangères par rapport aux bénéfices totaux nets</i>	<i>Pourcentage de l'impôt sur le revenu par rapport au taux d'imposition sur les bénéfices nets provenant de gains en devises étrangères</i>
jusqu'à 20%	35%
de 21% à 41%	45%
de 41% à 61%	64%
de 61% à 81%	79%
Au-delà de 81%	93%

2. Aux fins du calcul, les bénéfices provenant de gains en devises étrangères seront considérés comme étant des profits obtenus grâce à la formule:

$$\frac{FCE \times P}{TE}$$

Où

- a) "FCE" représente les bénéfices en devises étrangères transférés au crédit de cette personne, au cours de l'exercice fiscal pertinent, conformément à l'article 12H;
- b) "P" représente les profits nets provenant de toutes les sources;
- c) "TE" représente le total des bénéfices bruts provenant de toutes les sources.

1998-31

CINQUIÈME ANNEXE

(article 12H)

1. Une déduction au titre des devises étrangères que l'on fait valoir aux fins du paragraphe 1) de l'article 12H sera calculée comme suit:

<i>Pourcentage des primes provenant des activités étrangères d'assurances à l'étranger par rapport au revenu total sur les primes</i>	<i>Pourcentage du dégrèvement fiscal, par rapport à l'impôt sur le revenu applicable aux activités d'assurance à l'étranger</i>
Jusqu'à 20%	35%
de 21% à 41%	45%
de 41% à 61%	64%
de 61% à 81%	79%
Au-delà de 81%	93%

2. Aux fins du présent calcul, l'impôt sur le revenu applicable aux activités d'assurance à l'étranger sera considéré comme étant égal à:

$$\frac{FP \times TT}{TP}$$

où

- a) "FP" représente, eu égard aux activités d'assurance à l'étranger:
 - i) les primes nettes de réassurance; et
 - ii) le revenu des investissements;
 - b) "TP" représente, eu égard aux activités d'assurance tant à l'étranger que locales:
 - i) les primes nettes de réassurance; et
 - ii) le revenu des investissements; et
 - c) "TT" représente l'impôt eu égard aux activités d'assurance tant à l'étranger que locales.
3. 1) Aux fins de la présente *annexe*:
- a) "activités d'assurance à l'étranger" s'entend des activités d'assurance à l'égard desquelles les risques et les primes n'ont pas leur origine dans le Marché commun et inclut les investissements et autres activités commerciales liées à ces activités;
 - b) "impôt" inclut tous les montants exigibles en vertu de l'article 43, 43A ou 44 de la présente loi mais n'inclut aucun impôt sur les primes;
 - c) "Marché commun" a le sens qui lui est assigné par l'article 6 1) de la *Loi sur la Communauté des Caraïbes*; et
 - d) "prime" et "revenu des primes" incluent tous les revenus des primes provenant des activités d'assurance exercées, hormis le revenu des investissements.
- 2) L'impôt visé au paragraphe 1) b) sera calculé en prenant en considération le dégrèvement fiscal accordé conformément à l'article 82 ou 83.
- 3) Les points a), b) et c) de l'article 19 1) s'appliquent à la présente *annexe*.

Impôt sur le revenu

RÈGLEMENTS DE 1969 DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

DISPOSITION DES RÈGLEMENTS

RÈGLEMENT

PARTIE I

Préliminaire

1. Titre abrégé.
2. Interprétation.
3. *Caduc.*

(Serment de fidélité et de confidentialité)

4. Serment de fidélité et de confidentialité.

PARTIE II

Déclarations de revenus

5. Déclarations de revenus.

PARTIE III

Déclarations d'informations

6. Déclarations d'informations.

PARTIE IV

Industries de base

7. Industries de base.

RÈGLEMENT

PARTIE V

*Pourcentage des dépenses en capital pour les machines
ou le matériel représentant l'usure annuelle*

8. Usure annuelle.
- 8A. Ristourne.

PARTIE VI

Protection contre la double imposition

9. Interprétation.
10. Application.
11. Non-résidents.
12. Dégrèvement fiscal.
13. Limite de crédit.
14. Calcul.
15. Déduction.
16. Limite totale.
17. Impôt étranger non imposable directement sur un dividende.
18. *Idem.*
19. *Révoqué par 1975/106.*
20. Choix.
21. Demandes.
22. Ajustement de l'impôt.

PARTIE VII

Régimes de retraite enregistrés: Caisses de retraite

23. Interprétation.
24. Demande d'enregistrement.
25. Conditions auxquelles un enregistrement peut être accordé.

RÈGLEMENT

26. Conditions générales régissant une caisse.
27. Portée de l'enregistrement et notification de celui-ci.
28. Notification du Commissaire de toute modification dans les règlements, etc. de la caisse.
29. Pouvoir du Commissaire de retirer l'enregistrement. Notification de retrait.
30. Notification du Commissaire de tous les paiements effectués à partir d'une caisse et à fournir avec les déclarations.
31. Obligation des fiduciaires, etc. d'une caisse de fournir au Commissaire les informations relatives à la caisse.
32. Tenue de la comptabilité de la caisse conformément aux instructions du Commissaire.
33. Écoulement des actifs de la caisse lors de la liquidation.
34. Caisses approuvées conformément à la *Loi de 1921 de l'impôt sur le revenu*.

PARTIE VIII

Caisses de retraite enregistrées: Caisses de prévoyance

- 35. Interprétation.
- 36. Demande d'enregistrement.

RÈGLEMENT

- 37. Conditions auxquelles l'enregistrement peut être accordé.
- 38. Conditions générales régissant la caisse.
- 39. Portée de l'enregistrement et notification de celui-ci.
- 40. Notification du Commissaire de toute modification dans les règlements, etc. de la caisse.
- 41. Pouvoir du Commissaire de retirer l'enregistrement. Notification de retrait.
- 42. Notification du Commissaire de tous les paiements effectués à partir d'une caisse et à fournir avec les déclarations.
- 43. Obligation des fiducies, etc. d'une caisse de fournir au Commissaire les informations relatives à la caisse.
- 44. Tenue de la comptabilité de la caisse conformément aux instructions du Commissaire.
- 45. Écoulement des actifs de la caisse lors de la liquidation.
- 46. Caisses approuvées conformément à la *Loi de 1921 de l'impôt sur le revenu*.

RÈGLEMENT

PARTIE IX

Caisses de retraite enregistrées: Contrats de rentes

- 47. Interprétation.
- 48. Demande d'enregistrement.
- 49. Conditions auxquelles l'enregistrement peut être accordé.
- 50. Dispositions permises dans les contrats de rente.
- 51. Enregistrement.
- 52. Modifications dans les contrats de rente.
- 53. Retrait de l'enregistrement.
- 54. Notification du Commissaire de tous les paiements effectués en vertu de contrats de rente et à fournir avec les déclarations.
- 55. Contrats de rentes approuvés conformément à la *Loi de 1921 de l'impôt sur le revenu*.

PARTIE IX A

Plans d'épargne retraite enregistrés

- 55A. Interprétation.
- 55B. Demande d'enregistrement.
- 55C. Conditions auxquelles l'enregistrement peut être accordé.

- 55D. Dispositions permises dans les plans d'épargne retraite enregistrés.
- 55E. Enregistrement.
- 55F. Retrait de l'enregistrement.
- 55G. Modifications dans les conditions du plan.
- 55H. Notification du Commissaire de tous les paiements effectués en vertu des plans et à fournir avec les déclarations.

PARTIE X

Déductions fiscales pour les personnes employées

- 56. Interprétation.
- 57. Déclarations par les personnes percevant une rémunération.
- 58. Employeurs principaux et immédiats.

RÈGLEMENT

Déduction d'impôt

- 59. Déduction d'impôt.
- 60. Primes et augmentations rétroactives de la rémunération.
- 61. Déduction de l'impôt et autres montants conformément aux instructions du Commissaire.
- 62. Décès du travailleur.
- 63. Rémunérations exonérées.
- 64. Limite.
- 65. Détermination par le Commissaire.

Paiement de l'impôt déduit

- 66. Paiement de l'impôt déduit.

Comptabilité pour l'impôt déduit

- 67. Déclarations.
- 68. Déclarations de rétroactivité des exercices antérieurs.
- 69. Certificats.
- 70. Cessation d'emploi.
- 71. Cessation d'activités.
- 72. Décès du travailleur.
- 73. Renseignements à communiquer aux travailleurs.
- 74. Registres.

Dispositions diverses

- 75. Décès de l'employeur.
- 76. Modifications intervenant chez l'employeur exerçant des activités.
- 77. Déclarations.
- 78. Tableaux d'imposition.
- 79. Inspection des registres.
- 80. Plaintes.
- 81. *Idem.*
- 82. Publication.
- 83. Procédure pour le recouvrement de montants impayés.
- 84. Délits
- 85. *Idem.*
- 86. *Idem.*
- 87. *Idem.*
- 88. Exclusion de certaines actions et nullité des accords.
- 89. Tableaux spéciaux pour l'auto-estimation par les personnes en vertu de l'article 52 5).
- 89A. *Abrogé par 1987/4.*

PARTIE XI

Déductions fiscales sur les paiements aux non-résidents

- 90. Intérêts.
- 90A. Locations.
- 90B. Redevances.
- 91. Paiements en vertu de règlements.
- 92. *Abrogé par 1993/63.*
- 93. Dividendes sur bénéfices non imposés.
- 93A. Paiement de montants pour compte ou en règlement d'honoraires de gestion, etc.
- 93B. Taux de l'impôt retenu à la base.
- 94. Paiement de montants déduits.
- 95. Déclarations.

PARTIE XII

Impôt retenu à la base sur les dividendes

- 96. Impôt retenu à la base sur les dividendes.

Impôt sur le revenu

Chapitre 73

RÈGLEMENTS DE 1969 DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Autorité:	Les présents règlements ont été établis le	1969/109	1985/136
	31 mai 1969 par le Ministre, en vertu de	1970/154	1987/4
	l'article 84 de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> .	1972/31	1988/66
		1975/106	1990/88
		1978/52	1993/63
Entrée en vigueur:	30 juin 1969.	1980/53	1996/62
		1981/141	1998/155
		1981/142	
		1983/165	
		1984/59	

PARTIE I

Preliminaire

1. Les présents règlements peuvent être dénommés *Règlements de 1969 de l'impôt sur le revenu*. Titre abrégé
2. Dans les présents règlements: Interprétation
 - "Loi" désigne la *Loi de l'impôt sur le revenu*; Chapitre 73
 - "article" désigne un article de la loi.
3. *Caduc.*
- Serment de fidélité et de confidentialité* Serment de
fidélité et de
confidentialité
4. Le serment de fidélité et de confidentialité devant être prêté et signé par le Commissaire, les membres de la Chambre de recours de l'impôt sur le revenu et les fonctionnaires et autres personnes employées pour administrer et mettre en application la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ainsi que d'autres lois relatives à l'impôt sur le revenu se présentera sous la forme suivante: Chapitre 73

Moi,, en tant que
personne engagée dans l'administration et la mise en application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, chapitre 73 et d'autres lois relatives à l'impôt sur le revenu, jure que je respecterai fidèlement et contribuerai à faire respecter la confidentialité de tous les sujets dont j'aurai connaissance en raison de cet engagement et que je ne communiquerai aucune information de ce genre à aucune personne, hormis dans le but de faire appliquer les dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, chapitre 73, toute loi modifiant cette loi, toute autre loi relative aux impôts sur le revenu ou toute autre loi relative à l'imposition de taxes ou de droits payables à la Couronne ou au gouvernement de la Barbade.

QU'IL EN SOIT AINSI, AVEC L'AIDE DE DIEU.

PARTIE II

Déclarations de revenus

Déclarations de
revenus
1978/52

5. Les informations à communiquer dans une déclaration de revenus sont les informations telles que demandées dans le formulaire de déclaration de revenus tel que prescrit, avec les informations supplémentaires telles que demandées, soit oralement, soit par écrit, au nom du Commissaire, au moment où le formulaire de déclaration de revenus tel que prescrit est remis au contribuable.

PARTIE III

Déclarations d'informations

Déclarations
d'informations

6. 1) Toute personne ayant payé ou crédité un montant au cours d'un exercice fiscal à titre de:
- a) dividende;
 - b) intérêt sur de l'argent prêté ou de l'argent en dépôt, qu'il soit ou non garanti;
 - c) rente;
 - d) avantage de plan de retraite; ou
 - e) allocation de retraite;
- établira une déclaration de revenus sur le formulaire prescrit à l'attention du Commissaire, au plus tard pour le 28 février de l'année faisant suite à l'exercice fiscal, indiquant le nom et l'adresse de la personne à laquelle le montant a été payé ou crédité et le montant qui a été payé ou crédité à cette personne pour cet exercice fiscal.
- 2) Toute personne, y compris tout avocat ou agent immobilier, qui a perçu ou crédité des loyers au nom d'un client au cours d'un exercice fiscal, établira une déclaration d'informations sur le formulaire prescrit à l'attention du Commissaire, au plus tard pour le 28 février de l'année faisant suite à l'exercice fiscal, indiquant le nom et l'adresse du client auquel le montant a été payé ou crédité et le montant qui a été payé ou crédité à ce client pour cet exercice fiscal.
- 3) Le paragraphe 1) ne s'applique pas lorsque l'impôt, qui est exigible en vertu des articles 48B, 64 et 64C, a été retenu à la base; mais les personnes qui ont été soumises à un impôt retenu à la base établiront, au plus tard pour le 28 février de l'année suivant l'exercice fiscal au cours duquel l'impôt a été retenu, une déclaration d'informations à l'attention du Commissaire et enverront une copie de cette déclaration à la personne ayant droit aux intérêts, sur le formulaire tel que prescrit en vertu de l'article 84 2) indiquant:
- a) le nom et l'adresse de la personne à laquelle les intérêts ont été payés ou crédités;
 - b) le montant des intérêts qui ont été payés ou crédités au cours de cet exercice fiscal; et

1993/63

1993/63

1978/52
1993/63

- c) le montant de l'impôt ainsi retenu des intérêts pour cet exercice fiscal.
- 4) Le taux auquel l'impôt sera retenu conformément à l'article 64C est de 12,5 pour cent par an, et sera payé au Commissaire au plus tard le 15 du mois qui suit le mois au cours duquel l'impôt a été retenu, et chaque paiement sera accompagné d'une déclaration établie sous telle forme approuvée par le Commissaire. 1993/63
- 5) Le montant de l'impôt devant être retenu aux fins de l'article 64, en ce qui concerne le paiement visé au paragraphe 1) d) s'élève à 25 pour cent et l'impôt ainsi retenu sera payé au Commissaire dans un délai de sept jours à dater de la réalisation du paiement et sera accompagné d'une déclaration sous telle forme approuvée par le Commissaire. 1984/59
1993/63
- 6) La personne qui effectue la retenue de l'impôt en vertu du présent règlement enverra à la personne physique, à l'égard de laquelle le paiement est effectué, deux exemplaires de la déclaration qui devront comporter les renseignements suivants:
 - a) le nom et l'adresse de la personne à laquelle le paiement a été effectué;
 - b) le montant du paiement; et
 - c) la montant de l'impôt retenu eu égard au paiement.

PARTIE IV

Industries de base

Industries de
base
Chapitre 73

7. Les industries décrites ci-dessous sont par la présente déclarées être des industries de base aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, à savoir:
- a) la fabrication et le raffinage du sucre et de ses produits dérivés;
 - b) la distillation du rhum;
 - c) la fabrication de textiles, chapeaux, chemises, costumes, robes, bonneterie et vêtements en tout genre, articles en cuir et chaussures, plastique et articles en plastique, ciment, briques, tuiles et blocs de béton destinés à la construction, clous, vis, verrous et attaches métalliques en tout genre, mobilier et maisons préfabriquées ainsi que leurs composants en bois ou métal, radios, téléviseurs, phonographes, réfrigérateurs et fours, verre, porcelaine et céramique, papier, contre-plaqué, placages, pâte à papier, paquets, cageots, boîtes, sacs et ficelle, montres, horloges et autres appareils de mesure scientifique, engrais, produits chimiques, peintures, vernis, laques, glaces, condiments et confitures, huile comestible, graisses, soupes et produits assimilés, composés de spiritueux, lotions capillaires, alcools parfumés et alcools à brûler;
 - d) la fabrication, la mise en conserve ou autre moyen de préservation et conditionnement de produits alimentaires;

- e) l'exploitation de toute mine, puits de pétrole ou autres dépôts minéraux et la fabrication, le raffinage et le traitement des minéraux ou du pétrole ainsi que leurs dérivés;
- f) l'exploitation d'une entreprise d'électricité;
- g) l'exploitation d'une entreprise de gaz naturel;
- h) l'exploitation d'une raffinerie de pétrole ou d'une entreprise de distribution de pétrole;
- i) la fourniture d'entrepôts ou de moyens de stockage à froid exploités en tant que service indépendant;
- j) l'exploitation d'une entreprise de docks y compris toute installation pour la réparation de navires; et
- k) le montage et le test de circuits intégrés.

1985/136

PARTIE V

1981/141

Pourcentages des dépenses en capital pour les machines ou le matériel représentant l'usure annuelle

8. Pour les classifications de machines ou de matériel énumérés ci-dessous, le pourcentage établi face à la description de chaque classification est considéré comme étant le pourcentage juste et raisonnable des dépenses en capital pour ces machines ou matériel, représentant l'usure annuelle de ces machines ou matériel, sauf circonstance exceptionnelle faisant qu'un autre pourcentage soit plus juste et plus raisonnable dans ce cas particulier:

Usure annuelle
1981/141

	<i>Pourcentage</i>
Agriculture	
Installation électrique, y compris les moteurs	10
Camions	20
Cultivateurs/motoculteurs	20
Charrues tractées par cultivateurs/motoculteurs	15
Charrues à traction animale	10
Matériel de conditionnement d'air	12½
Machines et matériel de biscuiterie	10
Machines et matériel de boulangerie	10
Bicyclettes	20
Machines de reliure en général	10
Fabrication de briques	
Convoyeurs, malaxeurs, pompes, matériel de broyage et fours (à l'exclusion des hangars)	10
Chariots et cabestans	5
Machines de manufacture de cigarettes	10
Cinématographe	
Machines	20
Sièges	7½

1996/62	Commerce de l'habillement	
	Chaudières à vapeur, moteurs, machines et matériel similaires	5
	Appareils électriques	10
	Machines en général y compris machines à coudre	10
	Équipement informatique	33½
	Matériel de broyage et de raffinage du coton et du copra	10
	Grues	
	à vapeur et manuelles	5
	électriques	7½
	Crémeries, laiteries, fabriques de glaces	
	Machines et matériel en général	10
	Chaudières à vapeur et moteurs	5
	Réfrigérateurs	20
	Matériel diesel de production d'électricité	12½
	Éclairage électrique	
	Câbles souterrains	4
	Conduites aériennes	5
	Matériel électrogène	12½
	Compteurs	20
	Matériel général	5
	Ascenseurs électriques	10
	Ateliers de mécanique	
	Matériel lourd	5
	Équipement électrique	10
	Matériel, outils et instruments de soudure	20
	Tours et machines de moletage	10
	Mobilier	
	Hôtelier	20
	Autre	10
	Garages	
	Citernes à essence plus pompes électriques	10
	Gaz	
	Fours	20
	Gazomètres	4
	Compteurs	20
	Autre matériel	5
	Blanchisserie et nettoyage à sec	10

Matériel pour eau minérale	
Électrique moderne	15
À vapeur	5
Automobiles, camions, omnibus, camionnettes, équipement de traction et de remorquage	20
Enseignes au néon	10
Appareils de bureau	
Machines comptables, à calculer, caisses enregistreuses et polycopieuses	12½
Machines à écrire	10
Machines de forage	20
Cuves et pompes à mazout	5
Imprimerie	
Machines à vapeur et chaudières	5
Matériel	7½
Caractères	20
Linotype et monotype	10
Équipement photographique	20
Poterie	
Machines à vapeur et chaudières	20
Convoyeurs, fours céramiques, matériel de broyage et machines et matériel similaires	10
Équipement radio	
Amplificateurs et récepteurs	20
Lignes et enceintes	10
Matériel de raffinerie pour le rhum et brasseries	
Chaudières, cuves et machines et matériel similaires	5
Alambics	7½
Pompes	10
Navigation	
Navigation de plaisance	5
Chalands	5
Canots automobiles	
i) Bateaux de plaisance et de pêche en haute mer	10
ii) Chaloupes équipées pour la pêche au poisson volant	20
Manufacture sucrière	
Machines à vapeur, chaudières, moulins, bassins sédimentaires, réservoirs, évaporateurs, appareils de cuisson, malaxeurs, tuyaux, palans, tours de réfrigération et réservoirs de mélasse	5

	Machines électriques, pompes, machines à coudre et ventilateurs	10
	Filtres (Oliver Campbell) et centrifugeuses, traversins de balance et ponts-bascules	7½
	Négociants en bois	
	Moteurs à vapeur et chaudières	5
	Machines et moteurs électriques de scierie	10
1996/62	Dispositifs permettant d'économiser l'eau	100
	Moulins à vent	5

Ristourne
1981/141

8A. Aux fins de l'article 12A, le montant devant être autorisé à titre de ristourne sera calculé conformément à ce qui suit:

<i>Base de calcul</i>	<i>Pourcentage des dépenses en capital</i>
-----------------------	--

- | | | |
|------|---|-----|
| i) | Dans le cas de toutes les machines ou matériel agricole, à l'exception des moissonneuses-hacheuses de cannes à sucre | 18% |
| ii) | Dans le cas des moissonneuses-hacheuses de cannes à sucre achetées par une société ou une coopérative de moissonnage ayant pour seule activité de posséder et exploiter les machines de moissonnage de cannes à sucre et utiliser ces machines sur au moins deux propriétés foncières détenues séparément | 15% |
| iii) | Dans le cas d'une moissonneuse-hacheuse de cannes à sucre achetée par toute autre personne | 10% |

PARTIE VI

Protection contre la double imposition

9. Dans la présente partie, l'expression:

Interprétation

- "accord" s'entend d'un accord du type visé au paragraphe 1) de l'article 83;
- "revenu désigné" s'entend d'un revenu soumis à la fois à l'impôt sur le revenu et à l'impôt payé à l'étranger et qui est désigné dans un accord en tant que revenu dont l'impôt doit être reconnu à titre de crédit d'impôt sur le revenu.
- "impôt payé à l'étranger" s'entend de l'impôt exigible en vertu des lois d'un pays ou d'un territoire avec lequel la Barbade a conclu un accord et qui est reconnu, en vertu de cet accord, en tant que crédit d'impôt sur le revenu; et
- "impôt sur le revenu" s'entend d'un impôt exigible en vertu de la loi.

10. La présente partie s'applique lorsque l'impôt payé à l'étranger par une personne doit être reconnu en tant que crédit d'impôt sur le revenu de cette personne en vertu d'un accord.

Application

11. Aucun crédit ne sera reconnu pour un exercice fiscal à l'intention d'une personne qui est un non-résident pour cet exercice fiscal. Non-résidents

12. Le montant de l'impôt sur le revenu exigible eu égard au revenu sera réduit du montant du crédit. Dégrèvement fiscal

13. Le crédit ne pourra excéder le montant qui constituerait l'impôt sur le montant du revenu désigné si le revenu désigné a été calculé conformément à la Loi et si le revenu désigné a été soumis à l'impôt sur le revenu au taux obtenu en divisant l'impôt sur le revenu exigible sur le total du revenu imposable, avant l'octroi d'un crédit eu égard à la double imposition, par le montant du revenu total imposable. Limite de crédit

14. Lors du calcul du montant du revenu désigné et, aux fins du Règlement 13, lors du calcul du montant du revenu total imposable: Calcul

- a) aucune déduction ne sera accordée en ce qui concerne l'impôt payé à l'étranger, que ce soit à l'égard du même ou de tout autre revenu;
- b) lorsque le montant inclut un montant désigné au point c) de l'article 17, ce montant sera augmenté du montant de l'impôt payé à l'étranger en ce qui concerne ce montant;

et, uniquement lors du calcul du revenu désigné, mais non lors du calcul du montant du revenu total imposable;

- c) lorsque le revenu inclut un montant à titre de dividende et, en vertu de l'accord, lorsqu'un impôt payé à l'étranger non imposable directement ou par déduction eu égard au dividende doit être pris en considération pour savoir si un crédit, et lequel le cas échéant, doit être reconnu par rapport à l'impôt sur le revenu en ce qui concerne le dividende, ce montant sera augmenté de l'impôt payé à l'étranger non imposable de la sorte, qui doit entrer en compte lors du calcul du crédit.

Déduction **15.** Nonobstant le Règlement 14, lors du calcul du montant du revenu désigné afin de déterminer le revenu imposable, le revenu soumis à l'impôt et le montant final de l'impôt, mais non lors du calcul du montant du revenu désigné aux fins du Règlement 13, une déduction sera reconnue pour tout montant par lequel l'impôt payé à l'étranger, eu égard au revenu désigné, dépasse le crédit accordé à cet effet.

Limite totale **16.** Le crédit total pour l'impôt payé à l'étranger devant être accordé à une personne eu égard à tout exercice fiscal, en vertu de tous les accords auxquels s'étend la présente partie, n'excédera pas l'impôt sur le revenu total payable par la personne en son nom, pour cet exercice fiscal.

Impôt étranger non imposable directement sur le dividende **17. 1)** Lorsque, dans le cas de tout dividende, un impôt payé à l'étranger, non imposable directement ou par déduction eu égard au dividende, doit, en vertu de l'accord, être pris en considération pour savoir si un crédit, et lequel le cas échéant, doit être reconnu par rapport à l'impôt sur le revenu en ce qui concerne le dividende, l'impôt payé à l'étranger, non imposable de la sorte et qui doit être pris en compte, sera celui supporté par la société qui paie le dividende sur les bénéfices pertinents.

- 2) Lors de la détermination des bénéfices pertinents aux fins du point 1), les règles suivantes s'appliqueront:
- a) les bénéfices pertinents sont les bénéfices à l'égard desquels l'impôt payé à l'étranger est exigé et à partir desquels le dividende est payé;
 - b) si le dividende est payé pour une période précise, les bénéfices pertinents seront les bénéfices visés à l'alinéa a) pour la période précise;
 - c) si le dividende n'est pas payé pour une période précise mais est payé à partir de bénéfices précis, les bénéfices pertinents sont les bénéfices visés à l'alinéa a) qui sont les bénéfices précis;
 - d) si le dividende n'est payé ni pour une période précise, ni à partir de bénéfices précis, les profits pertinents sont les bénéfices pour la dernière période pour laquelle les comptes de la société ont été établis, qui s'est terminée avant que le dividende ne devienne payable, et qui sont les bénéfices visés à l'alinéa a); et
 - e) si, dans un cas repris à l'alinéa b) ou d), le dividende total dépasse les bénéfices disponibles pour la distribution relative aux périodes mentionnées dans ces alinéas, les bénéfices pertinents sont les bénéfices visés à l'alinéa a) qui étaient les bénéfices pour les périodes mentionnées à l'alinéa b) ou d), le cas échéant, plus telle quantité des bénéfices disponibles pour la distribution de périodes précédentes, autres que les bénéfices précédemment distribués ou précédemment traités comme pertinents aux fins du présent règlement, tels qu'équivalents à l'excédent; et, aux fins du présent alinéa, les bénéfices de la période précédente la plus récente seront d'abord pris en compte, ensuite les bénéfices de la période la plus récente suivante, et ainsi de suite.

18. Lorsque:

Idem

- a) l'accord prévoit, eu égard aux dividendes de certaines catégories mais non aux dividendes d'autres catégories, que l'impôt payé à l'étranger non imposable directement ou par déduction eu égard aux dividendes doit être pris en considération pour savoir si un crédit, et lequel le cas échéant, doit être reconnu par rapport à l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les dividendes; et
- b) un dividende est payé, qui n'appartient pas à une catégorie à l'égard de laquelle l'accord établit de telles dispositions;

dans ce cas, si le dividende est payé à une société qui contrôle, directement ou indirectement, pas moins de la moitié du pouvoir de vote de la société payant le dividende, le crédit sera accordé comme si le dividende était un dividende de la catégorie à l'égard de laquelle l'accord a établi de telles dispositions.

- Choix **20.** Si une personne choisit qu'aucun crédit ne soit reconnu par rapport à son impôt sur le revenu pour un exercice fiscal, dans ce cas aucun crédit ne sera accordé pour cet exercice fiscal.
- Demandes **21.** Toute demande concernant un crédit sera établie au plus tard quatre ans après le terme de l'exercice fiscal pertinent et, en cas de litige en ce qui concerne le montant susceptible d'être accordé, la demande fera l'objet d'une objection et d'un recours de la même manière qu'une estimation.
- Ajustement de l'impôt **22.** Lorsque le montant de tout crédit est rendu excessif ou insuffisant en raison de tout ajustement du montant de tout impôt exigible soit à la Barbade, soit ailleurs, nulle clause dans la Loi limitant le délai pour établir une estimation ou une demande de dégrèvement ne s'appliquera à aucune estimation ou demande à laquelle l'ajustement donne lieu, s'agissant d'une estimation ou d'une demande établie au plus tard trois ans à partir du moment où toutes les estimations, tous les ajustements et autres déterminations ont été faits, que ce soit à la Barbade ou ailleurs, en tant qu'élément essentiel pour déterminer si un crédit, et le cas échéant quel crédit, doit être accordé.

PARTIE VII

Régimes de retraite enregistrés: Caisses de retraite

- Interprétation **23.** Dans la présente partie, l'expression:
- a) "cotisation" s'entend d'une cotisation annuelle à une caisse de retraite d'un montant fixe ou calculée par référence à la rémunération, aux cotisations ou au nombre de membres de la caisse;
 - b) "travailleur" s'entend d'un travailleur qui participe à une caisse de retraite;
 - c) "employeur" s'entend d'une personne pratiquant des affaires, une profession ou dirigeant une entreprise en tout ou partie à la Barbade;
 - d) "caisse" s'entend d'une caisse de retraite;
 - e) "rémunération" s'entend de tout salaire ou traitement mais n'inclut aucune prime ou paiement d'heures supplémentaires;
 - f) "caisse de retraite" s'entend de toute caisse ou régime de retraite qui a été établi(e) par un employeur pour le paiement de pensions, de rentes et de gratifications:
 - i) à ses travailleurs eu égard à la prestation de services auprès de lui lors du départ à la retraite de ce travailleur; ou
 - ii) aux personnes à charge de ces travailleurs lors du décès de ces travailleurs.

24. Une demande d'enregistrement d'une caisse de retraite en tant que régime de retraite enregistré sera adressée par écrit au Commissaire par l'employeur en relation avec les affaires, la profession ou l'entreprise pour lesquelles la caisse est établie ou envisagée d'être établie, ou par les fiduciaires de cette caisse, et sera accompagnée d'une copie de l'acte en vertu duquel la caisse est établie ou envisagée d'être établie ainsi que d'une copie des règles régissant la caisse et telles autres informations que le Commissaire peut requérir.

Demande
d'enregistrement

25. L'enregistrement d'une caisse de retraite en tant que régime de retraite enregistré ne sera accordé que s'il est démontré, à la satisfaction du Commissaire que:

Conditions
auxquelles un
enregistrement
peut être
accordé.

- 1)
 - a) la caisse est établie ou envisagée d'être établie de bonne foi, en vertu d'un acte de fiducie irrévocable, en rapport avec les affaires, la profession ou l'entreprise exercée ou dirigée en tout ou partie à la Barbade par l'employeur; ou
 - b) les avantages de la caisse établie ou envisagée d'être établie, tels que mentionnés ci-dessus, sont ou seront assurés par une compagnie d'assurances de bonne foi, exerçant ses activités à la Barbade;
- 2) la caisse a pour objectif principal d'assurer des pensions ou des rentes qui peuvent, sous réserve de la présente partie, être substituées, pour les personnes employées dans le cadre des affaires, de la profession ou de l'entreprise pour lesquelles la caisse est établie ou envisagée d'être établie, soit au moment du départ à la retraite chez l'employeur, soit après avoir atteint un âge précis, lors du départ à la retraite prématuré pour cause d'incapacité ou encore au décès de ces personnes, en faveur de leurs veuves, enfants ou personnes à charge;
- 3) l'employeur dans le cadre des affaires, de la profession ou de l'entreprise, est une personne qui finance la caisse par ses cotisations;
- 4) les règles de la caisse disposent que:
 - a) aucune prestation payable en vertu de cette caisse ne pourra faire l'objet d'un rachat ou d'une cession;
 - b) la pension ou la rente maximum ne pourra excéder deux tiers de la rémunération du travailleur à la date de son départ à la retraite;
 - c) pas plus de 25 pour cent des prestations payables ne pourront faire l'objet d'une substitution et d'un paiement sous la forme d'une somme forfaitaire exonérée d'impôt et dans le cas où les prestations payables ne prévoient pas de pension ou de rente supérieure à 240 dollars par an, ces prestations pourront également être payées sous la forme d'une somme forfaitaire exonérée de l'impôt;

- d)* au cas où l'employeur serait une société, aucun administrateur, autre qu'un administrateur de cette société employé à temps plein, n'aura droit à un paiement de cette caisse et aucune cotisation à ce fond eu égard à ses prestations en tant qu'administrateur ne sera versée à cette caisse; et, aux fins de la présente règle, un "administrateur employé à temps plein" est un administrateur qui est tenu de consacrer essentiellement l'ensemble de son temps au service de la société;
- e)* aucune pension ou rente ne sera payée autrement qu'au départ à la retraite de ces travailleurs ou lorsqu'ils atteignent l'âge de 60 ans dans le cas des travailleurs masculins et l'âge de 55 ans dans le cas des travailleurs féminins ou, lorsque le choix du départ à la retraite est laissé au travailleur, dans un délai de cinq ans à dater de l'âge pertinent mentionné dans le présent alinéa ou en cas d'incapacité à un âge moins avancé;
- f)* en cas de résiliation des services en qualité de travailleur, dans des circonstances où celui-ci n'est pas habilité à bénéficier de la cotisation de l'employeur ou des prestations assurées par la cotisation de l'employeur, ce travailleur sera remboursé, avec ou sans intérêts, des cotisations payées par lui ou il pourra racheter en contrepartie d'un paiement en espèces, toute police d'assurance ou titre de pension assuré par ses propres cotisations;
- g)* en cas de résiliation des services d'un travailleur avant l'un des âges visés à l'alinéa *e)* du présent paragraphe dans des circonstances où il est habilité à bénéficier de 50 pour cent au moins des cotisations de l'employeur ou des prestations assurées par les cotisations de l'employeur, ce travailleur sera remboursé:
 - i)* avec ou sans intérêts, des cotisations payées par lui ou il pourra racheter, contre paiement en espèces, toute police d'assurance ou titre de pension assuré par ses propres cotisations; et
 - ii)* des cotisations de l'employeur ou des prestations assurées par les cotisations de l'employeur; et
- h)* aucun travailleur qui a droit aux prestations d'une autre caisse de retraite approuvée ne cotisera à, ni ne recevra de prestation de cette caisse sans l'approbation écrite du Commissaire qui peut y adjoindre telles conditions qu'il peut juger opportunes.

26. La caisse sera ouverte à tous les travailleurs ou à tous ceux appartenant à une catégorie déterminée et la nature des prestations sera la même en ce qui concerne tous les travailleurs auxquels la caisse se rattache.

Conditions
générales
régissant une
caisse

	<p>27. 1) Le Commissaire peut enregistrer en tant que régime de retraite enregistré, en tout ou partie, toute caisse de retraite qui, selon lui, satisfait en grande partie aux conditions exposées dans la présente partie.</p> <p>2) le Commissaire donnera au demandeur, dès que possible, une notification de l'enregistrement de la caisse ou de son refus d'enregistrer la caisse et, s'il enregistre la caisse, la notification spécifiera la date à partir de laquelle cette caisse est enregistrée.</p>	Portée de l'enregistrement et notification de celui-ci
	<p>28. Si toute modification des règles, de la constitution ou des conditions d'une caisse est apportée à tout moment après la date de demande d'enregistrement de celle-ci, l'employeur, les administrateurs fiduciaires ou personnes chargées de la gestion de la caisse notifieront aussitôt par écrit ces changements au Commissaire et, à défaut de cette notification, tout enregistrement accordé sera, sauf si le Commissaire en décide autrement, considéré comme ayant été retiré à partir de la date à laquelle les modifications ont été apportées.</p>	Notification du Commissaire de toute modification dans les règlements, etc. de la caisse
	<p>29. 1) Le Commissaire peut à tout moment retirer l'enregistrement d'une caisse de retraite qui, selon lui, ne satisfait plus à titre essentiel aux conditions exposées dans la présente partie.</p> <p>2) Le Commissaire donnera à l'employeur, aux administrateurs fiduciaires ou personnes chargées de la gestion de la caisse de retraite, une notification de ce retrait et la date à partir de laquelle ce retrait entre en vigueur.</p>	Pouvoir du Commissaire de retirer l'enregistrement Notification de retrait
Notification du Commissaire de tous les paiements effectués à partir d'une caisse, et à fournir avec les déclarations 1987/4	<p>30. L'employeur, les administrateurs fiduciaires ou personnes chargées de la gestion de toute caisse de retraite notifieront au Commissaire tous les paiements effectués à partir de toute caisse de ce genre et de tous les paiements versés à un travailleur qui finance ou a financé cette caisse par ses cotisations et n'effectueront aucun paiement à partir de toute caisse de ce genre qui consiste en un rendement des cotisations, sans l'approbation préalable et écrite du Commissaire.</p>	
Obligation des administrateurs fiduciaires, etc. d'une caisse de fournir au Commissaire les informations relatives à la caisse	<p>31. Les administrateurs fiduciaires et les personnes chargées de la gestion de toute caisse de retraite ainsi que tout employeur qui cotise à toute caisse de ce genre fourniront au Commissaire, lorsqu'ils en seront requis par une notification du Commissaire, dans un délai imparti par la notification et qui ne sera pas inférieur à 14 jours, tels informations et renseignements en rapport avec la caisse qu'il peut demander.</p>	
Tenue de la comptabilité de la caisse conformément aux instructions du Commissaire	<p>32. Les comptes d'une caisse de retraite seront tenus de telle façon et pour telles périodes et contiendront tels renseignements que le Commissaire peut imposer.</p>	
Écoulement des actifs de la caisse lors de la liquidation	<p>33. En cas de liquidation de la caisse, les actifs de celle-ci seront affectés à la prestation d'avantages de nature similaire à ceux auxquels le travailleur ou ses personnes à charge avai(en)t en vertu de cette caisse, immédiatement avant sa liquidation et, en cas de tout excédent des actifs après une telle prestation, à la prestation d'avantages majorés de nature similaire pour ce travailleur ou ses personnes à charge.</p>	

Caisses
approuvées
conformément à
la Loi de 1921
de l'impôt sur le
revenu

34. Une caisse de retraite approuvée en vertu de l'article 18A de la *Loi de 1921 de l'impôt sur le revenu* sera considérée comme étant enregistrée en tant que régime de retraite enregistré aux fins de la loi, sauf retrait ou annulation de l'enregistrement.

PARTIE VIII

Caisses de retraite enregistrées: Caisses de prévoyance

Interprétation

35. Dans la présente partie, l'expression:

- a) "cotisation" s'entend d'une cotisation annuelle à une caisse de prévoyance, d'un montant fixe ou calculé par référence à la rémunération, aux cotisations ou au nombre de membres de la caisse;
- b) "travailleur" s'entend d'un travailleur qui participe à une caisse de prévoyance;
- c) "employeur" s'entend d'une personne pratiquant des affaires, une profession ou dirigeant une entreprise en tout ou partie à la Barbade;
- d) "caisse" s'entend d'une caisse de prévoyance;
- e) "caisse de prévoyance" s'entend de toute caisse ou régime de prévoyance qui a été établi(e) par un employeur pour le paiement de sommes forfaitaires et autres avantages:
 - i) à ses travailleurs eu égard à la prestation de services auprès de lui lors du départ à la retraite de ce travailleur après une période de service précise; ou
 - ii) aux personnes à charge de ces travailleurs lors du décès de ces travailleurs.
- f) "rémunération" s'entend de tout salaire, paie ou traitement mais n'inclut aucune prime ni aucun paiement d'heures supplémentaires.

36. Une demande d'enregistrement d'une caisse de prévoyance en tant que régime de prévoyance enregistré sera adressée par écrit au Commissaire par l'employeur en relation avec les affaires, la profession ou l'entreprise pour lesquelles la caisse est établie ou envisagée d'être établie, ou par les administrateurs fiduciaires de cette caisse, et sera accompagnée d'une copie de l'acte en vertu duquel la caisse est établie ou envisagée d'être établie ainsi que d'une copie des règles régissant la caisse et telles autres informations que le Commissaire peut requérir.

Demande
d'enregistrement

37. L'enregistrement d'une caisse de prévoyance en tant que régime de prévoyance enregistré ne sera accordé que s'il est démontré, à la satisfaction du Commissaire que:

Conditions
auxquelles
l'enregistrement
peut être
accordé.

- 1) a) la caisse est établie ou envisagée d'être établie de bonne foi, en vertu d'un acte de fiducie irrévocable, en rapport avec les affaires, la profession ou l'entreprise exercée ou dirigée en tout ou partie à la Barbade par l'employeur; ou

- b) les avantages de la caisse établie ou envisagée d'être établie, tels que mentionnés ci-dessus, sont ou seront assurés par une compagnie d'assurances de bonne foi, exerçant ses activités à la Barbade;
- 2) la caisse a pour objectif principal d'assurer le paiement de sommes forfaitaires ou autres avantages aux personnes employées dans le cadre des affaires, de la profession ou de l'entreprise pour lesquelles la caisse est établie ou envisagée d'être établie, pour ces personnes soit lors de leur départ à la retraite après une période de service précise chez l'employeur, soit lorsque les travailleurs quittent leur emploi avant l'expiration de cette période, soit au décès de ces personnes, en faveur de leurs veuves, enfants ou personnes à charge;
- 3) l'employeur dans le cadre des affaires, de la profession ou de l'entreprise, est une personne qui finance la caisse par ses cotisations;
- 4) les règles de la caisse disposent que:
 - a) aucune somme payable à tout travailleur ne pourra faire l'objet d'un rachat ou d'une cession;
 - b) l'employeur ne disposera d'aucune charge, d'aucun privilège ni d'aucun droit sur toute cotisation à ce fonds par tout travailleur ni encore aucun intérêt sur ce fonds;
 - c) hormis lorsque les cotisations s'effectuent par voie de primes payées à la compagnie d'assurances, les cotisations versées à cette caisse eu égard à un travailleur seront créditées sur le compte particulier dont le travailleur est titulaire dans cette caisse, à intervalles ne pouvant être supérieurs à un an;
 - d) la caisse ne concernera que les travailleurs rémunérés au taux maximum de 3 600 dollars par an ou, lorsque les avantages sont assurés, aux travailleurs dont les avantages en vertu de la caisse n'excèdent pas deux ans de rémunération de façon, cependant, à ce que les avantages payables n'excèdent pas 7 200 dollars;
 - e) hormis lorsque la caisse est assurée, cette caisse ne comprendra que les cotisations versées par l'employeur à l'égard de ses travailleurs et les cotisations versées par les travailleurs, ainsi que tout intérêt raisonnable versé sur ces cotisations et tous titres achetés à partir du montant se trouvant au crédit de cette caisse avec les intérêts versés sur ces titres;
 - f) au cas où l'employeur serait une société, aucun administrateur, autre qu'un administrateur de cette société employé à temps plein, n'aura droit à un paiement de cette caisse et aucune cotisation à ce fonds eu égard à ses prestations en tant qu'administrateur ne sera versée à cette caisse; et, aux fins de la présente règle, un "administrateur employé à temps plein" est un administrateur qui est tenu de consacrer essentiellement l'ensemble de son temps au service

de la société et qui n'est pas le dépositaire pour le compte de tiers ou qui puisse, directement ou indirectement, contrôler plus de 5 pour cent du capital-actions ou du droit de vote de cette société;

- g) aucun travailleur qui a droit aux prestations d'une autre caisse de prévoyance approuvée ne cotisera à, ni ne recevra de prestation de cette caisse sans l'approbation écrite du Commissaire qui peut y adjoindre telles conditions qu'il peut juger opportunes;
- h) aucune somme ne sera payée à tout travailleur pendant ses prestations au service de l'employeur;
- i) aucune somme à laquelle l'employeur aura cotisé ne sera payée à aucun travailleur si ce n'est lors du départ à la retraite de ce travailleur ou lorsqu'il aura atteint l'âge de 60 ans dans le cas des travailleurs masculins et l'âge de 55 ans dans le cas des travailleurs féminins ou, lorsque le choix du départ à la retraite est laissé au travailleur, dans un délai de cinq ans à dater de l'âge pertinent mentionné dans le présent alinéa ou en cas d'incapacité à un âge moins avancé;
- j) en cas de décès de ce travailleur, aucune somme autre que la somme se trouvant au crédit de ce travailleur dans la caisse au moment de son décès ou le montant assuré ne sera payée à la veuve ou à toute personne à charge du travailleur;
- k) les cotisations de ce travailleur à la caisse, ainsi que les intérêts raisonnables sur ces cotisations ou, lorsque les avantages sont assurés, les avantages assurés par les cotisations du travailleur ne seront payés à ce travailleur qui a quitté le service de cet employeur dans des conditions ne lui donnant pas droit aux cotisations de l'employeur; et
- l) toute somme due à ce travailleur à partir de cette caisse lui sera payée aussitôt que possible après qu'il a quitté ce service ou, en cas de décès du travailleur, sera payée à la personne y ayant droit aussitôt que possible après ce décès.

Conditions
générales
régissant la
caisse

38. La caisse sera ouverte à tous les travailleurs ou à tous ceux appartenant à une catégorie déterminée et la nature des prestations sera la même en ce qui concerne tous les travailleurs auxquels la caisse se rattache.

Portée de
l'enregistrement
et notification
de celui-ci

- 39.** 1) Le Commissaire peut enregistrer en tant que régime de retraite enregistré, en tout ou partie, toute caisse de prévoyance qui, selon lui, satisfait en grande partie aux conditions exposées dans la présente partie.
- 2) le Commissaire donnera au demandeur, dès que possible, une notification de l'enregistrement de la caisse ou de son refus d'enregistrer la caisse et, s'il enregistre la caisse, la notification spécifiera la date à partir de laquelle cette caisse est enregistrée.

Notification du Commissaire de toute modification dans les règlements, etc. de la caisse

40. Si toute modification des règles, de la constitution ou des conditions d'une caisse est apportée à tout moment après la date de demande d'enregistrement de celle-ci, l'employeur, les administrateurs fiduciaires ou personnes chargées de la gestion de la caisse notifieront aussitôt par écrit ces changements au Commissaire et, à défaut de cette notification, tout enregistrement accordé sera, sauf si le Commissaire en décide autrement, considéré comme ayant été retiré à partir de la date à laquelle les modifications ont été apportées.

Pouvoir du Commissaire de retirer l'enregistrement Notification de retrait

41. 1) Le Commissaire peut à tout moment retirer l'enregistrement d'une caisse de prévoyance qui, selon lui, ne satisfait plus à titre essentiel aux conditions exposées dans la présente partie.

2) Le Commissaire donnera à l'employeur, aux administrateurs fiduciaires ou personnes chargées de la gestion de la caisse de prévoyance, une notification de ce retrait et la date à partir de laquelle ce retrait entre en vigueur.

Notification du Commissaire de tous les paiements effectués à partir d'une caisse et à fournir avec les déclarations

42. 1) L'employeur, les administrateurs fiduciaires ou personnes chargées de la gestion de toute caisse de prévoyance notifieront au Commissaire tous les paiements effectués à partir de toute caisse de ce genre et de tous les paiements versés à un travailleur qui cotise ou a cotisé à cette caisse et n'effectueront aucun paiement à partir de toute caisse de ce genre qui consiste en un rendement des cotisations, sans l'approbation préalable et écrite du Commissaire.

2) Lorsque tout paiement est effectué à partir de toute caisse de ce genre, par voie de pension ou de rente, à toute personne qui a été un travailleur et qui a cotisé à cette caisse ou à toute personne à charge de ce travailleur, l'employeur, les administrateurs fiduciaires ou personnes chargées de la gestion de la caisse remettront les déclarations requises comme devant être remises par les employeurs en vertu de la Partie X, et déduiront l'impôt sur le revenu conformément aux dispositions de ladite Partie comme si ces personnes étaient les employeurs de la personne à laquelle ce versement est effectué.

3) Lorsque tout paiement est effectué par une compagnie d'assurances, par voie de pension ou de rente, à une personne qui a été un travailleur et qui a cotisé à cette caisse ou à toute personne à charge de ce travailleur, la compagnie remettra au Commissaire telles déclarations qu'il peut demander.

43. Les administrateurs fiduciaires et les personnes chargées de la gestion de toute caisse de retraite ainsi que tout employeur qui cotise à toute caisse de ce genre fourniront au Commissaire, lorsqu'ils en seront requis par une notification du Commissaire, dans un délai imparti par la notification et qui ne sera pas inférieur à 14 jours, tels informations et renseignements en rapport avec la caisse qu'il peut demander.

Obligation des administrateurs fiduciaires, etc. d'une caisse de fournir au Commissaire les informations relatives à la caisse

44. Les comptes d'une caisse de retraite seront tenus de telle façon et pour telles périodes et contiendront tels renseignements que le Commissaire peut imposer.

Tenue de la comptabilité de la caisse conformément aux instructions du Commissaire

45. En cas de liquidation de la caisse, les actifs de celle-ci seront affectés à la prestation d'avantages de nature similaire à ceux auxquels le travailleur ou ses personnes à charge avai(en)t en vertu de cette caisse, immédiatement avant sa liquidation et, en cas de tout excédent des actifs après une telle prestation, à la prestation d'avantages majorés de nature similaire pour ce travailleur ou ses personnes à charge.

Écoulement des actifs de la caisse lors de la liquidation

46. Une caisse de prévoyance approuvée en vertu de l'article 18A de la *Loi de 1921 de l'impôt sur le revenu* sera considérée comme étant enregistrée en tant que régime de retraite enregistré aux fins de la loi, sauf retrait ou annulation de l'enregistrement.

Caisses approuvées conformément à la *Loi de 1921 de l'impôt sur le revenu*

PARTIE IX

Caisses de retraite enregistrées: Contrats de rentes

Interprétation

47. Dans la présente partie, l'expression:

- a) "rentier viager" s'entend d'une personne physique à laquelle, en vertu d'un contrat de rente, il est convenu de payer ou de fournir une rente à vie;
- b) "contrat de rente" s'entend d'un contrat entre une personne physique et une personne autorisée à exercer à la Barbade des activités consistant à accorder des rentes sur la vie humaine, conformément aux conditions auxquelles il est convenu de payer ou de fournir une rente à vie;
- c) "personne physique" s'entend d'un travailleur salarié ou d'une personne qui perçoit un revenu découlant d'activités exercées par elle en tant que personne physique ou, dans le cas d'un partenariat, en tant que partenaire agissant à titre personnel dans le cadre de ces activités;
- d) "date d'échéance" s'entend de la date fixée en vertu d'un contrat de rente pour le commencement de toute rente dont le paiement est prévu par le contrat; et
- e) "prime" s'entend de tout montant périodique payé ou payable à titre de rémunération en vertu d'un contrat de rente.

1972/31

Demande d'enregistrement

48. Une demande d'enregistrement d'un contrat de rente en tant que régime de retraite enregistré sera adressée par écrit au Commissaire, par l'une des parties au contrat et sera accompagnée d'une copie du contrat ainsi que de telles autres informations que le Commissaire peut demander.

Conditions auxquelles l'enregistrement peut être accordé.

49. L'enregistrement d'un contrat de rente en tant que régime de retraite enregistré ne sera pas accordé à moins qu'il soit démontré, de façon satisfaisante pour le Commissaire que:

- a) les primes en vertu du contrat de rente doivent être payées par le rentier viager;
- b) sous réserve du Règlement 50, le contrat de rente:
 - i) ne prévoit pas le paiement, pendant la vie du rentier viager, de toute autre somme qu'une prime, hormis des sommes payables par voie de rente au rentier viager, à la veuve ou au veuf du rentier viager;

- ii) ne prévoit pas que la rente payable au rentier viager commence avant la retraite ou la date d'échéance;
 - iii) ne prévoit pas le paiement, par la personne exerçant les activités d'octroi des rentes, de toute autre somme hormis les sommes payables par voie de rente au veuf ou à la veuve du rentier viager et toute somme qui, au cas où aucune rente ne serait payable à un rentier viager ou à la veuve ou au veuf du rentier viager, est payable aux représentants légaux du rentier viager par voie d'un rendement sur les primes ou d'intérêts raisonnables sur ces primes ou de dividendes exceptionnels sur les bénéfices;
 - iv) ne prévoit pas une rente, payable le cas échéant, payable à la veuve ou au veuf du rentier viager, d'un montant annuel supérieur à celui payé ou payable au rentier viager; ou
 - v) ne prévoit pas le paiement d'une rente autrement que pour la durée de vie du rentier viager ou de la veuve ou du veuf du rentier viager; et
- c) le contrat de rente inclut une disposition stipulant qu'aucune rente payable en vertu de ce contrat est susceptible, en tout ou partie, de faire l'objet d'un rachat, d'une substitution ou d'une cession.

50. Le Commissaire peut enregistrer un contrat de rente, en tant que régime de retraite enregistré, qui satisfait autrement aux dispositions du Règlement 49, malgré le fait que le contrat de rente:

Dispositions
permises dans
les contrats de
rente

- a) prévoit le paiement, après le décès du rentier viager, d'une rente à une personne à charge qui n'est ni la veuve, ni le veuf du rentier viager;
- b) prévoit le paiement, au rentier viager, d'une rente débutant avant le départ à la retraite ou la date d'échéance si la rente est payable lorsqu'il est dans l'incapacité, en raison d'une infirmité mentale ou physique, d'exercer sa profession, un métier, des affaires ou activités de nature similaire à celles pour lesquelles il est formé ou apte;
- c) prévoit la poursuite du paiement de la rente à toute personne pendant un certain délai, n'excédant pas dix ans, malgré son décès pendant ce délai, ou la résiliation ou la suspension en cas de mariage, de remariage ou autre circonstance, du paiement de la rente à toute personne; ou
- d) dans le cas d'une rente dont le versement se poursuivrait pendant un certain délai, prévoit que la rente soit cessible par voie de testament, ou dans le cas du décès d'une personne à laquelle cette rente est payable, qu'elle soit cessible par les représentants légaux de cette personne lors de la répartition de sa succession afin de donner effet à une disposition testamentaire, ou aux droits de toute personne habilitée par succession *ab intestat*, ou à sa dotation à un legs, à une part ou un intérêt sur la succession.

- Enregistrement **51. 1)** Le Commissaire peut enregistrer en tant que régime de retraite enregistré, en tout ou partie, tout contrat de rente qui, selon lui, satisfait en grande partie aux conditions exposées dans la présente partie.
- 2) Le Commissaire donnera au demandeur, dès que possible, une notification de l'enregistrement du contrat de rente ou de son refus d'enregistrer le contrat de rente et, s'il enregistre le contrat de rente, la notification spécifiera la date à partir de laquelle ce contrat de rente est enregistré.

Modifications dans les contrats de rente **52.** Si toute modification des règles, de la constitution ou des conditions d'un contrat de rente est apportée à tout moment après la date de demande d'enregistrement du contrat, le rentier viager notifiera aussitôt par écrit ce changement au Commissaire et, à défaut de cette notification, tout enregistrement accordé sera, sauf si le Commissaire en décide autrement, considéré comme ayant été retiré à partir de la date à laquelle les modifications ont été apportées.

Retrait de l'enregistrement **53. 1)** Le Commissaire peut à tout moment retirer l'enregistrement d'un contrat de rente qui, selon lui, ne satisfait plus aux conditions exposées dans la présente partie.

- 2) Le Commissaire donnera aux parties, aussitôt que possible, une notification de ce retrait et la date à partir de laquelle ce retrait entre en vigueur.

54. 1) Une personne accordant une rente en vertu d'un contrat de rente notifiera au Commissaire tous les paiements effectués en vertu de ce contrat.

- 2) Une personne accordant une rente en vertu d'un contrat de rente remettra les déclarations requises comme devant être remises par les employeurs en vertu de la Partie X, et déduira l'impôt sur le revenu conformément aux dispositions de ladite Partie comme si cette personne était un employeur de la personne à laquelle ce versement est effectué.

Notification du Commissaire de tous les paiements effectués en vertu de contrats de rente et à fournir avec les déclarations

55. Un contrat de rente approuvé en vertu de l'article 18B de la *Loi de 1921 de l'impôt sur le revenu* sera considéré comme étant enregistré en tant que régime de retraite enregistré aux fins de la loi, sauf retrait ou annulation de l'enregistrement.

Contrats de rentes approuvés conformément à la *Loi de 1921 de l'impôt sur le revenu*

PARTIE IX A

Plans d'épargne-retraite enregistrés

55A. Dans la présente partie:

- a) "institution agréée" s'entend d'une institution réglementée par la Banque centrale ou par le Superviseur des assurances et inclut également une banque commerciale, une compagnie d'assurance-vie, une coopérative de crédit ou une société fiduciaire;
- b) "cotisation" s'entend d'une cotisation fixe payée périodiquement mais au moins une fois par an, à un plan;

Interprétation
1998/155

- c) "plan" s'entend d'un plan d'épargne-retraite qui a été institué par une institution agréée, en vertu duquel le paiement d'une cotisation est versé par une personne physique:
- i) en fiducie à une institution agréée en vertu d'une fiducie; ou
 - ii) en fiducie à une institution agréée qui est autorisée par la loi à émettre des contrats d'investissement prévoyant le paiement au, ou au crédit du titulaire de ce contrat d'un montant fixe ou à déterminer, à la date d'échéance de toute période, ou d'un autre montant à titre de cotisation en vertu de tout contrat de ce genre entre la personne physique et l'institution agréée;

devant être utilisée, investie ou autrement affectée, le cas échéant, par l'institution agréée afin de fournir à la personne physique, à partir de la date d'échéance, une rente à vie.

Demande
d'enregistrement
1998/155

55B. Une demande d'enregistrement du plan sera adressée par écrit au Commissaire, par:

- a) une institution agréée en relation avec les affaires, la profession ou l'entreprise de laquelle le plan est établi ou envisagé d'être établi; ou
- b) les administrateurs fiduciaires du plan;

et sera accompagnée d'une copie du contrat et telles autres informations que le Commissaire peut requérir.

Conditions
auxquelles
l'enregistrement
peut être
accordé
1998/155

55C. 1) L'enregistrement d'un plan ne sera pas accordé à moins qu'il soit démontré, de façon jugée satisfaisante par le Commissaire, que:

- a) le plan ne prévoit pas, en tout ou partie, le paiement de tout avantage avant la date d'échéance, hormis par le biais:
 - i) d'un remboursement des cotisations;
 - ii) d'un paiement au rentier viager; ou
 - iii) du retrait des cotisations;
- b) aucune prime ne sera payée après la date d'échéance du plan qui se produira au cours de l'année pendant laquelle le rentier viager atteindra l'âge de 65 ans;
- c) le revenu de la retraite payable en vertu du plan ne sera pas cédé ou racheté, en tout ou partie, hormis lors d'un transfert direct des primes du plan vers un autre plan de retraite; et
- d) la date d'échéance n'aura pas lieu avant l'âge de 55 ans.

- 2) Aux fins du présent règlement, "remboursement des cotisations" s'entend de tout montant payé à un conjoint ou bénéficiaire à partir ou en vertu d'un plan d'épargne-retraite enregistré du rentier viager lorsque le rentier viager est décédé avant la date d'échéance du plan et que le montant a été payé par suite du décès.

55D. Le Commissaire peut enregistrer le plan malgré le fait que le plan:

- a) soit adjoint à un contrat ou autre disposition qui ne soit pas un plan de retraite enregistré;
- b) prévoit le paiement d'un avantage, après la date d'échéance, par voie de dividende;
- c) prévoit le paiement, au rentier viager, d'une rente débutant avant le départ à la retraite ou la date d'échéance si la rente est payable au rentier viager lorsqu'il est dans l'incapacité, en raison d'une infirmité mentale ou physique, d'exercer sa profession, un métier, des affaires ou activités de nature similaire à celles pour lesquelles il est formé ou apte;
- d) prévoit la poursuite du paiement de la rente à toute personne pendant un certain délai, n'excédant pas 15 ans, malgré son décès pendant ce délai, ou la résiliation ou la suspension en cas de mariage, de remariage ou autre circonstance, du paiement de la rente à toute personne; ou
- e) dans le cas d'une rente dont le versement se poursuivrait pendant un certain délai, prévoit que la rente soit cessible par voie de testament, ou dans le cas du décès d'une personne à laquelle cette rente est payable, qu'elle soit cessible par les représentants légaux de cette personne lors de la répartition de la succession de cette personne afin de donner effet à une disposition testamentaire, ou aux droits de toute personne habilitée par succession *ab intestat*, ou à sa dotation à un legs, à une part ou un intérêt sur la succession;
- f) prévoit le transfert direct de fonds, d'un plan vers un autre plan de retraite, sans encourir de responsabilité fiscale;
- g) prévoit le rétablissement du plan à tout moment dans un délai de deux ans à compter de la date de défaut;
- h) prévoit le paiement de primes forfaitaires occasionnelles;
- i) prévoit que 25 pour cent, au maximum, des avantages payables puissent être substitués par, et payés sous la forme d'une somme forfaitaire moins tout retrait précédent; et
- j) comporte telles autres modalités qui ne sont pas incompatibles avec ce qui est obligatoire ou permis.

Dispositions
permises dans
les plans
d'épargne
retraite
enregistrés
1998/155

Enregistrement
1998/155

55E. 1) Le Commissaire peut enregistrer un plan qui satisfait aux conditions de la présente partie.

- 2) Le Commissaire donnera au demandeur, dès que possible, une notification de l'enregistrement du plan ou de son refus d'enregistrer le plan et, s'il enregistre le plan, la notification spécifiera la date à partir de laquelle ce contrat de rente est enregistré.

Retrait de
l'enregistrement
1998/155

- 55F.** 1) Le Commissaire peut à tout moment retirer l'enregistrement d'un plan qui, selon lui, ne satisfait plus aux conditions exposées dans la présente partie.
- 2) Le Commissaire donnera aux parties au plan, aussitôt que possible, une notification de tout retrait d'enregistrement en vertu du paragraphe 1) et la date à partir de laquelle ce retrait entre en vigueur.

Modifications
dans les
conditions du
plan
1998/155

- 55G.** 1) Lorsqu'il s'avère nécessaire de modifier les conditions d'un plan, l'institution agréée:
- a) adressera une demande au Commissaire pour obtenir la permission de modifier le plan; et
 - b) ne modifiera pas le plan tant que la permission demandée n'aura pas été accordée.
- 2) Lorsque aucune demande n'est faite conformément au paragraphe 1) et que des modifications sont apportées à un plan, tout enregistrement effectué en vertu de ce plan sera, à moins que le Commissaire n'en décide autrement, considéré comme ayant été retiré à partir de la date à laquelle la modification est entrée en vigueur.

- 55H.** 1) Lorsqu'une institution agréée accorde une rente en vertu d'un plan, l'institution notifiera au Commissaire tous les paiements effectués en vertu de ce contrat.
- 2) Une institution agréée accordant une rente en vertu du paragraphe 1) remettra au Commissaire toutes les déclarations requises comme devant être remises par les employeurs en vertu de la Partie X, et déduira l'impôt sur le revenu conformément aux dispositions de ladite partie comme si cette institution était un employeur de la personne à laquelle ce versement est effectué.

Notification du
Commissaire de
tous les
paiements
effectués en
vertu des plans
et à fournir avec
les déclarations
1998/155

PARTIE X

Déductions fiscales pour les personnes employées

- 56.** Dans la présente partie, l'expression:

Interprétation
1987/4

- a) "formulaire approprié" s'entend d'un formulaire approuvé par le Commissaire, à utiliser dans tout cas particulier autorisé par la présente partie;
- b) "déclaration" s'entend de la déclaration visée au Règlement 57;
- c) "travailleur" s'entend de toute personne percevant un traitement;
- d) "employeur" s'entend de toute personne payant un traitement que ce soit sur son propre compte ou en faveur d'une autre personne; et
- e) "total des abattements", eu égard à une personne physique, s'entend de l'ensemble des déductions auxquelles la personne physique a droit en vertu des Sections L à P de la Partie II de la loi.

1980-12
1987/4

- 57. 1)** Sous réserve des paragraphes 2) et 3), toute personne physique à laquelle un traitement est payé peut, dans le but de permettre le calcul des déductions devant être effectuées à partir de cette rémunération par rapport au total des abattements dont bénéficie cette personne, remplir avec la personne effectuant le paiement une déclaration sur le formulaire approprié, contenant les informations prescrites.

Déclarations par les personnes percevant une rémunération 1984/59

- 2) Aucune déclaration ne peut être remplie par:

1985/136

- a) un non-résident;
- b) une personne spécifiée, ou qui satisfait à toute condition énoncée dans une notification du Commissaire, sauf si elle est spécifiquement autorisée par le Commissaire à remplir une déclaration.

- 3) Lorsqu'une personne habilitée à établir une déclaration en vertu du présent règlement reçoit une rémunération de deux employeurs distincts, elle peut remplir une déclaration avec un seul de ces employeurs, devant être choisi par elle.

Employeurs principaux et immédiats

- 58. 1)** Lorsqu'un travailleur travaille sous le contrôle et la direction d'une personne qui n'est pas son employeur immédiat, cette personne (ci-après dénommée dans le présent règlement "employeur principal") sera considérée comme étant l'employeur aux fins de la présente partie, et l'employeur immédiat fournira à l'employeur principal les renseignements sur la rémunération du travailleur tels que pouvant s'avérer nécessaires pour permettre à l'employeur principal de satisfaire aux dispositions de la présente partie.

- 2) Si le traitement du travailleur lui est réellement payé par l'employeur immédiat:

- a) l'employeur immédiat sera informé par l'employeur principal du montant de l'impôt à déduire lorsque le traitement est payé au travailleur et déduira en conséquence le montant ainsi notifié; et
- b) l'employeur principal établira une déduction correspondante lorsqu'il effectuera, à l'employeur immédiat, le paiement à partir duquel ladite rémunération sera payée.

Déduction d'impôt

Déduction d'impôt 1987/4 1985/136

- 59. 1)** Sous réserve des dispositions des Règlements 60, 61 et 63, lors de tout paiement du traitement à un travailleur, l'employeur déduira à titre d'impôt le montant figurant dans la colonne du tableau appropriée du tableau d'imposition devant être utilisé face à ce montant apparaissant dans la première colonne dudit tableau, qui sera le même que, ou le plus proche du montant de la rémunération due au travailleur; mais lorsque:

- a) la période de paiement pour laquelle la rémunération doit être payée n'est pas prévue dans les tableaux d'imposition; ou

- b) la rémunération payée par année est supérieure à tout montant prévu dans la première colonne du tableau devant être utilisé;

le montant à déduire sera déterminé par le Commissaire.

- 2) Dans le cas où le montant de la rémunération due au travailleur serait un montant situé exactement entre deux montants figurant dans la première colonne du tableau devant être utilisé, l'impôt à déduire sera le montant figurant dans la colonne appropriée dudit tableau, en face du plus élevé de ces deux montants.
- 3) Aux fins du présent règlement, le tableau des tableaux d'imposition devant être utilisé sera le tableau des tableaux d'imposition préparés par le Commissaire, conformément au Règlement 78, qui prend en considération le total des abattements et correspond à la période de paiement pour laquelle le traitement doit être payé, et la colonne appropriée sera la colonne dudit tableau figurant sous cette série de déductions totales spécifiées dans le tableau, au sein duquel est inclus le total des abattements du travailleur ou la majeure partie de celles-ci et dont l'impôt doit être déduit; toutefois, dans le cas d'un travailleur auquel il est interdit de remplir une déclaration en vertu du paragraphe 2) du Règlement 57, ou qui n'a pas rempli de déclaration, le tableau des tableaux d'imposition devant être utilisé sera le tableau préparé par le Commissaire conformément au Règlement 78, sans tenir compte du total des abattements et qui correspond à la période de paiement pour laquelle le traitement doit être payé, et la colonne appropriée sera, dans de tels cas, la seconde colonne de ce tableau.
- 4) Afin d'établir les déductions d'impôt en vertu du présent règlement, lorsque l'employeur retient sur la rémunération un montant à titre de cotisation par le travailleur à un régime de retraite enregistré, le solde restant après déduction du montant retenu sera considéré comme le montant de la rémunération due au travailleur.

1993/63

Primes et
augmentations
rétroactives de
la rémunération

60. Lors du paiement d'une prime ou lors du paiement de toute somme afin de satisfaire à toute majoration rétroactive du traitement accordée à un travailleur, les déductions d'impôt suivantes seront, sous réserve des dispositions des Règlements 61 et 63, effectuées par l'employeur conformément aux dispositions suivantes:

- a) lorsque l'employeur reçoit, à la date du paiement de la prime, le traitement provenant de l'employeur qui paie la prime, dans ce cas:
- i) le montant total de la prime sera divisé par le nombre de périodes de paiement (appropriées au travailleur) dans l'année au cours de laquelle elle est payée;
 - ii) le montant résultant sera ajouté au montant du traitement (avant que l'impôt soit déduit) qui était payable au travailleur pendant la période immédiatement antérieure à la date à laquelle la prime est payée;

- iii) le montant de l'impôt qui aurait dû être déduit au cours de la période immédiatement antérieure à la date à laquelle la prime est payée, telle que précitée, eu égard à cette somme totale sera déterminé par référence au tableau d'imposition approprié; et
 - iv) le montant de l'impôt à déduire de la prime sera la différence entre l'impôt, déterminé conformément à la clause iii) et l'impôt, le cas échéant, réellement déduit au cours des périodes de paiement immédiatement antérieures, telles que précitées, multipliée par le nombre de périodes de paiement au cours de l'année;
 - b) lorsque le travailleur, à la date du paiement de la prime, ne reçoit plus de traitement de l'employeur qui paie la prime, le montant de l'impôt devant être déduit sera l'impôt pour l'année au cours de laquelle la prime est payée qui apparaît comme déductible dans le tableau approprié préparé par le Commissaire en vertu du paragraphe 3) du Règlement 78 (lequel est un tableau préparé sans prendre en considération aucun montant du total des abattements); et
 - c) dans le cas d'un paiement rétroactif, le montant de l'impôt devant être déduit sera la différence entre l'impôt total qui aurait dû être déduit conformément au Règlement 59 si ce paiement avait été étalé uniformément au cours de ces périodes de paiement pour lesquelles le paiement est effectué et ajouté au montant du traitement payé au cours de ces périodes de paiement et au montant de l'impôt déduit eu égard à ces périodes de paiement avant la réalisation du paiement rétroactif.
- 61. 1)** Nonobstant le Règlement 59, le Commissaire peut donner des directives aux employeurs en ce qui concerne le montant de l'impôt, le cas échéant, à déduire de:
- a) la rémunération des travailleurs engagés dans un emploi occasionnel ou saisonnier; ou
 - b) la rémunération des travailleurs recevant une rémunération de plus d'une source à la fois; ou
 - c) la rémunération des travailleurs dans tout cas où, de l'avis du Commissaire, l'impôt devant être déduit par référence aux tableaux d'imposition est insuffisant à couvrir l'assujettissement à l'impôt sur cette rémunération; ou
 - d) la rémunération des travailleurs de toute autre catégorie de situations qui, de l'avis du Commissaire, est une catégorie de situations de nature telle que la déduction de l'impôt par rapport aux tableaux d'imposition serait impraticable ou serait d'une difficulté excessive.
- Dédution de l'impôt et autres montants conformément aux instructions du Commissaire
- 1985/136

- 2) Nonobstant le Règlement 59, le Commissaire peut ordonner à un employeur de déduire du traitement de chaque période pour l'un de ses travailleurs qui serait redevable envers la Couronne, en vertu de la loi, tel montant (exprimé soit en dollars soit en pourcentage de ce traitement) qui pourrait être spécifié dans les directives jusqu'à ce que la dette du travailleur envers la Couronne, en vertu de la loi, soit apurée.
- 3) Sans préjudice des dispositions qui précèdent dans le présent règlement, toute directive donnée en application des dispositions du présent règlement peuvent, en particulier, inclure des directives concernant la manière dont l'impôt ou, le cas échéant, d'autres montants seront déduits, la période au cours de laquelle cette déduction sera effectuée et tels autres sujets que le Commissaire peut juger opportuns, et tout employeur auquel toute directive de ce genre sera donnée se conformera aux directives ainsi données.

Décès du
travailleur

62. Si tout traitement est payé par un employeur à tout moment après la date du décès d'un travailleur, l'employeur par lequel le traitement est payé déduira, sous réserve des dispositions du Règlement 63 lors de la réalisation de tout paiement de ce genre, conformément aux dispositions de la présente partie, l'impôt sur ce traitement comme si le travailleur était toujours en vie à la date du paiement.

Rémunérations
exonérées

63. Un impôt ne sera pas déduit par un employeur sur:

- a) le traitement de tout travailleur qui exécute les fonctions propres à son emploi, entièrement hors de la Barbade;
- b) le traitement payé hors de la Barbade à un travailleur hors de la Barbade;
- c) un avantage de régime de retraite ou des indemnités de mise à la retraite résultant d'un emploi qui est entièrement exécuté en dehors de la Barbade; ou
- d) le traitement de toute personne à laquelle s'applique une notification en vertu de l'alinéa c) du paragraphe 2) du Règlement 57;

à moins que le Commissaire, dans tout cas particulier, ordonne à l'employeur de déduire un impôt conformément à la présente partie.

Limite

64. Le montant de l'impôt à déduire conformément à toute directive donnée par le Commissaire dans tout cas particulier ne pourra, sauf dans les cas visés aux alinéas b) et c) du paragraphe 1) du Règlement 61, excéder le montant de l'impôt qui est déductible ou serait déductible par référence aux tableaux d'imposition.

Détermination
par le
Commissaire

65. Si toute question se présente en ce qui concerne:

- a) le montant de l'impôt ainsi déduit des paiements de tout traitement;
- b) le fait que tout traitement appartienne ou non à toute catégorie de situations spécifiée au Règlement 61 ou dans une notification en application de l'alinéa c) du paragraphe 2) du Règlement 57;

- c) le fait que tout paiement de rémunération constitue ou non un paiement de prime ou un paiement rétroactif;
- d) le fait que tout montant soit un traitement à l'égard duquel un impôt devrait être déduit; ou
- e) le fait que tout abattement demandé dans une déclaration soit revendiqué à juste titre;

cette question sera tranchée par le Commissaire, sous réserve d'un recours conformément aux dispositions de la Loi relative aux recours.

Païement de l'impôt déduit

- 66. 1)** Au cours des 15 premiers jours de chaque mois, tout employeur paiera au Commissaire le montant total de l'impôt déduit par lui, conformément aux dispositions de la présente partie, au cours du mois immédiatement antérieur.
- 2) Nonobstant le paragraphe 1), lorsqu'un employeur cesse d'exercer des activités, tous les montants de l'impôt déduit par lui, en application de la présente partie et non payés au Commissaire, seront payés par lui au Commissaire dans un délai de sept jours à compter du jour où le dernier paiement du traitement a été effectué.
- 3) Le Commissaire remettra un reçu à tout employeur effectuant un paiement en vertu du présent règlement.

Païement de
l'impôt déduit

Comptabilité pour l'impôt déduit

- 67.** Tout paiement d'un impôt effectué conformément au Règlement 66 sera accompagné d'une déclaration établie sur le formulaire approprié par, ou au nom de l'employeur.

Déclarations
1984/59

Déclaration de
rétroactivité des
exercices
antérieurs

- 68.** Lorsque tout paiement d'une prime ou de toute somme visant à satisfaire toute majoration rétroactive de traitement accordée à un travailleur est effectué à tout moment au cours d'une année et lorsque tout ou partie de ce paiement a trait à toute période de paiement de tout calendrier civil précédant l'année au cours de laquelle ce paiement est effectué, l'employeur remettra ou enverra par la poste, au Commissaire, dans un délai de sept jours à compter de la réalisation de ce paiement, un compte distinct de ces paiements effectués sur le formulaire approprié et indiquant le total de ces rémunérations payées ainsi que le montant total de l'impôt déduit de celles-ci.

1984/59

Certificats

- 69. 1)** Au plus tard pour le 28 février de chaque année qui suit une année au cours de laquelle un impôt a été déduit de la rémunération d'un travailleur, l'employeur par lequel l'impôt a été déduit devra, à moins qu'il ait précédemment remis ou envoyé au travailleur un certificat prévu par le Règlement 70, 71 ou 72, remettre personnellement ou envoyer par la poste au travailleur un certificat et une copie de celui-ci, établie sur le formulaire approprié et contenant les renseignements suivants, à savoir:
- a) le nom et l'adresse du travailleur;
 - b) tout numéro utilisé pour identifier le travailleur;

1984/59

- c) le montant total de tous les traitements payés par lui au travailleur au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle le certificat doit, en vertu du présent règlement, être envoyé ou remis;
 - d) le montant total déduit par lui pour ou à l'égard de tout montant versé par le travailleur à toute caisse de retraite enregistrée lors de la réalisation de tout paiement de ces traitements au travailleur;
 - e) le montant total de l'impôt déduit, conformément à la présente partie, de ces traitements;
 - f) le numéro de code approprié des tableaux d'imposition utilisés, le cas échéant, lors de la réalisation des déductions d'impôt; et
 - g) la date à laquelle l'emploi a débuté si elle est ultérieure au 1^{er} janvier de l'année à laquelle le certificat se rapporte.
- 2) L'employeur qui est tenu, par le présent règlement, de remettre ou d'envoyer un certificat au travailleur établira, sur le formulaire approprié, une copie dudit certificat qu'il remettra personnellement ou enverra par la poste au Commissaire pour le 28 février au plus tard. 1984/59
- 70. 1)** Si l'employeur cesse d'employer un travailleur dont il a déduit du traitement un impôt conformément à la présente partie, il remettra personnellement ou enverra par la poste au travailleur, au plus tard le jour où le dernier paiement du traitement a été effectué, un certificat et une copie de celui-ci, établie sur le formulaire approprié et contenant les renseignements suivants, à savoir: Cessation d'emploi 1984/59 1987/4
- a) le nom et l'adresse du travailleur;
 - b) tout numéro utilisé pour identifier le travailleur;
 - c) la date à laquelle l'emploi a cessé;
 - d) le montant total de tous les traitements payés par lui au travailleur, depuis le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle l'emploi a cessé jusqu'à, et y compris, le jour où le dernier paiement du traitement a été effectué au travailleur;
 - e) le montant total déduit par lui pour ou à l'égard de tout montant versé par le travailleur à toute caisse de retraite enregistrée lors de la réalisation de tout paiement de ces traitements;
 - f) le montant total de l'impôt déduit, conformément à la présente partie, de ces traitements; et
 - g) le numéro de code approprié des tableaux d'imposition utilisés, le cas échéant, lors de la réalisation des déductions d'impôt.
- 2) L'employeur établira, sur le formulaire approprié, une copie dudit certificat qu'il remettra personnellement ou enverra par la poste au Commissaire, le jour où le dernier paiement du traitement a été effectué. 1984-59

3) *Abrogé par S.I. 1987/4.*

- | | | |
|--------|--|--------------------------------------|
| 71. 1) | Si un employeur cesse d'exercer des activités, il devra, eu égard à chaque travailleur pour le traitement duquel un impôt a été déduit au cours de l'année où les activités ont cessé, remettre personnellement ou envoyer par la poste, au plus tard le dernier jour où un paiement de traitement a été effectué à ce travailleur, un certificat de ce traitement établi sur le formulaire approprié et contenant les renseignements spécifiés au Règlement 69 pour ou à l'égard d'une période débutant le 1 ^{er} jour de l'année au cours de laquelle les activités ont cessé d'être exercées et se terminant le jour de la cessation de ces activités. | Cessation d'activités

1984/59 |
| 2) | Dans le cas d'activités ayant commencé à être exercées au cours de l'année où elles ont cessé, un autre jour que le 1 ^{er} janvier de cette année, la date de début de la période pour ou à l'égard de laquelle les renseignements du certificat se rapporteront sera la date à laquelle les activités ont commencé à être exercées au cours de cette année. | |
| 3) | L'employeur établira sur un formulaire approprié une copie dudit certificat qu'il remettra personnellement ou enverra au Commissaire dans un délai d'un mois à compter du jour de la cessation des activités. | 1984/59 |
| 72. 1) | Lors du décès d'un travailleur, l'employeur devra, au plus tard le 15 du mois suivant celui au cours duquel le décès s'est produit, remettre personnellement ou envoyer par la poste au représentant légal ou au parent le plus proche du travailleur décédé, s'il est connu de lui, le certificat et une copie de celui-ci, mentionné au Règlement 70. | Décès du travailleur |
| 2) | L'employeur devra, en même temps, remettre personnellement ou envoyer par la poste au Commissaire, une copie dudit certificat établi sur les formulaires appropriés et y insérer le nom du représentant légal du travailleur décédé, s'il est connu de lui. | |
| 73. 1) | Tout employeur, lors de la réalisation de tout paiement du traitement à un travailleur duquel un impôt est déduit conformément à la présente partie, fournira au travailleur les renseignements relatifs au paiement, y compris les renseignements relatifs au traitement pour la période de paiement ainsi que ceux relatifs au montant de l'impôt déduit de ce traitement, sous une forme telle qu'approuvée par le Commissaire. | |
| 2) | Le Commissaire peut, à sa discrétion, exempter des dispositions du paragraphe 1), tout ou partie des employeurs en ce qui concerne telles catégories de travailleurs, ainsi qu'il le jugera opportun, et toute exemption de ce genre peut être révoquée à tout moment par le Commissaire. | |
| 74. | Tout employeur, lors de la réalisation de tout paiement de traitement à un travailleur, sur le traitement duquel un impôt est déduit conformément à la présente partie, gardera, de façon jugée satisfaisante par le Commissaire, un registre des traitements payés à chacun de ces travailleurs et de l'impôt déduit de ce traitement sur chaque paiement de celui-ci. | |

Renseignements
à communiquer
aux travailleurs

Registres

Dispositions diverses

Décès de
l'employeur

75. Si tout employeur décède, toute obligation à laquelle il aurait été assujéti en vertu de la présente partie sera effectuée par son représentant légal ou, dans le cas d'un employeur qui payait le traitement en faveur d'une autre personne, par la personne qui lui succède ou, si personne ne lui succède, par la personne en faveur de laquelle il payait le traitement.

Modifications
intervenant chez
l'employeur
exerçant des
activités

- 76. 1)** Le présent règlement s'applique lorsqu'il y a eu un changement dans le chef de l'employeur duquel un travailleur reçoit un traitement eu égard à son emploi dans toute activité, ou en ce qui concerne tout bien, ou duquel un travailleur reçoit toute rente, pension ou prestation eu égard à des services passés.
- 2) Lorsque le présent règlement s'applique, le changement ne sera pas traité comme une cessation d'emploi aux fins du Règlement 70, mais eu égard à toute question se présentant après le changement, l'employeur après le changement sera tenu de faire toute chose que l'employeur avant le changement aurait été tenu de faire en vertu de la présente partie si le changement n'avait pas eu lieu.
- 3) Nonobstant le paragraphe 2), l'employeur après le changement ne sera pas tenu au paiement de tout impôt qui était déductible du traitement payé au travailleur avant que le changement n'ait lieu.

77. 1) La déclaration qu'une personne peut remplir en application du Règlement 57, peut inclure des renseignements relatifs à tout ou partie du total de ses abattements tels que le travailleur qui remplit la déclaration peut juger opportuns.

Déclarations

- 2) Une personne habilitée et souhaitant remplir une déclaration en vertu du Règlement 57 le fera aux moments suivants:
- a) le jour où son emploi débute;
 - b) dans un délai de sept jours à compter du jour où un changement survient dans le total des abattements auxquels elle est habilitée à prétendre; ou
 - c) dans le délai ou les délais tel(s) que pouvant être spécifiés par la notification publiée par le Commissaire au Journal officiel et dans un journal au moins de la Barbade ou de telle autre manière que le Commissaire jugera opportune.
- 3) Le Commissaire peut, à sa discrétion, permettre à toute personne de remplir une déclaration à tout autre moment que les moments spécifiés au paragraphe 2), si la personne est autrement habilitée à remplir une déclaration.

78. 1) Les tableaux d'imposition seront élaborés afin de veiller à ce que, autant que possible, l'impôt devant être déduit conformément à la présente partie du traitement de chaque travailleur puisse facilement être vérifié et afin de veiller à ce que, autant que possible, l'impôt total exigible eu égard à tout traitement soit déduit des traitements payés pendant l'année.

Tableaux
d'imposition

- 2) Des tableaux distincts seront préparés pour des périodes de paiements journaliers, hebdomadaires, mensuels et annuels, et ces tableaux présenteront tels éventails d'abattements totaux et tels montants de traitements que le Commissaire jugera adéquats.
- 3) Outre les tableaux requis par le paragraphe 2) du présent règlement, des tableaux seront préparés eu égard à telle période, parmi les périodes de paiements visés dans ce paragraphe, que le Commissaire jugera opportune et présentant tels montants des traitements que le Commissaire jugera adéquats, mais sans prendre en considération tout total des abattements.
- 4) Aux fins du présent règlement, les références à l'impôt total exigible seront, eu égard aux tableaux visés au paragraphe 2) du présent règlement, interprétées en tant que références à l'impôt total estimé comme exigible sans tenir compte d'abattements d'aucune sorte et sans rassembler les traitements provenant de deux ou plusieurs sources ni d'autre revenu et, eu égard aux tableaux visés au paragraphe 3) du présent règlement, seront interprétées en tant que références à l'impôt total estimé comme exigible sans tenir compte d'abattements d'aucune sorte et sans rassembler les traitements provenant de deux ou plusieurs sources ni d'autre revenu.
- 5) Les tableaux d'imposition seront préparés ou élaborés par le Commissaire et seront mis à la disposition de toute personne tenue de déduire ou de retenir l'impôt à la base, en vertu de l'article 64 de la loi ou en vertu de la présente partie.

Inspection des registres

79. Tout employeur, lorsqu'il est requis de le faire par le Commissaire ou par toute personne autorisée par lui, par écrit, présentera au Commissaire ou à telle personne autorisée pour cette inspection, dans les locaux de l'employeur, toutes les fiches de salaires et autres documents et registres, quels qu'ils soient, relatifs au calcul ou au paiement du traitement de ses travailleurs ou à la déduction de l'impôt sur ces traitements ou à la comptabilité de tout impôt déduit de ces traitements.

Plaintes

80. Si tout travailleur considère que tout impôt déduit par son employeur est inférieur ou supérieur au montant de l'impôt qui aurait correctement dû être déduit, conformément à la présente partie, sur son traitement, il peut donner une notification écrite de plainte, exposant les motifs de sa plainte, au Commissaire.

Idem

81. Dans le cas où le Commissaire serait convaincu des motifs de la plainte exposée par tout travailleur en vertu du Règlement 80, selon laquelle tout impôt excédant le montant qui aurait correctement dû être déduit, conformément à la présente partie, sur le traitement du travailleur, a été déduit par l'employeur, il fera en sorte que l'excédent soit, le plus rapidement possible remboursé au travailleur.

Publication

82. Toute notification, publiée par le Commissaire en application de l'alinéa c) du paragraphe 2) du Règlement 57, sera publiée au Journal officiel et dans un journal au moins de la Barbade ou de telle autre manière que le Commissaire peut juger adéquate.

Procédure pour
le recouvrement
de montants
impayés

- 83.** 1) Une procédure peut être intentée pour le recouvrement du montant total de l'impôt qu'un employeur est tenu de payer au Commissaire dans les délais spécifiés au Règlement 66, sans distinction des montants que l'employeur est tenu de payer eu égard à chaque travailleur et sans spécifier les travailleurs en question et, aux fins de cette procédure, ledit montant total fera l'objet d'une seule action; toutefois, aucune clause dans le présent règlement n'empêchera que des actions distinctes soient intentées pour le recouvrement de chacun des divers montants que l'employeur est tenu de payer au cours des 15 premiers jours de chaque mois eu égard à ses divers travailleurs.
- 2) Un certificat du Commissaire selon lequel tout montant de l'impôt tel que mentionné au paragraphe 1) du présent règlement ne lui a pas été payé ou, à sa connaissance, n'a été payé à aucune personne agissant en son nom constituera une preuve suffisante du fait que la somme mentionnée dans le certificat est due et impayée, et tout document se présentant comme étant un certificat tel que précité sera considéré, jusqu'à preuve du contraire, comme constituant un tel certificat.

84. Si toute personne à laquelle, en vertu du paragraphe 2) du Règlement 57, il est interdit de remplir une déclaration sans la permission du Commissaire, remplit une déclaration avec son employeur, ou si tout travailleur employé par plus d'un employeur remplit, contrairement aux dispositions du paragraphe 3) du Règlement 57, une déclaration avec plus d'un de ses employeurs, il se rendra coupable d'un délit et sera passible sur condamnation par un tribunal de juridiction sommaire, d'une amende ne pouvant excéder 100 dollars.

Délits

85. Si, lors d'un changement intervenant dans le total des abattements de toute personne par laquelle une déclaration a été remplie et qui se traduit par un total des abattements pour cette personne inférieur au total des abattements revendiqués par elle dans sa déclaration, cette personne omet ou néglige volontairement de remplir une déclaration complémentaire dans le délai spécifié à l'alinéa *b*) du paragraphe 2) du Règlement 77, elle se rendra coupable d'un délit et sera passible sur condamnation par un tribunal de juridiction sommaire, d'une amende ne pouvant excéder 100 dollars ou d'une peine de prison ne pouvant excéder un mois, ou sera passible à la fois de l'amende et de la peine de prison.

Idem

86. Si toute personne gêne, empêche ou fait obstruction au Commissaire ou à toute personne autorisée par lui, par écrit, dans l'inspection de toutes fiches de salaires ou autres documents ou registres mentionnés au Règlement 79, après avoir été invitée à produire ceux-ci, elle se rendra coupable d'un délit et sera passible sur condamnation par un tribunal de juridiction sommaire, d'une amende ne pouvant excéder 100 dollars ou d'une peine de prison ne pouvant excéder un mois, ou sera passible à la fois de l'amende et de la peine de prison.

Idem

Idem

87. Si toute personne omet volontairement de préparer et de remettre ou envoyer tout compte, certificat ou autre document qu'elle est requise, en vertu de la présente partie, de préparer et de remettre ou envoyer, elle se rendra coupable d'un délit et sera passible sur condamnation par un tribunal de juridiction sommaire, d'une amende ne pouvant excéder 10 dollars pour toute journée pendant laquelle le manquement a été commis.

Exclusion de
certaines actions
et nullité des
accords
1972/31

- 88.** 1) Aucune action n'est intentée à l'encontre d'aucune personne pour avoir retenu à la base ou déduit toute somme d'argent, conformément ou dans le but de se conformer à l'article 64 ou 64A de la présente partie, au nom de toute personne pour laquelle l'argent a été déduit ou retenu à la base.
- 2) Lorsque, en vertu de l'article 64 ou de la présente partie, une obligation est imposée à toute personne de déduire ou de retenir à la base un montant, tout accord établi avec cette personne pour que ce montant ne soit pas retenu à la base ou déduit, est nul et sans vigueur ou effet.

Tableaux
spéciaux pour
l'auto-
estimation par
les personnes en
vertu de
l'article 52 5)

- 89.** 1) Lorsque, conformément à l'article 84 2), le Commissaire prescrit des tableaux pour l'estimation en vertu de l'article 52 5) de l'impôt exigible pour un exercice fiscal par une personne à laquelle s'applique le présent règlement, dans ce cas, nonobstant l'article 42, le montant de l'impôt payable par cette personne pour un exercice fiscal sera le montant de l'impôt estimé par le Commissaire comme étant exigible conformément à ces tableaux.

1972/31
1967/4

- 2) Les personnes auxquelles s'applique le présent règlement sont les personnes physiques dont le revenu imposable n'excède pas 24 000 dollars au cours de tout exercice fiscal.

89A. *Abrogé par S.I. 1987/4.*

PARTIE XI

Déductions fiscales sur les paiements aux non-résidents

Intérêts
1985/130

- 90.** 1) Toute personne qui paie un montant à titre d'intérêt à une personne non résidente retiendra à la base, sur le montant qui serait autrement payé, 15 pour cent de ce montant et paiera le montant déduit en tant qu'impôt de la personne non résidente.
- 2) Nonobstant le paragraphe 1), aucun montant ne sera retenu à la base à titre d'impôt sur tout montant payable à une personne non résidente en tant qu'intérêts sur des bons, obligations ou titres d'État détenus, pour le compte de tiers, par cette personne non résidente.

- 90A.** 1) Sous réserve du présent règlement, toute personne qui paie un montant à titre de loyers à une personne non résidente, retiendra à la base du montant qui devrait autrement être payé, 40 pour cent de ce montant et paiera le montant ainsi retenu à la base au Commissaire à titre de paiement anticipé de l'impôt de cette personne non résidente.

Loyers

- 2) Le présent règlement ne s'applique pas lorsque le Commissaire a délivré un certificat, qui n'a pas fait l'objet d'un retrait de la part du Commissaire, selon lequel le présent règlement ne s'applique pas eu égard à certains paiements effectués à une personne non résidente parce que soit:
 - a) la personne non résidente a généralement rempli des déclarations de revenu eu égard à des paiements similaires au cours des exercices fiscaux précédents; soit
 - b) cette personne non résidente est exonérée de l'impôt sur le revenu pour ces paiements en vertu d'une disposition législative en vigueur à la Barbade.

90B. Toute personne qui paie un montant à titre de redevances à une personne non résidente, retiendra à la base du montant qui devrait autrement être payé, 15 pour cent de ce montant et paiera le montant ainsi retenu à la base au Commissaire à titre de paiement anticipé de l'impôt de cette personne non résidente.

Redevances

91. Toute personne qui paie un montant qu'il peut déduire, en vertu des articles 24C et 24D, lors du calcul de son revenu imposable à une personne non résidente déduira ou retiendra à la base sur le montant qui serait autrement payé, 20 pour cent de ce montant et paiera le montant ainsi déduit ou retenu à la base au Commissaire à titre de paiement anticipé de l'impôt de cette personne non résidente.

Paiements en vertu de règlements 1993/63

92. *Abrogé par 1993/63.*

Dividendes sur bénéfices non imposés 1978/52 1993/63

93. 1) Toute société qui paie un montant à titre de dividende sur des bénéfices qui sont exonérés de l'impôt ou qui n'ont pas été imposés à une personne non résidente déduira ou retiendra à la base du montant qui devrait autrement être payé, 40 pour cent de ce montant et paiera le montant ainsi retenu à la base au Commissaire à titre de paiement anticipé de l'impôt de cette personne non résidente.

- 2) Le présent règlement ne s'applique pas lorsque le Commissaire a délivré un certificat, qui n'a pas fait l'objet d'un retrait de la part du Commissaire, selon lequel la personne non résidente est exonérée de l'impôt eu égard au dividende en vertu de la *Loi sur les industries de pointe* ou la *Loi sur le développement industriel relatif aux industries d'exportation* ou la *Loi sur les stimulants industriels relatifs à la construction d'usines*.

Chapitre 83
Chapitre 74
Chapitre 75
Chapitre 76

Paiements de montants pour le compte ou en règlement d'honoraires de gestion, etc. 1970/154 1975/106 1984/59 1985/136

93A. 1) Toute personne qui paie un montant à une personne non résidente pour le compte de, ou en règlement de ses obligations en matière d'honoraires ou de frais résultant d'un contrat pour la prestation de services de gestion ou administratifs ou de compétences de gestion, que ce contrat soit oral ou écrit et qu'il soit ou non établi à la Barbade, déduira ou retiendra à la base du montant qui devrait autrement être payé, 15 pour cent de ce montant et paiera le montant ainsi retenu à la base au Commissaire à titre de paiement de l'impôt de cette personne non résidente.

1984/59

- 2) Aux fins du présent règlement, un impôt sera déduit ou retenu à la base, que les honoraires ou frais auxquels se réfère le présent règlement aient été payés ou non.
- 3) Lorsque les honoraires ou frais auxquels se réfère le présent règlement ne sont pas payés au terme de l'exercice fiscal de la personne tenue d'effectuer le paiement, l'impôt déduit ou retenu à la base sera payé au Commissaire dans un délai de 15 jours à compter du terme de la période fiscale de cette personne.

Taux de l'impôt
déduit à la base
1981/141

93B. Le montant à déduire des paiements pour un service autre que la prestation de services de gestion ou administratifs ou de compétences de gestion en vertu de l'article 64D 1) et 64E 1) s'élève à 25 pour cent des recettes brutes.

Païement de
montants
déduits
1993/63

94. 1) Toute personne qui a retenu à la base ou déduit un montant en vertu de l'article 64, à l'exception du paragraphe 1) c), ou en vertu de l'article 65 2) ou 4) et des Règlements 90, 90A, 90B, 91, 93, 93A et 97, paiera le montant au Commissaire dans un délai de 15 jours à compter de la fin du mois au cours duquel le montant a été retenu à la base ou déduit.

1984/59

2) Tout montant déduit ou retenu à la base en vertu de l'article 65 5) sera payé au Commissaire, eu égard à tout exercice fiscal ultérieur à l'exercice fiscal 1976, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit cet exercice fiscal.

1978/52

3) Le Commissaire fournira un reçu à toute personne effectuant un paiement en vertu du présent règlement.

95. 1) Toute personne qui a retenu à la base ou déduit un montant en vertu de l'article 64, à l'exception du paragraphe 1) c), ou en vertu de l'article 65 2) ou 4) et des Règlements 90, 90A, 90B, 91, 93, 93A ou 93B, remplira une déclaration auprès du Commissaire, au moment où le paiement est effectué au Commissaire en vertu du Règlement 94, indiquant le montant payé au Commissaire, le montant payable ou, le cas échéant, payé au non-résident à l'égard duquel la retenue à la base ou la déduction a été effectuée ainsi que le nom et l'adresse de ce non-résident, et enverra en même temps une copie de cette déclaration au non-résident.

Déclarations
1970/154
1975/106
1981/141
1984/59
1985/136
1993/63

2) Toute personne qui a déduit un montant auquel se réfère l'article 64 1) c), remettra au travailleur et au Commissaire, lors de la réalisation du paiement auquel se réfère la déduction, un certificat sous la forme appropriée.

PARTIE XII

Impôt retenu à la base sur les dividendes

96. Toute personne qui paie un montant à titre de dividende, tel que spécifié en vertu des articles 48C ou 65 4A) de la loi, à une personne physique résidente paiera le montant déduit ou retenu à la base en vertu de ces articles au Commissaire dans un délai de 15 jours à compter de la fin du mois au cours duquel ce montant est retenu à la base ou déduit.

Impôt retenu à
la base sur les
dividendes
Chapitre 78
1984/59
1985/136
1987/4
1988/66
1993/63

CHAPITRE 323C

BANQUE CENTRALE DE LA BARBADE

DISPOSITION DES ARTICLES

PARTIE I

Preliminaire

ARTICLE

1. Titre abrégé.
2. Interprétation.

PARTIE II

Constitution

3. Établissement de la Banque.
4. Statut et pouvoirs.
5. Objectifs.
6. Agences, filiales, agents et correspondants.

PARTIE III

Capital, bénéfices et réserves

7. Capital.
8. Bénéfices.
9. Réserve générale.

PARTIE IV

Administration

10. Conseil d'administration et Directeur général.
11. Gouverneur.
12. Autres administrateurs.
13. Déchéance et démission.
14. Nomination pour combler une vacance.
15. Réunions du Conseil.
16. Pouvoir de nommer des membres du bureau, des agents et des correspondants.

- 17. Conflits d'intérêts.
- 18. Confidentialité.

PARTIE V

Devise

- 19. Devise.
- 20. Parité du dollar de la Barbade.
- 21. Droit exclusif d'émettre des billets de banque et des pièces et pouvoir de les rappeler.
- 22. Valeur et autres aspects de la devise.
- 23. Émission, réémission et change
- 24. Remboursements
- 25. Mutilation et dégradation des billets de banque.

PARTIE VI

Réserve en actifs externes

- 26. Réserve en actifs externes.

PARTIE VII

Opérations en devises étrangères

- 27. Opérations en or et devises étrangères.
- 28. Limitations des opérations en devises étrangères.
- 29. Détermination des taux d'achat et de vente de l'or et des devises étrangères.
- 30. Compte de réserve de réévaluation.

PARTIE VIII

Relations avec les banques et autres institutions financières

- 31. Ouverture de comptes pour les banques et autres institutions financières.
- 32. Opérations avec les titulaires de comptes.
- 33. Détermination des taux bancaires.
- 34. Inspection des banques et autres institutions financières.
- 35. Réserves bancaires requises.
- 36. Règlement des intérêts et du crédit.
- 37. Proportion des avoirs locaux.
- 38. Soldes de roulement étrangers.
- 39. Chambre de compensation.
- 40. Régimes des assurances et des garanties.
- 41. Société de crédit spéciale.

PARTIE IX

Relations avec le gouvernement

- 42. La Banque en tant que banquier, agent fiscal et dépositaire à l'égard du gouvernement.
- 43. Dépositaire et agence fiscale des institutions financières internationales.
- 44. Crédit au gouvernement, à ses institutions, à ses agences et à ses conseils statutaires.
- 45. Avances au gouvernement.
- 46. Acquisition de pièces justificatives et créances émises par le gouvernement.
- 47. Consultation sur le budget et les opérations de crédit.
- 48. Rapports et recommandations sur le crédit bancaire au gouvernement.
- 49. Ordonnances.

PARTIE X

Comptes

- 50. Exercice financier.
- 51. Vérification comptable.
- 52. Comptes et opérations.

PARTIE XI

Dispositions diverses

- 53. Rapports et annonces.
- 54. Avances aux membres du bureau et au personnel.
- 55. Titres limités.
- 56. Exemption.
- 57. Liquidation de la Banque.
- 58. Dépenses initiales.
- 59. Résidence.

CHAPITRE 323C

BANQUE CENTRALE DE LA BARBADE

Loi visant à établir des dispositions relatives à l'établissement de la Banque centrale de la Barbade et à d'autres sujets connexes

1972-6
1975-13
1977-32
1981-22
1981-32
1982-22
1984-19
1989-22
1992-17

[2 mai 1972] Entrée en
vigueur
1972/77

PARTIE I

Preliminaire

1. La présente loi peut être dénommée *Loi sur la Banque centrale de la Barbade*. Titre abrégé
2. Aux fins de la présente loi: Interprétation
 - "jour fixé" s'entend du jour fixé par le Ministre en vertu de l'article 19 1);
 - "Banque" s'entend de la Banque centrale de la Barbade, établie par l'article 3;
 - "banque" s'entend d'une banque autorisée à exercer des activités dans le secteur bancaire à la Barbade en vertu de la *Loi sur les services bancaires*; Chapitre 322
 - "Conseil" s'entend du Conseil d'administration de la Banque, constitué et nommé conformément à la Partie IV;
 - "Gouverneur suppléant" s'entend d'un gouverneur suppléant de la Banque; 1989-22
 - "Administrateur" s'entend d'un membre du Conseil";
 - "institution financière" s'entend de toute personne exerçant des activités et qui est désignée comme telle aux fins de la présente loi; 1977-32
 - "Gouverneur" s'entend du Gouverneur de la Banque;
 - "Ministre" s'entend du Ministre en charge des finances.

PARTIE II

Constitution

Établissement
de la Banque

3. Il est par la présente établi une banque qui sera dénommée Banque centrale de la Barbade afin d'exercer des activités conformément à la présente loi.

Statut et
pouvoirs
Chapitre 1

4. La Banque sera une personne morale et, sous réserve des limitations contenues dans la présente loi, l'article 21 de la *Loi sur l'interprétation* s'applique à la Banque.

Objectifs

- 5.** La Banque aura pour objectifs:
- a) de réglementer l'émission, la fourniture, la disponibilité et l'échange international d'argent;
 - b) de promouvoir la stabilité monétaire;
 - c) de promouvoir une structure financière saine;
 - d) de favoriser le développement des marchés monétaires et des capitaux à la Barbade; et
 - e) de favoriser les conditions de crédit et d'échange qui contribuent au développement discipliné et soutenu de la Barbade.

Agences,
filiales, agents
et
correspondants

- 6.** La Banque aura son siège social dans la ville de Bridgetown à la Barbade et pourra établir des filiales à la Barbade, nommer des agents et des correspondants à la Barbade et à l'étranger et, avec l'approbation du Ministre, établir des agences à l'étranger.

PARTIE III

Capital, bénéfices et réserves

Capital
1977-32

- 7.** 1) le capital autorisé de la Banque sera de 5 millions de dollars et pourra être augmenté de tels montants que le Conseil peut proposer et le Ministre approuver.
- 2) Il sera versé par le gouvernement, eu égard au capital autorisé de la Banque, lors de l'établissement de la Banque, un montant de 2 millions de dollars et tels autres montants par la suite que le Conseil peut proposer et le Ministre approuver.
- 3) Tout le capital de la Banque, tel que et lorsque souscrit, sera pour le compte exclusif du gouvernement et ne sera ni cessible, ni soumis à une charge hypothécaire, et aucune diminution de capital ne sera effectuée sauf par une modification de la présente loi.
- 4) Le Ministre, nonobstant toute disposition de la présente loi, fera transférer, sous la propriété de la Banque, des titres non négociables et non porteurs d'intérêts, émis par le gouvernement pour un montant tel que nécessaire afin de préserver le capital libéré de toute diminution chaque fois que, de l'avis du Conseil, l'actif de la Banque est inférieur à la somme de son passif et du capital libéré.

- 8.** Les bénéfices nets de la Banque, pour chaque exercice financier, seront déterminés après avoir satisfait à toutes les dépenses courantes pour cet exercice et après avoir pourvu:

Bénéfices

- a) aux créances douteuses, à l'amortissement de l'actif et aux cotisations aux caisses de prévoyance en faveur du personnel et de pension ainsi qu'à telles autres contingences et dispositions comptables telles qu'elles sont généralement adoptées par les banques;
- b) avec l'approbation du Ministre, à telles autres fins que le Conseil estime nécessaires.

9. 1) La Banque établira une réserve générale à laquelle seront alloués, au terme de chaque exercice financier de la Banque:
- Réserve
générale
- a) 50 pour cent des bénéfices nets de la Banque chaque fois que la Réserve générale ne dépasse pas le capital autorisé de la Banque;
- b) 25 pour cent des bénéfices nets de la Banque chaque fois que la réserve générale dépasse le capital autorisé de la Banque jusqu'à ce que la Réserve générale soit égale au double du capital autorisé de la Banque;
- à condition que la Réserve générale puisse être augmentée au-delà de tel montant, à tel taux et dans telle mesure susceptible d'être convenus entre le Ministre et la Banque.
- 2) Après les allocations appropriées faites à la Réserve générale conformément au paragraphe 1):
- a) 50 pour cent des bénéfices nets restants pour l'exercice financier seront affectés au remboursement, en faveur du gouvernement, de tout titre détenu par la Banque et qui ont été émis conformément à l'article 7 4) ou l'article 30 2); et
- b) sur le solde restant des bénéfices nets pour l'exercice, les montants adéquats devant être déterminés par la Banque en concertation avec le Ministre pourront être transférés aux fonds spéciaux institués conformément à l'article 40 et à la Société spéciale de crédit instituée conformément à l'article 41.
- 3) Le solde des bénéfices nets pour l'exercice financier qui restent après toutes les déductions effectuées conformément aux paragraphes 1) et 2) sera payé au Fonds consolidé, dès que possible, après le terme de chaque exercice financier.
- 4) Aucune déduction en vertu du paragraphe 1) ou 2) a) ne sera requise, ni aucun paiement en vertu du paragraphe 3) si, de l'avis du Conseil, l'actif de la Banque est ou serait, après les déductions ou le paiement, inférieur à la somme de son passif et du capital libéré.

1977-32

PARTIE IV

Administration

Conseil
d'administration
et Directeur
général

10. 1) Un Conseil d'administration de la Banque sera institué, qui sera chargé de la politique et de l'administration générale de la Banque.
- 2) Le Conseil se composera d'un gouverneur et de cinq autres administrateurs.
- 3) Il y aura deux Gouverneurs suppléants de la Banque qui rempliront les fonctions qui leur sont conférées par la présente loi et, sous le contrôle du Gouverneur, telles autres fonctions susceptibles de leur être conférées par le Conseil.

1989-22

- 4) Le Conseil pourra adopter des statuts réglementant la conduite des activités de la Banque et pourra adopter tels règlements et émettre des ordonnances afin de donner effet aux dispositions de la présente loi.
 - 5) Avant d'établir tout règlement en vertu du paragraphe 4), le Conseil peut s'assurer des opinions des parties intéressées en leur accordant l'opportunité d'émettre des commentaires à ce sujet.
 - 6) Tous statuts, règlements ou ordonnances adoptés ou rendus en vertu du paragraphe 4) seront authentifiés de la manière que le Conseil détermine. 1977-32
 - 7) Nonobstant l'article 16 1) de la *Loi sur l'interprétation*, il ne sera pas nécessaire que les statuts adoptés en vertu du paragraphe 4) soient publiés au Journal officiel et ces statuts, sauf dispositions contraires contenues dans ceux-ci, entreront en vigueur à la date de leur adoption. Chapitre 1
- 11. 1)** Le Gouverneur sera une personne disposant d'une expérience reconnue en ce qui concerne les questions financières et sera désigné par le Ministre au moyen d'un instrument écrit pour une période qui ne pourra être supérieure à cinq ans et sera éligible pour un renouvellement de nomination; il sera nommé selon telles modalités que peut exposer l'instrument de sa nomination et ces modalités ne pourront être modifiées à son détriment pendant qu'il sera en fonction. Gouverneur 1989-22
- 2) Le Gouverneur ou, en cas d'absence ou d'incapacité de sa part, un gouverneur suppléant: 1989-22
 - a) préside, en qualité de Président, les réunions du Conseil;
 - b) fait office de Président-Directeur général de la Banque, responsable envers la Banque de l'exécution de la politique et de la gestion de la Banque;
 - c) sauf dispositions contraires dans la présente loi, les statuts de la Banque ou les résolutions du Conseil, dispose du pouvoir d'agir, de s'engager par contrat et de signer des instruments et documents au nom de la Banque et, conformément aux résolutions du Conseil, de déléguer tels pouvoirs à d'autres membres du bureau de la Banque.
 - 3) Les gouverneurs suppléants peuvent assister à toutes les réunions du Conseil mais ne disposent pas du droit de vote lors de ces réunions. 1989-22
 - 3A) Nonobstant le paragraphe 3), lorsqu'un Gouverneur suppléant préside, en qualité de Président conformément au paragraphe 2) a), il dispose du droit de vote.
 - 4) Le Gouverneur et les Gouverneurs suppléants consacrent l'ensemble de leurs services professionnels à la Banque et, en occupant cette fonction, ils ne peuvent, sans l'approbation du Ministre: 1989-22

- a) recevoir aucun salaire ni complément à ce salaire d'une autre source que la Banque;
 - b) occuper aucune autre fonction ou emploi, rémunéré(e) ou non.
- 1989-22 5) Nonobstant le paragraphe 4), le Gouverneur peut:
 - 1989-22 a) agir en tant que membre de tout conseil, comité ou commission institué(e) par le Gouverneur;
 - 1989-22 b) devenir gouverneur, directeur ou membre du Conseil, quel que soit sa dénomination, de toute banque internationale ou de toute institution financière internationale dont la Barbade est membre;
 - 1989-22 c) devenir directeur de toute société à la Barbade, dont la Banque est une participante conformément à l'article 40.
- Autres administrateurs 12. 1) Les cinq autres Administrateurs de la Banque, qui seront des personnes à la réputation et à l'expérience reconnues en matières commerciale, professionnelle ou universitaire, seront nommées par le Ministre, au moyen d'un instrument écrit.
 - 2) Ces administrateurs seront en fonction pendant trois ans et seront éligibles pour un renouvellement de nomination en vertu du présent article; toutefois, sur les cinq Administrateurs devant être nommés conformément au présent article, un sera nommé pour un an, deux seront nommés pour deux ans et deux seront nommés pour trois ans.
 - 3) Ces administrateurs auront droit aux honoraires et indemnités tels que susceptibles d'être prescrits par le Conseil et approuvés par le Ministre.
- Déchéance et démission 1989-22 13. 1) Aucune personne ne sera nommée ou, le cas échéant, ne restera administrateur ou gouverneur suppléant si:
 - a) elle est un administrateur, un membre du bureau ou du personnel, ou le propriétaire ou un actionnaire de toute banque placée sous la juridiction de la Banque;
 - 1992-17 b) elle a été reconnue coupable par un tribunal d'un délit passible d'une arrestation ou d'un autre délit impliquant une malhonnêteté;
 - c) elle a été reconnue ou autrement déclarée en faillite conformément à toute loi en vigueur à la Barbade;
 - d) elle est une personne certifiée comme étant aliénée ou autrement reconnue comme non saine d'esprit conformément à toute loi en vigueur à la Barbade; ou 1989-22
 - e) l'autorité qui la désigne, sur recommandation du Conseil, estime:
 - i) qu'elle est incompétente ou autrement inapte à l'exercice de ses fonctions; ou
 - ii) qu'elle est coupable de mauvaise gestion grave eu égard à ses fonctions. 1989-22

- 1A) Aucune personne ne restera un administrateur si elle a été absente, sans la permission du Conseil, pendant trois ou plusieurs réunions du Conseil consécutives.
- 2) Sous réserve du paragraphe 3), un administrateur peut démissionner de ses fonctions en donnant par écrit au Ministre:
 - a) dans le cas du Gouverneur, un préavis qui ne sera pas inférieur à trois mois; ou
 - b) dans le cas de tout autre administrateur, un préavis qui ne sera pas inférieur à un mois.
- 3) Le Ministre peut renoncer à la période de préavis requise par le paragraphe 2).
14. 1) Si un administrateur décède, démissionne ou quitte autrement ses fonctions avant l'expiration du terme pour lequel il a été nommé, une autre personne sera nommée à sa place de la manière prévue par l'article 12 1) pour la durée du terme non expiré.

Désignation pour combler une vacance
1989-22
- 2) Le Ministre peut, sur conclusion du Conseil relative à l'absence ou l'incapacité temporaire d'un administrateur, nommer de la manière prévue par l'article 12 1), un suppléant pour servir jusqu'à l'expiration du terme ou une détermination du Conseil selon laquelle cet état a cessé, selon celle de ces deux circonstances qui se présentera en premier lieu.

1989-22
15. 1) Le Conseil se réunit aussi souvent que les activités de la Banque le requièrent mais au moins dix fois par an; il n'y aura cependant pas d'intervalle supérieur à deux mois entre une réunion du Conseil et la suivante.

Réunions du Conseil
- 2) Conformément aux statuts, le Conseil peut prévoir la tenue régulière de réunions pour lesquelles aucune notification ne sera nécessaire ainsi que des réunions extraordinaires, à convoquer sur demande écrite du Gouverneur ou de deux Administrateurs et pour lesquelles une notification sera requise.
- 3) Quatre Administrateurs dont un sera le Gouverneur ou, en cas d'absence ou d'incapacité de ce dernier, un gouverneur suppléant, formeront un quorum lors de toute réunion, et les décisions seront adoptées à la majorité simple des membres présents, hormis en cas d'égalité des voix où le Président disposera et exercera une seconde voix ou voix prépondérante.
- 1989-22 4) Tous les actes exécutés par une personne agissant de bonne foi en qualité d'Administrateur seront aussi valides que si elle avait été un administrateur, nonobstant le fait qu'un quelconque défaut dans sa nomination ou qualification soit découvert par la suite.
- Pouvoir de nommer des membres du bureau, des agents et des correspondants
1977-32
1989-22 16. 1) Le Conseil peut désigner et employer, selon telle rémunération et telles modalités qu'il peut prescrire, tels membres du bureau et du personnel, agents et correspondants que le Conseil juge nécessaires pour le bon fonctionnement de la Banque.

Chapitre 25

Volume 1
S.I. Chapitre 25

- 1A) Sous réserve du paragraphe 1), les Gouverneurs suppléants seront nommés par le Conseil avec l'approbation du Ministre, selon telles modalités que le Conseil peut prescrire avec l'approbation du Ministre.
- 2) Aucun salaire, honoraire, traitement, prestation ou autre rémunération payé par la Banque ne sera calculé par référence aux bénéfices nets ou autres de la Banque.
- 3) Lorsqu'un fonctionnaire est détaché ou temporairement transféré pour exercer une fonction dans la Banque, à partir d'une fonction qui donne droit à une pension au sens de l'article 2 1) de la *Loi sur les pensions*, la période pendant laquelle il sert dans la Banque comptera, sauf si le Gouverneur général en décide autrement, pour la pension conformément à cette loi, comme si le fonctionnaire n'avait pas été détaché ou transféré temporairement.
- 4) Lorsque:
- a) un fonctionnaire est transféré à toute fonction au service de la Banque; ou
 - b) un membre du bureau de la Banque est transféré à une fonction dans le service public;
- la Loi sur les pensions lui sera appliquée comme si son service auprès de la Banque constituait un autre service public au sens de cette loi, et les *Règlements de 1947 sur les pensions* s'appliqueront à lui en conséquence, comme si la Banque était une administration régulière au sens du Règlement 8 1) de ces règlements.
- 17. 1)** Aucun administrateur n'agira en tant que délégué pour tout intérêt commercial, financier, agricole, industriel ou autre, ni ne recevra ou n'acceptera de directives provenant de ces intérêts eu égard à des fonctions devant être exercées conformément à la présente loi.
- 2) Tous les Administrateurs dévoileront complètement au Conseil tout intérêt commercial, financier, agricole, industriel ou autre auxquels ils pourraient à tout moment, directement ou indirectement être reliés, et s'abstiendront de voter sur toute question liée à ces intérêts qui feraient l'objet d'une mesure du Conseil; toutefois, un tel intérêt, s'il est ainsi dévoilé, ne rendra pas la partie intéressée inapte à constituer un quorum.
- 3) Aucun administrateur ni aucun membre du bureau ou du personnel de la Banque n'acceptera aucun don ou avantage pour lui-même ou, en son nom, pour les personnes avec lesquelles il peut avoir des liens familiaux, commerciaux ou financiers si l'acceptation de ce don ou avantage résulterait ou semblerait résulter en une diminution de son engagement impartial en vertu de la présente loi.

Conflits
d'intérêts
1989-22

1989-22

- 18. 1)** Hormis aux fins de la prestation de ses devoirs ou l'exercice de ses fonctions ou lorsqu'il en est légalement requis par tout tribunal ou encore conformément aux dispositions de toute loi, aucun administrateur, membre du bureau ou du personnel de la Banque ne dévoilera à aucune personne toute information essentielle relative aux affaires de la Banque ou de toute autre banque ou institution financière ou de toute autre personne, entreprise, société ou organisation qu'il a obtenue dans l'exercice de ses devoirs ou de ses fonctions. Confidentialité
- 2)** Aux fins du présent article, "membre du personnel" inclut toute personne qui est engagée dans le cadre d'un emploi auprès de la banque en vertu d'un contrat de service. 1977-32
- 3)** Toute personne qui enfreint le paragraphe 1) se rend coupable d'un délit et est passible, sur condamnation sommaire, d'une amende de 500 dollars ou d'une peine de prison de six mois ou encore de l'une et l'autre de ces deux peines.

PARTIE V

Devise

- 19. 1)** À partir de, et après telle date que le Ministre peut fixer¹ par décret à cet effet, l'unité de la devise de la Barbade sera le dollar de la Barbade divisé en 100 cents. Devise
- 2)** Nonobstant toute disposition législative contraire, un décret en vertu du paragraphe 1) sera publié au Journal officiel et dans un journal publié à la Barbade.
- 3)** Avec effet à partir du jour fixé, le dollar de l'Est des Caraïbes cessera d'être l'unité de la devise de la Barbade, et toute référence dans:
- a)* toute disposition législative; et
- b)* un contrat, un document, une vente, un paiement, une facture, une note, un instrument ou un titre pour de l'argent, et toute transaction, opération, procédure, matière et chose, quelle qu'elle soit, en rapport avec de l'argent ou impliquant le paiement en argent ou l'obligation de payer en argent, à défaut d'un accord exprès non invalide ou illégal en vertu de toute disposition législative impliquant le paiement en argent ou l'obligation de payer en argent qui constitue la devise ou une monnaie légale dans un autre pays que la Barbade;
- sera considérée comme étant exprimée en termes de dollar de la Barbade, au taux de conversion déclarée par la Banque à cet effet, dans une notification publiée au Journal officiel.
- 20. 1)** La valeur au pair du dollar de la Barbade sera de 0,444335 grammes d'or fin et toute modification de cette valeur au pair sera décidée par la Ministre après avoir pris en considération la recommandation de la Banque. 1981-32
- Parité du dollar de la Barbade

¹ Le jour fixé était le 3 décembre 1973 (voir S.I. 1973 n° 175).

- 2) Lors de la détermination de tout changement de la valeur au pair, le Ministre apportera l'attention requise aux obligations que la Barbade a assumées conformément aux dispositions de tout accord monétaire international auquel elle est partie ou auquel elle a adhéré.
 - 3) Une notification de tout changement de la valeur au pair sera publiée au Journal officiel.
- 21.**
- 1) Avec effet à partir du jour fixé, la Banque disposera du droit exclusif d'émettre des billets de banque et des pièces à la Barbade, que ce soit pour son compte ou en qualité d'agent d'une autorité financière internationale, qui seront des monnaies légales à la Barbade.
 - 2) Ni le gouvernement ni aucune autre personne n'émettra de billets en devises, de billets de banque, de pièces ou tout autre document ou bon payable au porteur sur demande, s'il s'agit de documents ou de bons ayant l'apparence ou présentés comme étant des billets ou pièces en devises.
 - 3) Les billets en devises émis par la Banque seront des monnaies légales à la Barbade, à leur valeur faciale, pour le paiement de tout montant. 1981-32
 - 4) Les pièces émises par la Banque pour son compte:
 - a) pour des valeurs de 10 dollars ou davantage, seront des monnaies légales à leur valeur faciale pour le paiement de tout montant; 1975-13
 - b) pour des valeurs inférieures à 10 dollars, seront des monnaies légales à leur valeur faciale pour le paiement de tout montant n'excédant pas 10 dollars.
 - 5) La banque peut, sur préavis publié au Journal officiel d'au moins trois mois et, nonobstant toute disposition législative contraire, dans au moins un journal tiré généralement à la Barbade, rappeler tous billets et pièces qu'elle a émis, contre paiement à leur valeur faciale et tout billet ou pièce de ce genre cessera, à l'expiration de ce préavis, d'avoir cours légal; toutefois, les détenteurs de ces billets et pièces auront le droit par la suite d'en demander le paiement à la Banque, conformément aux règlements qu'elle peut émettre.
- 22.**
- 1) Les billets et pièces émis par la Banque auront telles valeurs et se présenteront sous telle forme et telles conceptions que la Banque déterminera avec l'approbation du Ministre. Valeur et autres aspects de la devise
 - 2) L'impression de ces billets et la frappe de ces pièces incomberont à la Banque qui sera chargée d'assurer la sécurité et la conservation sûre des stocks de monnaies non émises ainsi que de la garde et de la destruction, telle que nécessaire, des plaques, des matrices et des monnaies retirées de la circulation.
 - 3) Le poids et la composition standards des pièces émises par la Banque, ainsi que l'importance des corrections et des variations seront déterminés par la Banque, avec l'approbation du Ministre.

Émission,
réémission et
change

23. La Banque émettra, réémettra et échangera, à la demande et sans frais, les billets et les pièces qu'elle a émis mais dans l'éventualité d'une indisponibilité temporaire d'une valeur demandée, la Banque peut s'acquitter de cette obligation en remettant des billets et des pièces de valeurs disponibles, qui se rapprochent le plus de celles demandées.

Remboursement
s

24. 1) Nulle personne ne sera habilitée à recouvrer de plein droit, auprès de la Banque, la valeur de tout billet de banque ou pièce perdu(e), endommagé(e) ou tronqué(e).

2) Les circonstances dans lesquelles, et les conditions et limitations sous réserve desquelles, la valeur de billets de banques ou de pièces perdu(e)s, endommagé(e)s ou tronqué(e)s peut être remboursée, à titre de faveur, seront déterminées par la Banque.

Mutilation et
dégradation des
billets de
banque

25. 1) Toute personne qui, sans autorité ni excuse légale (dont la preuve incombera à la personne accusée), tronque, découpe, déchire ou perfore tout billet de banque ayant valeur de monnaie légale à la Barbade, ou qui dégrade de quelque façon que ce soit tout billet de ce genre, que ce soit en écrivant, en imprimant, en dessinant ou en cachetant, ou en y attachant ou apposant toute chose ayant la nature ou la forme de toute publicité, se rend coupable d'un délit et est passible, sur condamnation sommaire, d'une amende de 500 dollars.

2) La Banque contribuera à faire respecter toute loi relative à la falsification ou la contrefaçon de monnaie ayant cours légal à la Barbade et le certificat d'un responsable de la Banque dûment habilité selon lequel l'article en question est ou n'est pas authentique constituera un commencement de preuve du fait certifié dans toute procédure légale à la Barbade.

PARTIE VI

Réserve en actifs externes

26. 1) La Banque conservera une Réserve en actifs externes consistant en tout ou partie des éléments suivants, selon telles modalités que le Conseil peut prescrire:

Réserve en
actifs externes

- a) or;
- b) devises sous la forme de monnaie, d'espèces ou de soldes en banque détenus à l'étranger;
- c) tout avoir de réserve reconnu à l'échelle internationale, y compris:
 - i) la capacité pour la Barbade de réaliser un achat sur tranche-or au Compte général du Fonds monétaire international;
 - ii) la détention de tous droits de tirage spéciaux par la Barbade au Fonds monétaire international;
- d) des lettres de change et des billets à ordre libellés en devises étrangères et payables en tout lieu hors de la Barbade;

- e)* des bons du Trésor à court terme émis par des gouvernements étrangers, tels que précisés pour une période déterminée par le Conseil;
 - f)* des titres émis ou garantis par des gouvernements étrangers ou des institutions financières internationales, tels que précisés pour une période déterminée par le Conseil.
- 2) La Banque fera tout ce qui est en son pouvoir afin de maintenir la Réserve en actifs externes à un niveau adéquat pour les transactions internationales de la Barbade.
- 3) Si la Réserve des actifs externes a baissé ou si, de l'avis du Conseil, elle est menacée de baisser de façon à compromettre le caractère adéquat de la réserve, la Banque soumettra au Ministre un rapport sur la position de la réserve ainsi que sur les causes qui ont engendré ou pourraient engendrer une telle diminution, accompagné de recommandations relatives aux mesures qu'elle juge nécessaires pour prévenir ou autrement remédier à la situation.
- 4) La Banque établira d'autres rapports et recommandations à des intervalles ne pouvant excéder six mois, jusqu'au moment où, de l'avis du Conseil, la situation a été rectifiée.

PARTIE VII

Opérations en devises étrangères

Opérations en or
et devises
étrangères

27. La Banque peut:

- a)* acheter, vendre ou négocier en pièces ou lingots d'or ou autres métaux précieux;
- b)* acheter, vendre ou négocier en devises étrangères, en utilisant à cet effet tout instrument généralement utilisé par les banquiers;
- c)* acheter, vendre ou négocier en bons du Trésor et autres titres émis ou garantis par les gouvernements étrangers ou les institutions financières internationales;
- d)* ouvrir et maintenir des comptes à l'étranger;
- e)* ouvrir et maintenir des comptes, et agir en qualité d'agent ou de correspondant pour les banques étrangères, les gouvernements étrangers et les institutions financières internationales.

Limitations des
opérations en
devises
étrangères

- 28. 1)** La Banque peut, en ce qui concerne les opérations énumérées à l'article 27, négocier uniquement avec des banques exerçant des activités à la Barbade, le gouvernement, ses institutions, agences et conseils statutaires, les banques centrales et commerciales étrangères, les gouvernements étrangers et les institutions gouvernementales étrangères ainsi que les institutions financières internationales.
- 2) Nonobstant le paragraphe 1), la Banque peut, avec l'approbation du Ministre, négocier avec d'autres personnes selon telles modalités que le Conseil juge appropriées.

Détermination
des taux d'achat
et de vente de
l'or et des
devises
étrangères
1977-32
Chapitre 71

- 29.** 1) La Banque déterminera et rendra publics les taux auxquels elle achètera, vendra ou négociera en or et devises étrangères.
- 2) Aux fins de l'article 29 1) de la Loi sur le contrôle des changes, la Banque peut déterminer et rendre publics les taux auxquels l'or et les devises étrangères peuvent être achetés, vendus ou négociés en vertu de l'autorité de cette loi.

Compte de
réserve de
réévaluation

- 30.** 1) Les gains résultant de tout changement dans l'évaluation des actifs de la Banque en, ou libellés en, or ou devises étrangères par suite de modifications de la parité de la devise de la Barbade ou de tout changement des valeurs, des parités, ou des taux de change de tels actifs eu égard à la devise de la Barbade seront crédités sur un Compte de réserve de réévaluation et ni ces gains, ni ces pertes résultant de tout changement de ce genre ne seront inclus dans le calcul des profits et pertes de la Banque.
- 2) Les pertes résultant de tout changement de ce genre seront compensées sur tout solde créditeur du Compte de réserve de réévaluation et, nonobstant toute disposition contraire de la présente loi, si ce solde est insuffisant à couvrir ces pertes, le gouvernement délivrera à la Banque des titres non négociables et non porteurs d'intérêts à hauteur du déficit.
- 3) Tout solde créditeur du Compte de réserve de réévaluation au terme de chaque exercice financier sera d'abord affecté au rachat, au nom du gouvernement, des titres impayés en vertu du paragraphe 2) et ensuite au rachat de tout titre impayé, émis en vertu de l'article 7 4).
- 4) Si le solde créditeur restant après l'affectation visée au paragraphe 3) dépasse 5 pour cent du passif de la Banque pour le compte des devises émises et restant en cours au terme de l'exercice financier, dans ce cas, sous réserve du paragraphe 5), un montant égal à:
- a) un cinquième de ce solde restant; ou
- b) 5 pour cent de ce passif;
- selon le montant le plus important des deux, sera versé au Fonds consolidé.
- 5) Si le solde créditeur n'excède pas 5 pour cent du passif visé au paragraphe 4), un montant égal à la somme totale du solde sera versé au Fonds consolidé.
- 6) Aucun crédit ou débit ne sera réalisé au Compte de réserve de réévaluation, sauf conformément au présent article.

1977-32

PARTIE VIII

Relations avec les banques et autres institutions financières

- 31.** La Banque peut ouvrir des comptes pour, ou accepter des dépôts de banques et autres institutions financières opérant à la Barbade, selon telles modalités que le Conseil détermine.

Ouverture de
comptes pour
les banques et
autres
institutions
financières

Opérations avec
les titulaires de
compte

32. La Banque peut:

- a) acheter auprès, vendre aux, escompter ou réescompter pour, des titulaires de compte de la Banque, des lettres de change et billets à ordre tirés ou établis à des fins de prime abord commerciales, industrielles ou agricoles, portant deux ou plusieurs signatures adéquates et venant à échéance dans un délai de 90 jours à compter de la date de leur acquisition par la Banque:

sous réserve que ces lettres de change et billets à ordre tirés ou établis dans le but de financer des opérations agricoles saisonnières ou de commercialiser des récoltes puissent venir à échéance dans un délai de 270 jours à compter de leur date d'acquisition;
- b) acheter auprès, vendre à, escompter ou réescompter pour, des titulaires de compte de la Banque, tous bons du Trésor du gouvernement faisant partie d'une émission publique;
- c) accorder aux titulaires de compte de la Banque des avances pour des périodes n'excédant pas 180 jours:
 - i) garanties par:
 - A) des instruments tels que spécifiés aux points a) et b);
 - B) des récépissés-warrants et des documents de titre émis eu égard à des denrées de base ou autres produits dûment assurés;

à condition que la Banque détermine le pourcentage maximum des avances eu égard à la valeur actuelle de ces denrées et produits;
 - C) la détention de tous avoirs que la Banque est autorisée à acheter, vendre ou négocier en vertu des points a), b) et c) de l'article 27;
 - D) des titres émis ou garantis par le gouvernement, ses institutions, agences et conseils statutaires, sous réserve des dispositions de l'article 46; ou
 - ii) garanties par tels autres avoirs, selon des modalités prescrites par le Conseil.

Détermination
des taux
bancaires

33. La Banque annoncera publiquement ses taux pour les escomptes, réescomptes, avances, prêts ou dépassements et pourra établir différents taux et plafonds pour diverses catégories de transactions ou dates d'échéance.

- 34. 1)** La Banque peut, périodiquement ou à sa discrétion, faire effectuer par l'un de ses responsables une inspection de toute banque ainsi que de ses livres et comptes afin de vérifier la nature de ses activités et la situation de ses affaires.

Inspection des
banques et
autres
institutions
financières

1975-13

- 2) Sur recommandation de la Banque, le Ministre peut, par notification publiée au Journal officiel, étendre l'autorité conférée à la Banque par le paragraphe 1) à d'autres institutions financières spécifiées dans la notification afin de vérifier la nature de leurs activités et la situation de leurs affaires, dans le but de remplir ses fonctions en vertu de la présente loi.
 - 3) Tout responsable habilité en vertu du présent article à inspecter une banque ou autre institution financière peut:
 - a) demander à tout administrateur ou employé de toute banque ou autre institution financière de fournir telles informations que la Banque peut juger nécessaires aux fins de l'inspection; ou
 - b) demander à tout administrateur ou employé de toute banque ou autre institution financière de produire, pour l'inspection, tous livres, registres ou autres documents en sa possession, contenant ou susceptibles de contenir de telles informations.
 - 4) Toute personne qui:
 - a) omet, refuse ou néglige de satisfaire à toute demande d'un responsable de la Banque en vertu du paragraphe 3); ou
 - b) dans l'accomplissement de toute requête de ce genre, fournit toute information ou produit tout livre, registre ou autre document qu'elle sait être faux sur tout point substantiel;se rend coupable d'un délit et est passible, sur condamnation sommaire, d'une amende de 500 dollars, d'une peine de prison de six mois ou de l'une et l'autre de ces peines.
- 35. 1)** La Banque peut, par une notification publiée au Journal officiel et par notification écrite adressée à chaque banque, à son siège principal à la Barbade, prescrire le maintien de réserves requises pour un dépôt et autre passif similaire pouvant être spécifié à cet effet.
- 2) Les réserves prescrites en vertu du paragraphe 1) seront maintenues par le biais d'avoirs en caisse ou par le biais de dépôts auprès de la Banque, selon des rapports tels que prescrits par la Banque.
 - 3) La Banque peut prescrire différents rapports de liquidité bancaire pour différentes catégories de dépôt et autre passif similaire et peut prescrire la méthode pour leur calcul:

À condition que:

 - a) la Banque ne demande pas à une banque de détenir un montant total de réserve supérieur à 20 pour cent du dépôt total et autre passif similaire auxquels les rapports de liquidité bancaire ont été rendus applicables; toutefois, lorsque la situation monétaire l'exige, la Banque peut, avec le concours du Ministre, prescrire des rapports plus élevés, appropriés aux circonstances;

Réserves
bancaires
requises

- b) la prescription initiale, ou toute augmentation, des rapports de liquidité bancaire requis ne sera effective qu'après un préavis de 15 jours au minimum, donné à cet effet;
 - c) la Banque peut déterminer que les exigences du présent paragraphe peuvent être remplies en satisfaisant aux rapports de liquidité bancaire prescrits, sur base des moyennes des avoirs au cours de telle période prescrite par la Banque;
 - d) les rapports de liquidité bancaire prescrits seront uniformes pour toutes les banques.
- 4) la Banque peut imposer à toute banque qui ne maintient pas les réserves requises selon les rapports appropriés prescrits en vertu du présent article, des frais à un taux annuel n'excédant pas le double du taux le plus élevé qui soit fixé, au moment de ce manquement, par la Banque en vertu de l'article 33 pour ce qui concerne ses opérations.
- 5) Les frais visés par le paragraphe 4) peuvent être imposés sur le montant de l'insuffisance pour chaque journée pendant laquelle l'insuffisance persiste.

Règlement des
intérêts et du
crédit

- 36. 1)** La Banque peut, avec l'approbation du Ministre, prescrire par une notification publiée au Journal officiel et par une notification écrite adressée à chaque banque à son siège principal à la Barbade:
- a) les méthodes de calcul et les montants maximums des intérêts payables en ce qui concerne le dépôt et autre passif similaire; et
 - b) les objectifs permis, les plafonds cumulés, les montants maximums au-delà desquels l'approbation de la Banque s'avère nécessaire, les dates d'échéance maximums et les intérêts maximums imputables ainsi que la marge de liquidité ou la sécurité minimums requises eu égard à:
 - i) la réalisation d'avances, que ce soit par voie de prêts ou de dépassements, et d'investissements;
 - ii) l'escompte de lettres de change, de billets à ordre et d'autres papiers commerciaux ou financiers;
 - iii) l'émission de lettres de crédit;
 - iv) l'octroi d'acceptations et autres formes de crédit.
- 2) Avec l'approbation du Ministre, le paragraphe 1) peut être rendu applicable par la Banque, par une notification publiée au Journal officiel et par notification écrite à toute personne ayant comme principal objet d'activités l'octroi de crédit.
- 3) La Banque peut examiner les comptes, livres et documents de toute personne qu'elle a des raisons de soupçonner d'octroyer ou d'avoir octroyé un crédit en contrevenant au paragraphe 1), et le refus de soumettre ces comptes, livres et documents constituera un début de preuve de cette infraction.

- 4) Les notifications émises en vertu du présent article s'appliqueront uniformément à la Barbade et entreront en vigueur à telle date fixée, qui n'interviendra pas moins de 14 jours après la date d'émission, et la Banque pourra, dans ses notifications, établir une distinction entre les banques et autres créanciers ou catégories de créanciers, eu égard aux points exposés au paragraphe 1).
- 5) Toute banque qui enfreint le paragraphe 1) est tenue de payer à la Banque, pour chaque infraction de ce genre, des frais qui ne pourront excéder 500 dollars pour chaque journée au cours de laquelle l'infraction persiste.
- 6) Toute personne à laquelle le paragraphe 1) est rendu applicable conformément au paragraphe 2) se rend coupable d'un délit si:
 - a) elle enfreint le paragraphe 1); ou
 - b) elle fournit à la Banque toute information qu'elle sait être fausse sur tout point essentiel; ou
 - c) elle ne fournit pas à la Banque, dans un délai raisonnable et avant l'expiration du délai imparti par une requête à cet effet, toute information demandée par la Banque afin de convaincre la Banque qu'elle satisfait aux dispositions du paragraphe 1);
 et est passible, sur condamnation sommaire:
 - i) dans le cas d'un délit en vertu du point a), d'une amende de 50 dollars pour chaque journée au cours de laquelle l'infraction persiste; ou
 - ii) dans le cas d'un délit en vertu du point b) ou c), d'une amende de 500 dollars, d'une peine de prison de trois mois ou de l'une et l'autre de ces peines.

Proportion des
avoirs locaux

37. Une banque conservera des actifs consistant en créances payables dans la devise de la Barbade et en autres avoirs situés à la Barbade, selon telles proportions minimums de son dépôt et passif similaire payable à la Barbade que la Banque peut prescrire.

Soldes de
roulement
étrangers

38. La Banque peut prescrire le montant maximum des soldes de roulement que les banques et autres institutions financières peuvent détenir en devises étrangères, de façon générale, ou en toute(s) devise(s) telle(s) que spécifiée(s).

Chambre de
compensation

39. La Banque peut, à tout moment approprié et conjointement avec des banques et autres institutions financières, organiser une chambre de compensation à tel endroit ou tels endroits pouvant s'avérer souhaitables.

Régime des
assurances et
des garanties
1977-32

40. 1) La Banque peut, avec l'approbation du Ministre, administrer ou participer à des plans afin de:

- a) garantir des dépôts bancaires;
- b) fournir une assurance et une garantie de crédit à l'exportation; et
- c) fournir des garanties pour le crédit octroyé par les banques et autres institutions financières.

- 2) Sous réserve du paragraphe 3), la Banque peut, avec l'approbation du Ministre, souscrire à, détenir, et vendre des actions d'une société organisée avec l'approbation ou sous l'autorité du gouvernement pour l'un des objectifs spécifiés au paragraphe 1).
 - 3) La valeur totale de l'actionnariat de la Banque dans des sociétés visées par le paragraphe 2) n'excédera pas 50 pour cent du montant total du capital libéré de la Réserve générale de la Banque.
 - 4) Sous réserve du paragraphe 5), la Banque peut, avec l'approbation du Ministre, établir des fonds spéciaux afin de faciliter l'administration des plans spécifiés au paragraphe 1) et peut verser des cotisations annuelles à ces fonds, à partir de ses bénéfices, conformément au point b) de l'article 9 2).
 - 5) La Banque peut, avec l'approbation du Ministre, avancer à tout fonds spécial de ce genre telles sommes pouvant être requises pendant un exercice financier et peut recouvrer ces sommes avancées à partir de sa cotisation annuelle à ce fonds pour cet exercice.
 - 6) Si la Banque cesse d'administrer l'un des plans spécifiés au paragraphe 1), le fonds spécial se rapportant à ce plan particulier que la Banque a cessé d'administrer pourra être liquidé de telle manière que la Banque, avec l'approbation du Ministre, détermine.
- 41.** Il sera institué une Société de crédit spéciale qui sera constituée par des montants transférés, pour une période déterminée, par la Banque en application de l'article 9, et par tout accroissement de ces montants, que ce soit par le biais d'opérations ou autrement, devant être détenus en fiducie et administrés par la Banque, en tant que seul administrateur fiduciaire, afin de faciliter:
- a) l'achat, la détention, la garantie ou la vente d'obligations, de bons ou autres obligations en matière de dette similaires, ayant une date d'échéance de dix ans maximum à compter de la date d'acquisition par la Société de crédit spéciale, émis et offerts publiquement par des institutions financières n'entrant pas dans le cadre de la juridiction réglementaire de la Banque, telles que le Conseil peut désigner;
 - b) la détention de capitaux propres dans des sociétés publiques et privées, telle que pouvant être déterminée par le Conseil, avec l'approbation du Ministre.

Société de
crédit spéciale

1981-32

1981-32

PARTIE IX

Relations avec le gouvernement

La Banque en
tant que
banquier, agent
fiscal et
dépositaire à
l'égard du
gouvernement

- 42. 1)** La Banque fera office de banquier et d'agent fiscal du gouvernement et sera dépositaire des fonds du gouvernement:
- a) la Banque peut agir en ces qualités auprès d'institutions, d'agences et de conseils statutaires du gouvernement; et

- b)* le gouvernement peut maintenir des soldes de roulement auprès, et utiliser de manière générale les services des autres banques;

dans de tels cas, pour telles durées et selon telles modalités qui peuvent être convenues entre le Ministre et la Banque.

- 2) Le gouvernement, par le biais du Ministre, peut demander à la Banque d'émettre des avis et de fournir des rapports sur des sujets en rapport avec les objectifs de la Banque.
- 3) Il est du devoir de la Banque d'informer et de conseiller le gouvernement, par l'entremise du Ministre, en ce qui concerne toute question qui, de l'avis de la Banque, est susceptible d'affecter la réalisation de ses objectifs.

43. La Banque fera office, sur désignation par le Ministre, de dépositaire et d'agence fiscale ainsi que d'institution par le biais de laquelle des transactions seront menées avec des institutions financières internationales dont la Barbade est membre.

Dépositaire et
agence fiscale
des institutions
financières
internationales

44. Hormis conformément aux articles 32 *b)*, 32 *c)* i) D), 45 et 46, la Banque ne pourra, directement ou indirectement, faire des avances ou acquérir des billets, des effets, des titres ou autres éléments justificatifs de dette du, ou garantis par le gouvernement, ses institutions, agences et conseils statutaires; toutefois, le présent article n'opérera pas de façon à empêcher la Banque d'acquérir des titres qui lui sont transférés par le gouvernement en application de l'article 7 ou 30.

Crédit au
gouvernement,
à ses
institutions, à
ses agences et
à ses conseils
statutaires

45. 1) La Banque pourra effectuer des avances temporaires, sous réserve d'un remboursement dans un délai de trois mois faisant suite au terme de l'exercice fiscal au cours duquel elles ont été accordées, à tels taux d'intérêt qu'elle peut déterminer:

Avances au
gouvernement

- a)* au gouvernement;
- b)* avec l'approbation du Ministre, aux institutions, agences et conseils statutaires du gouvernement.

- 2) Sans affecter le caractère général du paragraphe 1), la Banque est expressément autorisée à accorder des avances au gouvernement selon des modalités telles que pouvant être convenues, en ce qui concerne des souscriptions et autres paiements résultant de, ou annexes à l'affiliation de la Barbade à toute banque internationale ou autorité monétaire internationale instituée sous des auspices gouvernementales, en vertu de la participation de la Barbade à tout titre, et de toutes transactions et opérations entreprises à cet égard.

Acquisition de
pièces
justificatives et
créances émises
par le
gouvernement

46. La Banque peut acheter, détenir et vendre des billets, des effets, des titres ou autres éléments justificatifs de dette émis ou garantis par le gouvernement, ses institutions, agences et conseils statutaires, qui ont été publiquement proposés à la vente ou qui font partie d'une émission rendue publique au moment de l'acquisition par la Banque.

Consultation sur
le budget et les
opérations de
crédit

47. La Banque sera consultée par:

- a) le Ministre sur le montant total du crédit devant être accordé par la Banque au gouvernement pendant l'exercice financier du gouvernement;
- b) le gouvernement, ses institutions et agences et conseils statutaires à tout moment, lorsque des transactions de crédit nationales ou étrangères sont envisagées et dans le cas où, de l'avis de la Banque, ces opérations apparaîtraient, individuellement ou collectivement, présenter une ampleur inappropriée eu égard aux conditions économiques en vigueur, la Banque présentera un rapport au Ministre, en attirant son attention sur la situation et en recommandant des mesures pour remédier à cette situation.

Rapports et
recommen-
dations sur le
crédit bancaire
au
gouvernement

48. Chaque fois que le montant total du crédit accordé par la Banque au gouvernement, à ses institutions, agences et conseils statutaires, au moyen d'avances consenties, en vertu de l'article 45, par l'acquisition des justificatifs de dette en vertu des articles 32 b) et 46, ainsi que l'acceptation de titres en guise de nantissement en vertu de l'article 32 c) i) D) menace soit:

- a) de dépasser le montant convenu en vertu de l'article 47 a); soit
- b) de compromettre la stabilité monétaire;

la Banque soumettra un rapport au Ministre en attirant son attention sur la situation, en analysant les causes qui ont mené à cette situation et en recommandant les mesures qu'elle juge nécessaires pour prévenir ou autrement remédier à la situation.

- 49. 1)** Si, après concertation avec la Banque, le Ministre est d'avis que les politiques appliquées par la Banque ne sont pas adéquates pour ou ne favorisent pas la réalisation des objectifs de la Banque tels qu'exposés à l'article 5, le Ministre pourra remettre une ordonnance écrite à la Banque, déterminant la politique devant être adoptée par la Banque et la Banque mettra alors cette politique en application tant que l'ordonnance reste effective.
- 2)** L'ordonnance reconnaissant la présomption de responsabilité du gouvernement pour la politique sera publiée aussitôt au Journal officiel.
- 3)** Le Ministre fera en sorte que soit présentée au Parlement, aussitôt que possible après que le Ministre a informé la Banque de la politique déterminée, une copie de l'ordonnance déterminant la politique et les exposés du Ministre et de la Banque en ce qui concerne le sujet qui a occasionné l'émission de l'ordonnance.

Ordonnances

PARTIE X

Comptes

50. L'exercice financier de la Banque coïncidera avec le calendrier civil.

Exercice
financier

51. Les comptes de la Banque feront l'objet d'une vérification comptable au moins une fois par exercice financier, réalisée par un commissaire aux comptes nommé par le Conseil avec l'approbation du Ministre.

Vérification
comptable

- 52.** 1) La Banque établira, aussitôt que possible après la fin de chaque mois, un exposé de la situation de la Banque, à la fermeture des bureaux, le dernier jour ouvrable de chaque mois, et transmettra une copie de cet exposé au Ministre qui le fera publier au Journal officiel.
- 2) Dans un délai de trois mois à compter du terme de chaque exercice financier, ou telle période plus longue que le Ministre peut autoriser, le Conseil devra:
- a) transmettre au Ministre une copie de ses comptes annuels certifiés par le commissaire aux comptes;
 - b) soumettre au Ministre un rapport sur ses opérations au cours de l'exercice.
- 3) Le Ministre présentera une copie des comptes annuels de la Banque, accompagnée du certificat du commissaire aux comptes et du rapport des opérations de la Banque pour l'exercice, devant le Parlement, aussitôt que possible après avoir reçu ces comptes, ce certificat et ce rapport.
- 4) La Banque publiera ledit rapport après sa présentation au Parlement par le Ministre.

Comptes et
opérations

PARTIE XI

Dispositions diverses

Rapports et
annonces

- 53.** 1) La Banque peut émettre tels rapports et publications que le Conseil juge d'intérêt public.
- 2) La Banque peut demander aux banques, à d'autres institutions financières et personnes, susceptibles de faire l'objet des dispositions de la présente loi, de fournir les informations et données telles que nécessaires afin de lui permettre de remplir ses fonctions en vertu de la présente loi et peut publier ces informations et données sous toute forme qu'elle peut déterminer: à condition que des transactions individuelles ne soient pas identifiées dans la publication.
- 3) Une personne qui refuse ou omet de fournir, dans un délai raisonnable, à la Banque toute information ou donnée demandée par elle en vertu du paragraphe 2) se rend coupable d'un délit et est passible, sur condamnation sommaire de culpabilité, d'une amende de 500 dollars.

Avances aux
membres du
bureau et au
personnel

- 54.** La banque peut, sous réserve des modalités devant être prescrites par le Conseil, accorder des avances à tout membre de son bureau ou de son personnel:
- a) pour l'achat, la construction ou la réparation d'une maison résidentielle destinée à son usage personnel contre garantie constituée sur ladite maison; et
 - b) à d'autres fins pour un montant qui ne pourra excéder, pendant le temps où ces avances restent impayées, la rémunération annuelle reçue de la Banque par l'emprunteur.

Titres limités	55. Sauf avec le consentement écrit du Ministre, sur recommandation de la Banque, aucune banque ou autre institution financière ne sera ci-après autorisée, en vertu de la <i>Loi sur les services bancaires</i> , à porter une dénomination qui inclut l'un des termes suivants: "Central", "National", "Barbados", "Reserve" ou "State" ou leur équivalent dans toute autre langue.	
Chapitre 322	56. La Banque est exonérée: a) du paiement de l'impôt sur le revenu ainsi que de tout autre impôt sur le revenu ou les bénéfices des personnes; b) du paiement du droit de timbre sur tout document résultant de transactions avec des personnes résidant hors de la Barbade; et c) des prescriptions de la <i>Loi sur les services bancaires</i> .	Exonération 1982-22 Chapitre 322
	57. Le Banque ne peut être liquidée hormis en vertu d'une loi.	Liquidation de la Banque
	58. 1) Le Ministre peut avancer à la Banque les sommes telles que pouvant s'avérer nécessaires pour permettre à la Banque de combler tout déficit réel ou anticipé de son revenu en relation avec ses dépenses pendant la période qui suit immédiatement son établissement jusqu'au jour fixé, ou tel autre jour fixé, pouvant être convenu entre la Banque et le Ministre. 2) Les avances en vertu du paragraphe 1) sont, par la présente, imputées sur et payables à partir du Fonds consolidé. 3) De telles avances seront: a) porteuses d'un intérêt au taux tel que pouvant être convenu entre la Banque et le Ministre; b) remboursées, dès le terme de l'exercice financier au cours duquel les comptes de la Banque présenteront pour la première fois un bénéfice net, de manière telle que pouvant être convenue entre la Banque et le Ministre.	Dépenses initiales
	59. 1) Le Gouverneur a le droit d'occuper une résidence complètement meublée, sans paiement de loyer. 2) Avec effet à partir du 1 ^{er} janvier 1984, la valeur de la résidence mentionnée au paragraphe 1) ne sera pas incluse dans le calcul du revenu imposable de la personne visée dans ce paragraphe, aux fins de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> .	Résidence 1984-19 Chapitre 73

Instruments statutaires – Supplément n° 61
Supplément au Journal officiel n° 93 du 16 novembre 1998

S.I. 1998 n° 144

La Banque centrale de la Barbade
Chapitre 323C

**LA BANQUE CENTRALE DE LA BARBADE (INSPECTION DES
INSTITUTIONS FINANCIÈRES) (RÉVOCATION)
NOTIFICATION, 1998**

Le Ministre, dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 34 2) de la *Loi sur la Banque centrale de la Barbade*, sur la recommandation de la Banque, donne la notification suivante.

1. La présente notification peut être dénommée *Notification de 1998 de la Banque centrale de la Barbade (Inspection des institutions financières) (Révocation)*.
2. La *Notification de 1990* de la Banque centrale de la Barbade (*Inspection des institutions financières*) est abrogée.

S.I. 1990
n° 61

Donnée par le Ministre, ce 10 novembre 1998.

O. S. ARTHUR

Ministre en charge des finances

CHAPITRE 323

BANQUE CENTRALE DE LA BARBADE

DISPOSITION DES ARTICLES

PARTIE I

Preliminaire

ARTICLE

1. Titre abrégé.
2. Interprétation.

PARTIE II

Constitution

3. Établissement de la Banque.
4. Statut et pouvoirs.

5. Objectifs.
6. Agences, filiales, agents et correspondants.

PARTIE III

Capital, bénéfices et réserves

7. Capital.
8. Bénéfices.
9. Réserve générale.

PARTIE IV

Administration

10. Conseil d'administration et Directeur général.
11. Gouverneur.
12. Autres administrateurs.
13. Déchéance et démission.
14. Nomination pour combler une vacance.
15. Réunions du Conseil.
16. Pouvoir de nommer des membres du bureau, des agents et des correspondants.
17. Conflits d'intérêts.
18. Confidentialité.

PARTIE V

Devise

19. Devise.
20. Parité du dollar de la Barbade.
21. Droit exclusif d'émettre des billets de banque et des pièces et pouvoir de les rappeler.
22. Valeur et autres aspects de la devise.
23. Émission, réémission et change
24. Remboursements.
25. Mutilation et dégradation des billets de banque.

PARTIE VI

Réserve en actifs externes

26. Réserve en actifs externes.

PARTIE VII

Opérations en devises étrangères

- 27. Opérations en or et devises étrangères.
- 28. Limitations des opérations en devises étrangères.
- 29. Détermination des taux d'achat et de vente de l'or et des devises étrangères.
- 30. Compte de réserve de réévaluation.

PARTIE VIII

Relations avec les banques et autres institutions financières

- 31. Ouverture de comptes pour les banques et autres institutions financières.
- 32. Opérations avec les titulaires de comptes.
- 33. Détermination des taux bancaires.
- 34. Inspection des banques et autres institutions financières.
- 35. Réserves bancaires requises.
- 36. Règlement des intérêts et du crédit.
- 37. Proportion des avoirs locaux.
- 38. Soldes de roulement étrangers.
- 39. Chambre de compensation.
- 40. Régimes des assurances et des garanties.
- 41. Société de crédit spéciale.

PARTIE IX

Relations avec le gouvernement

- 42. La Banque en tant que banquier, agent fiscal et dépositaire à l'égard du gouvernement.
- 43. Dépositaire et agence fiscale des institutions financières internationales.
- 44. Crédit au gouvernement, à ses institutions, à ses agences et à ses conseils statutaires.
- 45. Avances au gouvernement.
- 46. Acquisition de pièces justificatives et créances émises par le gouvernement.
- 47. Consultation sur le budget et les opérations de crédit.
- 48. Rapports et recommandations sur le crédit bancaire au gouvernement.
- 49. Ordonnances.

PARTIE X

Comptes

- 50. Exercice financier.
- 51. Vérification comptable.
- 52. Comptes et opérations.

PARTIE XI

Dispositions diverses

- 53. Rapports et annonces.
- 54. Avances aux membres du bureau et au personnel.
- 55. Titres limités.
- 56. Exemption.
- 57. Liquidation de la Banque.
- 58. Dépenses initiales.
- 59. Résidence.

CHAPITRE 323C

BANQUE CENTRALE DE LA BARBADE

<i>Loi visant à établir des dispositions relatives à l'établissement de la Banque centrale de la Barbade et à d'autres sujets connexes</i>	1972-6 1975-13 1977-32 1981-22 1981-32 1982-22 1984-19 1989-22
--	---

[2 mai 1972] Entrée en
vigueur
S.I. 1972
n° 77

PARTIE I

Preliminaire

- | | |
|---|----------------|
| 1. La présente loi peut être dénommée <i>Loi sur la Banque centrale de la Barbade</i> . | Titre abrégé |
| 2. Aux fins de la présente loi: | Interprétation |
| "jour fixé" s'entend du jour fixé par le Ministre en vertu de l'article 19 1); | |
| "Banque" s'entend de la Banque centrale de la Barbade, établie par l'article 3; | |
| "banque" s'entend d'une banque autorisée à exercer des activités dans le secteur bancaire à la Barbade en vertu de la <i>Loi sur les services bancaires</i> ; | Chapitre 322 |
| "Conseil" s'entend du Conseil d'administration de la Banque, constitué et nommé conformément à la Partie IV; | |
| "Gouverneur suppléant" s'entend d'un gouverneur suppléant de la Banque; | 1989-22 |
| "Administrateur" s'entend d'un membre du Conseil"; | |
| "institution financière" s'entend de toute personne exerçant des activités et qui est désignée comme telle aux fins de la présente loi; | 1977-32 |
| "Gouverneur" s'entend du Gouverneur de la Banque; | |
| "Ministre" s'entend du Ministre en charge des finances. | |

PARTIE II

Constitution

- | | |
|----------------------------------|---|
| Établissement de la Banque | 3. Il est par la présente établi une banque qui sera dénommée Banque centrale de la Barbade afin d'exercer des activités conformément à la présente loi. |
| Statut et pouvoirs
Chapitre 1 | 4. La Banque sera une personne morale et, sous réserve des limitations contenues dans la présente loi, l'article 21 de la <i>Loi sur l'interprétation</i> s'applique à la Banque. |
| Objectifs | 5. La Banque aura pour objectifs: |

- a) de réglementer l'émission, la fourniture, la disponibilité et l'échange international d'argent;
- b) de promouvoir la stabilité monétaire;
- c) de promouvoir une structure financière saine;
- d) de favoriser le développement des marchés monétaires et des capitaux à la Barbade; et
- e) de favoriser les conditions de crédit et d'échange qui contribuent au développement discipliné et soutenu de la Barbade.

Agences,
filiales, agents
et
correspondants

6. La Banque aura son siège social dans la ville de Bridgetown à la Barbade et pourra établir des filiales à la Barbade, nommer des agents et des correspondants à la Barbade et à l'étranger et, avec l'approbation du Ministre, établir des agences à l'étranger.

PARTIE III

Capital, bénéfices et réserves

Capital
1977-32

7. 1) le capital autorisé de la Banque sera de 5 millions de dollars et pourra être augmenté de tels montants que le Conseil peut proposer et le Ministre approuver.
- 2) Il sera versé par le gouvernement, eu égard au capital autorisé de la Banque, lors de l'établissement de la Banque, un montant de 2 millions de dollars et tels autres montants par la suite que le Conseil peut proposer et le Ministre approuver.
- 3) Tout le capital de la Banque, tel que et lorsque souscrit, sera pour le compte exclusif du gouvernement et ne sera ni cessible, ni soumis à une charge hypothécaire, et aucune diminution de capital ne sera effectuée sauf par une modification de la présente loi.
- 4) Le Ministre, nonobstant toute disposition de la présente loi, fera transférer, sous la propriété de la Banque, des titres non négociables et non porteurs d'intérêts, émis par le gouvernement pour un montant tel que nécessaire afin de préserver le capital libéré de toute diminution chaque fois que, de l'avis du Conseil, l'actif de la Banque est inférieur à la somme de son passif et du capital libéré.

8. Les bénéfices nets de la Banque, pour chaque exercice financier, seront déterminés après avoir satisfait à toutes les dépenses courantes pour cet exercice et après avoir pourvu:

Bénéfices

- a) aux créances douteuses, à l'amortissement de l'actif et aux cotisations aux caisses de prévoyance en faveur du personnel et de pension ainsi qu'à telles autres contingences et dispositions comptables telles qu'elles sont généralement adoptées par les banques;
- b) avec l'approbation du Ministre, à telles autres fins que le Conseil estime nécessaires.

9. 1) La Banque établira une Réserve générale à laquelle seront alloués, au terme de chaque exercice financier de la Banque: Réserve générale

- a) 50 pour cent des bénéfices nets de la Banque chaque fois que la Réserve générale ne dépasse pas le capital autorisé de la Banque;
- b) 25 pour cent des bénéfices nets de la Banque chaque fois que la réserve générale dépasse le capital autorisé de la Banque jusqu'à ce que la Réserve générale soit égale au double du capital autorisé de la Banque:

à condition que la Réserve générale puisse être augmentée au-delà de tel montant, à tel taux et dans telle mesure susceptibles d'être convenus entre le Ministre et la Banque.

- 2) Après les allocations appropriées faites à la Réserve générale conformément au paragraphe 1):

1977-32

- a) 50 pour cent des bénéfices nets restants pour l'exercice financier seront affectés au remboursement, en faveur du gouvernement, de tout titre détenu par la Banque et qui ont été émis conformément à l'article 7 4) ou l'article 30 2); et
- b) sur le solde restant des bénéfices nets pour l'exercice, les montants adéquats devant être déterminés par la Banque en concertation avec le Ministre pourront être transférés aux fonds spéciaux institués conformément à l'article 40 et à la Société spéciale de crédit instituée conformément à l'article 41.

- 3) Le solde des bénéfices nets pour l'exercice financier qui restent après toutes les déductions effectuées conformément aux paragraphes 1) et 2) seront payés au Fonds consolidé, dès que possible, après le terme de chaque exercice financier.
- 4) Aucune déduction en vertu du paragraphe 1) ou 2) a) ne sera requise, ni aucun paiement en vertu du paragraphe 3) si, de l'avis du Conseil, l'actif de la Banque est ou serait, après les déductions ou le paiement, inférieur à la somme de son passif et du capital libéré.

PARTIE IV

Administration

Conseil
d'administration
et Directeur
général

10. 1) Un Conseil d'administration de la Banque sera institué, qui sera chargé de la politique et de l'administration générale de la Banque.
- 2) Le Conseil se composera d'un gouverneur et de cinq autres administrateurs.

1989-22

- 3) Il y aura deux gouverneurs suppléants de la Banque qui rempliront les fonctions qui leur sont conférées par la présente loi et, sous le contrôle du Gouverneur, telles autres fonctions susceptibles de leur être conférées par le Conseil.

- 4) Le Conseil pourra adopter des statuts réglementant la conduite des activités de la Banque et pourra adopter tels règlements et émettre des ordonnances afin de donner effet aux dispositions de la présente loi.
- 5) Avant d'établir tout règlement en vertu du paragraphe 4), le Conseil peut s'assurer des opinions des parties intéressées en leur accordant l'opportunité d'émettre des commentaires à ce sujet.
- 6) Tous statuts, règlements ou ordonnances adoptés ou rendus en vertu du paragraphe 4) seront authentifiés de la manière que le Conseil détermine. 1977-32
- 7) Nonobstant l'article 16 1) de la *Loi sur l'interprétation*, il ne sera pas nécessaire que les statuts adoptés en vertu du paragraphe 4) soient publiés au Journal officiel et ces statuts, sauf dispositions contraires contenues dans ceux-ci, entreront en vigueur à la date de leur adoption. Chapitre 1
11. 1) Le Gouverneur sera une personne disposant d'une expérience reconnue en ce qui concerne les questions financières et sera désigné par le Ministre au moyen d'un instrument écrit pour une période qui ne pourra être supérieure à cinq ans et sera éligible pour un renouvellement de nomination; il sera nommé selon telles modalités que peut exposer l'instrument de sa nomination et ces modalités ne pourront être modifiées à son détriment pendant qu'il sera en fonction. Gouverneur 1989-22
- 2) Le Gouverneur ou, en cas d'absence ou d'incapacité de sa part, un gouverneur suppléant: 1989-22
 - a) préside, en qualité de Président, les réunions du Conseil;
 - b) fait office de Président-Directeur général de la Banque, responsable envers la Banque de l'exécution de la politique et de la gestion de la Banque;
 - c) sauf dispositions contraires dans la présente loi, les statuts de la Banque ou les résolutions du Conseil, dispose du pouvoir d'agir, de s'engager par contrat et de signer des instruments et documents au nom de la Banque et, conformément aux résolutions du Conseil, de déléguer tels pouvoirs à d'autres membres du bureau de la Banque.
- 3) Les Gouverneurs suppléants peuvent assister à toutes les réunions du Conseil mais ne disposent pas du droit de vote lors de ces réunions. 1989-22
- 3A) Nonobstant le paragraphe 3), lorsqu'un gouverneur suppléant préside, en qualité de Président conformément au paragraphe 2 a), il dispose du droit de vote.
- 4) Le Gouverneur et les Gouverneurs suppléants consacrent l'ensemble de leurs services professionnels à la Banque et, en occupant cette fonction, ils ne peuvent, sans l'approbation du Ministre: 1989-22

- a) recevoir aucun salaire ni complément à ce salaire d'une autre source que la Banque;
 - b) occuper aucune autre fonction ou emploi, rémunéré(e) ou non.
- 1989-22 5) Nonobstant le paragraphe 4), le Gouverneur peut:
- 1989-22
 - a) agir en tant que membre de tout conseil, comité ou commission institué(e) par le Gouverneur;
- 1989-22
 - b) devenir gouverneur, directeur ou membre du Conseil, quel que soit sa dénomination, de toute banque internationale ou de toute institution financière internationale dont la Barbade est membre;
- 1989-22
 - c) devenir directeur de toute société à la Barbade, dont la Banque est une participante conformément à l'article 40.
- Autres administrateurs **12. 1)** Les cinq autres Administrateurs de la Banque, qui seront des personnes à la réputation et à l'expérience reconnues en matières commerciale, professionnelle ou universitaire, seront nommées par le Ministre, au moyen d'un instrument écrit.
- 2) Ces administrateurs seront en fonction pendant trois ans et seront éligibles pour un renouvellement de nomination en vertu du présent article; toutefois, sur les cinq Administrateurs devant être nommés conformément au présent article, un sera nommé pour un an, deux seront nommés pour deux ans et deux seront nommés pour trois ans.
- 3) Ces administrateurs auront droit aux honoraires et indemnités tels que susceptibles d'être prescrits par le Conseil et approuvés par le Ministre.
- Déchéance et démission 1989-22 **13. 1)** Aucune personne ne sera nommée ou, le cas échéant, ne restera Administrateur ou Gouverneur suppléant si:
 - a) elle est un administrateur, un membre du bureau ou du personnel, ou le propriétaire ou un actionnaire de toute banque placée sous la juridiction de la Banque;
 - b) elle a été reconnue coupable par un tribunal d'un délit passible d'une arrestation ou d'un autre délit impliquant une malhonnêteté;
 - c) elle a été reconnue ou autrement déclarée en faillite conformément à toute loi en vigueur à la Barbade;
 - d) elle est une personne certifiée comme étant aliénée ou autrement reconnue comme non saine d'esprit conformément à toute loi en vigueur à la Barbade; ou 1989-22
 - e) l'autorité qui la désigne, sur recommandation du Conseil, estime:
 - i) qu'elle est incompétente ou autrement inapte à l'exercice de ses fonctions; ou
 - ii) qu'elle est coupable de mauvaise gestion grave eu égard à ses fonctions. 1989-22

- 1A) Aucune personne ne restera un administrateur si elle a été absente, sans la permission du Conseil, pendant trois ou plusieurs réunions du Conseil consécutives.
- 2) Sous réserve du paragraphe 3), un administrateur peut démissionner de ses fonctions en donnant par écrit au Ministre:
- a) dans le cas du Gouverneur, un préavis qui ne sera pas inférieur à trois mois; ou
- b) dans le cas de tout autre administrateur, un préavis qui ne sera pas inférieur à un mois.
- 3) Le Ministre peut renoncer à la période de préavis requise par le paragraphe 2).
- 14. 1)** Si un administrateur décède, démissionne ou quitte autrement ses fonctions avant l'expiration du terme pour lequel il a été nommé, une autre personne sera nommée à sa place de la manière prévue par l'article 12 1) pour la durée du terme non expiré. Désignation pour combler une vacance
1989-22
- 2) Le Ministre peut, sur conclusion du Conseil relative à l'absence ou l'incapacité temporaire d'un administrateur, nommer de la manière prévue par l'article 12 1), un suppléant pour servir jusqu'à l'expiration du terme ou une détermination du Conseil selon laquelle cet état a cessé, selon celle de ces deux circonstances qui se présentera en premier lieu. 1989-22
- 15. 1)** Le Conseil se réunit aussi souvent que les activités de la Banque le requièrent mais au moins dix fois par an; il n'y aura cependant pas d'intervalle supérieur à deux mois entre une réunion du Conseil et la suivante. Réunions du Conseil
- 2) Conformément aux statuts, le Conseil peut prévoir la tenue régulière de réunions pour lesquelles aucune notification ne sera nécessaire ainsi que des réunions extraordinaires, à convoquer sur demande écrite du Gouverneur ou de deux Administrateurs et pour lesquelles une notification sera requise.
- 3) Quatre Administrateurs dont un sera le Gouverneur ou, en cas d'absence ou d'incapacité de ce dernier, un gouverneur suppléant formeront un quorum lors de toute réunion, et les décisions seront adoptées à la majorité simple des membres présents, hormis en cas d'égalité des voix où le Président disposera et exercera une seconde voix ou voix prépondérante.
- 1989-22 4) Tous les actes exécutés par une personne agissant de bonne foi en qualité d'Administrateur seront aussi valides que si elle avait été un administrateur, nonobstant le fait qu'un quelconque défaut dans sa nomination ou qualification soit découvert par la suite.
- Pouvoir de nommer des membres du bureau, des agents et des correspondants
1977-32
1989-22 **16. 1)** Le Conseil peut désigner et employer, selon telle rémunération et telles modalités qu'il peut prescrire, tels membres du bureau et du personnel, agents et correspondants que le Conseil juge nécessaires pour le bon fonctionnement de la Banque.

Chapitre 25

Volume 1
S.I. Chapitre 25

- 1A) Sous réserve du paragraphe 1), les Gouverneurs suppléants seront nommés par le Conseil avec l'approbation du Ministre, selon telles modalités que le Conseil peut prescrire avec l'approbation du Ministre.
- 2) Aucun salaire, honoraire, traitement, prestation ou autre rémunération payé par la Banque ne sera calculé par référence aux bénéfices nets ou autres de la Banque.
- 3) Lorsqu'un fonctionnaire est détaché ou temporairement transféré pour exercer une fonction dans la Banque, à partir d'une fonction qui donne droit à une pension au sens de l'article 2 1) de la Loi sur les pensions, la période pendant laquelle il sert dans la Banque comptera, sauf si le Gouverneur général en décide autrement, pour la pension conformément à cette loi, comme si le fonctionnaire n'avait pas été détaché ou transféré temporairement.
- 4) Lorsque:
- a) un fonctionnaire est transféré à toute fonction au service de la Banque; ou
 - b) un membre du bureau de la Banque est transféré à une fonction dans le service public;
- la Loi sur les pensions lui sera appliquée comme si son service auprès de la Banque constituait un autre service public au sens de cette loi, et les *Règlements de 1947 sur les pensions* s'appliqueront à lui en conséquence, comme si la Banque était une administration régulière au sens du Règlement 8 1) de ces règlements.
- 17. 1)** Aucun administrateur n'agira en tant que délégué pour tout intérêt commercial, financier, agricole, industriel ou autre, ni ne recevra ou n'acceptera de directives provenant de ces intérêts eu égard à des fonctions devant être exercées conformément à la présente loi.
- 2) Tous les Administrateurs dévoileront complètement au Conseil tout intérêt commercial, financier, agricole, industriel ou autre auquel ils pourraient à tout moment, directement ou indirectement être reliés, et s'abstiendront de voter sur toute question liée à ces intérêts qui feraient l'objet d'une mesure du Conseil; toutefois, un tel intérêt, s'il est ainsi dévoilé, ne rendra pas la partie intéressée inapte à constituer un quorum.
- 3) Aucun administrateur ni aucun membre du bureau ou du personnel de la Banque n'acceptera aucun don ou avantage pour lui-même ou, en son nom, pour les personnes avec lesquelles il peut avoir des liens familiaux, commerciaux ou financiers si l'acceptation de ce don ou avantage résulterait ou semblerait résulter en une diminution de son engagement impartial en vertu de la présente loi.

Conflits
d'intérêts
1989-22

1989-22

18. 1) Hormis aux fins de la prestation de ses devoirs ou l'exercice de ses fonctions ou lorsqu'il en est légalement requis par tout tribunal ou encore conformément aux dispositions de toute loi, aucun administrateur, membre du bureau ou du personnel de la Banque ne dévoilera à aucune personne toute information essentielle relative aux affaires de la Banque ou de toute autre banque ou institution financière ou de toute autre personne, entreprise, société ou organisation qu'il a obtenue dans l'exercice de ses devoirs ou de ses fonctions. Confidentialité
- 2) Aux fins du présent article, "membre du personnel" inclut toute personne qui est engagée dans le cadre d'un emploi auprès de la banque en vertu d'un contrat de service.
- 3) Toute personne qui enfreint le paragraphe 1) se rend coupable d'un délit et est passible, sur condamnation sommaire, d'une amende de 500 dollars ou d'une peine de prison de six mois ou encore de l'une et l'autre de ces deux peines. 1977-32

PARTIE V

Devise

Devise

19. 1) À partir de, et après telle date que le Ministre peut fixer¹ par décret à cet effet, l'unité de la devise de la Barbade sera le dollar de la Barbade divisé en 100 cents.

- 2) Nonobstant toute disposition législative contraire, un décret en vertu du paragraphe 1) sera publié au Journal officiel et dans un journal publié à la Barbade.

1981-32

- 3) Avec effet à partir du jour fixé, le dollar de l'Est des Caraïbes cessera d'être l'unité de la devise de la Barbade, et toute référence dans:

- a) toute disposition législative; et
- b) un contrat, un document, une vente, un paiement, une facture, une note, un instrument ou un titre pour de l'argent, et toute transaction, opération, procédure, matière et chose, quelle qu'elle soit, en rapport avec de l'argent ou impliquant le paiement en argent ou l'obligation de payer en argent, à défaut d'un accord exprès non invalide ou illégal en vertu de toute disposition législative impliquant le paiement en argent ou l'obligation de payer en argent qui constitue la devise ou une monnaie légale dans un autre pays que la Barbade;

sera considérée comme étant exprimée en termes de dollar de la Barbade, au taux de conversion déclaré par la Banque à cet effet, dans une notification publiée au Journal officiel.

Parité du dollar
de la Barbade

20. 1) La valeur au pair du dollar de la Barbade sera de 0,444335 grammes d'or fin et toute modification de cette valeur au pair sera décidée par la Ministre après avoir pris en considération la recommandation de la Banque.

¹ Le jour fixé était le 3 décembre 1973 (voir S.I. 1973 n° 175).

- 2) Lors de la détermination de tout changement de la valeur au pair, le Ministre apportera l'attention requise aux obligations que la Barbade a assumées conformément aux dispositions de tout accord monétaire international auquel elle est partie ou auquel elle a adhéré.
 - 3) Une notification de tout changement de la valeur au pair sera publiée au Journal officiel.
- 21.** 1) Avec effet à partir du jour fixé, la Banque disposera du droit exclusif d'émettre des billets de banque et des pièces à la Barbade, que ce soit pour son compte ou en qualité d'agent d'une autorité financière internationale, qui seront des monnaies légales à la Barbade.
- Droit exclusif d'émettre la monnaie métallique et fiduciaire et pouvoir de la retirer de la circulation
- 2) Ni le gouvernement ni aucune autre personne n'émettra de billets en devises, de billets de banque, de pièces ou tout autre document ou bon payable au porteur sur demande, s'il s'agit de documents ou de bons ayant l'apparence ou présentés comme étant des billets ou pièces en devises.
 - 3) Les billets en devises émis par la Banque seront des monnaies légales à la Barbade, à leur valeur faciale, pour le paiement de tout montant. 1981-32
 - 4) Les pièces émises par la Banque pour son compte:
 - a) pour des valeurs de 10 dollars ou davantage, seront des monnaies légales à leur valeur faciale pour le paiement de tout montant; 1975-13
 - b) pour des valeurs inférieures à 10 dollars, seront des monnaies légales à leur valeur faciale pour le paiement de tout montant n'excédant pas 10 dollars.
 - 5) La banque peut, sur préavis publié au Journal officiel d'au moins trois mois et, nonobstant toute disposition législative contraire, dans au moins un journal tiré généralement à la Barbade, rappeler tous billets et pièces qu'elle a émis, contre paiement à leur valeur faciale et tout billet ou pièce de ce genre cessera, à l'expiration de ce préavis, d'avoir cours légal; toutefois, les détenteurs de ces billets et pièces auront le droit par la suite d'en demander le paiement à la Banque, conformément aux règlements qu'elle peut émettre.
- 22.** 1) Les billets et pièces émis par la Banque auront telles valeurs et se présenteront sous telle forme et telles conceptions que la Banque déterminera avec l'approbation du Ministre. Valeur et autres aspects de la devise
- 2) L'impression de ces billets et la frappe de ces pièces incomberont à la Banque qui sera chargée d'assurer la sécurité et la conservation sûre des stocks de monnaies non émises ainsi que de la garde et de la destruction, telle que nécessaire, des plaques, des matrices et des monnaies retirées de la circulation.
 - 3) Le poids et la composition standards des pièces émises par la Banque, ainsi que l'importance des corrections et des variations seront déterminés par la Banque, avec l'approbation du Ministre.

Émission,
réémission et
change

23. La Banque émettra, réémettra et échangera, à la demande et sans frais, les billets et les pièces qu'elle a émis mais dans l'éventualité d'une indisponibilité temporaire d'une valeur demandée, la Banque peut s'acquitter de cette obligation en remettant des billets et des pièces de valeurs disponibles, qui se rapprochent le plus de celles demandées.

Remboursement
s

24. 1) Nulle personne ne sera habilitée à recouvrer de plein droit, auprès de la Banque, la valeur de tout billet de banque ou pièce perdu(e), endommagé(e) ou tronqué(e).

2) Les circonstances dans lesquelles, et les conditions et limitations sous réserve desquelles, la valeur de billets de banques ou de pièces perdu(e)s, endommagé(e)s ou tronqué(e)s peut être remboursée, à titre de faveur, seront déterminées par la Banque.

Mutilation et
dégradation des
billets de
banque

25. 1) Toute personne qui, sans autorité ni excuse légale (dont la preuve incombera à la personne accusée), tronque, découpe, déchire ou perfore tout billet de banque ayant valeur de monnaie légale à la Barbade, ou qui dégrade de quelque façon que ce soit tout billet de ce genre, que ce soit en écrivant, en imprimant, en dessinant ou en cachetant, ou en y attachant ou apposant toute chose ayant la nature ou la forme de toute publicité, se rend coupable d'un délit et est passible, sur condamnation sommaire, d'une amende de 500 dollars.

2) La Banque contribuera à faire respecter toute loi relative à la falsification ou la contrefaçon de monnaie ayant cours légal à la Barbade et le certificat d'un responsable de la Banque dûment habilité selon lequel l'article en question est ou n'est pas authentique constituera un commencement de preuve du fait certifié dans toute procédure légale à la Barbade.

PARTIE VI

Réserve en actifs externes

26. 1) La Banque conservera une Réserve en actifs externes consistant en tout ou partie des éléments suivants, selon telles modalités que le Conseil peut prescrire:

Réserve en
actifs externes

- a) or;
- b) devises sous la forme de monnaie, d'espèces ou de soldes en banque détenus à l'étranger;
- c) tout avoir de réserve reconnu à l'échelle internationale, y compris:
 - i) la capacité pour la Barbade de réaliser un achat sur tranche-or au Compte général du Fonds monétaire international;
 - ii) la détention de tous droits de tirage spéciaux par la Barbade au Fonds monétaire international;
- d) des lettres de change et des billets à ordre libellés en devises étrangères et payables en tout lieu hors de la Barbade;

- e)* des bons du Trésor à court terme émis par des gouvernements étrangers, tels que précisés pour une période déterminée par le Conseil;
 - f)* des titres émis ou garantis par des gouvernements étrangers ou des institutions financières internationales, tels que précisés pour une période déterminée par le Conseil.
- 2) La Banque fera tout ce qui est en son pouvoir afin de maintenir la Réserve en actifs externes à un niveau adéquat pour les transactions internationales de la Barbade.
- 3) Si la Réserve en actifs externes a baissé ou si, de l'avis du Conseil, elle est menacée de baisser de façon à compromettre le caractère adéquat de la réserve, la Banque soumettra au Ministre un rapport sur la position de la réserve ainsi que sur les causes qui ont engendré ou pourraient engendrer une telle diminution, accompagné de recommandations relatives aux mesures qu'elle juge nécessaires pour prévenir ou autrement remédier à la situation.
- 4) La Banque établira d'autres rapports et recommandations à des intervalles ne pouvant excéder six mois, jusqu'au moment où, de l'avis du Conseil, la situation a été rectifiée.

PARTIE VII

Opérations en devises étrangères

Opérations en or
et devises
étrangères

27. La Banque peut:

- a)* acheter, vendre ou négocier en pièces ou lingots d'or ou autres métaux précieux;
- b)* acheter, vendre ou négocier en devises étrangères, en utilisant à cet effet tout instrument généralement utilisé par les banquiers;
- c)* acheter, vendre ou négocier en bons du Trésor et autres titres émis ou garantis par les gouvernements étrangers ou les institutions financières internationales;
- d)* ouvrir et maintenir des comptes à l'étranger;
- e)* ouvrir et maintenir des comptes, et agir en qualité d'agent ou de correspondant pour les banques étrangères, les gouvernements étrangers et les institutions financières internationales.

Limitations des
opérations en
devises
étrangères

- 28. 1)** La Banque peut, en ce qui concerne les opérations énumérées à l'article 27, négocier uniquement avec des banques exerçant des activités à la Barbade, le gouvernement, ses institutions, agences et conseils statutaires, les banques centrales et commerciales étrangères, les gouvernements étrangers et les institutions gouvernementales étrangères ainsi que les institutions financières internationales.
- 2) Nonobstant le paragraphe 1), la Banque peut, avec l'approbation du Ministre, négocier avec d'autres personnes selon telles modalités que le Conseil juge appropriées.

Détermination
des taux d'achat
et de vente de
l'or et des
devises
étrangères
1977-32
Chapitre 71

Compte de
réserve de
réévaluation

- 29.** 1) La Banque déterminera et rendra publics les taux auxquels elle achètera, vendra ou négociera en or et devises étrangères.
- 2) Aux fins de l'article 29 1) de la Loi sur le contrôle des changes, la Banque peut déterminer et rendre publics les taux auxquels l'or et les devises étrangères peuvent être achetés, vendus ou négociés en vertu de l'autorité de cette loi.
- 30.** 1) Les gains résultant de tout changement dans l'évaluation des actifs de la Banque en, ou libellés en, or ou devises étrangères par suite de modifications de la parité de la devise de la Barbade ou de tout changement des valeurs, des parités, ou des taux de change de tels actifs eu égard à la devise de la Barbade seront crédités sur un Compte de réserve de réévaluation et ni ces gains, ni ces pertes résultant de tout changement de ce genre ne seront inclus dans le calcul des profits et pertes de la Banque.
- 2) Les pertes résultant de tout changement de ce genre seront compensées sur tout solde créditeur du Compte de réserve de réévaluation et, nonobstant toute disposition contraire de la présente loi, si ce solde est insuffisant à couvrir ces pertes, le gouvernement délivrera à la Banque des titres non négociables et non porteurs d'intérêts à hauteur du déficit.
- 3) Tout solde créditeur du Compte de réserve de réévaluation au terme de chaque exercice financier sera d'abord affecté au rachat, au nom du gouvernement, des titres impayés en vertu du paragraphe 2) et ensuite au rachat de tout titre impayé, émis en vertu de l'article 7 4).
- 4) Si le solde créditeur restant après l'affectation visée au paragraphe 3) dépasse 5 pour cent du passif de la Banque pour le compte des devises émises et restant en cours au terme de l'exercice financier, dans ce cas, sous réserve du paragraphe 5), un montant égal à:
- a) un cinquième de ce solde restant; ou
- b) 5 pour cent de ce passif;
- selon le montant le plus important des deux, sera versé au Fonds consolidé.
- 5) Si le solde créditeur n'excède pas 5 pour cent du passif visé au paragraphe 4), un montant égal à la somme totale du solde sera versé au Fonds consolidé.
- 6) Aucun crédit ou débit ne sera réalisé au Compte de réserve de réévaluation, sauf conformément au présent article.

1977-32

PARTIE VIII

Relations avec les banques et autres institutions financières

- 31.** La Banque peut ouvrir des comptes pour, ou accepter des dépôts de banques et autres institutions financières opérant à la Barbade, selon telles modalités que le Conseil détermine.

Ouverture de
comptes pour
les banques et
autres
institutions
financières

Opérations avec
les titulaires de
compte

32. La Banque peut:

- a) acheter auprès, vendre à, escompter ou réescompter pour, des titulaires de compte de la Banque, des lettres de change et billets à ordre tirés ou établis à des fins de prime abord commerciales, industrielles ou agricoles, portant deux ou plusieurs signatures adéquates et venant à échéance dans un délai de 90 jours à compter de la date de leur acquisition par la Banque:

sous réserve que ces lettres de change et billets à ordre tirés ou établis dans le but de financer des opérations agricoles saisonnières ou de commercialiser des récoltes puissent venir à échéance dans un délai de 270 jours à compter de leur date d'acquisition;

- b) acheter auprès, vendre à, escompter ou réescompter pour, des titulaires de compte de la Banque, tous bons du Trésor du gouvernement faisant partie d'une émission publique;
- c) accorder aux titulaires de compte de la Banque des avances pour des périodes n'excédant pas 180 jours:

i) garanties par:

- A) des instruments tels que spécifiés aux points a) et b);
- B) des récépissés-warrants et des documents de titre émis eu égard à des denrées de base ou autres produits dûment assurés;

à condition que la Banque détermine le pourcentage maximum des avances eu égard à la valeur actuelle de ces denrées et produits;

- C) la détention de tous avoirs que la Banque est autorisée à acheter, vendre ou négocier en vertu des points a), b) et c) de l'article 27;
- D) des titres émis ou garantis par le gouvernement, ses institutions, agences et conseils statutaires, sous réserve des dispositions de l'article 46; ou

ii) garanties par tels autres avoirs, selon des modalités prescrites par le Conseil.

Détermination
des taux
bancaires

33. La Banque annoncera publiquement ses taux pour les escomptes, réescomptes, avances, prêts ou dépassements et pourra établir différents taux et plafonds pour diverses catégories de transactions ou dates d'échéance.

- 34. 1)** La Banque peut, périodiquement ou à sa discrétion, faire effectuer par l'un de ses responsables une inspection de toute banque ainsi que de ses livres et comptes afin de vérifier la nature de ses activités et la situation de ses affaires.

Inspection des
banques et
autres
institutions
financières

- 2) Sur recommandation de la Banque, le Ministre peut, par notification publiée au Journal officiel, étendre l'autorité conférée à la Banque par le paragraphe 1) à d'autres institutions financières spécifiées dans la notification afin de vérifier la nature de leurs activités et la situation de leurs affaires, dans le but de remplir ses fonctions en vertu de la présente loi. 1975-13
- 3) Tout responsable habilité en vertu du présent article à inspecter une banque ou autre institution financière peut:
- a) demander à tout administrateur ou employé de toute banque ou autre institution financière de fournir telles informations que la Banque peut juger nécessaires aux fins de l'inspection; ou
 - b) demander à tout administrateur ou employé de toute banque ou autre institution financière de produire, pour l'inspection, tous livres, registres ou autres documents en sa possession, contenant ou susceptibles de contenir de telles informations.
- 4) Toute personne qui:
- a) omet, refuse ou néglige de satisfaire à toute demande d'un responsable de la Banque en vertu du paragraphe 3); ou
 - b) dans l'accomplissement de toute requête de ce genre, fournit toute information ou produit tout livre, registre ou autre document qu'elle sait être faux sur tout point substantiel;
- se rend coupable d'un délit et est passible, sur condamnation sommaire, d'une amende de 500 dollars, d'une peine de prison de six mois ou de l'une et l'autre de ces peines.
- 35. 1)** La Banque peut, par une notification publiée au Journal officiel et par notification écrite adressée à chaque banque, à son siège principal à la Barbade, prescrire le maintien de réserves requises pour un dépôt et autre passif similaire pouvant être spécifié à cet effet. Réserves bancaires requises
- 2) Les réserves prescrites en vertu du paragraphe 1) seront maintenues par le biais d'avoirs en caisse ou par le biais de dépôts auprès de la Banque, selon des rapports tels que prescrits par la Banque.
- 3) La Banque peut prescrire différents rapports de liquidité bancaire pour différentes catégories de dépôt et autre passif similaire et peut prescrire la méthode pour leur calcul:
- À condition que:
- a) la Banque ne demande pas à une banque de détenir un montant total de réserve supérieur à 20 pour cent du dépôt total et autre passif similaire auxquels les rapports de liquidité bancaire ont été rendus applicables; toutefois, lorsque la situation monétaire l'exige, la Banque peut, avec le concours du Ministre, prescrire des rapports plus élevés, appropriés aux circonstances;

- b) la prescription initiale, ou toute augmentation, des rapports de liquidité bancaire requis ne sera effective qu'après un préavis de 15 jours au minimum, donné à cet effet;
 - c) la Banque peut déterminer que les exigences du présent paragraphe peuvent être remplies en satisfaisant aux rapports de liquidité bancaire prescrits, sur base des moyennes des avoirs au cours de telle période prescrite par la Banque;
 - d) les rapports de liquidité bancaire prescrits seront uniformes pour toutes les banques.
- 4) la Banque peut imposer à toute banque qui ne maintient pas les réserves requises selon les rapports appropriés prescrits en vertu du présent article, des frais à un taux annuel n'excédant pas le double du taux le plus élevé qui soit fixé, au moment de ce manquement, par la Banque en vertu de l'article 33 pour ce qui concerne ses opérations.
- 5) Les frais visés par le paragraphe 4) peuvent être imposés sur le montant de l'insuffisance pour chaque journée pendant laquelle l'insuffisance persiste.

Règlement des
intérêts et du
crédit

- 36. 1)** La Banque peut, avec l'approbation du Ministre, prescrire par une notification publiée au Journal officiel et par une notification écrite adressée à chaque banque à son siège principal à la Barbade:
- a) les méthodes de calcul et les montants maximums des intérêts payables en ce qui concerne le dépôt et autre passif similaire; et
 - b) les objectifs permis, les plafonds cumulés, les montants maximums au-delà desquels l'approbation de la Banque s'avère nécessaire, les dates d'échéance maximums et les intérêts maximums imputables ainsi que la marge de liquidité ou la sécurité minimums requises eu égard à:
 - i) la réalisation d'avances, que ce soit par voie de prêts ou de dépassements, et d'investissements;
 - ii) l'escompte de lettres de change, de billets à ordre et d'autres papiers commerciaux ou financiers;
 - iii) l'émission de lettres de crédit;
 - iv) l'octroi d'acceptations et autres formes de crédit.
- 2) Avec l'approbation du Ministre, le paragraphe 1) peut être rendu applicable par la Banque, par une notification publiée au Journal officiel et par notification écrite à toute personne ayant comme principal objet d'activités l'octroi de crédit.
- 3) La Banque peut examiner les comptes, livres et documents de toute personne qu'elle a des raisons de soupçonner d'octroyer ou d'avoir octroyé un crédit en contrevenant au paragraphe 1), et le refus de soumettre ces comptes, livres et documents constituera un début de preuve de cette infraction.

- 4) Les notifications émises en vertu du présent article s'appliqueront uniformément à la Barbade et entreront en vigueur à telle date fixée, qui n'interviendra pas moins de 14 jours après la date d'émission, et la Banque pourra, dans ses notifications, établir une distinction entre les banques et autres créanciers ou catégories de créanciers, eu égard aux points exposés au paragraphe 1).
- 5) Toute banque qui enfreint le paragraphe 1) est tenue de payer à la Banque, pour chaque infraction de ce genre, des frais qui ne pourront excéder 500 dollars pour chaque journée au cours de laquelle l'infraction persiste.
- 6) Toute personne à laquelle le paragraphe 1) est rendu applicable conformément au paragraphe 2) se rend coupable d'un délit si:
 - a) elle enfreint le paragraphe 1); ou
 - b) elle fournit à la Banque toute information qu'elle sait être fausse sur tout point essentiel; ou
 - c) elle ne fournit pas à la Banque, dans un délai raisonnable et avant l'expiration du délai imparti par une requête à cet effet, toute information demandée par la Banque afin de convaincre la Banque qu'elle satisfait aux dispositions du paragraphe 1);
 et est passible, sur condamnation sommaire:
 - i) dans le cas d'un délit en vertu du point a), d'une amende de 50 dollars pour chaque journée au cours de laquelle l'infraction persiste; ou
 - ii) dans le cas d'un délit en vertu du point b) ou c), d'une amende de 500 dollars, d'une peine de prison de trois mois ou de l'une et l'autre de ces peines.

Proportion des
avoirs locaux

37. Une banque conservera des actifs consistant en créances payables dans la devise de la Barbade et en autres avoirs situés à la Barbade, selon telles proportions minimums de son dépôt et passif similaire payable à la Barbade que la Banque peut prescrire.

Soldes de
roulement
étrangers

38. La Banque peut prescrire le montant maximum des soldes de roulement que les banques et autres institutions financières peuvent détenir en devises étrangères, de façon générale, ou en toute(s) devise(s) telle(s) que spécifiée(s).

Chambre de
compensation

39. La Banque peut, à tout moment approprié et conjointement avec des banques et autres institutions financières, organiser une chambre de compensation à tel endroit ou tels endroits pouvant s'avérer souhaitables.

Régime des
assurances et
des garanties
1977-32

40. 1) La Banque peut, avec l'approbation du Ministre, administrer ou participer à des plans afin de:

- a) garantir des dépôts bancaires;
- b) fournir une assurance et une garantie de crédit à l'exportation; et
- c) fournir des garanties pour le crédit octroyé par les banques et autres institutions financières.

- 2) Sous réserve du paragraphe 3), la Banque peut, avec l'approbation du Ministre, souscrire à, détenir, et vendre des actions d'une société organisée avec l'approbation ou sous l'autorité du gouvernement pour l'un des objectifs spécifiés au paragraphe 1).
- 3) La valeur totale de l'actionnariat de la Banque dans des sociétés visées par le paragraphe 2) n'excédera pas 50 pour cent du montant total du capital libéré de la Réserve générale de la Banque.
- 4) Sous réserve du paragraphe 5), la Banque peut, avec l'approbation du Ministre, établir des fonds spéciaux afin de faciliter l'administration des plans spécifiés au paragraphe 1) et peut verser des cotisations annuelles à ces fonds, à partir de ses bénéfices, conformément au point b) de l'article 9 2).
- 5) La Banque peut, avec l'approbation du Ministre, avancer à tout fonds spécial de ce genre telles sommes pouvant être requises pendant un exercice financier et peut recouvrer ces sommes avancées à partir de sa cotisation annuelle à ce fonds pour cet exercice.
- 6) Si la Banque cesse d'administrer l'un des plans spécifiés au paragraphe 1), le fonds spécial se rapportant à ce plan particulier que la Banque a cessé d'administrer pourra être liquidé de telle manière que la Banque, avec l'approbation du Ministre, détermine.

41. Il sera institué une Société de crédit spéciale qui sera constituée par des montants transférés, pour une période déterminée, par la Banque en application de l'article 9, et par tout accroissement de ces montants, que ce soit par le biais d'opérations ou autrement, devant être détenus en fiducie et administrés par la Banque, en tant que seul administrateur fiduciaire, afin de faciliter:

Société de
crédit spéciale

- a) l'achat, la détention, la garantie ou la vente d'obligations, de bons ou autres obligations en matière de dette similaires, ayant une date d'échéance de dix ans maximum à compter de la date d'acquisition par la Société de crédit spéciale, émis et offerts publiquement par des institutions financières n'entrant pas dans le cadre de la juridiction réglementaire de la Banque, telles que le Conseil peut désigner;
- b) la détention de capitaux propres dans des sociétés publiques et privées, telles que pouvant être déterminées par le Conseil, avec l'approbation du Ministre.

1981-32

1981-32

PARTIE IX

Relations avec le gouvernement

La Banque en tant que banquier, agent fiscal et dépositaire à l'égard du gouvernement

- 42. 1)** La Banque fera office de banquier et d'agent fiscal du gouvernement et sera dépositaire des fonds du gouvernement:
- a) la Banque peut agir en ces qualités auprès d'institutions, d'agences et de conseils statutaires du gouvernement; et
 - b) le gouvernement peut maintenir des soldes de roulement auprès, et utiliser de manière générale les services des autres banques;

dans de tels cas, pour telles durées et selon telles modalités qui peuvent être convenues entre le Ministre et la Banque.

- 2) Le gouvernement, par le biais du Ministre, peut demander à la Banque d'émettre des avis et de fournir des rapports sur des sujets en rapport avec les objectifs de la Banque.
- 3) Il est du devoir de la Banque d'informer et de conseiller le gouvernement, par l'entremise du Ministre, en ce qui concerne toute question qui, de l'avis de la Banque, est susceptible d'affecter la réalisation de ses objectifs.

43. La Banque fera office, sur désignation par le Ministre, de dépositaire et d'agence fiscale ainsi que d'institution par le biais de laquelle des transactions seront menées avec des institutions financières internationales dont la Barbade est membre.

Dépositaire et agence fiscale des institutions financières internationales

44. Hormis conformément aux articles 32 b), 32 c) i) D), 45 et 46, la Banque ne pourra, directement ou indirectement, faire des avances ou acquérir des billets, des effets, des titres ou autres éléments justificatifs de dette du, ou garantis par le gouvernement, ses institutions, agences et conseils statutaires; toutefois, le présent article n'opérera pas de façon à empêcher la Banque d'acquérir des titres qui lui sont transférés par le gouvernement en application de l'article 7 ou 30.

Crédit au gouvernement, à ses institutions, à ses agences et à ses conseils statutaires

45. 1) La Banque pourra effectuer des avances temporaires, sous réserve d'un remboursement dans un délai de trois mois faisant suite au terme de l'exercice fiscal au cours duquel elles ont été accordées, à tels taux d'intérêt qu'elle peut déterminer:

Avances au gouvernement

- a) au gouvernement;
- b) avec l'approbation du Ministre, aux institutions, agences et conseils statutaires du gouvernement.

- 2) Sans affecter le caractère général du paragraphe 1), la Banque est expressément autorisée à accorder des avances au gouvernement selon des modalités telles que pouvant être convenues, en ce qui concerne des souscriptions et autres paiements résultant de, ou annexes à l'affiliation de la Barbade à toute banque internationale ou autorité monétaire internationale instituée sous des auspices gouvernementales, en vertu de la participation de la Barbade à tout titre, et de toutes transactions et opérations entreprises à cet égard.

Acquisition de
pièces
justificatives et
créances émises
par le
gouvernement

46. La Banque peut acheter, détenir et vendre des billets, des effets, des titres ou autres éléments justificatifs de dette émis ou garantis par le gouvernement, ses institutions, agences et conseils statutaires, qui ont été publiquement proposés à la vente ou qui font partie d'une émission rendue publique au moment de l'acquisition par la Banque.

Consultation sur
le budget et les
opérations de
crédit

47. La Banque sera consultée par:

- a) le Ministre sur le montant total du crédit devant être accordé par la Banque au gouvernement pendant l'exercice financier du gouvernement;
- b) le gouvernement, ses institutions et agences et conseils statutaires à tout moment, lorsque des transactions de crédit nationales ou étrangères sont envisagées et dans le cas où, de l'avis de la Banque, ces opérations apparaîtraient, individuellement ou collectivement, présenter une ampleur inappropriée eu égard aux conditions économiques en vigueur, la Banque présentera un rapport au Ministre, en attirant son attention sur la situation et en recommandant des mesures pour remédier à cette situation.

Rapports et
recommen-
dations sur le
crédit bancaire
au
gouvernement

48. Chaque fois que le montant total du crédit accordé par la Banque au gouvernement, à ses institutions, agences et conseils statutaires, au moyen d'avances consenties, en vertu de l'article 45, par l'acquisition des justificatifs de dette en vertu des articles 32 b) et 46, ainsi que l'acceptation de titres en guise de nantissement en vertu de l'article 32 c) i) D) menace soit:

- a) de dépasser le montant convenu en vertu de l'article 47 a); soit
- b) de compromettre la stabilité monétaire;

la Banque soumettra un rapport au Ministre en attirant son attention sur la situation, en analysant les causes qui ont mené à cette situation et en recommandant les mesures qu'elle juge nécessaires pour prévenir ou autrement remédier à la situation.

- 49.** 1) Si, après concertation avec la Banque, le Ministre est d'avis que les politiques appliquées par la Banque ne sont pas adéquates pour ou ne favorisent pas la réalisation des objectifs de la Banque tels qu'exposés à l'article 5, le Ministre pourra remettre une ordonnance écrite à la Banque, déterminant la politique devant être adoptée par la Banque et la Banque mettra alors cette politique en application tant que l'ordonnance reste effective.
- 2) L'ordonnance reconnaissant la présomption de responsabilité du gouvernement pour la politique sera publiée aussitôt au Journal officiel.
- 3) Le Ministre fera en sorte que soit présentée au Parlement, aussitôt que possible après que le Ministre a informé la Banque de la politique déterminée, une copie de l'ordonnance déterminant la politique et les exposés du Ministre et de la Banque en ce qui concerne le sujet qui a occasionné l'émission de l'ordonnance.

Ordonnances

PARTIE X

Comptes

- | | | |
|---------------|--|------------------------|
| 50. | L'exercice financier de la Banque coïncidera avec le calendrier civil. | Exercice financier |
| 51. | Les comptes de la Banque feront l'objet d'une vérification comptable au moins une fois par exercice financier, réalisée par un commissaire aux comptes nommé par le Conseil avec l'approbation du Ministre. | Vérification comptable |
| 52. 1) | La Banque établira, aussitôt que possible après la fin de chaque mois, un exposé de la situation de la Banque, à la fermeture des bureaux, le dernier jour ouvrable de chaque mois, et transmettra une copie de cet exposé au Ministre qui le fera publier au Journal officiel. | Comptes et opérations |
| 2) | Dans un délai de trois mois à compter du terme de chaque exercice financier, ou telle période plus longue que le Ministre peut autoriser, le Conseil devra: | |
| a) | transmettre au Ministre une copie de ses comptes annuels certifiés par le commissaire aux comptes; | |
| b) | soumettre au Ministre un rapport sur ses opérations au cours de l'exercice. | |
| 3) | Le Ministre présentera une copie des comptes annuels de la Banque, accompagnée du certificat du commissaire aux comptes et du rapport des opérations de la Banque pour l'exercice, devant le Parlement, aussitôt que possible après avoir reçu ces comptes, ce certificat et ce rapport. | |
| 4) | La Banque publiera ledit rapport après sa présentation au Parlement par le Ministre. | |

PARTIE XI

Dispositions diverses

Rapports et
annonces

- 53. 1)** La Banque peut émettre tels rapports et publications que le Conseil juge d'intérêt public.
- 2) La Banque peut demander aux banques, à d'autres institutions financières et personnes, susceptibles de faire l'objet des dispositions de la présente loi, de fournir les informations et données telles que nécessaires afin de lui permettre de remplir ses fonctions en vertu de la présente loi et peut publier ces informations et données sous toute forme qu'elle peut déterminer: à condition que des transactions individuelles ne soient pas identifiées dans la publication.
- 3) Une personne qui refuse ou omet de fournir, dans un délai raisonnable, à la Banque toute information ou donnée demandée par elle en vertu du paragraphe 2) se rend coupable d'un délit et est passible, sur condamnation sommaire de culpabilité, d'une amende de 500 dollars.

Avances aux
membres du
bureau et au
personnel

54. La Banque peut, sous réserve des modalités devant être prescrites par le Conseil, accorder des avances à tout membre de son bureau ou de son personnel:

- a) pour l'achat, la construction ou la réparation d'une maison résidentielle destinée à son usage personnel contre garantie constituée sur ladite maison; et
- b) à d'autres fins pour un montant qui ne pourra excéder, pendant le temps où ces avances restent impayées, la rémunération annuelle reçue de la Banque par l'emprunteur.

Titres limités

Chapitre 322

55. Sauf avec le consentement écrit du Ministre, sur recommandation de la Banque, aucune banque ou autre institution financière ne sera ci-après autorisée, en vertu de la *Loi sur les services bancaires*, à porter une dénomination qui inclut l'un des termes suivants: "Central", "National", "Barbados", "Reserve" ou "State" ou leur équivalent dans toute autre langue.

56. La Banque est exonérée:

Exonération

- a) du paiement de l'impôt sur le revenu ainsi que de tout autre impôt sur le revenu ou les bénéfices des personnes;
- b) du paiement du droit de timbre sur tout document résultant de transactions avec des personnes résidant hors de la Barbade; et
- c) des prescriptions de la *Loi sur les services bancaires*.

Chapitre 322

57. Le Banque ne peut être liquidée hormis en vertu d'une loi.

Liquidation de
la Banque

58. 1) Le Ministre peut avancer à la Banque les sommes telles que pouvant s'avérer nécessaires pour permettre à la Banque de combler tout déficit réel ou anticipé de son revenu en relation avec ses dépenses pendant la période qui suit immédiatement son établissement jusqu'au jour fixé, ou tel autre jour fixé, pouvant être convenu entre la Banque et le Ministre.

Dépenses
initiales

- 2) Les avances en vertu du paragraphe 1) sont, par la présente, imputées sur et payables à partir du Fonds consolidé.
- 3) De telles avances seront:
 - a) porteuses d'un intérêt au taux tel que pouvant être convenu entre la Banque et le Ministre;
 - b) remboursées, dès le terme de l'exercice financier au cours duquel les comptes de la Banque présenteront pour la première fois un bénéfice net, de manière telle que pouvant être convenue entre la Banque et le Ministre.

59. 1) Le Gouverneur a le droit d'occuper une résidence complètement meublée, sans paiement de loyer.

Résidence
1984-19

- 2) Avec effet à partir du 1^{er} janvier 1984, la valeur de la résidence mentionnée au paragraphe 1) ne sera pas incluse dans le calcul du revenu imposable de la personne visée dans ce paragraphe, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Chapitre 73

DROIT PÉNAL (DÉLITS PASSIBLES D'UNE ARRESTATION)

LOI N° 1992-17

<i>Chapitre</i>	<i>Disposition législative</i>	<i>Modification</i>
		À l'article 136, les termes "un délit" sont remplacés par "une infraction".
		À l'article 139, les termes "un délit" sont remplacés par "un forfait".
		Au paragraphe 1) de l'article 143, les termes "forfait ou" sont abrogés.
311	<i>Loi sur les compagnies d'assurance de la Barbade</i>	Au point b) du paragraphe 1) de l'article 19, les termes "un délit passible d'une arrestation" sont remplacés par "un forfait".
315	<i>Loi sur les courtiers en titres de pension</i>	Au point b) de l'article 26, le terme "vol" est remplacé par "prise criminelle".
322A	<i>Loi sur la Banque nationale de la Barbade</i>	Au point b) du paragraphe 1) de l'article 11, les termes "un délit passible d'une arrestation" sont remplacés par "un forfait".
323C	<i>Loi sur la Banque centrale de la Barbade</i>	Au point b) du paragraphe 1) de l'article 13, les termes "un délit passible d'une arrestation" sont remplacés par "un forfait".
374	<i>Loi sur les médecins vétérinaires</i>	Au paragraphe 1) de l'article 10, les termes "un délit passible d'une arrestation" sont remplacés par "un forfait".